LE MONDE DES LIVRES
■ Lettres d'amour de Somalie
■ « Le Monde des poches »



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16518 – 7,50 F
VENDREDI 6 MARS 1998
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

DR

■ Picasso à Venise

Trois cents œuvres du maître sont exposées au Palazzo Grassi jusqu'au 28 juin. Réalisées entre 1917 et 1924, elles témoignent d'une période richissime durant laquelle se chevauchent les styles. p. 27

■ Edouard Balladur et la croissance

Dans un point de vue, l'ancien premier ministre prône *« une réforme hardie »* de notre société, à la faveur de la reprise de la croissance. p. 14

■ Lutte contre la délinquance

Fin 1992 était créé, à Stains, le premier groupe local de traitement de la délinquance. L'expérience, concluante, s'est développée en Seine-Saint-Denis. p. 9

■ La colère d'Auguin

Depuis *Geodis*, actuellement au large de l'Equateur, le navigateur Christophe Auguin dénonce les dérives des courses océaniques. p. 14 et la chronique de Pierre Georges p. 32

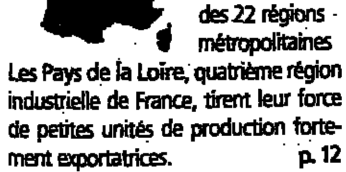
■ Procès Papon

Jean Pierre-Bloch fut l'un des 27 jurés à avoir jugé le maréchal Pétain, en 1945. Pour ce dernier témoin à s'exprimer, l'accusé *« n'a pas été résistant »*. p. 11

■ SNCF : le succès de Thalys

La SNCF est dépassée par le succès de sa nouvelle liaison entre Paris et Bruxelles en TGV et affiche complet plusieurs fois par jour. p. 18

■ Régions : les Pays de la Loire



Le Monde continue sa série de portraits des 22 régions métropolitaines

Les Pays de la Loire, quatrième région industrielle de France, tirent leur force de petites unités de production fortement exportatrices. p. 12

■ Nouvelles planètes

Nombreuses et récentes, les découvertes de planètes ou de systèmes solaires en formation autour d'étoiles défient les théories actuelles. p. 24

■ Economie : le tableau de bord

Affaires et entreprises : les faits du jour et les indices essentiels. p. 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénegal, 850 F CFA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 306 - 7,50 F

Régionales : le chantage du Front national

● La gauche accuse la droite de se préparer à des accords locaux avec l'extrême droite afin de sauver des présidences ● Les dirigeants de l'opposition réaffirment leur hostilité à toute compromission ● Le FN entretient le soupçon en proposant des ententes aux élus de droite

LA CAMPAGNE pour les élections régionales se focalise, depuis quelques jours, sur d'éventuelles alliances locales entre la droite et le Front national pour conserver *des présidences de conseils régionaux*. Les responsables socialistes demandent aux dirigeants nationaux de l'opposition de s'engager à faire appliquer partout et par tous leurs élus les engagements qu'ils ont pris concernant le parti *d'extrême droite*. Alain Madelin, président de Démocratie libérale, a dénoncé, mercredi 4 mars, ce *« procès permanent »*. Philippe Séguin, président du RPR, s'indigne d'être la cible de telles accusations : *« Je suis le premier homme politique français à avoir exposé quelle serait notre attitude. Je suis le seul homme politique français à faire ce qu'il dit »*, a-t-il déclaré au *Monde*. Il retourne aux socialistes l'accusation de complaisance à l'égard du Front national, en observant *que nombre de députés PS* ont été élus, en 1997, grâce au maintien des candidats d'extrême *droite au second tour de scrutin*.



Le parti de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret alimente cette polémique en proposant, dans certaines régions, d'apporter les voix de ses élus à un candidat RPR ou UDF qui aurait son agrément. *Affirmant qu'ils recherchent, cette* fois, des accords au grand jour, les dirigeants de l'extrême droite sont conscients qu'ils ne pourront pas toujours contrôler l'attitude de leurs propres élus. Localement, les responsables du Front national agitent, pour faire pression sur la droite parlementaire, la menace de contribuer au basculement de majorités départementales en maintenant leurs candidats, là où *ils le pourront*, au second tour des élections cantonales.

Cette tactique s'applique particulièrement en Seine-Maritime, où la droite est en mauvaise posture dans une dizaine de cantons, dont la perte pourrait lui coûter la *présidence du conseil général*.

Lire pages 6 et 7

Les professeurs jugent le lycée, leur métier et leurs élèves

NE RIEN modifier aux programmes, tout bouleverser, réformer ou non le bac, enseigner les *nouvelles technologies : il y a du* bouillonnement dans les têtes des professeurs. C'est ce qui ressort de la consultation nationale – *« Quels savoirs enseigner dans les lycées »* – lancée en décembre 1997 par le ministère de l'éducation auprès des 250 000 enseignants du secondaire. *Le Monde* s'est procuré plus de 400 réponses à ce questionnaire. La plupart des professeurs dénoncent des programmes *« encyclopédiques »* et réclament des ouvertures sur le monde moderne. Ils jugent aussi leurs élèves, dénoncent leurs lacunes, leur *« agressivité »* mais soulignent qu'ils sont victimes d'un système inadapté à leurs espérances.

Lire page 13

Damned ! Tony Blair l'anglican va à la messe

LONDRES
de notre correspondant

Les plaies continuent de s'abattre sur l'Eglise d'Angleterre, Eglise officielle dite *« établie »*. Après le risque de scission entraîné par l'ordination des femmes, après les ennuis financiers du synode, les divisions sur l'homosexualité et le projet de réforme de la monarchie séparant l'Eglise et l'Etat, voici l'heure des rumeurs selon lesquelles le premier ministre, Tony Blair, envisagerait de se convertir au catholicisme !

Une affaire d'importance, à lire le long communiqué publié, mercredi 4 mars, par le 10, Downing Street, démentant point par point les informations publiées par le *Daily Telegraph*, à savoir que Tony Blair s'est rendu à plusieurs reprises, depuis Noël, à la cathédrale – catholique – de Westminster pour y prier. *Selon le grand quotidien conservateur, le chef du* New Labour, anglican de confession, est allé à la messe seul, sans son épouse Cherry, catholique convaincue, mais sans communier, semble-t-il.

Que le bureau du premier ministre soit contraint d'infirmer, officiellement, cette information, souligne combien l'antagonisme entre catholiques et protestants demeure vivace en Angleterre et en Ecosse – sans mentionner l'Ulster –, après la rupture, au XVIe siècle, entre Rome et le roi Henri VIII. En dépit du rapprochement intervenu dans *les années 80* entre Cantorbery et le Vatican, en dépit de l'émergence d'une société multi-confessionnelle symbolisée par le souci du prince de Galles, héritier au trône, de devenir le *« défenseur des croyants »* et non plus d'une seule Eglise, le royaume n'a jamais eu de premier ministre catholique. *La Chambre des lords, qui comprend* une pléthore de prélats anglicans ainsi que d'anciens grands rabbins, n'a toujours pas d'évêque.

Les anglicans purs et durs, inquiets de la vague de conversions au catholicisme provoquée par l'acceptation des femmes-prêtres, ont *toujours regardé Tony Blair avec suspicion*. Ses trois enfants ont été baptisés et le plus âgé d'entre eux, Euan, est inscrit dans une école catholique, The Oratory, au grand dam de la frange laïque du Parti travailliste, défenseur de l'école publique. Chez les Blair, *la bénédiction* est de tradition lors des repas du soir. Et, le dimanche, le premier ministre accompagne fréquemment les siens à la paroisse d'Islington, son ancien quartier.

Protestant de naissance, Tony Blair, fils de notables conservateurs, s'est converti au *« christianisme social »* au cours de ses études à l'université d'Oxford, sous l'influence du révérend australien Peter Thomson, son ami le plus proche. Si la nouvelle équipe travailliste entend maintenir la législation très libérale sur l'avortement, le premier ministre, à titre personnel, n'a jamais caché son opposition à l'in*terruption de grossesse*. Enfin, *son gouvernement* est parti en guerre contre les francs-maçons, comme l'atteste la publication récente d'un rapport parlementaire préconisant l'obligation, pour les membres des loges, de se faire inscrire dans un registre ouvert au public.

Reste une consolation pour les traditionalistes et autres ultra-« parpaillots » : le jeune Blair n'a jamais été un adepte de Karl Marx, qui prédisait que, *« après son renversement en Irlande, l'Eglise établie va s'effondrer en Angleterre »*.

Marc Roche

La Chine dégraisse son « mammouth »

LA CHINE de l'après-Deng Xiaoping s'engage dans une réforme ambitieuse de sa pléthorique administration. Elle veut « dégraisser » radicalement ce « mammouth », héritage de l'âge communiste. Jusqu'à la moitié des huit millions de cadres d'adminis*trations redondantes et concur*rentes pourraient être mis à pied. Dans le même temps, le gouvernement cherche à instaurer un système de sécurité sociale pour porter assistance aux foules d'employés du secteur public in*dustriel, privés d'emploi par la ré*forme économique. Ces mesures sont destinées à réduire le fossé entre le gouvernement et une population désabusée. L'heure est à l'*autocritique* à Pékin.

Lire page 2

Gerhard Schröder, l'anti-Blair, enfin !

LE SUCCÈS éclatant de Gerhard Schröder aux élections régionales de son fief de Basse-Saxe a surpris un peu tout le monde en Allemagne. *Obtenir 48 % des suffrages* après une longue occupation du pouvoir à la tête de son Land n'avait rien d'évident, compte tenu du bilan plutôt médiocre de ces dernières années en matière de croissance et d'emploi. Pourtant, depuis longtemps, les sondages plaçaient Gerhard Schröder loin devant tous les autres hommes politiques allemands, même dans les nouveaux Länder de l'Est.

Mais voilà : il se trouve que son parti social-démocrate, le SPD, ne l'a *jamais* réellement apprécié. Les enfants de Brandt lui reprocheront son pragmatisme et son dédain affiché pour cette culture soixante-huitarde qui les cimente encore ; les épigones orthodoxes de Helmut Schmidt ne retrouveront pas leurs marques avec cet ancien chef des Jeunesses socia*listes, manifestement* issu des profondeurs du prolétariat allemand classique, volontiers interventionniste et peu regardant sur la doctrine économique.

A force de le tenir à distance, les cadres supérieurs du SPD avaient fini par se persuader que les électeurs, à leur instar, penseraient eux aussi que Schröder ne faisait pas l'affaire. Pourtant, depuis 1982, l'électorat populaire n'a ja*mais pensé comme la direction du* SPD. En 1983, il a rejeté le pacifisme antiaméricain de la bataille des euromissiles, en 1986 la main tendue aux écologistes, en 1989 les réticences face à la réunification – le crime capital de Lafontaine dénoncé par Willy Brandt parvenu alors à l'extrême fin de sa vie politique. L'électorat n'a pas bien accepté non plus le dilettantisme hédoniste des divers et éphémères *leaders du début des années* 90 qui semblaient endosser les choix pro-européens de Helmut Kohl par une sorte de préjugé touristique peu argumenté.

Une fois de plus, en l'absence prolongée d'une capitale centralisatrice et snob que Berlin ne sera pas avant longtemps, les *chattering classes* de la nouvelle Allemagne, les classes bavardes de la politique et du journalisme de Bonn, ont encaissé comme une gifle la victoire spectaculaire de Schröder.

Alexandre Adler pour Le Monde

Lire la suite page 15

Les ambitions de la BNP



MICHEL PÉBEREAU

PRÉSIDENT de la BNP, Michel Pébereau cherche à reprendre l'initiative. Avec 5,96 milliards de francs de bénéfices en 1997, il veut donner de sa banque l'image d'un *établissement rentable et ambitieux*. Répondant aux questions du *Monde*, il confirme être candidat à l'acquisition du CIC, ayant bon espoir de convaincre les pouvoirs publics de lui confier cette banque en cours de privatisation.

Lire page 16

RÉFORME Les autorités de Pékin affirment vouloir procéder à des coupes sombres dans l'appareil dirigeant pléthorique consécutif au système communiste. Fermeture et fusion d'administrations redondantes vont envoyer au chômage des millions de fonctionnaires. Un ministère de la sécurité sociale prendra le relais pour l'assistance aux nombreux employés débauchés dans la réforme du secteur industriel public. ● LE PREMIER MINISTRE sortant *Li Peng a lui-même reconnu l'ampleur de la corruption* dans un discours marquant la fin de dix années d'exercice à la tête du gouvernement. M. Li sera remplacé *par M. Zhu Rongji et prendra* la présidence d'un Parlement largement dénué de pouvoirs. ● LES ÉCONOMISTES de la Banque mondiale estiment que Pékin peut tirer de fructueuses leçons de la crise asiatique pour accélérer sa transition vers l'économie de marché.

Le régime chinois annonce un dégraissage massif de son administration

Près de la moitié des huit millions de cadres pourraient être mis à pied dans un effort d'assainissement dévoilé, jeudi 5 mars, à l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, Parlement symbolique de Pékin

PÉKIN
de notre correspondant

L'affaire est annoncée comme très sérieuse. L'administration chinoise, ce mammouth hérité de l'ère de la planification soviétique, où se télescopent structures du gouvernement et du Parti communiste, va à son tour être aspirée dans le tourbillon de la réforme. A l'heure où le pays entier est invité à se convertir au marché, un Etat minimal, recentré sur ses fonctions régaliennes, doit donner l'exemple. Telle est, en tout cas, l'ambition affichée par la nouvelle direction chinoise au moment où s'ouvre, jeudi 5 mars, la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP), appendice du Parti communiste, censée jouer le rôle de Parlement.

Dans son discours d'ouverture, Li Peng, qui s'apprête à troquer le poste de premier ministre pour celui de président de l'ANP, a hissé au rang de priorité la *« restructuration de l'appareil gouvernemental »*. *« L'incapacité de cet appareil à répondre aux exigences du développement d'une économie socialiste de marché est devenue chaque jour plus flagrante »*, a-t-il déclaré. Il a dénoncé le *« gigantisme des structures »*, *« l'absence de cloisonnement »* entre l'univers de l'Etat et les entreprises, *« la prolifération du bureaucratisme »* et *« autres comportements indésirables »*. Toutes ces dérives, selon Li, ont *« des effets désastreux sur nos finances »*.

L'heure du grand ménage a donc sonné. La cure d'amaigrissement doit se solder par la suppression, à l'échéance de l'an 2000, de onze ministères ou commissions d'Etat (dont le nombre passera de 40 à 29), à la faveur de fusions ou de la transformation d'administrations en entreprises publiques dans des secteurs exposés à la concurrence. Au plan technique, l'objectif est double : limiter les gaspillages causés par des organes pléthoriques et redondants et, surtout, accompagner la réforme des entreprises d'Etat en dissociant les tâches de gestion et de contrôle administratif. Politiquement, l'opération vise à redorer le blason d'un pouvoir fort peu populaire en montrant au pays que nul n'est épargné par le couperet de la réforme. Dans la bouche de M. Li, cela donne *« resserrer les liens entre le gouvernement et la population »*, ce qui est une reconnaissance implicite que le fossé est profond.

Cette *« restructuration institutionnelle »*, pour reprendre la formule officielle, se traduira par des démembrements à grande échelle. Un des plus symboliques est celui qui affectera la commission d'Etat au Plan (rebaptisée ministère du développement), dont les effectifs seraient amputés du quart. Des ministères industriels comme ceux de la chimie ou de la métallurgie disparaîtront pour devenir des sociétés holding qui devraient, à terme, s'autofinancer par actions.

« PASSAGE EN FORCE »

Dans le même temps, deux nouvelles entités devraient être créées pour répondre aux besoins suscités par l'accélération de la réforme : un ministère de la sécurité sociale, chargé de désamorcer la bombe du chômage (12 millions de licenciés en 1997, 11 millions attendus cette année), et un ministère des affaires financières, qui devra purger un système bancaire plombé par les créances douteuses et préparer l'économie à une convertibilité du yuan.

L'assainissement est censé être radical. Il devrait sacrifier entre un tiers et la moitié des huit millions de cadres du gouvernement et du parti. Une soixantaine de postes de dirigeants ayant rang de ministre ou vice-ministre seront supprimés. *« C'est une véritable opération chirurgicale, la plus grosse que le régime se soit jamais infligée à lui-même depuis 1949 »*, souligne Hu Angang, économiste à l'Académie chinoise des sciences.

Mais les interrogations sont multiples. Ce plan draconien ne risque-t-il pas de s'enliser dans les sables de l'inertie bureaucratique ? Ne va-t-il pas se heurter à la coalition de corporatismes et de féodalités unis pour la circonstance dans un réflexe de survie ? Après tout, des tentatives – certes plus timides – avaient déjà tourné court dans les années 1982-1985, 1988 et 1992-1995. L'inquiétude du torpillage est aujourd'hui suffisamment réelle dans l'entourage de Zhu Rongji, futur premier ministre et artisan de ce « passage en force », pour que les médias officiels aient commencé à distiller leurs mises en garde aux récalcitrants.

ORGANE SPÉCIALISÉ

« Dans le passé, dès que la fièvre de la réforme est retombée, les institutions gouvernementales ont recommencé à prendre du poids », écrit ainsi le *China Daily*. *« Les officiels ont usé de tous les moyens pour préserver leurs intérêts acquis quand leurs départements avaient la "malchance" d'être restructurés. Une attitude plus dangeureuse encore est l'absence de tout sens du bien public en raison des habitudes héritées de quarante ans d'économie planifiée. »* La leçon a été retenue : selon le *China Daily*, il ne faut pas confier le soin de la réforme aux administrations elle-mêmes, mais à un organe spécialisé œuvrant au-dessus de la mêlée. Quel que soit le sort qui lui sera réservé, ce programme est en lui-même porteur d'enseignements. Il confirme que la nouvelle équipe gouvernementale, rassemblée autour de Zhu Rongji, n'a pas l'intention de tergiverser.

D'inspiration foncièrement technocrate, frottée aux expertises sur la Chine des instituts étrangers, elle a une conscience aiguë de l'urgence de la réforme. Les crises financières d'Asie n'ont fait qu'attiser son impatience. Dans sa hâte modernisatrice, elle reproduit néanmoins les pratiques autoritaires traditionnelles du régime, au risque de cristalliser contre elle des oppositions irréductibles. Là est le risque d'un déraillement.

Zhu Rongji semble prêt à jouer ce rôle ingrat du « casseur-bâtisseur ». Jiang Zemin, le « numéro un » du régime, et Li Peng (tandem qui a déjà fait ses preuves) resteront suffisamment en retrait pour protéger leur avenir en cas d'embardées. Zhu servira de fusible fort commode. S'il réussit, l'équation du pouvoir au sommet risque de se modifier radicalement. Mais ce n'est pas parce qu'il y aura moins de fonctionnaires que les querelles de palais perdront en intensité.

Frédéric Bobin

Le « mea culpa » de Li Peng

L'autocritique est un exercice routinier dans la culture politique du Parti communiste chinois. En sacrifiant au rite au détour d'un paragraphe, Li Peng a toutefois dressé – peut-être involontairement – un sévère réquisitoire contre son propre bilan de deux mandats de premier ministre (1987-1998). On y lit que l'écart de développement entre les régions reste *« frappant »* et que la répartition des revenus est *« irrationnelle »*. On y apprend aussi qu'une partie de la population urbaine et rurale *« vit dans la gêne »* et que les citoyens sont *« mécontents de l'état actuel des mœurs sociales et de l'ordre public »*. On y découvre enfin que *« certains »* fonctionnaires *« s'aliènent »* la population et que la *« corruption, la prodigalité et le gaspillage continuent de sévir »*. Le *mea culpa* est implacable.

L'économie devrait tirer de précieuses leçons de la crise asiatique

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Existe-t-il un « modèle chinois » de développement ? Cette question peut être posée à la lumière des événements dramatiques qui se sont succédé depuis l'été 1997 en Asie. Peu touchée par la crise de confiance des marchés, la Chine est apparue comme un pôle de stabilité au milieu de la tourmente. Mais plutôt que de parler d'un « modèle chinois », les observateurs soulignent que la Chine, en état de transition économique, est en train de tirer de précieuses leçons des phénomènes actuellement repérables en Asie.

« Cette crise aura accéléré le cheminement de la Chine vers une économie de marché moderne », selon l'analyse de Peter Bottelier, économiste en charge de l'Asie orientale à la Banque mondiale à Washington. Là résiderait toute la signification de la promesse – faite à plusieurs reprises ces derniers temps par Pékin – de ne pas dévaluer la monnaie nationale, le yuan, option facile qui aurait permis de freiner l'actuel recul de la croissance. Celle-ci est passée de 9,6 % en 1996 à 8,8 % en 1997, et devrait s'établir autour de 7,5 % en 1998, selon la Banque mondiale (les autorités chinoises, légèrement plus optimistes, prévoient 8 % de croissance en 1998).

Jusqu'ici très attirée par le modèle sud-coréen de développement, la Chine doit, elle aussi, mettre un terme à l'existence de ses gros conglomérats, qui ressemblent d'une certaine façon à des chaebols coréens. La crise asiatique devrait accélérer le démantèlement en cours de ces corporations sous-capitalisées, même si cette initiative provoque une forte poussée du chômage. L'emploi est en train de devenir *« le problème majeur de l'économie chinoise »*, selon la Banque mondiale. Officiellement, le niveau du chômage chinois est de 3,1 % de la population active, mais ce chiffre ne comprend pas les millions de personnels licenciés dans le cadre de la restructuration des entreprises publiques. Dans certaines grandes villes du nord du pays, le niveau réel du chômage serait de 20 %.

EXCÉDENTS COMMERCIAUX

Le chômage ne peut que continuer à grimper dans la mesure où Pékin redouble d'efforts pour relâcher les liens organiques traditionnels entre monde politique et milieux bancaires : c'est là l'une des principales leçons de la crise asiatique. Les banques chinoises s'apprêtent à adopter des normes internationales permettant de mieux chiffrer leurs « créances douteuses », au risque de laisser apparaître d'immenses pertes.

Si la Chine n'a pas subi la contagion venue d'Asie, c'est avant tout parce qu'elle continue à disposer d'un marché des capitaux fermé. Il s'agit à la fois d'un atout et d'un élément de faiblesse, puisque la Chine n'est pas encore, par là même, pleinement intégrée dans les circuits économiques mondiaux. L'un des grands points forts de la Chine est que, contrairement à d'autres économies « émergentes », elle n'est pas pénalisée par une lourde dette extérieure à court terme. Cet élément était le véritable talon d'Achille des économies de Corée du Sud, de Thaïlande ou d'Indonésie.

Sur le total de l'endettement extérieur chinois (135 milliards de dollars), seuls 15 % sont à court terme. Cet endettement est largement couvert par les très importantes réserves en devises de la banque centrale chinoise (140 milliards de dollars, selon les chiffres de la Banque mondiale), qui ont été accumulées grâce aux excédents commerciaux considérables enregistrés par la Chine – les deuxièmes du monde après ceux du Japon.

Les énormes flux de capitaux étrangers privés qui viennent se fixer en Chine passent par le canal des investissements directs. Ceux-ci, en majorité fournis par les Chinois d'outre-mer, ont permis d'alimenter la prospérité à long terme du pays beaucoup plus que n'auraient pu le faire des prêts à court terme, par nature volatils.

TRANSITION CONTRÔLÉE

Par comparaison avec la Chine, un pays comme la Corée a commis l'erreur d'ouvrir ses marchés de capitaux à court terme tout en choisissant de rester fermée aux investissements étrangers à long terme, notamment pour des raisons de souveraineté nationale. Ce déséquilibre entre ouverture excessive aux capitaux à court terme et fermeture aux investissements à long terme est un élément de grave faiblesse, comme on le voit également en Russie. Sur ce point, on pourrait donc bien parler d'un « modèle chinois » de transition contrôlée vers le capitalisme.

La Chine ne peut pas, pourtant, rester à l'écart des événements asiatiques. Elle va devoir faire face au ralentissement de ses échanges extérieurs – notamment de ses exportations vers le Japon – ainsi qu'à la baisse de l'investissement étranger. Les dirigeants de Pékin réfléchissent donc dans l'urgence, en ce moment même, à l'ensemble des instruments macro-économiques dont ils disposent. Selon la Banque mondiale, le choix de la dévaluation semble exclu, de même que celui du relâchement des taux d'intérêt, contradictoire avec l'objectif d'assainissement radical des entreprises actuellement en cours.

Le scénario le plus probable, selon Peter Bottelier, de la Banque mondiale, c'est que la Chine *« accélère l'octroi des autorisations pour certains investissements étrangers »*, notamment dans les secteurs où l'industrie chinoise n'est pas concurrentielle (la haute technologie, par exemple). C'est ce qu'on observe avec la conclusion toute récente d'un accord sur la construction d'une immense raffinerie construite en joint-venture par Shell avec trois partenaires chinois, à Nanhai, dans la région du Guangdong. Ce projet de 5 milliards de dollars – le plus gros investissement étranger jamais réalisé en Chine – est sorti miraculeusement des tiroirs de l'administration où il sommeillait depuis plusieurs mois.

Au lieu de laisser partir les investissements étrangers vers la Thaïlande, la Chine préférera sans doute attirer les capitaux extérieurs vers ses propres régions intérieures, dont les coûts salariaux sont inférieurs à ceux des régions côtières. L'autre aspect central de la future stratégie chinoise consistera à relancer la demande intérieure en engageant des dépenses budgétaires appropriées, par exemple des mesures d'aide à l'accession à la propriété.

La clé du problème chinois réside, comme partout ailleurs en Asie, dans le développement d'un marché financier digne de ce nom. Telle est du moins l'analyse en cours à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Peter Bottelier résume le problème en ces termes : *« Les Chinois ont une énorme épargne intérieure privée : plus de 500 milliards de dollars au total. Or ils utilisent mal ce potentiel. Il faut qu'ils se dotent d'un marché obligataire capable d'attirer les capitaux domestiques. C'est ce qu'ont su faire la Malaisie et les Philippines, deux pays qui s'en sont plutôt bien sortis dans la crise. La grande question à propos de la Chine est de savoir combien de temps prendra cet énorme processus de transformation. »*

Lucas Delattre

Aux Etats-Unis, Kofi Annan est victime du succès de sa mission en Irak

Les sénateurs républicains reprochent au secrétaire général de l'ONU d'avoir fait des concessions à Bagdad et d'estimer possible de travailler avec Saddam Hussein

NEW YORK
de notre correspondante

Personne, aux Etats-Unis, n'a jugé bon de remercier Kofi Annan après sa mission en Irak. Loué dans le monde pour avoir empêché une intervention militaire contre l'Irak, le secrétaire général de l'ONU est décrié par une partie des milieux politiques américains. *« C'est facile d'obtenir un accord si l'on est prêt à faire assez de concessions »*, estime ainsi le sénateur républicain de Caroline du Nord, Jesse Helms, pour qui l'accord signé lundi 23 février entre M. Annan et l'Irak *« évoque la capitulation de Neville Chamberlain devant Hitler en 1938 à Munich »*.

Trent Lott, le chef de la majorité républicaine au Sénat, ne comprend pas, lui, pourquoi les Etats-Unis ont fait confiance *« à un homme qui s'est employé à forger des relations humaines avec un assassin »*. Par ailleurs, *« offensé »* par le fait qu'à son retour de Bagdad le secrétaire général ait *« choisi »* de s'arrêter à Paris *« avant même d'avoir rendu compte de sa mission à des responsables américains »*, le sénateur Lott a refusé de recevoir M. Annan à Washington.

Ce dernier reste serein. *« Je redemanderai un autre rendez-vous avec le sénateur Lott, lors de ma prochaine visite à Washington »*, a-t-il dit à son entourage, affecté par les mauvaises manières du sénateur. Le secrétaire général est bien conscient que ses relations avec le législateur américain sont importantes à double titre pour l'ONU : elles permettent d'éviter de nouvelles tensions entre les Etats-Unis et l'Irak et facilitent le paiement de plus de 1 milliard de dollars d'arriérés américains aux Nations unies. *« Après l'humiliation subie en Irak, il n'y a désormais aucune chance que les Etats-Unis paient cet argent à l'ONU »*, a déclaré haut et fort le sénateur Lott.

Les responsables de l'administration ne sont pas plus tendres. Sans critiquer directement M. Annan, un responsable de haut rang de l'administration à Washington se dit *« irrité »* par *« l'accueil »* qui lui a été réservé par le personnel de l'ONU. *« Ce genre de démonstration publique ne fait que renforcer la phobie anti-ONU dans ce pays »*, commente-t-il. Parlant sous couvert d'anonymat, il explique que Kofi Annan a par ailleurs fait *« deux grandes erreurs »*.

TENTATIVE D'APAISEMENT

Aux yeux du gouvernement de Bagdad, a dit le secrétaire général, les experts en désarmement *« se comportent comme des cowboys »*. Cela revient, explique le haut responsable américain, à *« se distancier de l'Unscom »* – la commission spéciale chargée de désarmer l'Irak. L'autre faute *« impardonnable »* de M. Annan aux yeux des républicains, ajoute-t-il, a été de déclarer que Saddam Hussein est quelqu'un *« avec qui on peut travailler »* *(do business)*. C'est ce que les républicains eux-mêmes pensaient avant l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990, et *« ils n'aiment pas qu'on leur rappelle qu'il y a sept ans ils pensaient que l'on pouvait travailler avec Saddam »*.

« Je pense qu'ils ne comprennent pas que je suis allé en Irak pour obtenir l'application des résolutions du Conseil de sécurité », commente M. Annan interrogé par *Le Monde*. *« Pour certains, la seule issue acceptable de la crise avec l'Irak est le renversement du président Saddam Hussein, tout le reste n'est que de l'"apaisement" »*, ajoute-t-il, soulignant que, en tant que secrétaire général de l'ONU, son devoir *« était d'empêcher une tragédie et de sauver des vies »*. Cette idée agace Washington. *« Les Etats-Unis sont après tout le pays moral par excellence »*, affirme sans rire un diplomate américain. *« L'idée d'avoir un secrétaire général de l'ONU courant le monde au nom de la morale est insupportable. »*

Joint par téléphone à Washington, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, estime que *« Kofi Annan a fait un travail admirable en exploitant la détermination américaine de recourir à la force »*. Sa mission est *« en tout cas un succès pour la politique américaine : s'il n'avait pas réussi, on aurait eu le soutien nécessaire pour une action militaire, et, si l'accord ne tient pas, la résolution votée par le Conseil de sécurité ouvre la voie au recours à la force »*.

M. Annan veut calmer le jeu. Dans une lettre adressée aux personnels de l'ONU, il les prie de *« ne pas être découragés »* par *« ceux qui nous critiquent »* et les invite à traiter ces derniers *« avec compréhension et compassion »*. Publiée dans la presse, cette lettre jugée *« condescendante »* à Washington n'a fait que mettre de l'huile sur le feu.

En attendant, le secrétaire général continue à *« faire ce qu'il a à faire »*. Mercredi 4 mars, il a nommé, malgré les objections de Washington, l'ancien ambassadeur indien Prakash Shah comme son représentant spécial pour l'Irak. M. Shah sera résident à Bagdad.

Afsané Bassir Pour

Ephraïm Halévy est nommé chef du Mossad

Le premier ministre israélien crée une direction bicéphale

Ephraïm Halévy, diplomate et ancien responsable du Mossad, a été nommé mercredi 4 mars chef du Mossad, le service de renseignement extérieur d'Israël. Le général Amiram Lévine, commandant de la région nord, a été désigné comme son adjoint par le premier ministre, Benyamin Nétanyahou.

TEL-AVIV
de notre correspondant

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a annoncé mercredi 4 mars la nomination du diplomate et spécialiste du renseignement, Ephraïm Halévy comme chef du Mossad et du général Amiram Lévine, commandant de la région nord, comme son adjoint. Ce dernier est censé s'initier au métier du renseignement auprès de M. Halévy pour le remplacer au terme d'une période estimée entre un et deux ans. Avec la nomination de cette direction bicéphale, qui pour une fois est approuvée par la presse, M. Nétanyahou entend engager une réorganisation complète du service de renseignement extérieur, secoué par une série de fiascos.

En l'espace de quelques mois, le Mossad a essuyé deux échecs : l'attentat manqué à Amman, en septembre 1997, contre Khaled Mechaal, un responsable du Mouvement de la résistance islamique palestinien, Hamas, et la tentative de placer un dispositif d'écoute téléphonique dans un appartement de la banlieue de Berne, qui a abouti à l'arrestation par la police helvétique de l'un des « plombiers ». Auparavant, le Mossad avait été ébranlé par la révélation que, pendant plusieurs années, un de ses agents vedettes, Yéhouda Gil, avait fabriqué des informations qu'il était supposé obtenir de source syrienne.

Après l'attentat manqué d'Amman, M. Nétanyahou, qui avait été critiqué pour avoir ordonné cette opération sur le sol d'un Etat arabe ami d'Israël, avait mis sur pied un *« comité de clarification »* lequel, au terme de quatre mois d'investigation, a blanchi le premier ministre et sévèrement critiqué le chef du Mossad, Dany Yatom. Le fiasco de Berne a ensuite accéléré la démission de ce dernier. Avant de nommer son successeur, M. Nétanyahou semble avoir pris l'avis d'un grand nombre de gradés de l'armée et d'anciens chefs des services de renseignement.

Agé de soixante-trois ans, le nouveau chef du Mossad, né en Grande-Bretagne au sein d'une famille sioniste, a immigré en Israël en 1948. Il est le premier chef de ce service à ne pas avoir fait l'armée, puisqu'il a été réformé en 1952 pour un problème cardiaque. Après des études de droit, il est entré au Mossad qu'il a notamment représenté à Washington. Au moment de la signature du traité de paix avec la Jordanie, en novembre 1994, l'ancien premier ministre, Itzhak Rabin, avait révélé qu'un de ses principaux artisans était M. Halévy.

Les liens étroits que M. Halévy a tissés avec le roi Hussein et les services de sécurité jordaniens ont sans doute été un élément central de sa nomination. M. Halévy avait quitté le Mossad en 1995, pour devenir ambassadeur auprès de l'Union européenne, poste qu'il occupe jusqu'à maintenant. Son adjoint, Amiram Lévine est considéré comme un as des opérations osées. Agé de cinquante-deux ans, il s'est distingué au cours de l'invasion du Liban en 1982. Il est identifié comme ayant planifié une opération héliportée censée aboutir à l'élimination du président irakien Saddam Hussein et dont l'exercice de simulation s'est soldé par un échec meurtrier dans le Néguev. – *(Interim.)*

Querelle franco-américaine sur une traduction

LA FRANCE s'est opposée, mercredi 4 mars, à l'adoption d'une déclaration du Conseil de l'OTAN menaçant l'Irak de graves conséquences en cas de violation de l'accord conclu avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Rédigé à l'initiative des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, le projet de texte mettait l'accent sur la perspective de sanctions importantes si Bagdad contrevenait à ses engagements. Pour Paris, le Conseil de l'OTAN n'est pas le forum approprié pour se prononcer sur la crise irakienne, sauf s'il se borne à apporter son soutien à la résolution 1154 du Conseil de sécurité des Nations unies adressant un avertissement à l'Irak – ce qui fut fait, en définitive.

La petite guerre qui ne dit pas son nom entre Paris, d'une part, Washington et Londres, de l'autre, à propos de l'Irak continue. Elle avait commencé dans les discussions discrètes qui ont précédé l'adoption de la résolution 1154. Dans un premier temps, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne tenaient à voir figurer dans le texte l'expression *« violation patente »* *(material breach)*, qui implique une riposte militaire immédiate. Devant le refus de la France, de la Chine mais surtout de la Russie, qui menaçait d'opposer son veto, Washington et Londres y ont renoncé.

Vendredi 27 février, le Japon et la Grande-Bretagne ont soumis aux membres du Conseil un projet de résolution évoquant *« les conséquences très graves »* *(very severe consequences)* qu'induirait une infraction irakienne. Au cours du week-end, les Etats-Unis ont demandé, entre autres amendements, la substitution de l'expression *« les plus graves conséquences »* *(the severest consequences)* à la formule originelle. Lundi, pour relativiser lesdites conséquences et contourner une riposte immédiate, le représentant de la Chine a réclamé la suppression de l'article *« the »*.

Le texte définitif adopté en anglais est *« any violation would have severest consequences »*. Dans sa version française, tout aussi officielle que l'anglaise, la résolution dispose que *« toute violation aurait de très graves conséquences »*. Une traduction plus appropriée aurait peut-être été *« parmi les plus graves »*.

C'est de l'ergotage, commente-t-on de source française, récusant tout parallèle entre la résolution 1154 et la fameuse résolution 242 de novembre 1967, qui, dans sa version anglaise, prévoyait le retrait d'Israël *« de »* territoires occupés *(from occupied territories)*, alors qu'elle mentionnait clairement dans sa formulation française le retrait *« des »* territoires occupés. Ce qu'il faut retenir dans la résolution 1154, c'est qu'elle écarte toute référence à la rupture du cessez-le-feu, qu'elle précise que le Conseil *« souligne »* que toute violation du cessez-le-feu aurait de très graves conséquences – alors que les Américains auraient voulu que le Conseil *« décide »* – et qu'elle dispose que le Conseil *« demeure activement saisi de la question de façon à assurer l'application de la présente résolution »*. Ces trois éléments, explique-t-on de même source, sont les vraies parades à l'automaticité d'un recours à la force.

Mouna Naïm

Le premier ministre slovaque s'arroge une partie des fonctions présidentielles

L'incertitude est totale sur la succession du chef de l'Etat sortant

Depuis l'expiration, lundi 2 mars, du mandat du président sortant, Michal Kovac, le premier ministre populiste slovaque, Vladimir Meciar, a récupéré une partie des attributions présidentielles. L'opposition dénonce la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme, alors qu'un nouveau scrutin, prévu jeudi 5 mars, semble voué à l'échec. Le vide à la tête de l'Etat pourrait durer jusqu'aux législatives de l'automne.

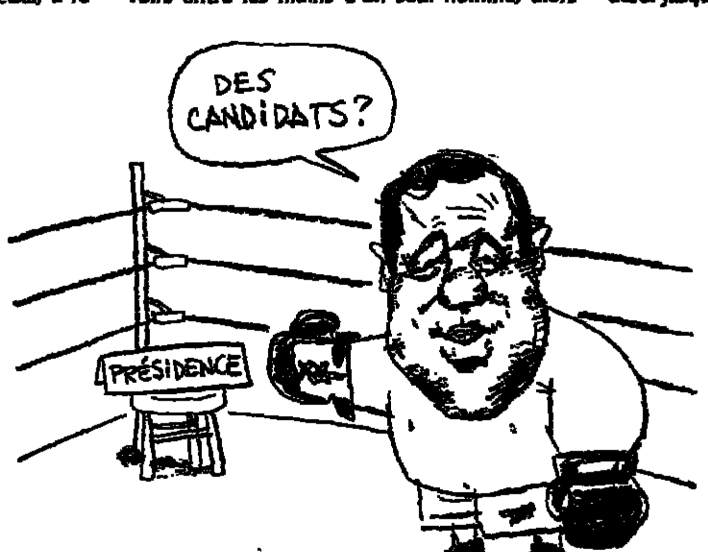
BRATISLAVA
de notre envoyé spécial

Depuis quelques jours, la Slovaquie n'a plus qu'un seul maître à bord, Vladimir Meciar, qui entend mener la barque où bon lui semble, si besoin dans les eaux troubles d'un pouvoir autoritaire. Premier ministre pratiquement sans interruption depuis la chute du communisme, en novembre 1989, chef de la formation au pouvoir, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), M. Meciar vient d'ajouter à son palmarès une partie des attributions du président sortant, Michal Kovac, dont le mandat de chef d'Etat a expiré, lundi 2 mars.

Le chef du gouvernement a brutalement marqué l'extension de ses prérogatives en révoquant mardi 28 des 59 ambassadeurs du pays, nommés par M. Kovac, et en reportant *sine die*, grâce à un artifice juridique, l'organisation d'un référendum d'initiative populaire pour l'élection du président de la République au suffrage universel.

Ces coups d'éclat ne sont pas vraiment une surprise de la part de ce dirigeant charismatique, *« fils du peuple »* et *« père de l'indépendance slovaque »*. Réputé pour son autoritarisme et son goût du pouvoir, Vladimir Meciar excelle dans les situations de crise, quitte à les provoquer. La situation actuelle est d'ailleurs singulière. Personne ne sait qui remplacera le chef de l'Etat – dont les pouvoirs sont assez limités –, ni quand un hypothétique candidat sera élu... ni comment.

A l'instar du précédent vote, tenu voici un mois, le scrutin présidentiel qui doit avoir lieu, jeudi 5 mars, s'annonce comme *« un coup pour rien »*, reconnaît Dusan Slobodnik, président de la commission des affaires étrangères au Parlement et membre du HZDS. *Le candidat le plus sérieux*, présenté par l'opposition, n'a – sauf improbable coup de théâtre – aucune chance d'obtenir les 90 voix nécessaires sur les 150 de l'Assemblée.



Quant à la coalition au pouvoir, elle refuse de porter sur les rangs l'un de ses hommes, sachant qu'elle ne pourrait compter que sur le soutien d'environ 80 députés. Le paysage politique s'étant fortement polarisé ces dernières années entre les *« pro »* et les *« anti »*-Meciar, le salut ne pourrait venir qu'avec la candidature d'une personnalité indépendante... introuvable pour le moment. Vladimir Meciar ne serait pas pressé de trouver l'oiseau rare. La Constitution ne l'oblige à respecter aucun délai.

« DÉFICIT DÉMOCRATIQUE »

Par ailleurs, M. Kovac s'est appliqué à donner ses lettres de noblesse à une fonction d'arbitre présidentiel sans précédent dans l'histoire de la Slovaquie indépendante. Mais il provoqua également le vote de défiance au Parlement qui écarta le premier ministre du pouvoir pendant quelques mois en 1994. Depuis, les deux hommes étaient en guerre ouverte, comme l'illustre l'horloge géante que M. Meciar fit installer en face des fenêtres du président et qui décompta, jusqu'au dernier, le nombre de jours qui lui restait jusqu'à l'expiration de son mandat.

Le régime en place peut arguer de sa légitimité électorale. Il peut également souligner que la presse est libre de le critiquer – ce qu'elle ne manque d'ailleurs pas de faire – et que le pluralisme politique est devenu une réalité dans ce pays sans réelle tradition démocratique. Il n'empêche que les derniers dérapages de M. Meciar s'ajoutent à une liste déjà longue. L'Union européenne avait ainsi exclu, en juillet 1997, la Slovaquie de la liste des pays avec lesquels Bruxelles va prochainement entamer des négociations d'adhésion. La Slovaquie avait été refusée en raison de son *« déficit démocratique »* alors que, parallèlement, on lui reconnaissait de *« satisfaire, à moyen terme, aux critères économiques »*.

Le HZDS a affirmé, mercredi, que les premières décisions du *« président par intérim, Meciar »* sont légales. Pour Ivan Sinko, chef du parti chrétien-démocrate (KDH), elles constituent cependant *« une manifestation de force primitive »*. Les méthodes de M. Meciar nourrissent des appréhensions à l'approche des élections législatives, prévues pour l'automne. Alors que le pouvoir prépare dans le plus grand secret une réforme de la loi électorale, l'opposition dit s'attendre à tout, y compris à l'annulation ou au report de ce scrutin qu'elle a des chances de remporter, selon les derniers sondages.

« Nous ne vivons pas dans une dictature », relativise toutefois Stefan Markus, président du comité Helsinki pour les droits de l'homme, *« mais on a toujours des craintes lorsque quelqu'un essaie de concentrer tout le pouvoir entre ses mains »*. Rien ne dit que Vladimir Meciar ne pourra pas conserver son pouvoir le plus légalement du monde. Même si sa popularité s'est érodée, il dispose dans le HZDS d'une puissante machine électorale, et son populisme lui assure encore la confiance de près d'un électeur sur quatre, avant même le début de la campagne.

Christophe Châtelot

« Voyou ! », « Un loup affamé », « La dictature commence... »

La presse slovaque d'opposition dénonce unanimement, jeudi 5 mars, les premières décisions prises par Vladimir Meciar en tant que *« président par intérim »*.

● *Praca* (Travail) associe la révocation de la moitié des ambassadeurs slovaques à *« un changement de régime »*. *« Vladimir Meciar s'est jeté sur ses compétences présidentielles comme un loup affamé. La dictature commence lorsque l'opinion publique ne lui importe plus »*, affirme le journal.

● *Sme* dénonce *« l'anéantissement du référendum »* par un homme d'Etat qualifié de *« voyou »* et un gouvernement *« à bout de souffle »*, contraint d'agir dans le *« non-droit »*.

● *Pratiquement tous les titres* font un parallèle avec *« la nuit de novembre 1994 »*, lorsque, à peine revenu au pouvoir, Vladimir Meciar avait renvoyé les directeurs des plus hautes institutions de l'Etat. Selon un commentateur, *« depuis deux ans "Vlado" (Vladimir) a balayé presque tout ce qu'il y avait de démocratique dans le pays »*.

Un Serbe de Bosnie, inculpé de crimes de guerre, s'est rendu au TPI

« Zaga » commandait une unité paramilitaire à Foca

SARAJEVO
de notre correspondant

Dragoljub Kunarac, un Serbe de Bosnie inculpé de crimes de guerre par le Tribunal pénal international (TPI), s'est livré, mercredi 4 mars, à la SFOR (Force de stabilisation de l'OTAN). Agé de trente-huit ans, il s'est rendu à des soldats français basés à Filipovici, près de Foca (sud-est). Il a aussitôt été conduit en hélicoptère jusqu'au quartier général de la division multinationale sud-est de la SFOR, à Mostar, puis transféré dans la soirée au siège du TPI à La Haye.

Dragoljub Kunarac, alias « Zaga », qui commandait en 1992 une unité paramilitaire de volontaires serbes venus du Monténégro, est accusé de crimes contre l'humanité. Il fait partie d'un groupe de sept Serbes originaires de Foca qui, selon les actes d'accusation du Tribunal, dressés en juin 1996, auraient violé, torturé et réduit à l'état d'esclaves des femmes musulmanes de Foca – la première ville de Bosnie conquise par les milices serbes le 17 avril 1992. Sa population, à majorité musulmane avant guerre (51 %), y a été décimée. Regroupées sur plusieurs sites, les femmes musulmanes ont été livrées pendant des mois aux groupes paramilitaires en permission et soumises à des violences sexuelles. Dragoljub Kunarac aurait ouvert un lieu de détention dans le quartier d'Aladza, à Foca. Le rapport du TPI indique que, le 15 juillet 1992, une jeune fille de seize ans y a été violée durant trois heures par quinze miliciens. Dragoljub Kunarac lui aurait dit qu'elle *« mettrait au monde un enfant serbe »*.

QUATRIÈME REDDITION

Selon l'agence serbe Tanjug, Dragoljub Kunarac a déclaré avant son départ pour La Haye qu'il espérait *« prouver son innocence »* et que le TPI serait *« objectif et sans parti pris »*. Il est le quatrième Serbe inculpé par le TPI à se livrer à la justice internationale. Les trois autres s'étaient rendus en février 1998. Un cinquième, Zoran Zigic, originaire de Banja Luka (nord-ouest), a annoncé, mardi, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il allait lui aussi se livrer en fin de semaine. Vingt-quatre personnes se trouvent maintenant aux mains du TPI, qui a mis en accusation soixante-dix-neuf suspects (dont trois sont décédés et trois ont été relâchés).

Louise Arbour, le procureur du TPI, s'est félicitée de la reddition de Dragoljub Kunarac, qui *« prouve la légitimité du TPI »*. De passage à Sarajevo avant de se rendre à Belgrade pour y rencontrer le président yougoslave Slobodan Milosevic, le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, a souhaité, au nom de l'Union européenne, que *« Radovan Karadzic [ancien chef des Serbes de Bosnie, inculpé de crimes de guerre] se rende lui aussi »*. Robin Cook a eu un entretien à ce sujet avec l'élu serbe à la présidence collégiale bosniaque, Momcilo Krajisnik, qui s'est refusé à accéder à cette demande.

Christian Lecomte

5 ans de prison pour le Croate Drazen Erdemovic

Le TPI a condamné, jeudi 5 mars à La Haye, à 5 ans de prison, Drazen Erdemovic. Ce Croate de Bosnie, âgé de 26 ans, avait été enrôlé par l'armée des Serbes de Bosnie et avait participé à une exécution massive de civils musulmans près de Srebrenica (nord-est) en juillet 1995. Condamné une première fois en novembre 1996 à 10 ans d'emprisonnement, la sévérité de cette peine avait surpris en égard aux circonstances atténuantes qu'il présentait et lui a valu d'être jugé une deuxième fois. Drazen Erdemovic a été, jusqu'à présent, le seul accusé du TPI à s'être reconnu coupable des crimes qui lui étaient reprochés. – (AFP)

■ **Le président de la République, Jacques Chirac, devrait se rendre prochainement en Bosnie. La date du 7 avril est à l'étude, indique-t-on à l'Elysée. M. Chirac souhaite s'entretenir avec les responsables bosniaques et rendre visite aux militaires français stationnés dans ce pays dans le cadre de la SFOR.**

La Douma approuve certaines coupes dans le budget russe

George Soros a prêté « des centaines de millions de dollars »

MOSCOU
de notre correspondante

Présenté dès le mois de juillet 1997, avant la crise asiatique, le laborieux projet de budget 1998, avec un déficit réduit à 4,7 % du produit intérieur brut, a enfin été approuvé par la Douma, mercredi 4 mars, rassurant certains investisseurs et poussant la Bourse à la hausse. Mais la récente injonction présidentielle du 17 février à l'adoption d'amendements pour rendre le budget *« réaliste »* n'a guère été suivie d'effet : les compromis adoptés, mercredi, en ont diminué la portée.

Le même jour, en outre, une confidence du financier américain George Soros a jeté une lumière crue sur la façon dont Moscou s'en sort, en pratique, pour boucher ses trous budgétaires. Le célèbre « spéculateur », en visite à Moscou pour détailler ses nouveaux programmes d'assistance humanitaire au pays (300 à 500 millions de dollars sur trois ans), a affirmé qu'il avait prêté des *« centaines de millions de dollars »* au gouvernement russe l'été dernier. Ce prêt *« à taux très favorable »*, a-t-il souligné, a permis au Kremlin de tenir sa promesse de verser au 1er juillet tous ses arriérés de retraite. Il s'agissait d'un prêt-relais d'une semaine, avant que Moscou ne touche l'argent d'un placement de 2 milliards de dollars sur le marché euro-obligataire. Un prêt bancaire français à Gazprom avait alors été utilisé de la même façon.

La même situation s'est reproduite en fin d'année, quand le gouvernement a cherché, et sans doute obtenu, des prêts-relais auprès de banquiers amis pour payer les arriérés de salaires au secteur public. C'était l'annonce d'un déblocage de fonds du FMI qui avait alors permis de telles opérations, qui ne furent pas, non plus, rendues publiques. George Soros a affirmé qu'il fut à nouveau sollicité, mais a refusé *« pour que cela ne devienne pas une habitude »*. En réalité, le financier a pu être échaudé par la campagne, lancée par le banquier russe Boris Berezovski, contre lui et ses alliés du groupe Unexim, avec lesquels il gagna (peu après son prêt secret au gouvernement) un concours pour l'achat d'un quart du géant russe des télécommunications *Sviazinvest*. Il a néanmoins affirmé qu'il sera *« sans doute »* candidat au rachat d'un autre « quart », fin 1998.

À NOUVEAU « IRRÉALISTE »

Le gouvernement russe, applaudi par le Fonds monétaire international, avait demandé à réduire de 27 milliards de roubles (4,6 milliards de dollars) les dépenses du budget fixées à 500 milliards de roubles. Mercredi, il fut seulement autorisé à faire, sur préavis, des coupes plus ou moins proportionnelles sur tous les postes, au cas où les rentrées se révèleraient insuffisantes. Or, *« tout le monde sait que ce sera le cas, au moins de 10 % »*, a estimé Alexandre Morozov, un économiste de la Banque mondiale à Moscou. *« Il fallait*, a-t-il dit, *que les dépenses cette année soient inférieures aux dépenses réelles de 1997 »*. Les dépenses prévues furent arbitrairement séquestrées par le gouvernement de 30 %, en milieu d'année. *Le* nouveau projet de budget, qui doit encore être approuvé par la Chambre haute du Parlement et signé par Boris Eltsine, sera donc à nouveau « irréaliste », même s'il le sera dans des proportions moindres qu'en 1997. Mais la crise des non-paiements se poursuivra : les entreprises publiques et les administrations qui verront leurs crédits subitement réduits cesseront de payer employés, fournisseurs et impôts, emprunteront cher aux banques « amies » ou chercheront à compenser les dettes entre elles, multipliant dans le pays les circuits de monnaie « grise », propices aux malversations.

Or ces compensations, interdites pour cette année par un décret de Boris Eltsine, sont... à nouveau introduites dans le budget 1998 comme un des recours possibles pour limiter les déficits. Le gouvernement affirme cependant qu'il s'interdira d'user de cette manœuvre. D'autres compromis furent acceptés, limitant notamment la possibilité pour le gouvernement d'augmenter sensiblement ses rentrées d'impôts. N'en ayant obtenu qu'à hauteur de 9 % du PIB en 1997, il viserait cette année 11 %, mais même cette somme resterait dangereusement faible dans la conjoncture de l'après-crise asiatique, qui a brisé les espoirs d'une croissance sensible en Russie en 1998. Les tentations de recours à M. Soros et consorts risquent donc de rester encore d'actualité cette année.

Sophie Shihab

Les sociaux-démocrates allemands défendent la monnaie unique et l'emploi

L'EURO et l'emploi figurent en bonne place dans le programme de gouvernement présenté par le Parti social-démocrate allemand (SPD) en vue de sa campagne pour les élections législatives de septembre. Ce programme, qui doit être officiellement aprouvé, lundi 9 mars, par la direction du parti, a été longuement négocié, ces derniers mois, entre les équipes du président du SPD, Oskar Lafontaine, et du nouveau candidat à la chancellerie, Gerhard Schröder.

Le projet de texte, qui a commencé à circuler cette semaine à Bonn, devrait rassurer ceux qui dans les autres capitales européennes redoutaient qu'une éventuelle défaite du chancelier Kohl puisse remettre en cause l'engagement européen de l'Allemagne, *notamment en ce qui* concerne l'Union monétaire.

Dès sa nomination comme candidat du parti, le *ministre-président* de Basse-Saxe a pris soin mardi de téléphoner au premier ministre français, Lionel Jospin, pour le rassurer sur son intention de mener une politique européenne conforme à celle définie par le SPD. Celle-ci fait l'objet depuis deux ans maintenant d'une étroite coordination avec le Parti socialiste au sein de deux commissions mixtes consacrées à la politique économique et financière et aux questions de politique extérieure et de défense.

On s'estime à Paris rassuré par l'évolution de M. Schröder sur la monnaie unique. N'ayant pas eu de responsabilités internationales au sein de son parti, ce dernier est moins connu que M. Lafontaine dans les milieux socialistes européens. Ceux qui le connaissent estiment que s'il devait être amené à diriger un gouvernement, le ministre-président de Basse-Saxe se distinguerait non pas sur le fond de la politique de son parti, mais plutôt par la manière de défendre les intérêts allemands dans les négociations.

« PACTE EUROPÉEN »

Concernant la monnaie unique, l'adversaire du chancelier, auquel il a été souvent reproché de flirter avec les eurosceptiques, a indiqué *ces derniers temps que la question* n'était plus de savoir si l'euro viendrait ou non, mais d'en tirer les *conséquences pour l'Allemagne*.

Comme les socialistes français ou les travaillistes britanniques, le SPD *insiste* dans son programme sur la nécessité de faire de la lutte contre le chômage la priorité de la politique communautaire : *« Le 1er janvier 1999, l'Union économique et monétaire européenne commence. Il s'agit maintenant de l'organiser (...). Elle doit être supportée par une politique économique et financière de tous les pays membres. Nous ne voulons pas d'euro du chômage, mais un euro pour l'emploi et la stabilité sociale. Nous voulons que l'euro soit aussi fort que le deutschemark. C'est seulement si l'Europe parvient à faire baisser de manière durable le chômage de masse que l'euro peut assurer la stabilité que les gens attendent. »*

Le SPD se prononce pour un *« pacte de l'emploi européen »*. Se démarquant des réticences manifestées par le gouvernement Kohl au Sommet de Luxembourg sur l'emploi, il milite pour que des objectifs quantifiés soient fixés à la politique européenne de lutte contre le chômage, et estime que l'Union doit se donner pour objectif commun d'offrir aux jeunes une perspective à la sortie de l'école.

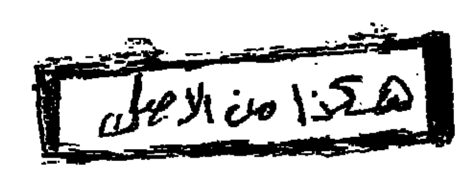
En accord avec les socialistes français, le programme de M. Schöder prévoit *« une coordination européenne des politiques économiques et budgétaires nationales en faveur de la croissance et l'emploi »*. Et il défend le lancement d'investissements dans les grands programmes communs d'infrastructures.

Dans les autres domaines, le SPD estime que l'élargissement à l'Est ne peut réussir que si l'Union s'entend préalablement sur la réforme de ses grandes politiques communes, de leur financement, et celle de ses institutions. Sur ce dernier point, il souhaite voir davantage reconnu le rôle du Parlement européen et étendre le vote à la majorité.

Enfin, en matière de défense, le SPD défend *« un partenariat équilibré entre l'Europe et les Etats-Unis au sein de l'OTAN »*.

Henri de Bresson

■ **Le nombre de demandeurs d'emploi a très légèrement diminué** au mois de février en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé, jeudi 5 mars, l'Office fédéral du travail. Il a baissé de 17 000, atteignant 4,418 millions. Calculé à partir de chiffres non CVS, le taux de chômage est inchangé à 12,6 %.



Réunion internationale d'urgence sur la crise du Kosovo

LONDRES. Les grands pays réunis dans le « groupe de contact » sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie) vont se réunir d'urgence, lundi 9 mars à Londres, pour tenter de prévenir un embrasement du Kosovo. La plupart des ministres des affaires étrangères des pays concernés devraient être présents à la réunion de Londres. « *Il s'agira de trouver la meilleure solution pour résoudre la crise* » de cette province du sud de la Serbie, où vingt-cinq Albanais ont été tués dans des affrontements avec la police serbe ces derniers jours, a indiqué un porte-parole du Foreign Office.
La situation au Kosovo, qui est peuplé à 90 % d'Albanais de souche, s'est encore aggravée, mercredi, l'organisation séparatiste UCK ayant promis de « *venger* » les morts des derniers jours. Ils entendront le rapport de Robin Cook, qui s'est rendu, mercredi soir à Belgrade, pour y rencontrer notamment le président yougoslave, Slobodan Milosevic, et plaider en faveur d'une solution politique et d'une « *plus grande autonomie* » du Kosovo. – *(AFP.)*

Le Centrafrique parie sur la réconciliation nationale

BANGUI. Un « pacte de réconciliation nationale » a été adopté à l'unanimité, mercredi 4 mars, par 400 délégués de la Conférence de réconciliation réunis depuis une semaine à Bangui pour mettre un terme définitif aux crises que connaît la République centrafricaine depuis deux ans. Ce pacte reprend l'essentiel des accords ayant mis fin aux dernières mutineries de l'armée centrafricaine. Plusieurs chefs d'Etats africains étaient attendus, jeudi, pour la signature officielle du pacte, dont Omar Bongo (Gabon), Idriss Deby (Tchad) et Alpha Oumar Konaré (Mali), tous trois ayant été mandatés par le sommet franco-africain de Ouagadougou pour suivre le règlement de la crise et ayant envoyé des contingents à Bangui dans le cadre de la Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (Misab). Les présidents congolais Denis Sassou Nguesso et soudanais Omar Hassan El Béchir devaient également arriver jeudi. – *(AFP.)*

Le président du Burundi en visite à Paris

PARIS. Pierre Buyoya, l'homme fort du Burundi, devait demander l'aide de la France pour lever l'embargo imposé à son pays par huit Etats voisins depuis le putsch qui l'a porté au pouvoir en juillet 1996, durant une visite de travail de trois jours à Paris, entamée mercredi 4 mars. Les représentants du Kenya, de Tanzanie, de Zambie, d'Ethiopie, de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), du Zimbabwe, du Rwanda et d'Ouganda, réunis dans la capitale ougandaise, Kampala, ont décidé le 21 février de maintenir cet embargo afin, selon eux, de contraindre M. Buyoya à négocier avec les rebelles hutus, estimant qu'aucun progrès notable n'avait été accompli dans ce domaine par Bujumbura. Le major Buyoya, un Tutsi, s'entretiendra vendredi avec le président français Jacques Chirac, qui l'avait déjà reçu en décembre 1996 lors du sommet franco-africain de Ouagadougou. De source diplomatique, on indique que les autorités françaises, qui apprécient la modération du major Buyoya, considèrent que les embargos ne sont pas le meilleur moyen de favoriser la paix et qu'ils pénalisent toujours les plus faibles. – *(AFP.)*

Un catholique et un protestant assassinés en Irlande du Nord

BELFAST. Deux amis d'enfance, un protestant et un catholique, ont été assassinés côte à côte, dans la soirée du mardi 3 mars, en Irlande du Nord. Ce sont les dernières victimes d'une série d'attentats extrémistes déterminés à saborder tout espoir de paix entre les communautés. Damien Traynor, catholique, et Philip Allen, protestant, se trouvaient dans un pub de leur petit village de Poyntzpass au sud-ouest de Belfast, lorsque deux hommes armés et masqués ont fait irruption dans l'établissement, connu pour accueillir des clients de toutes confessions. Ils ont été abattus à bout portant de plusieurs balles dans la nuque par les tireurs, après avoir été insultés et obligés de se coucher à terre. « *Ces deux hommes qui ont été tués, et leur amitié par-delà la barrière sectaire, symbolisaient l'avenir en Irlande du Nord, tandis que leurs agresseurs symbolisent le passé* », a estimé le premier ministre britannique, Tony Blair, à la Chambre des communes. – *(AFP.)*

Les pays de l'OPEP se réunissent pour enrayer la chute du pétrole

VIENNE. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a invité l'ensemble de ses membres à participer à un comité ministériel de surveillance le 16 mars à Vienne (Autriche), a annoncé, mercredi 4 mars, son secrétaire général Rilwanu Lukman. « *Tous les ministres de l'OPEP ont été invités* » à participer à cette réunion qui, traditionnellement, ne réunit que les ministres de l'Iran, du Nigeria et du Koweït. La poursuite de la chute des cours a convaincu M. Lukman d'élargir le nombre des participants.
Des consultations se poursuivent entre les onze membres du cartel « *pour trouver les moyens de faire face à la situation actuelle* » du marché mondial du pétrole, a précisé M. Lukman, en soulignant qu'une éventuelle réunion ministérielle extraordinaire était à l'étude. Les cours du pétrole ont fortement chuté depuis le début de décembre, passant de 19 dollars sous les 14 dollars le baril, après la décision de l'OPEP, en novembre, de relever de 10 % son plafond de production à 27,5 millions de barils/jour – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **IRAK : le président Saddam Hussein** « *a manifesté la volonté de l'Irak d'appliquer l'accord* [signé le 23 février avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan] *dès lors que toutes les parties l'appliquent également* », a déclaré, mercredi 4 mars à Bagdad, le secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, Bertrand Dufourq. L'agence irakienne INA a annoncé que Saddam Hussein a décidé de dépêcher un émissaire à Paris, porteur d'un message au président Jacques Chirac. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : le président israélien Ezer Weizman** a été réélu par le Parlement, mercredi 4 mars, pour un second mandat de cinq ans, battant un candidat de droite, Shaul Amor, soutenu par le premier ministre Benyamin Nétanyahou. M. Weizman a recueilli dès le premier tour une majorité absolue de 63 voix sur un total de 120 députés, contre 49 voix à M. Amor. Sept députés ont voté blanc et un n'a pas pris part au vote. – *(AFP.)*

■ **PAKISTAN : l'armée pakistanaise et des organisations humanitaires** sont engagées, depuis mercredi 4 mars, dans une vaste opération de secours aux victimes d'inondations dramatiques qui auraient fait plus d'un millier de morts dans le sud-ouest du Pakistan, selon un officiel local. Plus de 100 villages ont été touchés et nombre d'entre eux complètement détruits, après de violentes crues de trois rivières de la partie méridionale de la province. – *(AFP.)*

Le président Menem trouble le jeu politique argentin en évoquant l'hypothèse d'une deuxième réélection

L'Alliance de l'opposition ne propose pas d'alternative crédible

A un an de l'élection présidentielle, le président argentin, Carlos Menem, a imposé à la classe politique un débat sur sa réélection en 1999. Alors que la Constitution lui interdit de briguer un troisième mandat, le chef de l'Etat évoque pourtant régulièrement cette hypothèse. Une réforme de la Loi fondamentale par le Parlement est exclue, mais les partisans de M. Menem envisagent un référendum pour contourner l'obstacle.

BUENOS AIRES
de notre correspondante

Eclipsant le reste de l'actualité, l'hypothèse d'une deuxième réélection du président Carlos Menem nourrit le débat politique argentin. Elle paralyse non seulement la toute jeune et fragile Alliance d'opposition (regroupant les radicaux et le Frepaso, de centre gauche) mais aussi les candidats déclarés du parti péroniste au pouvoir.

Pour se représenter à la présidence, M. Menem doit obtenir une réforme de la Constitution et avoir pour cela l'approbation des deux tiers des membres de chacune des deux Chambres du Congrès. Cette hypothèse est impossible puisque, après les élections législatives d'octobre 1997, le parti péroniste a perdu la majorité absolue au sein de la Chambre des députés. Pour contourner cet obstacle, les hommes du président ont lancé, depuis déjà plusieurs mois, une vaste offensive en faveur du recours à un référendum.

Sous le coup d'une éventuelle pression populaire, la Cour suprême de justice, où le président Menem est assuré de l'appui inconditionnel de cinq des neuf juges en place, pourrait abolir l'article de la réforme constitutionnelle de 1994 interdisant une deuxième réélection.

« *1989-1999, dix ans de stabilité avec Carlos Menem. Et après, quoi ?* » Des milliers d'affiches en faveur de la réélection ont envahi les murs de Buenos Aires. Bien que la cote de popularité du président soit au plus bas avec seulement 17 % d'opinions favorables, le gouvernement ne perd pas une occasion de brandir la menace du chaos si l'Alliance d'opposition parvenait au pouvoir. Après sa spectaculaire victoire aux élections législatives d'octobre dernier, celle-ci n'est pas parvenue à élaborer un véritable programme d'alternance. Les divisions au sein de l'Alliance risquent de s'accentuer entre les deux partis, à la veille de la désignation d'un candidat unique pour l'élection présidentielle.

La victime de ce suspense est Eduardo Duhalde, le gouverneur péroniste de la puissante province de Buenos Aires, qui s'est toujours présenté comme le successeur naturel de M. Menem. Affaibli par sa cuisante défaite électorale d'octobre et par les scandales qui secouent sa province – notamment la corruption des forces de police –, M. Duhalde est confronté depuis de longs mois à une guerre sans merci avec le président Menem pour le contrôle du mouvement justicialiste (péroniste). Le gouverneur a qualifié de « *plaisanteries* » les propos de M. Menem évoquant sa réélection, tout en sachant que son avenir politique était compromis.

Diviser pour mieux régner : cette devise, qui explique en partie les succès politiques de M. Menem, lui permet aujourd'hui d'exercer un contrôle presque absolu sur son parti. Outre M. Duhalde, M. Menem se plait à encourager les aspirations présidentielles de Ramon Ortega, ancien chanteur populaire et ancien gouverneur de la province de Tucuman, ou celles de Carlos Reutemann, ex-pilote de formule 1 et ancien gouverneur de la province de Santa Fé. « *Quelqu'un du mouvement justicialiste sera à la tête du gouvernement en 1999 et Menem au pouvoir* », a affirmé en riant le chef de l'Etat, au cours d'une conférence de presse, à la mi-février, dans son village natal d'Anillaco (province de la Rioja).

Pour M. Menem, il s'agit d'assurer son pouvoir jusqu'à la fin de son présent mandat et de préparer son avenir politique, que ce soit comme faiseur de candidat, futur chef de l'opposition ou nouveau candidat en 1999.

Christine Legrand

Polémique sur la réforme de 1994

Une réforme de la Constitution adoptée en 1994 a permis la réélection de Carlos Menem, en 1995, pour un second mandat réduit à quatre ans. Afin d'éviter toute polémique, une clause précisait que le mandat en cours du président devait être considéré comme le premier (soit, dans le cas de M. Menem, celui allant de 1989 à 1995).

Aujourd'hui, les partisans de M. Menem veulent présenter le second mandat 1995-1999 comme étant... le premier sous la nouvelle Constitution. « *Si la Cour suprême acceptait de modifier cette clause, cela reviendrait à dire qu'une norme de la Constitution est inconstitutionnelle*, estime Daniel Sabsay, un avocat constitutionnaliste. *La Cour suprême s'attribuerait ainsi un pouvoir constituant qui n'est pas le sien dans le seul but de satisfaire la soif de pouvoir du président. Ce serait le glas de l'Etat de droit en Argentine, la fin de la démocratie et l'instauration d'un régime autoritaire.* »

La guérilla colombienne a lancé une vaste offensive militaire

BOGOTA
de notre correspondante

A quelques jours des élections législatives du dimanche 8 mars, les Colombiens vivent à nouveau sous le choc de la guerre. Depuis près d'une semaine, de violents combats – sans aucun doute les plus meurtriers de ces derniers mois – opposent l'armée et la guérilla dans la région du Caguan dans le département du Caquetá, à 400 kilomètres au sud-est de la capitale, Bogota. Et cela prend l'allure – une fois encore – d'une cuisante défaite pour les autorités militaires. Les cent vingt soldats de la brigade mobile antiguérilla qui patrouillaient dans cette région n'ont pratiquement pas donné signe de vie. Seul le major Aguilar, qui dirigeait la brigade, a pu être contacté par radio mercredi, alors qu'il fuyait les combats, accompagné de quatre de ses soldats et isolé du reste de ses troupes.

Selon les premières informations données par l'armée, plus de quatre cents guérilleros du bloc sud des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ont attaqué la base avancée de la brigade. Et, depuis, les combats n'ont pas cessé. Le président Ernesto Samper a ordonné à l'armée de « *maintenir l'offensive au nom de la démocratie, de la paix de la région et de la lutte contre le trafic de drogue* ». Les bombardements aériens intensifs de la zone ont donc commencé, mercredi 4 mars, et devaient continuer dans la nuit. Plusieurs hélicoptères n'ont pas réussi à se poser. L'armée doit envoyer un millier d'hommes, appuyés par des hélicoptères et l'aviation, dans la région, et le commandant général des forces armées, le général Manuel José Bonnett, devait se rendre sur place, jeudi matin.

RÉGION STRATÉGIQUE

Les autorités militaires se sont refusé à fournir un bilan tout en reconnaissant que l'armée avait subi « *de lourdes pertes non encore comptabilisées* ». Le nombre de soldats tués pourrait être de 55 ou 80, selon deux conversations radiophoniques entre deux chefs guérilleros interceptées par les services de renseignements et diffusées par les radios colombiennes. Dans les deux cas, il est fait état de 35 soldats prisonniers. Si ces chiffres sont confirmés, le bilan serait le plus terrible de toutes les attaques de ces dernières années.

Les coups portés à l'armée par la guérilla sont de plus en plus sévères, et la région du Caquetá est stratégique, tant pour la guérilla que pour l'armée. Ce département a longtemps été le cœur de la production de la cocaïne en Colombie et la guérilla en tire une partie de ses subsides. Les filières des trafics d'armes de la région transitent également par ce département.

En juillet 1996, l'armée avait lancé une spectaculaire opération baptisée *Conquista* afin de reprendre le contrôle de la région. Un an plus tard, une zone de 13 000 km² avait été démilitarisée, pour quatre semaines, après de longues négociations et un bras de fer de dix mois entre le gouvernement et la guérilla. Les FARC avaient imposé cette condition pour libérer, le 15 juin 1997, les soixante-dix otages qu'elles retenaient depuis de longs mois. Les autorités militaires affirment aujourd'hui que la brigade antiguérilla victime de la dernière offensive était sur la piste du « secrétariat » des FARC.

Anne Proenza

ÉLECTIONS La campagne des élections régionales et cantonales est parcourue par une rumeur, qu'entretient la gauche, soupçonnant certains responsables locaux de la droite de se préparer à des accords avec l'extrême droite pour conserver des présidences de région. Les responsables nationaux de l'opposition parlementaire s'indignent de devoir sans cesse réaffirmer leur hostilité à tout accord de ce genre. ● L'EXTRÊME DROITE a tout intérêt à entretenir ce soupçon, en proposant des ententes à la droite et en misant notamment, pour y parvenir, sur la menace de lui faire perdre des présidences de conseils généraux par le maintien des candidats du FN au second tour des cantonales. ● LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE, où la droite avait déjà été exposée à cette pression en 1986, est une de celles où la menace d'extrême droite se fait le plus sentir *(lire page 7)*.

La rumeur du Front national revient dans la campagne des régionales

La gauche accuse la droite de ne pas être réellement unanime face à l'extrême droite et de préparer localement des accords avec les élus lepénistes pour la désignation des exécutifs. L'opposition parlementaire souligne que sa position n'a pas varié depuis 1992 sur cette question

C'EST UNE RUMEUR qui court la campagne régionale. Au Front national, on l'alimente méthodiquement. A gauche, on la colporte avec zèle. A droite, on est excédé d'avoir sans cesse à la démentir, sans pourtant parvenir à la balayer vraiment. De toutes parts, on se donne rendez-vous le vendredi 20 mars au soir : ce jour-là, simultanément, seront élus les présidents de conseils régionaux. Pour conserver leur région, certains élus de la droite RPR et UDF recourront-ils alors à l'appui du Front national ?

François Hollande, Laurent Fabius, Dominique Strauss-Kahn ont, ces derniers jours, émis des doutes, en des termes plus ou moins virulents, sur la volonté de la droite parlementaire de refuser ce type de situation. Mardi 3 mars, le bureau national du Parti socialiste a même *« solennellement »* demandé que chaque candidat RPR ou UDF à une présidence de région *« s'engage à n'être candidat que si sa liste obtient la majorité relative »*.

Mercredi, sur LCI, Alain Madelin s'est agacé de ce soupçon. *« Je commence à en avoir un petit peu assez de ce procès permanent qui est fait contre nous – en nous suspectant de je ne sais trop quelle alliance avec le Front national – de la part, notamment, des socialistes »*, a déclaré le président de Démocratie libérale. Pour M. Madelin, *« s'il y a bien des gens qui ont intérêt à ce qu'il y ait aujourd'hui une décrue de l'influence du FN, c'est l'opposition, et s'il y a bien des gens qui ont intérêt aujourd'hui à voir se maintenir, voire à grossir le FN, parce qu'il est incapacitant pour l'opposition, ce sont sûrement les socialistes ! »*

L'agacement de M. Madelin est partagé par Philippe Séguin. Interrogé jeudi matin par *Le Monde*, le président du RPR s'est emporté : *« Je suis le premier homme politique français à avoir exposé quelle serait notre attitude ! Je suis le seul homme politique français à faire ce qu'il dit ! »* La veille, dans la Loire, M. Séguin avait affirmé : *« Dès que M. Hollande fait démissionner tous les députés socialistes élus avec les voix du Front national, je veux bien lui donner toutes les garanties qu'il veut sur notre attitude vis-à-vis des électeurs de ce parti. »*

Après s'en être entretenu avec M. Séguin, Edouard Balladur, le premier, avait expliqué, dans un entretien au *Point* (daté du 29 novembre 1997), que, s'il n'avait pas de majorité, il ne se porterait pas candidat au poste de président de la région Ile-de-France. Cette position est la ligne officielle du RPR. Elle s'inscrit strictement dans le fil de l'attitude de fermeté adoptée par Alain Juppé lorsqu'il était secrétaire général du parti gaulliste.

A l'UDF, François Léotard a indiqué à plusieurs reprises qu'il ferait en sorte que la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à laquelle il est candidat, revienne à celui des deux blocs, constitués par la gauche et la droite parlementaires, qui arrivera en tête au soir du 15 mars. M. Madelin, qui n'est pas candidat aux régionales, affirme, quant à lui, qu'il n'y aura *« aucun accord, ni sur la table ni sous la table »*, avec l'extrême droite, tandis que François Bayrou, président de Force démocrate, explique qu'il n'est pas de compromission possible *« avec l'extrémisme »*.

S'ils engagent les instances officielles de leurs partis, les dirigeants de l'opposition ne sont pas, à l'évidence, en mesure de contrôler tous leurs représentants régionaux. Philippe Vasseur (UDF-DL), candidat à la succession de Marie-Christine Blandin (Verts) dans le Nord-Pas-de-Calais, a ainsi clairement annoncé ses intentions, sans déclencher de réprimande officielle dans son camp. Il a confirmé à nouveau, le 3 mars, qu'il ne refuserait pas l'appui des élus lepénistes pour parvenir à ses fins. *« S'il y a des gens qui estiment que je suis (...) le mieux placé pour appliquer un vrai programme pour la région, et qu'ils votent pour moi »*, qu'ils soient *« écologistes, communistes, socialistes et même du Front national, je trace mon sillon en bon paysan que je suis, je ne me retournerai pas avant d'être au bout du champ »*, a expliqué M. Vasseur sur Europe 1.

L'objectif est de « recomposer le paysage politique »

A mesure que s'approche le 15 mars et que sont publiés quelques sondages préoccupants pour eux, les candidats de la droite RPR et UDF sont soumis à de rudes tensions. C'est le cas en Ile-de-France. Ainsi, tel membre de la direction d'un de ces deux partis, candidat sur une liste de l'opposition dans cette région, témoigne avoir déjà été *« approché »* par des émissaires. *« On voulait savoir si, au cas où la droite parlementaire était dépassée par la gauche et qu'Edouard Balladur renonçait à être candidat, j'étais prêt à voter pour M. Untel, qui bénéficierait par ailleurs du soutien des élus du Front national »*. « M. Untel » appartient au même camp que le témoin. Ce dernier préfère conserver l'anonymat parce que, explique-t-il, si lui-même a répondu « non », tout le monde, dans sa formation, n'était pas prêt à en faire autant.

Ces offres de « service », Bruno Gollnisch, secrétaire général du Front national et chef de file de l'extrême droite dans la région Rhône-Alpes, les évoque volontiers. Son parti, affirme-t-il, sera *« en mesure de se maintenir au second tour dans de nombreux cantons »*, notamment dans la Loire, le Rhône ou l'Isère, et, en conséquence, deviendra l'*« arbitre »* de l'élection du président du conseil régional, qui aura lieu deux jours avant le second tour des cantonales. L'objectif sera de *« recomposer le paysage politique autour de* [son] *mouvement »*.

Dans cette perspective, M. Gollnisch explique que Charles Millon, président (UDF-DL) sortant, est *« inacceptable »*, mais que *« des personnalités des listes RPR-UDF peuvent faire échec à l'élection à la présidence de Jean-Jack Queyranne »*, secrétaire d'Etat à l'outre-mer et chef de file de la gauche plurielle. Les élus du Front national pourraient *« peut-être »* soutenir un autre candidat de la droite avec lequel *« il serait possible de s'entendre »*, annonce M. Gollnisch, qui se refuse cependant à citer un nom *« afin que celui-ci ne subisse pas de pressions »*.

Son rival au sein du Front national, Bruno Mégret, a été plus net encore, mercredi, à Saint-Raphaël. Le délégué général du Front national a expliqué que, *« comme la politique est par définition un combat entre deux blocs, il y en a un de trop »*. Il n'y a donc pas, selon lui, d'autre solution pour le RPR et l'UDF que *« de se rapprocher de la gauche, ou de se rapprocher du Front national ou bien d'accepter de disparaître »*.

Cécile Chambraud

Laurent Fabius distille ses soupçons

ORLÉANS
de notre envoyé spécial

Il en est convaincu : au soir du 15 mars, dans de nombreuses régions où la gauche aura obtenu la majorité relative, la droite se résoudra à accepter des alliances en sous-main avec le Front national pour garder un maximum de présidences. Lors de la dizaine de déplacements qu'il a entrepris pour les élections régionales, Laurent Fabius, lui-même privé de la présidence de Haute-Normandie en 1992 par le vote des conseillers du FN en faveur du RPR, Antoine Rufenacht, qui avait été déclaré élu au bénéfice de l'âge, martèle sans cesse ce thème. Une occasion pour lui d'envoyer une petite pierre dans le jardin du premier ministre, en soulignant combien il *« regrette »* que Lionel Jospin ait renoncé à réformer tout de suite le mode de scrutin régional. *« C'est une de mes déceptions. Il faudra reprendre le problème après les élections »*, a-t-il confié, mardi 3 mars à Orléans.

« PAR EXPÉRIENCE »

Au moment où le bureau national du PS demandait *« solennellement »* que les candidats RPR et UDF aux présidences de région s'engagent tous à n'être effectivement candidats que si leur liste obtient une majorité relative, M. Fabius a réitéré sa mise en garde, devant environ cinq cents personnes, sur les terres de Jean-Pierre Sueur, proche de Martine Aubry, où il venait soutenir un ancien ministre rocardo-mitterrandiste, Michel Sapin, candidat du PS à la présidence de la région Centre.

Les Français risquent d'être privés d'une *« partie de leur vote et d'une partie de leur victoire »*, a lancé M. Fabius. *« Sans voir du mal partout, et par expérience*, a-t-il exposé, *je crains fort les alliances subreptices ou les présidences combinées. »* Le président de l'Assemblée nationale s'est demandé s'il n'y a pas, à droite, *« un partage des rôles »* : aux dirigeants nationaux le refus de toute alliance avec le FN et aux dirigeants locaux *« le soin de proposer, d'organiser, de mettre en œuvre des accords discrets qui permettraient à la droite, quoique minoritaire, de rester au pouvoir »*. *« Chers amis, j'espère me tromper ! »*, a lancé M. Fabius devant un auditoire assez peu réactif. *« Si ces alliances locales se produisaient, elle seraient le banc d'essai de futures alliances nationales »*, a-t-il averti, en voulant *« braquer les projecteurs »* pour *« empêcher ces mauvais coups »*.

Pour le président de l'Assemblée nationale, dans bon nombre de régions, la droite fera en sorte qu'il n'y ait pas de quorum le 20 mars – jour de l'élection des présidents –, le scrutin étant alors reporté après le second tour des élections cantonales. Dans ce scénario, le RPR et l'UDF présenteront à la présidence des « seconds couteaux », moins regardants pour accueillir le *« plat de lentilles »* de l'extrême droite.

Michel Noblecourt

En Haute-Normandie, l'extrême droite prend en otage le conseil général de Seine-Maritime

LE HAVRE
de notre correspondant

Dominique Chaboche, vice-président du Front national, proche de Jean-Marie Le Pen, conseiller régional sortant de Haute-Normandie et tête de liste en Seine-Maritime, a fait la proposition à Antoine Rufenacht : *« Nous pouvons empêcher la gauche de prendre le conseil régional et nous sommes prêts d'ouvrir des négociations locales et ponctuelles avec les élus de droite. »* M. Rufenacht, RPR, président sortant du conseil régional, maire du Havre depuis les élections municipales de 1995, élude la question de l'alliance en affirmant une conviction : *« Je n'ai pas de raison de réfléchir à ce cas de figure. Envisager la défaite, c'est encore le meilleur moyen de démobiliser l'électorat »*, confiait-il récemment à Elbeuf, ville où l'extrême droite avait réuni 23 % des voix aux élections législatives.

En 1992, pour l'élection du président du conseil régional, le vendredi qui suivait le scrutin, avant le second tour des cantonales, M. Rufenacht avait préféré arriver en retard à la séance d'ouverture, avec tous ses colistiers, pour que le quorum ne soit pas atteint. La manœuvre avait permis d'attendre de « boucler » le scrutin cantonal et d'assurer la réélection aisée de Jean Lecanuet à la présidence du conseil général de Seine-Maritime. Ensuite, l'accession de M. Rufenacht au fauteuil de président de la région avait été curieuse : il avait bénéficié des 19 voix RPR-UDF, des 8 du Front national et de 2 voix communistes qui auraient dû se porter sur son concurrent de l'époque, le socialiste Laurent Fabius (*Le Monde* du 24 février). De ce coup monté, terrible pour l'ancien premier ministre, M. Rufenacht garde un souvenir gourmand.

La mandature fut, elle aussi, ponctuée de soubresauts. Doté d'une majorité relative de 19 sièges renforcée d'un Chasseur face à 14 socialistes, 5 communistes, 8 écologistes (Verts et GE) et 8 Front national, le président du conseil régional ne fit passer ses budgets que deux fois sans l'extrême droite. En 1995 et en 1996, il dut se résigner, faute de majorité, à faire arrêter le budget par le préfet de région. Pour les deux derniers exercices, la stabilisation des taux d'imposition a convaincu le Front national d'apporter ses voix à M. Rufenacht, pour qui il n'y a pas plus d'infamie à faire adopter un budget par ce moyen qu'il n'y en avait, pour la gauche, à bloquer le fonctionnement de la collectivité par une alliance de fait avec l'extrême droite.

L'ARME DU MAINTIEN

Aujourd'hui, le silence de M. Rufenacht conforte ceux qui croient toujours à une entente. A gauche, en effet, on considère, au vu des résultats des derniers scrutins, que la droite RPR-UDF sera mécaniquement devancée par la gauche. Aussi une réélection de M. Rufenacht à la présidence ne peut-elle s'envisager qu'avec l'appui du FN. Ce dernier dispose d'un argument de poids : il peut contribuer au basculement du conseil général de Seine-Maritime, aujourd'hui présidé par Charles Revet, sénateur (UDF-DL).

Entre cinq et dix sièges peuvent passer à gauche sur les trente-cinq qui sont soumis à renouvellement. Le maintien du Front national au second tour, dans dix cantons, serait fatal à la droite. C'est le cas dans trois cantons de Rouen, dont le quatrième, où se présente le maire de la ville, Yvon Robert (PS), candidat unique de la gauche, ainsi que dans les cantons de Dieppe-Est, de Lillebonne, de Sotteville-lès-Rouen, de Darnétal et de Caudebec-en-Caux. *« Le Front national n'a pas vocation à faire élire des candidats de gauche, mais il se maintiendra partout où il le pourra »*, avertit Gilles Pennelle, secrétaire départemental du parti d'extrême droite. Les responsables locaux du FN ont donc entrepris de démarcher personnellement les élus de droite afin qu'ils fassent pression sur leurs états-majors. *« Nous avons des contacts »*, assurent-ils avec mystère.

Etienne Banzet

Bruno « le gentil », Jean-Marie « le mauvais » : deux personnages pour un même rôle

ANALYSE

Les dirigeants du FN rêvent d'imposer à la droite un « troc », région par région

CELA RESSEMBLE à un jeu de rôles, avec, dans le personnage du « gentil », Bruno Mégret et, dans celui du « méchant », Jean-Marie Le Pen. Tandis que le délégué général du Front national fait de l'œil à la droite et propose des accords à la base, le président du mouvement d'extrême droite fronce les sourcils pour écarter toute alliance au niveau national. L'un tend une carotte, quand l'autre brandit le bâton. En conclure qu'il existe une divergence entre les deux hommes sur la stratégie du Front national vis-à-vis de la droite, à quelques jours des élections régionales et cantonales, serait erroné.

Il s'agit en effet des deux faces d'une même pièce. De deux aspects d'un même discours que chacun, aujourd'hui, reprend pour lever toute équivoque. M. Le Pen, précise que, *« s'il n'est pas question de faire un accord sur le plan national avec des partis dont le Front national condamne la responsabilité dans la situation actuelle de la France »*, au second tour, il *« prendra en considération ce que les Français auront voulu dire au premier tour »*. Toute *« demande de retrait et de soutien »*, précise-t-il, ne sera prise en compte *« qu'en échange d'un retrait ou d'un soutien pour un candidat du Front national »*.

« Nous avons toujours dit que nous étions favorables à des accords locaux de désistement réciproque avec le RPR et l'UDF. Et que nous étions contre toute alliance avec ces partis tels qu'ils sont actuellement », explique M. Mégret. Tous deux poursuivent un seul et même but : faire éclater la droite lors des discussions pour les présidences de région et des tractations pour le second tour des cantonales.

Le président du Front national et celui qui s'impose de plus en plus comme son numéro deux font en effet, actuellement, la même analyse. Avec un potentiel de 15 % des suffrages, le Front national a tout intérêt à *« surfer »* sur le mécontentement d'électeurs et d'élus de la droite après la déroute des élections législatives anticipées de 1997. MM. Le Pen et Mégret se prennent à rêver d'un 15 mars qui, à la faveur du scrutin à la proportionnelle, ferait du Front national la deuxième force politique de l'opposition...

Même si tous les sondages relativisent leurs espoirs, il y a de fortes possibilités pour que le Front national soit en position d'obliger la droite à choisir entre deux solutions : se rapprocher du parti d'extrême droite pour conserver ses présidences ou bien renoncer à celles-ci au profit de la gauche. Reste un troisième cas de figure, que les responsables de l'extrême droite aiment agiter : celui d'accords de « front républicain » entre la droite et la gauche, qui viendraient alimenter leurs attaques sur le thème : *« droite ou gauche, c'est toujours la même politique »*.

DES ACCORDS PUBLICS

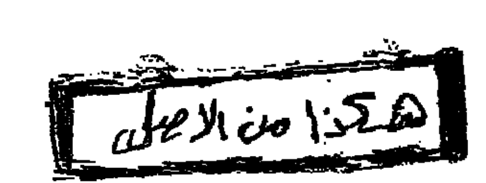
Quel que soit le cas de figure, ils estiment que leur parti en sortira renforcé. Tout accord représenterait, en effet, un acte de reconnaissance qui banaliserait le Front national. Car il n'est plus question d'ententes réglées plus ou moins en catimini, comme dans le passé : aujourd'hui, les responsables du Front demandent des accords publics, avec prise en compte d'une partie de leur programme, que ce soit sur une baisse substantielle des impôts, la mise en place d'une police régionale des transports ou – mais ce n'est pas « incontournable » – la « préférence nationale »... Ils ont l'intention, aussi, d'exiger *« quelques postes pour vérifier que le programme est bien appliqué »*, comme le précise M. Mégret. Par ailleurs, ils tablent sur une fronde d'élus viscéralement antisocialistes et anticommunistes qui seraient choqués de laisser à la gauche une victoire par défaut.

Histoire d'attiser un peu plus les braises, le délégué général et le président du Front national mettent en avant un marché au cas ou leur parti obtiendrait une majorité relative au conseil régional d'Ile-de-France : *« Nous pourrions proposer un troc, région pour région : un soutien RPR-UDF en PACA contre un soutien FN à la droite classique en Ile-de-France, par exemple. »* François Léotard, président de l'UDF et candidat à la présidence du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a plusieurs fois affirmé qu'il ne cédera pas aux sirènes frontistes. Edouard Balladur (RPR) a maintes fois répété qu'il ne se présentera pas à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France s'il ne dispose pas de la majorité.

D'autres font, *a minima*, preuve d'un silence bienveillant à l'égard des extrémistes de droite. Il en est ainsi, par exemple, de Charles Baur (UDF-FD), président du conseil régional de Picardie, mais aussi de Jacques Blanc (UDF-DL) pour le Languedoc-Roussillon, sans parler de Philippe Vasseur (UDF-DL) dans le Nord-Pas-de-Calais. En fait, le Front national agite plusieurs chiffons rouges à la fois et cherche à exploiter la confusion provoquée par la concomitance des élections régionales et cantonales. Faire peser les unes sur les autres pour réussir une percée dans les conseils généraux où, pour le moment, il ne compte que cinq élus. Faire pression en priorité sur les divers droite, les plus fragiles, qui seraient parfois prêts à « basculer », par conviction ou pour conserver un siège. Les responsables nationaux ou fédéraux du Front national ont reçu pour consigne de ne pas refuser les rencontres, officielles ou officieuses, et de tisser des liens autour de bons repas.

Le délégué général qui, comme son président, a évalué les avantages et les inconvénients de cette tactique, explique que *« c'est toujours celui qui refuse un accord qui se trouve discrédité »*. Il veut croire que *« l'électorat qui n'a rien contre le Front national sera choqué du fait que le RPR et l'UDF refusent la main que celui-ci lui tend »*. Ces électeurs contribueront donc, selon M. Mégret, soit à la montée du Front national, soit à une recomposition des droites. Soit, bien sûr, aux deux à la fois.

Christiane Chombeau



A Lille, la « gauche rassemblée » célèbre son unité, sans les Verts

François Hollande s'en prend à la droite « en état de décomposition »

LILLE
de notre envoyé spécial

Michel Delebarre a patiemment attendu. Mais à la fin du meeting de la *« gauche rassemblée »*, mercredi *4 mars au soir à Lille*, François Hollande a prononcé, comme dans un souffle, les quelques mots espérés par le maire socialiste de Dunkerque : *« Gardez cette région à gauche et, si les électeurs en décident ainsi, avec Michel Delebarre à sa tête »*.

Dans l'avion qui le conduisait dans la capitale du Nord, venant de Bordeaux et d'Angoulême, le premier secrétaire du Parti socialiste avait biffé de son discours tout sujet de fâcherie : pas d'allusion à la limitation du cumul des mandats – dans une région qui compte de nombreux « cumulards » –, ni de polémique avec les Verts qui ont choisi de se battre pour reconduire à la présidence du Nord-Pas-de-Calais Marie-Christine Blandin.

Pour M. Hollande qui n'avait pas boudé son plaisir, à Bordeaux, devant 800 personnes, d'une réunion *« entre socialistes »*, la gauche ayant opté en Aquitaine pour des listes séparées, et qui avait célébré en Poitou-Charentes la gauche plurielle, l'heure était à Lille celle de l'union. Peu après 21 heures, devant 3 000 personnes dont de nombreux communistes, les dirigeants de la gauche rassemblée ont fait une entrée groupée : François Hollande, Robert Hue – flanqué d'Alain Bocquet et de Michèle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme –, Georges Sarre, Jean-Michel Baylet.

« L'HOMME DE LA SITUATION »

Pierre Mauroy a délibérément fait l'impasse sur l'absence des Verts en notant : *« Toute la gauche est une nouvelle fois au rendez-vous neuf mois après la formidable victoire de Lionel Jospin »*. Dans cette réunion très « nordiste » – sans la participation du Pas-de-Calais –, le sénateur du Nord a intronisé M. Delebarre en *« homme de la situation pour la région »*. La salle hurlait *« Michel ! Michel ! »*.

« Michel » n'en a pas rajouté dans la polémique. *« Seuls les Verts ont choisi de faire bande à part et de se singulariser jusqu'au bout*, a affirmé l'ancien ministre. *Il nous revient à nous de porter les couleurs du peuple de gauche. Nous nous retrouverons après le 15 mars sur la base du choix des électeurs »*.

Les partenaires de la « gauche rassemblée » n'ont pas mégoté leur soutien à M. Delebarre. Lyrique, M. Baylet a souligné *« notre désir forcené de réussir ensemble le changement »*, après une allusion à cette *« entorse à l'union »*. Le président du Parti radical de gauche a plaidé pour *« la semaine de 35 heures »* et *« un revenu minimum de citoyenneté »* pour les jeunes.

Panoramique, M. Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, est remonté à la *« sale affaire Dreyfus »*, au 10 juillet 1940 qui a porté *« une extrême droite au pouvoir »* et aux *« lois scandaleuses »* contre les juifs *« qui nous valent aujourd'hui le procès Papon »*, avant de fustiger *« la mondialisation libérale »* et de réclamer l'union pour *« faire triompher la République française »*. Ignorant les réactions des « citoyens » – *« Du concret ! »*, a crié l'un d'eux ; *« Ta gueule »* a rétorqué un autre –, le député de Paris a qualifié d'*« encourageant »* le bilan du gouvernement de Lionel Jospin.

Enthousiaste, M. Hue, très applaudi, a jugé que *« ce qui a été entrepris par le gouvernement est vraiment appréciable et apprécié »*. Mais, a ajouté le secrétaire national du PCF, *« ce n'est pas encore le printemps »* et les élections régionales doivent *« conforter la gauche »*, afin qu'elle puisse *« hâter le pas dans la voie des réformes attendues »*. Pour M. Hue, qui s'en est pris, comme la plupart des orateurs, à Philippe Vasseur, tête de liste RPR-UDF dans le Pas-de-Calais, prêt à accueillir des voix du Front national pour la présidence de région, *« il faut infliger une sanction sans bavure à la droite et l'extrême droite »*. M. Hue a réitéré sa demande de *« moratoire »* sur les licenciements et a attaqué *« le baron Seillière, cet étrange visiteur qui a remonté les couloirs du temps, effaré qu'on puisse réduire le temps de travail »*. Au chapitre de sa différence, M. Hue a demandé que *« le regain de croissance rime avec un regain de pouvoir d'achat et donc d'emplois »*.

« Il nous reste beaucoup à faire », a enchaîné M. Hollande, qui avait adopté une posture bien à gauche. Réservant ses coups à Philippe Séguin, et à la droite *« en état de décomposition »*, le député de Corrèze a redit qu'il voulait *« utiliser les régions avec leurs compétences pour développer l'emploi »*. Les fruits de la croissance, *« qui est là »*, doivent être distribués *« d'abord pour l'emploi »*. *« Nous avons de grandes réformes à engager dans les quatre prochaines années »*, a-t-il martelé en citant la fiscalité locale et le système *« aberrant »* de cotisations patronales. Il a aussi lancé un appel contre l'abstention.

Michel Noblecourt

La droite champenoise exposée à la pression du Front national

REIMS
de notre envoyé spécial

« Magouille » et *« corruption »* : Jacques Jeanteur ne mâche pas ses mots lorsque France 3 Champagne-Ardenne, au début de février, l'invite à commenter les difficultés de la droite pour constituer des listes d'union dans la région. Vice-président du conseil régional, M. Jeanteur (UDF-FD) réserve ce jugement sans appel à la liste officielle de la droite dans l'Aube, dont a été écarté Marc Sebeyran (UDF-rad.), pourtant désigné par la fédération départementale de l'UDF, au profit d'un autre membre du Parti radical.

REPORTAGE
Les échanges ont été parfois violents avec les états-majors « parisiens »

Deux semaines auparavant, le président sortant du conseil régional, Jean Kaltenbach (RPR), s'est chargé de jeter un pavé dans la mare de sa propre formation politique. *« Personnellement, je ne suis pas d'accord avec des investitures qui sont données au niveau de ma formation politique et je préfère donc arrêter »*, explique-t-il, le 20 janvier, pour justifier sa décision de ne pas se représenter.

Le commentaire est assorti d'un sombre pronostic : *« Aujourd'hui, à deux mois des élections, je constate que nous ne sommes pas en situation de les gagner. »* Aux yeux de M. Kaltenbach, *« l'exemple le plus criant d'une réelle injustice »* venait des Ardennes, les instances parisiennes du RPR se refusant alors à offrir, sur la liste conduite par M. Jeanteur, une possibilité d'être élu au conseiller sortant Michel Sobanska (RPR), maire de Rocroi.

Quel que soit le résultat d'un scrutin qui s'annonce particulièrement serré, le fait dominant de la campagne dans la région aura été ces incidents à répétition entre une partie de la droite locale et des états-majors parisiens jugés coupables d'ignorer le « terrain », voire de le mépriser. Les échanges ont parfois été violents, comme en témoigne l'intervention musclée du président du RPR, Philippe Séguin, sur France 3 Champagne-Ardenne, début février. *« Je veux croire que votre intervention était davantage rédigée par un entourage méconnaissant le département des Ardennes et voulant depuis Paris imposer ses vues – ce que nos compatriotes rejettent – que par vous-même »*, lui réplique M. Sobanska par courrier.

UNE MINUTE AVANT

Dans les Ardennes, l'affaire a été réglée *in extremis* après l'intervention, notamment, de Jean-Claude Etienne, député (RPR) de la Marne, tête de liste dans ce département et candidat désigné par la droite à la succession de M. Kaltenbach. De la liste officielle de la droite, déposée à la préfecture une minute avant l'heure limite, lundi 16 février, ont été éjectés le sénateur RPR Hilaire Flandre, l'ancien député UDF Philippe Mathot, ainsi qu'un collaborateur du député RPR Jean-Luc Warsmann. M. Sobanska figure en troisième position de la liste conduite par M. Jeanteur, qui avait menacé, en cas contraire, de constituer une liste uniquement UDF.

Aucun accord n'est intervenu dans l'Aube, où l'UDF, en raison de ses divisions, a dû céder la tête de la liste officielle, qui lui était traditionnellement attribuée, au RPR. A charge pour le maire de Troyes, François Baroin (RPR), de recoller les morceaux au sein de son conseil municipal, plusieurs de ses adjoints s'étant déchirés dans l'affaire.

Si l'on ajoute, dans la Marne, la liste dissidente d'Annette Laurent (ex-RPR), sur laquelle figure le suppléant du député RPR Jean Falala, et, dans la Haute-Marne, celle du sénateur UDF et vice-président sortant Georges Berchet, le spectacle de ces divisions a de quoi réjouir une gauche qui se prend d'autant plus à espérer qu'elle est parvenue, à quelques exceptions près, à présenter des listes uniques aux électeurs.

Le perspective d'emporter une majorité relative au soir du 15 mars ne paraissant plus irréaliste – alors que la droite était parvenue à conserver onze des quatorze députés dans la région aux législatives –, les candidats socialistes à la succession de M. Kaltenbach se font connaître.

LES AMBITIONS DE LA GAUCHE

Si le porte-parole régional du PS, Jean-Pierre Bouquet, conseiller général de la Marne et maire de Vitry-le-François, fait figure de favori, François Hollande, interrogé dans *L'Union de Reims* du 26 février, n'a pas fermé la porte à d'autres candidatures. Parmi celles-ci, on relève les noms de Jean-Paul Bachy, tête de liste PS dans les Ardennes, conseiller régional sortant et maire de Sedan, ou Jean-Pierre Cherain, tête de liste du PS dans l'Aube, également sortant, et conseiller municipal de Troyes.

Les partenaires du PS au sein de la majorité « plurielle » limitent leurs ambitions à l'obtention de quelques sièges supplémentaires : deux pour le PCF, deux pour les Verts. Au total, gauche et droite, qui détenaient repectivement 12 et 22 sièges (sur un total de 49) dans l'assemblée sortante, pourraient se voir attribuer un nombre quasiment équivalent de sièges, la principale inconnue étant le résultat du Front national qui, fort des scores qu'il a obtenus aux législatives, espère passer de huit à treize ou quatorze élus.

Quel que soit le résultat du scrutin, *« la nouvelle assemblée sera difficile à gérer »*, pronostique M. Kaltenbach. Le successeur de Bernard Stasi parle en connaisseur, pour n'avoir bénéficié que d'une majorité relative au cours des dix années de son mandat. Négociations avec les chasseurs et les « socio-professionnels », abstention bienveillante du PS... Pourtant, en décembre 1987, Lionel Jospin, alors premier secrétaire du PS, avait été mis en minorité par le bureau exécutif de son parti lorsqu'il avait demandé que les conseillers régionaux socialistes de Champagne-Ardenne ne votent pas contre le budget présenté par M. Stasi, qui refusait l'alliance avec le FN.

Au sein du conseil sortant, la recherche du consensus a primé, au point d'avoir incité l'UDF Paul Granet, candidat potentiel à la succession de M. Kaltenbach, à proposer, en août, un *« contrat de mandature »* au PS. Au moins le président sortant, qui se voit reprocher d'avoir privilégié une approche purement gestionnaire d'une région en mal de cohérence et d'identité, peut-il s'enorgueillir de n'avoir *« jamais eu besoin »* de l'appoint des voix du Front national pour faire passer le moindre rapport. Montée en puissance de la gauche, radicalisation d'une droite menacée par la progression du Front national : au lendemain des élections, l'atmosphère pourrait être autrement tendue au sein de la nouvelle assemblée.

Jean-Baptiste de Montvalon

Des économistes préconisent une baisse des charges sociales au niveau européen

MM. Blanchard et Fitoussi suggèrent à M. Jospin une initiative pour relancer la croissance

Le Conseil d'analyse économique, créé par Lionel Jospin, a publié, mercredi 4 mars, un nouveau rapport. Dans celui-ci, Jean-Paul Fitoussi, président de l'OFCE, et Olivier Blanchard, professeur à Harvard, expliquent que seule une croissance forte, proche de 4 % l'an, permettra de faire reculer sérieusement le chômage. Ils suggèrent, au niveau européen, une baisse concertée des charges pesant sur les entreprises.

MÊME À GAUCHE, le débat sur la meilleure façon de réduire le chômage n'est pas tranché, certains continuant à prôner la diminution des charges sociales. On en a eu une illustration récente avec la dernière note de la Fondation Saint-Simon sur *« les créations d'emplois en France et aux Etats-Unis »* : lors de la publication de cette étude rédigée par l'économiste Thomas Piketty, partisan d'une politique active de réduction des charges, de nombreuses personnalités de gauche sont visiblement tombées sous le charme. En ira-t-il de même avec une autre étude, publiée mercredi 4 mars, par le Conseil d'analyse économique que Lionel Jospin a installé à ses côtés ?

Intitulée « Croissance et chômage », cette étude, qui a été débattue à l'occasion de deux séances de cette instance réunissant les économistes français les plus réputés, en présence du premier ministre, a été élaborée par Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques, et Olivier Blanchard, professeur à Harvard. En préambule, ces deux experts observent que *« l'histoire de la croissance française depuis le milieu des années 60 est celle d'une décélération continue »*, et cela, disent-ils, à cause de trois facteurs principaux : *« une baisse du rythme de la croissance de la productivité potentielle »* ; *« une diminution du taux d'emploi »* ; *« enfin et surtout, depuis le début des années 90, une insuffisance globale »*.

De ce constat, ils tirent une conclusion principale : la résorption du chômage pose d'abord la question de la croissance, c'est-à-dire d'une politique économique d'expansion, en particulier pour soutenir la demande. *« Quelle que soit la nature du chômage*, dit l'étude, *sa réduction implique une croissance plus forte pendant un certain temps. Nos estimations montrent que, si l'on se donne comme objectif de revenir, en cinq ans, à un taux de chômage de 7,5 %, la croissance requise serait d'environ 3,6 %-3,8 % par an. »*

Les deux économistes font donc des suggestions pour conforter la croissance. L'une d'entre elles retient particulièrement l'attention : une baisse coordonnée des charges sociales en Europe.

HAUSSE DU POUVOIR D'ACHAT

« Une baisse des cotisations sociales payées par les salariés les moins rémunérés se traduirait par une augmentation immédiate de leur pouvoir d'achat, sans pour autant augmenter les coûts des entreprises, explique ainsi l'étude. *(...) Si cette mesure était appliquée à l'échelle européenne, une simulation réalisée (...) suggère que, pour un point de PIB de réduction des cotisations sociales salariées dans toute l'Union européenne, le taux de croissance de l'Union serait majoré d'environ un point chacune des trois premières années, et d'un peu plus d'un point en France ; le taux de chômage de l'Union comme celui de la France serait réduit d'un point et demi au bout de trois ans ; le déficit budgétaire ne se creuserait que la première année, mais la mesure dégagerait un très léger excédent financier dès la troisième année. »*

Au sein du Conseil d'analyse économique, la suggestion a, certes, été discutée, en particulier par Edmond Malinvaud, professeur au Collège de France, qui s'est interrogé sur la possibilité d'atteindre sans inflation un taux de croissance proche de 4 % l'an pendant cinq ans. De plus, cette proposition n'est pas forcément contradictoire avec la politique de réduction du temps de travail voulue par le gouvernement. Ce dernier pourra même faire valoir que la réforme des 35 heures prévoit des allègements de charges, mais que, résultant d'accords contractuels, ceux-ci seront plus efficaces qu'une mesure générale de baisses de charges.

Sans être critique à l'égard de la politique du gouvernement, ce rapport dégage une piste – des allègements de charges – qui n'est pas la priorité de Lionel Jospin. S'en inspirera-t-il ? En tout état de cause, la coordination européenne des politiques sociales paraît difficile à mettre en œuvre.

Laurent Mauduit

La loi sur la nationalité définitivement adoptée par les députés socialistes

Le droit du sol n'est que partiellement rétabli

LE PROJET DE LOI sur la nationalité a été définitivement adopté, mercredi 4 mars, par l'Assemblée nationale. En désaccord avec les sénateurs, les députés ont rétabli la version du texte qu'ils avaient voté le mercredi 11 février. Ce projet a été adopté à main levée par les députés socialistes. Le PCF et les Verts, qui, à l'instar d'une partie du PS avant l'examen du texte, réclamaient des avancées supplémentaires en matière de droit du sol, se sont abstenus. Les députés RPR et UDF, arrivés en nombre au moment du scrutin, ont contesté le résultat proclamé par le président de séance, André Santini (UDF-FD).

La loi Guigou concrétise la promesse ambiguë de Lionel Jospin de *« rétablir le droit du sol »*, faite pendant la campagne électorale de 1997. Ce droit du sol avait été écorné en 1993, avec l'obligation faite aux enfants nés en France de parents étrangers de manifester leur volonté de devenir français entre 16 et 21 ans. La nouvelle loi supprime cette exigence qui empêchait de fait certains jeunes d'acquérir la nationalité, par simple méconnaissance de la loi. Désormais, on ne pourra plus rester étranger sans le vouloir, mais on ne pourra pas non plus devenir français si on ne le souhaite pas.

Le nouveau texte prévoit trois seuils d'âge pour les enfants nés en France de deux parents étrangers :

● **dès treize ans**, ces jeunes pourront devenir français avec l'accord de leurs parents, à condition d'avoir résidé en France depuis cinq ans ;

● **à seize ans**, ils pourront demander à le devenir de façon autonome, sous la même condition de résidence ;

● **à dix-huit ans**, ils seront français de plein droit à condition d'avoir résidé en France pendant au moins cinq ans depuis l'âge de onze ans. Mais s'ils ne souhaitent pas devenir français, il pourront décliner cette nationalité dans les six mois précédant leur majorité et dans l'année suivant cet anniversaire.

La loi Guigou ne rétablit pas l'intégralité des dispositions sur le droit du sol en vigueur avant la réforme de 1993. Ainsi, le droit des parents étrangers d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France n'est pas remis en vigueur. Cette position, officiellement justifiée par le respect de la volonté des jeunes, s'explique surtout par la crainte de voir les parents utiliser la nationalité de leurs enfants pour se protéger eux-mêmes contre l'expulsion. Aucun enfant d'étranger ne pourra donc devenir français avant l'âge de treize ans, à l'exception des enfants d'Algériens. Le nouveau texte va modifier les règles de la nationalité sur trois autres points importants :

● **naturalisation** : l'administration devra répondre dans un délai de dix-huit mois aux demandes de naturalisation ;

● **mariage** : la loi va permettre à tout étranger se mariant avec un ressortissant français de devenir français un an après le mariage, au lieu de deux aujourd'hui ;

● **enfants d'Algériens** : depuis 1889, tout enfant né en France d'un parent étranger lui-même né en France est français à sa naissance sans formalité. Entre 1973 et 1993, ce principe du « double droit du sol » s'est appliqué aux enfants nés d'un parent lui-même né dans les anciennes colonies, avant l'indépendance. La loi de 1993 a supprimé totalement cette dernière disposition, appliquée notamment aux personnes nées en Afrique noire, et l'a limitée pour les personnes nées dans les départements français d'Algérie, en instaurant une condition de cinq années de séjour régulier en France des parents avant la naissance. La loi Guigou va de nouveau permettre aux enfants nés en France d'un parent né en Algérie avant 1962 d'être français dès leur naissance sans tracasserie. Les enfants issus des autres anciennes colonies continueront d'attendre au moins treize ans pour obtenir leur carte nationale d'identité.

Philippe Bernard

Renault reste une épine dans le pied de la gauche

IL Y A quelques semaines, lorsque le patron de Renault, Louis Schweitzer, avait évoqué devant le secrétaire d'Etat à l'industrie, Christian Pierret, son nouveau plan social et ses 2 700 suppressions d'emplois, M. Pierret s'était inquiété : à dix jours d'élections régionales, fallait-il annoncer un plan qui touchera plusieurs sites en France ? Lionel Jospin et Dominique Strauss-Kahn, alertés, décidèrent pourtant de ne pas demander à M. Schweitzer de reporter l'annonce de sa mauvaise nouvelle : après tout, le plan était plutôt moins terrible que prévu, la direction de Renault ayant finalement renoncé à supprimer un millier d'emplois en plus, contrairement à ce qu'elle avait programmé.

Tout allait donc à peu près bien, jusqu'à ce que les députés communistes évoquent Renault. Le 3 mars, lors de la séance des questions au gouvernement, Jacques Bruhnes (Hauts-de-Seine) s'est levé de son banc de l'Assemblée pour s'inquiéter des suppressions d'emplois annoncées et qui entraîneraient, par une fatale réaction en chaîne, la fermeture *« dans les trois à cinq ans »* du site de Genevilliers, ville dont il est maire. M. Bruhnes a rappelé une évidence aux yeux des communistes : *« Il est paradoxal qu'un groupe dont l'Etat est encore actionnaire à 46 % n'applique pas les priorités du gouvernement en ce qui concerne l'emploi. »*

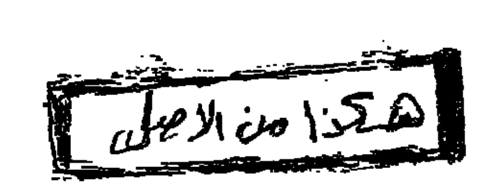
Au banc du gouvernement, M. Strauss-Kahn, à qui s'adressait la question, a passé discrètement une feuille à son secrétaire d'Etat à l'industrie, en même temps qu'il lui déléguait le soin de répondre. Et M. Pierret s'est avancé pour prononcer les mots tabous : *« Le plan social est destiné à donner au groupe la même compétitivité que ses concurrents européens. »* Et d'expliquer la baisse de la demande qui frappe le marché automobile et la rude concurrence à laquelle se livrent les constructeurs européens. Avant d'asséner enfin : *« C'est pourquoi le programme de réduction des coûts est indispensable. »*

UN « GROS MOT »

Brouhaha général dans les rangs communistes, mais aussi parmi les socialistes : en pleine campagne régionale, voilà que revenaient Renault et le spectre et de Vilvorde, de sinistre mémoire. Dès mercredi, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, s'est fait un plaisir d'affirmer dans les couloirs : *« Voilà un ministre qui répète la note de la direction de Renault pour justifier la suppression de ces emplois ! »* Et Jean Glavany a fait savoir à M. Jospin, au nom d'une partie des députés socialistes, qu'il fallait tout de même que ses ministres choisissent leurs expressions à dix jours des élections.

« Ce n'est tout de même pas un gros mot que de parler de la compétitivité de Renault ! », s'étonnait encore, mercredi après-midi, dans les couloirs de l'Assemblée, M. Pierret. Eh ! bien si, c'était un gros mot... même s'il venait d'une note rédigée par le cabinet de M. Strauss-Kahn, lui-même en campagne en Ile-de-France ! Pour calmer les émotions, le Parti socialiste a publié, dans l'après-midi, un communiqué assurant que *« le plan social proposé par la direction de Renault n'est pas acceptable »*. La gauche « plurielle » en campagne l'emportait, par 1 à 0, sur la gauche « de gouvernement ».

Raphaëlle Bacqué



SÉCURITÉ Depuis plus de quatre ans, le parquet de Bobigny mène, en partenariat avec la police, les élus locaux, l'éducation nationale et les acteurs sociaux une expérience originale de lutte contre la délinquance. Dans l'ensemble de la Seine-Saint-Denis, ont été mis en place sept groupes locaux de traitement de la délinquance (GLTD). Ces structures ont permis d'obtenir des résultats très encourageants. ● À LA CITÉ du clos Saint-Lazare de Stains, la décision de fermeture du GLTD, dont chacun s'accorde à reconnaître l'efficacité, inquiète la population. ● PAR AILLEURS, à la cité des 4000 de La Courneuve, de nombreuses opérations de police, destinées à « *montrer aux gens honnêtes qu'on ne les laisse pas tomber* », ne suffisent pas. Seul un partenariat avec la justice et les acteurs sociaux, établi sur une longue durée, pourrait permettre une restauration de la paix sociale.

En Seine-Saint-Denis, une tentative de restauration de la paix sociale

Une expérience originale de lutte contre la délinquance est actuellement menée sous l'égide du parquet de Bobigny. Un partenariat étroit entre la police, la justice, l'éducation nationale, les élus locaux et les acteurs sociaux a permis d'obtenir des résultats probants

VERS la fin 1992, la mairie de Stains (Seine-Saint-Denis) reçoit un courrier alarmiste de la direction du centre commercial Carrefour, situé sur sa commune. Le magasin est victime de vols répétés, ses vigiles et sa clientèle sont régulièrement agressés et une tension extrême est alimentée quotidiennement par des jeunes âgés de treize à seize ans sur le site. Si la sécurité des alentours du magasin ne s'améliore pas dans les semaines à venir, Carrefour quittera la commune. La mairie considère l'affaire suffisamment sérieuse pour alerter le tribunal de Bobigny, compétent sur la Seine-Saint-Denis. Devant l'ampleur du problème, une action ciblée et concertée est décidée : le premier groupe local de traitement de la délinquance (GLTD) est né.

Pendant quelques mois, le parquet de Bobigny, le commissariat de Stains, la mairie et la direction de Carrefour se réunissent régulièrement pour mettre en place des opérations de répression doublées d'actions de préventions. Des interpellations de grande ampleur sont effectuées, suivies de déferrements au parquet quelle que soit la gravité des faits. Le suivi judiciaire est systématique. Mineurs et majeurs font l'objet, en fonction de leurs âges et des faits commis, d'une comparution immédiate ou d'une convocation au tribunal, débouchant sur des contrôles judiciaires, des placements en détention provisoire et, le cas échéant, des condamnations à des peines fermes.

Dans le même temps, le centre commercial accepte de modifier son plan de sécurité en collaboration avec un policier référent, devenu l'interlocuteur de la direction en cas d'incidents. L'enquête ayant démontré qu'une partie des troubles était alimentée par les vigiles *eux-mêmes*, la direction contrôle mieux ses recrutements. Les tenues voyantes et les maîtres chiens sont supprimés au profit de blasers plus passe-partout. Des caméras de surveillance sont installées et certaines entrées sont fermées pour mieux maîtriser les flux de la clientèle.

DÉMARCHE EFFICACE

En avril 1993, la situation est redevenue calme, d'autant que des actions d'animation, décidées en accord avec la mairie, ont été menées pour prévenir toute reprise d'incidents. Parallèlement, le groupe local constitué est dissous. Mais la démarche, qui s'est révélée efficace, sera reprise sur le département et, expérience par expérience, affinée.

Aujourd'hui, sept GLTD, chacun fonctionnant à l'échelle d'un quartier, ont été mis en place en Seine-Saint-Denis ; le dernier a été crée en octobre 1997 sur la cité des 4000 à La Courneuve *(lire ci-dessous)*.



Constitués dans le cadre du plan départemental de sécurité mais pilotés par le parquet de Bobigny, les *GLTD* réunissent police, mairie, éducation nationale, bailleurs sociaux et associations de quartiers. Acceptant de partager leurs connaissances et leurs savoir-faire, *ces nouveaux partenaires sont tous* animés par la volonté de réinstaurer la paix sociale dans des quartiers sinistrés par une violence endémique. L'objectif est autant de *faire reculer l'insécurité que de re*construire des liens sociaux trop souvent distendus. En ce sens, actions de répression et de prévention sont étroitement mêlées.

Parce que, dans ces quartiers, les habitants portent peu plainte au regard des nuisances qu'ils subissent – par lassitude de l'absence de réponse judiciaire autant que par peur d'éventuelles représailles –, les intervenants du GLTD s'engagent à signaler systématiquement à la police et la justice tous les incidents dont ils ont eu connaissance en n'hésitant pas à identifier les fauteurs de trouble. En retour, les forces de l'ordre investissent plus de moyens qu'à l'accoutumée dans les quartiers suivis, où ils mènent, sous contrôle et sur réquisitions du parquet, des opérations ciblées d'intervention. Un juge des enfants ou un juge d'instruction unique sont désignés pour établir les liens entre les différentes affaires. Ces deux ou trois mois de ce « traitement de choc », sont destinés à démanteler les noyaux durs de délinquance (squatt, trafic de drogues, détentions d'armes blanches).

Reste le traitement des « *incivilités* », des dégradations répétées des bâtiments aux attroupements de jeunes désœuvrés et bruyants qui, mis bout à bout, finissent par générer le sentiment d'insécurité. Pour y rémedier, les GLTD organisent des opérations de prévention à destination des habitants. Des actions de sensibilisation aux rackets et à la violence sont menées dans les écoles, les parents d'élèves sont réunis pour parler de l'autorité parentale, les associations sont mises à contribution pour remobiliser les habitants sur l'animation de leurs quartiers. Ces actions sont d'abord destinées à rompre l'isolement de chacun et permettre que le silence qui entoure trop souvent les actes de délinquance soit enfin brisé.

Fonctionnant sans ligne de crédits spécifiques, les GLTD ne reposent que sur le dynamisme et la mobilisation de la justice et des acteurs sociaux, pour des actions ponctuelles d'un an ou deux. « *C'est une doctrine* « saut de puce », explique le procureur adjoint de Bobigny, Pierre Moreau, qui a initié et coordonne les GLTD. « *Il s'agit de rétablir la cohésion sociale quand elle paraît véritablement menacée dans un quartier, en identifiant et en répondant aux sources de l'insécurité. Une fois les problèmes majeurs réglés, nous nous investissons à nouveau dans un autre lieu.* »

Ce travail de l'ombre semble avoir payé. Des Francs-Moisins de Saint-Denis au Clos-Saint-Lazare de Stains *(lire ci-dessous)*, les quartiers qui ont bénéficié de cette action concertée ont retrouvé une relative paix civile. Les GLTD ouvrent de nouvelles voies pour l'action judiciaire et préfigurent l'action des dix-huit contrats de locaux de sécurité déjà signés en Seine Saint-Denis. « *Aujourd'hui les institutions en crise refluent toutes vers la justice, qui apparaît comme le derniers recours*, analyse le sociologue Jacques Donzelot, chargé avec Anne Wyvekens d'une mission d'évaluation les GLTD. *Avec ces nouvelles structures, la justice leur répond en essayant de les remobiliser. Il s'agit de réinjecter la légitimité du droit là où aujourd'hui le droit fout le camp* ».

Cécile Prieur

La vie trop brève du GLTD de la cité du Clos Saint-Lazare de Stains

DES DIZAINES de dégradations, des vols avec ou sans effraction, des incendies et des tentatives d'incendie... D'un petit dossier rose, Guy Gérard, directeur de gérance de l'Office départemental des HLM de la Seine-Saint-Denis (ODHLM), exhume l'épaisse liste des centaines de déprédations commises entre 1995 et 1997 sur les logements qu'il gère dans le département. Sur les 4,3 millions de dégâts occasionnés, 1,8 concernaient la commune de Stains, dont la plupart pour la seule cité du Clos Saint-Lazare. L'ODHLM avait beau déposer systématiquement plainte pour ces faits, aucune suite réelle n'y était donnée. Jusqu'à la création d'un groupe local de traitement de la délinquance (GLTD) qui, en réunissant l'ensemble des partenaires du quartier, a enfin mis un terme à la grande violence qui y régnait.

Construite dans les années 60, la cité du Clos Saint-Lazare regroupe 2 000 logements sociaux dans lesquels vivent plus de 10 000 personnes. A l'image des quartiers bétonnés les plus défavorisés, le climat s'y est lentement dégradé jusqu'à en faire une « *zone de non-droit* », aux dires même de ses habitants. Malgré le maillage de ces associations et les différents plans de politique de la ville dont il a été l'objet (ZEP, contrat de ville), l'insécurité y avait pris le pas, *alimentée par une délinquance rituelle* et structurée. Le quartier était quasiment déserté de la police. En 1996, un jeune s'y est fait poignarder.

L'ampleur du phénomène convainc le procureur-adjoint de Bobigny, Pierre Moreau, d'y créer, en novembre 1996, un nouveau GLTD. L'initiative recueille aussitôt un écho favorable des acteurs locaux. « *Cela faisait plusieurs années qu'on réclamait vainement des moyens supplémentaires pour assurer la sécurité de nos concitoyens, pour que cesse la violence et que le calme revienne* », explique Michel Beaumale, maire (PC) de Stains. « *Tout ce que nous faisions jusque-là ne faisait qu'éviter les dégâts mais ne réglait jamais les problèmes*, renchérit Fereshteh Tabib, coordinatrice à la Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) de Stains. *On s'est dit qu'il fallait qu'on travaille avec la police et la justice si on voulait rétablir la loi dans notre quartier.* »

L'action du GLTD commence sur les chapeaux de roue par une série de descentes de police ciblées et remarquées. Des interpellations sont effectuées, des trafics sont démantelés. Très vite pourtant, un malentendu s'installe. Les travailleurs sociaux, en contact direct avec la population, deviennent inquiets. Les habitants ressentent très mal les actions policières qui ne leur ont pas été expliquées. « *Avec ces descentes, un climat de peur s'était installé*, témoigne Mme Tabib. *Des familles se sont plaintes de faire l'objet de perquisitions, elles se sentaient assimilées aux délinquants. A ce moment-là, on a compris qu'on était en train de nous entraîner dans une affaire policière qui ne nous regardait pas. Alors, on a réagi pour que le GLTD ne soit pas que de la répression* ».

TRAVAIL D'EXPLICATION

Une campagne d'information sur l'action du groupe est alors lancée. Articles dans le journal municipal et courriers distribués dans les boîtes aux lettres, « *appelant à relayer l'action de la police par une action de citoyenneté* », explique le maire. « *Il fallait clarifier le discours*, explique Mme Tabib. *Il fallait dire que le Clos Saint-Lazare était en train de payer pour une poignée de délinquants. Que c'était eux qui étaient en cause et pas les habitants.* » Ce travail d'explication finit par payer. D'autant que les interventions policières ont donné des résultats et que, petit à petit, le calme est revenu dans le quartier.

Parallèlement, des actions de prévention sont mises en place. Un groupe est chargé de repérer les situations familiales les plus difficiles afin de prévenir le juge des enfants dès qu'un mineur est en danger. L'éducation nationale réunit les parents d'élèves dans un travail de réflexion sur l'autorité parentale. L'office départemental HLM, qui n'avait pas réhabilité le quartier depuis le début des années 80, décide de débloquer 15 millions de francs sur son budget 1998 pour refaire entièrement les 110 cages d'escalier.

Un nouvelle étape est ensuite franchie avec la création, en juin 1997, d'une charte interassociative mobilisant l'ensemble des partenaires du quartier. Un nettoyage de printemps du quartier est prévu, un marché aux fleurs va s'implanter, un programme de prévention de la violence pour les jeunes, intitulé « Tuer n'est pas jouer », est mis en place avec la Protection judiciaire de la jeunesse.

« *Le GLTD n'a été que l'aiguillon de cette dynamique, une sorte de piqûre de rappel*, explique Mme Tabib, qui s'est beaucoup investie dans le projet. *Les gens recommencent à parler, ils n'ont plus peur de dénoncer les dealers. La vapeur s'est inversée. Du coup, une nouvelle solidarité est née entre les habitants, qu'ils ignoraient auparavant.* » « *Le GLTD a permis à la population de reprendre confiance en elle-même*, renchérit M. Gérard, de l'ODHLM. *Avant, les gens se tournaient toujours vers l'office HLM, dès qu'il leur arrivait quelque chose. Aujourd'hui, ils se retournent vers la police et la justice parce qu'ils ont enfin l'impression d'être pris en compte* ».

Enfin, le GLTD a permis de renouveler le partenariat entre les institutions locales. « *Pour moi, l'un des gros intérêts du groupe local, c'est la communication et le travail entre représentants institutionnels*, explique Josiane Rivoal, principale du collège Maurice-Thorez. Pourtant, le parquet de Bobigny s'apprête à fermer le GLTD de Stains, estimant qu'il a rempli la mission qui lui avait été assignée. C'est toute la limite de l'expérience, condamnée, faute de moyens, à disparaître avant de renaître dans un autre quartier en difficulté. Cette décision inquiète les participants du groupe du Clos Saint-Lazare. « *Finalement, le GLTD, ce n'est que la mise en place des moyens nécessaires pour réinstaurer la paix sociale dans un quartier*, analyse M. Gérard. *Dans la République dont je rêve, cela devrait exister partout et ne jamais s'arrêter.* »

C. P.

A la cité des 4000, la police en butte aux « rois des quartiers » de La Courneuve

REPORTAGE

La visite des parties communes, des caves, ne donne pas grand-chose

« ***DÉPART*** *sur l'objectif !* » La voix a retenti dans les talkie-walkies. Le commissaire Laurent Joubert vient de lancer ses quatre-vingt-cinq hommes sur la barre Renoir. Voitures de police et paniers à salade, gardiens de la paix en tenue et officiers en civil, brigade anticriminalité, brigade des mineurs, le groupe encercle le sud de la cité des 4000, à La Courneuve. On siffle. On court. Quelques guetteurs ont vu venir les policiers. Ce n'est pas ce soir que ceux-ci réussiront le gros coup de filet. Tant pis... Les jeunes, mineurs et adultes, s'égaillent dans les dédales de l'immense grand ensemble, loin de cette barre de 185 mètres promise à la démolition, et qui, depuis longtemps déjà, ne ressemble plus à rien. Se montrer. Lutter contre le sentiment d'abandon qui envahit les six halls crasseux de « Renoir », s'étale sur les boîtes aux lettres déglinguées où les noms des locataires se lisent péniblement, s'insinue jusque dans les ascenseurs, imprégnés d'une forte odeur d'urine. Ce soir, les policiers ne cherchent pas l'arrestation spectaculaire. Ils veulent d'abord rassurer, prouver « *aux gens honnêtes qu'on ne les laisse pas tomber* ». « *Une opération comme ça, ça rassure les gens biens* », murmure l'un d'entre eux.

La visite des parties communes, des caves, ne donne pas grand-chose. Par petits groupes de quatre ou cinq, les policiers s'attaquent aux étages. Au douzième, une insistante odeur de haschisch, et, dans plusieurs gaines d'aération, ils découvrent des boîtes de Diantalvic, vides, mais rien d'autre, ni drogue ni armes. Aucun de ces petits dealers qui tourmentent la cité entre chien et loup, entre clients et embrouilles, et que l'on veut repousser, éloigner, en débarquant aux heures de pointe de leur commerce interdit. Mais, ce soir, un calme étrange, presque irréel aux habitants, s'est emparé de la barre Renoir. Le procureur de la République Jean-Paul Simonnot, qui supervise l'opération, n'aura pas à ordonner de perquisition domiciliaire.

Jeudi 26 février, les forces de police ont effectué leur première grosse intervention sur les « 4000 sud », dans le cadre du Groupement local de traitement de la délinquance (GLTD). Cela commence presque toujours comme cela. Au début, il faut être massif et dissuasif, montrer aux fauteurs de troubles qu'ils ne sont pas « *les rois du quartier* ». Il faut battre en brèche les méfaits de cette petite délinquance de voie publique qui alimente plus que toute autre le sentiment d'insécurité. « *Cela nous permet de faire le point sur les délinquants, afin que la justice puisse prendre des mesures contre tel ou tel*, commente Pierre Debue, le directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) de la Seine-Saint-Denis. *Nous contrôlons qui est dans le quartier, s'il y a des individus connus de la police qui ne sont pas du quartier et pourtant sont là.* » Puis, on passe à des opérations plus ciblées. Moins d'hommes, des objectifs plus précis.

A Pierrefitte, les cités Lavoisier et Langevin abritent, selon les statistiques de la justice, 41 % des auteurs d'infractions sur la commune. Ce sont de petits ensembles de 239 et 268 appartements, où la police a déjà découvert des armes, et 180 cartouches de fusil de chasse. Les habitants ont l'habitude de ces « visites » policières. Peut-être un peu trop...

LE RAS-LE-BOL

« *Cela commence à être connu, et c'est forcément moins efficace dans l'immédiat* », admet François Raynal, le commissaire responsable de la circonscription de Stains et Pierrefitte. Cela n'empêche pas les habitants d'en attendre beaucoup. Vitres brisées, tapages nocturnes, trafics en tout genre, cet habitant du rez-de-chaussée profite de la présence des uniformes pour clamer son ras-le-bol. « *Ils cassent les carreaux, les boîtes aux lettres, mes enfants ne dorment plus*, se plaint-il. *Et, en pleine nuit, ils sonnent chez le vieux à côté. Ils mettent de la colle dans sa serrure.* » Cette fois encore, pourtant, la moisson sera mince : deux carabines récupérées en sous-sol, et la découverte d'une cave aménagée, qui recèle deux fauteuils, trois canapés, un frigo, des télévisions, des magnétoscopes et des autoradios, peut-être « *des objets volés* », estime un officier.

Les vingt-sept policiers mobilisés pour l'opération se déplacent un peu plus loin, vers la cité des Vignes blanches, au nord de Pierrefitte. La lettre d'un élu a alerté le procureur de la République, qui a décidé de l'intervention de la police. Le courrier décrit la détresse d'une famille que des jeunes ont prise pour cible. Ils « *sont toujours accompagnés d'un pittbull* », indique le document, et ils ont « *été particulièrement menaçants, obscènes et exhibitionnistes à l'encontre de la jeune fille sourde et muette* » de cette famille. Fouille des parties communes, contrôles d'identité, le même rituel recommence. Deux jeunes sont interpellés. L'un est en possession de cannabis, l'autre d'une bombe lacrymogène. Ils passeront quelques heures en garde à vue avant d'être relâchés...

Dans les GLTD de la Seine-Saint-Denis, l'action de la police a trouvé une réelle efficacité, parfois spectaculaire. Sur certains quartiers, la délinquance constatée a reculé de plus de 30 %, en trois ou quatre mois. Les responsables ne sont pourtant pas dupes de la qualité des chiffres. « *La menace principale, c'est le départ géographique*, constate Pierre Debue. *Il faut éviter que la délinquance ne se déplace de deux kilomètres.* » Pour lutter contre cet effet, la police augmente les contrôles des BAC dans les lieux proches du quartier où elle travaille. Et, de l'aveu même de leur directeur, sans le soutien actif des autres partenaires du GLTD, les policiers ne parviennent pas à maintenir de bons résultats. Malgré plusieurs opérations par semaine, malgré ces contrôles, ces descentes, inlassablement recommencés.

Pascal Ceaux

Mme Guigou affirme que le calendrier de la réforme de la justice sera tenu

Les syndicats de magistrats s'étaient inquiétés des réticences de l'Elysée

La garde des sceaux, Elisabeth Guigou, a précisé, mercredi 4 mars, que le calendrier de la réforme de la justice serait tenu. *« Les textes seront prêts à la fin de mars,* a-t-elle déclaré. *(...) Je les soumettrai à l'avis du Conseil d'Etat en avril, au conseil des ministres fin avril ou début mai. Nous en commencerons l'examen au Parlement ce même mois, avec un texte sur l'accès au droit, qui est un préalable absolu. »*

LA GARDE des sceaux, Elisabeth Guigou, s'est clairement adressée, mercredi 4 mars, à tous ceux qui avaient des doutes sur l'avenir de la réforme de la justice. Interrogée lors de la séance de questions au gouvernement, Mme Guigou a affirmé que les engagements annoncés à l'automne seraient tenus. « *La réforme est en marche et le calendrier sera respecté,* a-t-elle déclaré à l'Assemblée nationale. *Le gouvernement honorera ses engagements parce que la réforme de la justice est indispensable à la moralisation de la vie publique. On ne doit plus pouvoir dire que les Français ne sont pas jugés de la même manière selon qu'ils sont puissants ou misérables. C'est une exigence démocratique.* »

La ministre de la justice répondait implicitement aux inquiétudes exprimées il y a une semaine par les deux principaux syndicats de magistrats, l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) et le Syndicat de la magistrature (SM, gauche). Ces organisations, qui recueillent plus de 85 % des voix aux élections professionnelles, avaient dénoncé en chœur les atermoiements de l'Elysée. La réforme est « *en panne* », estimait le secrétaire général de l'USM, Valéry Turcey, tandis que le président du Syndicat de la magistrature, Jean-Pierre Boucher, demandait le même jour au président de la République et au premier ministre de « *traduire en actes* [leurs] *déclarations d'intention* ».

Leur inquiétude était née d'un désaccord feutré entre l'Elysée et le gouvernement sur l'avenir du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Cette institution-clé, qui participe directement à la nomination des six mille magistrats français, devait être renouvelée au printemps : le mandat de ses membres, qui ont été désignés au lendemain de la réforme constitutionnelle de 1993, s'achève au mois de juin.

Pour éviter des élections inutiles – la réforme promise provoquera forcément un nouveau renouvellement –, la chancellerie souhaitait proroger d'un an leur mandat. Un avant-projet de loi organique avait même été transmis au Conseil d'Etat.

L'Elysée s'était cependant opposé à cette solution, en affirmant qu'elle préjugeait des décisions du Parlement. Pour les syndicats, cette attitude avait mis au jour les réticences de l'Elysée sur le fond même de la réforme. « *D'après les explications officieuses qui nous ont été fournies, l'Elysée aurait manifesté son mécontentement devant ce texte qui admettait implicitement qu'une réforme constitutionnelle du CSM aurait bien lieu d'ici un an et fait savoir que le principe même d'une telle réforme n'était nullement acquis* », notait M. Turcey. « *Faut-il en conclure que la perpective d'une réforme constitutionnelle soit à ce point aléatoire que l'on ne se propose même plus de modifier le calendrier des élections des membres du CSM ?* », ajoutait M. Boucher.

AVEC OU SANS PROROGATION

Devant l'Assemblée nationale, Mme Guigou a répété que la prorogation du mandat des membres du Conseil avait sa préférence, mais surtout que la réforme aurait lieu, avec ou sans prorogation. « *La décision sera prise dans les prochains jours,* a-t-elle ajouté. *Mais quelle qu'elle soit, elle n'aura aucun effet sur la réforme, qui est de la responsabilité du gouvernement. Le premier ministre avait affirmé dans son discours de politique générale que la justice est une priorité du gouvernement. Depuis neuf mois, tous nos actes ont confirmé cette priorité, que ce soit dans le budget 1998, par les mesures de recrutement d'urgence, la réforme des tribunaux de commerce ou la création, à Paris, d'un pôle de lutte contre la délinquance financière qui sera suivi d'autres à Marseille et à Lyon.* »

Mme Guigou en a profité pour donner le calendrier de cette réforme, qui comprend un projet de loi constitutionnelle, deux projets de loi organique sur la réforme du CSM et sur le statut des magistrats, et des projets de loi portant sur deux cents articles du code de procédure pénale et du code civil. « *Depuis le 15 janvier, nous avons travaillé. Les textes seront prêts à la fin de mars. (...) Je les soumettrai à l'avis du Conseil d'Etat en avril, au conseil des ministres fin avril ou début mai. Nous en commencerons l'examen au Parlement ce même mois, avec d'abord un texte sur l'accès au droit, qui est un préalable absolu.* »

Anne Chemin

Les faux-fuyants de Vincenzo Aiutino, tueur en série

NANCY
de notre correspondante

Elle s'est levée d'un bond. Marie-Antoinette Aiutino, « *la femme de l'assassin* » comme elle dit, s'écrie en regardant les jurés : « *Il faut qu'il dise la vérité, il l'a promis à son fils. S'il ne le fait pas, son fils sera déçu. Il l'est d'ailleurs déjà. Il n'a pas tout dit. La vérité, un point c'est tout* ». La vérité, des aveux, c'est tout ce que demandent les familles d'Isabelle Le Nénan et d'Isabelle Christophe, vingt et un et vingt-deux ans, assassinées le 6 août et le 13 septembre 1991 à Mont-Saint-Martin. Mais depuis trois jours, Vincenzo Aiutino leur refuse cet apaisement.



PROCÈS

Il a donné lundi, au début du procès, une nouvelle version des faits. Après avoir passé des aveux complets où il reconnaissait les trois assassinats, il a accusé son père, puis son beau-frère avant de tout nier en bloc. Finalement, il n'a reconnu que le meurtre de Bernadette Bour, une visiteuse médicale tuée dans sa maison, à Longwy, le 24 février 1992. « *Quand je l'ai vue, je l'ai trouvée séduisante*, explique-t-il à la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle. *Au début, je voulais seulement m'exhiber. J'ai crevé un pneu de sa voiture. Je lui ai gentiment proposé de l'aider et de venir se laver les mains chez moi. Après, j'ai disjoncté. J'ai eu une pulsion, tout est allé très vite. Dans ces moments-là, vous n'entendez rien, vous êtes excité, vous ne vous arrêtez que quand tout est fini.* »

Mercredi matin, alors qu'une nouvelle fois, la main sur le cœur, Vincenzo Aiutino compatissait à la *douleur des familles*, il a été interrompu par le père d'Isabelle Le Nénan. « *Arrête, arrête ! Tu vois pas le mal que tu nous fais !* », tandis qu'une femme au bord des larmes criait : « *Avoue mais avoue donc !* ». Présenté comme un être « *manipulateur, séducteur et sournois* », l'accusé alterne des périodes d'abattement et de volubilité. Tantôt il interrompt la présidente, trouvant « *qu'on se répète, qu'on tergiverse, qu'on perd du temps, que les témoins bafouillent, ont des trous de mémoire* », tantôt il interpelle le procureur général Charles Grimaldi en ironisant : « *Monsieur l'avocat général tient bien son rôle, bravo. Il est vrai que Monsieur l'avocat général a vingt ans de théâtre derrière lui* ».

CLINS D'ŒIL

L'enquête présente « *des lacunes* » selon l'expression de Me Dominique Rondu, partie civile. En novembre 1991, lors de la découverte du corps d'Isabelle Le Nénan dans une forêt belge, la police avait pensé à ce délinquant sexuel récidiviste mais les preuves manquaient. Il avait été relâché. Me Rondu demande au policier s'il avait été surveillé. « *On n'avait pas les moyens de le suivre tout le temps, il allait de la France à la Belgique,* répond-il. *Nous ne sommes pas Derrick ou Navarro.* ». Encore plus amer est l'ami de Bernadette Bour. Ce médecin avait donné aux policiers de Longwy le nom de Vincenzo Aiutino, qui était présent dans le cabinet médical alors que Bernadette s'y trouvait. Il ne comprend pas qu'il ait été relâché. « *Ce type c'est le mal* » lâche-t-il, abattu.

Devant la cour, le neuropsychiatre Jacques Forget éprouve le même désarroi. Il avait, en février 1990, examiné Vincenzo Aiutino, alors qu'il venait d'agresser une femme avant de la laisser pour morte. « *Je l'avais déclaré dangereux. C'est un psychopathe pervers. J'ai l'amère satisfaction d'avoir percé à jour sa véritable personnalité et l'immense tristesse que ça n'ait servi à rien. Je regrette d'avoir eu raison et qu'on l'ait laissé en liberté.* »

Dans son box, entre deux clins d'œil à des filles dans la salle, Vincenzo Aiutino s'ennuie en écoutant les psychiatres le déclarer dangereux et non réadaptable, « *un pervers pour qui le corps d'autrui est réduit à sa seule fonction de jouissance* ».

Monique Raux

Un rapport réclame le renforcement des pouvoirs de la CNIL

Il dénonce les failles de la loi Informatique et libertés

VINGT ANS APRÈS l'adoption de la loi sur l'informatique et les libertés, un véritable dépoussiérage de la législation s'impose : telle est, en substance, la conclusion du rapport intitulé « Données personnelles et société de l'information », que Guy Braibant a remis, mardi 3 mars, à Lionel Jospin. Chargé par le premier ministre d'examiner les conditions d'harmonisation de la législation française avec le droit européen, l'ancien président de section du Conseil d'Etat plaide pour une adaptation de la loi à l'explosion de l'informatique et à la constitution de plusieurs milliers de fichiers, publics et privés. Il préconise de renforcer notablement les pouvoirs de contrôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) tout en limitant les formalités administratives préalables aux traitements des données à caractère personnel.

La réforme législative est une nécessité : avant la fin d'année, la France doit s'aligner sur la directive européenne du 24 octobre 1995, relative au traitement et à la libre circulation des données. L'objectif est d'harmoniser le droit européen sur les données personnelles afin d'en faciliter la circulation, tout en protégeant la vie privée et la liberté individuelle. Les conseillers d'Etat Jean Gaeremynck et Maurice Méda préconisaient déjà, dans un rapport remis le 17 octobre 1996 à Jacques Toubon, un toilettage des textes (*Le Monde* du 23 novembre 1996).

LA PROFUSION DES FICHIERS

Innovante en janvier 1978, la loi sur l'informatique et les libertés est aujourd'hui inadaptée. Alors que, dans les années 70, le législateur cherchait à protéger le citoyen contre « *les ordinateurs universels, grâce auxquels un Etat-Léviathan aurait su tout sur tous* », le danger provient plutôt aujourd'hui de « *l'informatique universelle* », qui a envahi la vie quotidienne des entreprises et des foyers.

Les bases de données personnelles constituent désormais un marché à part entière, et le développement des applications conduit à ce que chaque individu soit fiché, souvent à son insu, plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de fois (*Le Monde* du 7 février). Or, face à l'explosion du traitement des données, le système de contrôle français a révélé des « *problèmes et des faiblesses* ». Guy Braibant souligne ainsi que si la CNIL estime à 500 000 le nombre de fichiers en France, « *quelques millions de traitements ont échappé à son contrôle* ». Parallèlement, le bilan de la répression administrative et pénale est très faible : quelques dizaines de sanctions ou de poursuites.

Pour y remédier, Guy Braibant propose d'alléger les contrôles a priori de la constitution de fichiers tout en renforçant substantiellement les contrôles a posteriori de leurs utilisations. Alors qu'actuellement la CNIL soumet à autorisation l'ouverture de fichiers pour les organismes publics mais ne demande qu'une simple déclaration pour les fichiers du secteur privé, le conseiller propose d'assimiler complètement les deux secteurs et de les dispenser, dans leur grande majorité, de toute déclaration préalable. Pour Guy Braibant, il est en effet souhaitable que la CNIL « *consacre ses efforts et son temps, plutôt qu'à un dénombrement qui ne sera jamais exhaustif, à la surveillance efficace des traitements réellement ou potentiellement dangereux* ».

ANTENNES RÉGIONALES

La CNIL ne conserverait donc son pouvoir d'autorisation préalable que pour les données relevant de la souveraineté nationale, les données sensibles – révélant l'origine raciale ou ethnique, l'appartenance politique, les convictions religieuses et les informations médicales –, les fichiers utilisant le numéro de Sécurité sociale et ceux concernant la totalité de la population. Le rapporteur ajoute à cette liste les données génétiques des personnes mais exclut les fichiers « *nécessaires aux fins de la médecine préventive, des diagnostics médicaux, de l'administration des soins et de la gestion des services de santé* », dans la mesure où le traitement de ces données « *est effectué par un praticien de la santé soumis* (...) *au secret professionnel* ».

« *Les pouvoirs de contrôle a priori* [de la CNIL] *étant réduits, il convient de renforcer et d'étendre ses pouvoirs a posteriori de manière à maintenir globalement le niveau de protection existant, voire de l'améliorer en le rendant plus efficace* », note Guy Braibant. La CNIL se verrait ainsi conférer de réels pouvoirs d'enquête sur les organismes disposant de fichiers. Elle devrait également pouvoir prendre toute mesure conservatoire utile pour faire cesser le traitement illégal ou non conforme de données. Les rapports entre les parquets et la CNIL devraient, en outre, être clarifiés, la Commission pouvant disposer du droit de se constituer partie civile en cas de manquements manifestes à la législation. Enfin, sa composition devrait s'ouvrir aux membres du secteur privé et ses services devraient être déconcentrés par le biais de la création d'antennes régionales.

Pour Guy Braibant, pourtant, le contrôle des fichiers et du traitement des données personnelles ne peut se cantonner au niveau national, ni même européen. « *Les flux d'informations traversent constamment les frontières et ont de plus en plus un caractère planétaire,* explique t-il. *Tous les contrôles, toutes les réglementations peuvent être contournées ou détournées dans le cadre de réseaux comme Internet. Un dialogue intercontinental doit s'ouvrir pour y remédier, au-delà des différences de conception et de civilisation.* »

Cécile Prieur

Les étudiants protestent contre la baisse du nombre de postes aux concours

PRÈS DE 350 ÉTUDIANTS, futurs enseignants préparant le Capes ou l'agrégation, ont défilé, mercredi 4 mars, de la Sorbonne au ministère de l'éducation nationale pour protester contre « *la diminution de 6 360 postes aux concours de recrutement sur deux ans* ». Après une manifestation jeudi 19 février, à l'issue de laquelle ils n'avaient « *pas reçu de réponse satisfaisante du ministère* », les étudiants du comité interfacs de plusieurs universités parisiennes et des Ecoles normales supérieures demandent, notamment, « *la restitution immédiate de tous les postes supprimés depuis 1996* ».

A la suite de la grogne des étudiants et des professeurs de sciences économiques, le ministère avait accepté, le 12 février, d'ajouter dix postes à l'agrégation dans cette discipline et quinze au Capes. Le nombre de postes en sciences économiques avait baissé de 50 % de 1997 à 1998, alors qu'il diminuait de 10 % pour l'ensemble des disciplines.

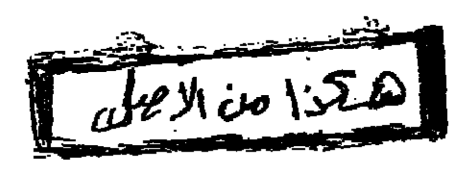
DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : Jean Tiberi a renoncé à sa plainte pour diffamation contre Lyne Cohen-Solal,** son adversaire socialiste aux dernières élections législatives. Cette plainte devait être examinée, jeudi 5 mars, par le tribunal de grande instance de Paris. L'avocat du député et maire de Paris, Me Thierry Herzog, a estimé que le choix de la date de cette audience marquait un « *dévoiement* » de l'institution judiciaire. Le 26 février, le président de la 17e chambre correctionnelle, Jean-Yves Montfort, avait accédé à la demande de Mme Cohen-Solal, qui souhaitait que l'affaire soit jugée avant les élections régionales de mars, auxquelles elle est candidate.

■ **La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a reporté au 11 décembre** l'examen de la demande de mise en liberté d'Alfredo Davanzo, un ancien activiste dont l'Italie réclame l'extradition. Faisant droit à la demande de son avocat, Me Antoine Comte, qui venait d'apprendre l'engagement de Lionel Jospin à ne pas extrader les anciens militants d'extrême gauche (*Le Monde* du 5 mars), la présidente, Elisabeth Ponroy, a estimé que la cour devait, « *le cas échéant, tenir compte d'éléments nouveaux* ».

■ **EXCLUSION : 81 % des Français considèrent qu'une loi *« ne suffira pas à faire reculer l'exclusion »*** et « *qu'il faut changer de politique économique* », selon un sondage CSA publié dans *La Croix* du 5 mars. Les trois mesures jugées les plus efficaces pour lutter contre l'exclusion sont la récupération de logements vides, l'extension de la Sécurité sociale à ceux qui n'en bénéficient pas et la réduction des charges sociales des entreprises.

■ **BOMBE : les habitants de Dugny (Seine-Saint-Denis) ont évacué la ville,** jeudi 5 mars, pour la deuxième fois en moins de trois mois, afin de permettre le désamorçage d'une bombe de 250 kilogrammes datant de la dernière guerre mondiale. Environ deux mille des neuf mille habitants de la commune ont évacué leur maison, principalement des femmes et des enfants. Le 8 décembre 1997, mille cinq cents d'entre eux avaient abandonné leur domicile, de 8 heures du matin jusqu'au milieu de l'après-midi, pour que soit désactivée une bombe anglaise de 500 kilogrammes, déterrée sur le même terrain militaire.



Jean Pierre-Bloch affirme que l'accusé « n'était pas un résistant »

L'unique survivant du jury d'honneur composé à la demande de Maurice Papon en 1981 a rappelé que le nom de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde ne figurait pas sur la liste des préfets que le général de Gaulle allait nommer à la Libération

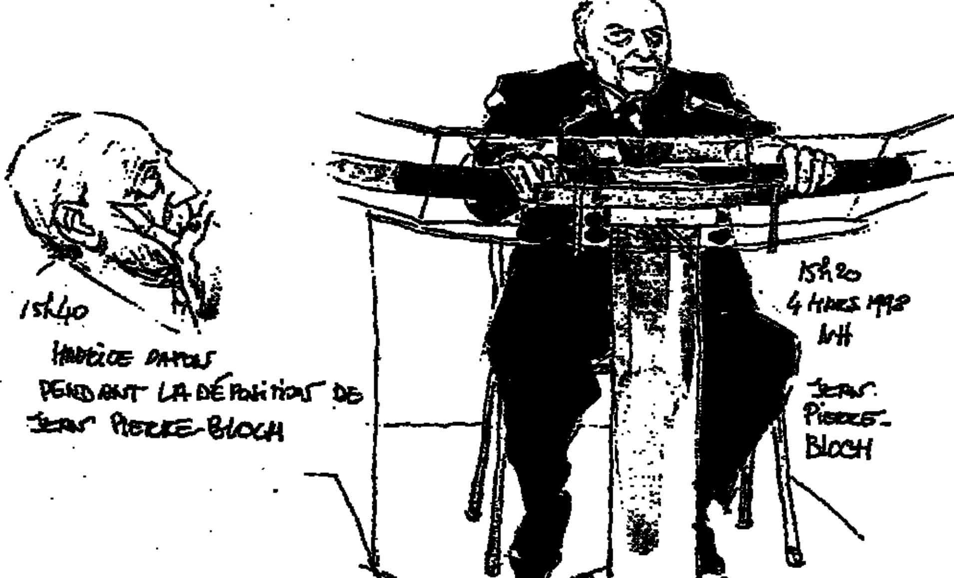
BORDEAUX
de notre envoyé spécial

C'est une *page d'histoire*. Un moment hors du commun qui voit, dans une cour d'assises, un témoin de quatre-vingt-treize ans déposer à charge contre un accusé de quatre-vingt-sept ans. Un témoin tout droit sorti d'un livre d'histoire, qui fut, *en juillet* et août 1945, l'un des vingt-sept jurés à avoir jugé le maréchal Pétain.

Né en 1905, Jean Pierre-Bloch entre, chancelant, une canne à la main, un huissier à son bras. Grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre avec sept palmes, président d'honneur de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), il est le dernier des témoins à venir s'exprimer au procès de Maurice Papon. Il en est aussi le doyen.

Bien qu'il veuille rester debout, une chaise est glissée sous ses jambes. *« Une invitation pressante »*, souligne le président. Puis, la voix expose les faits d'armes et de gloire de celui qui *« connut les prisons des Allemands, Pétain et Franco »* : *« J'étais dans la première organisation de résistance* [en Dordogne]. *Avec ma femme, nous avons organisé le premier parachutage d'armes et d'hommes. Nous avons été arrêtés et emprisonnés à Périgueux* [en octobre 1941]. *Grâce au courage de ma femme, nous nous sommes évadés avec sept officiers anglais. J'ai été condamné à mort. Mais ce n'était pas grave, j'étais déjà à Londres. »*

Parfois, en boucle, le témoignage revient sur lui-même. La mémoire est bégayante, mais précise. *« Donc, je crois que je suis un résistant. J'ai la médaille de la Résistance avec rosette, la médaille de la France libre. »* A Londres, Jean Pierre-Bloch a été nommé aux services de renseignements gaullistes du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action). *« Le BCRA se réjouissait d'avoir un homme politique* [NDLR : M. Pierre-Bloch avait été élu député SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) de l'Aisne en 1937]. *Le seul résistant enregistré au BCRA pour la région de Bordeaux, c'était Delaunay* [NDLR : futur président du comité départemental de la libération de la Gironde]. *Je n'ai jamais trouvé le nom de Maurice Papon. »*



« CONNAIS PAS »

Puis l'ancien résistant indique comment se fit le tri des futurs commissaires de la République, préfets, secrétaires généraux, magistrats que le général de Gaulle allait nommer d'Alger en vue de la Libération. *« J'ai moi-même débarqué officiellement à Toulouse pour nommer le commissaire de la République. J'avais beaucoup de pouvoir, j'ai même nommé un général. J'avais le nom de tous les préfets à nommer dans ma liste. Il n'y avait pas celui de Maurice Papon. Ça m'aurait frappé, car je le connaissais avant guerre. »* Alors, il concentre son affirmation : *« Pour moi, Maurice Papon n'a pas été résistant. S'il l'a été, Maurice Papon était un résistant bien clandestin. »*

Le président Castagnède aborde le dossier controversé du jury d'honneur, composé, à la demande de Maurice Papon en 1981, de cinq grands noms de la Résistance – Marie-Madeleine Fourcade, Daniel Mayer, le Père Michel Riquet, Charles Verny et Jean Pierre-Bloch, l'unique survivant. Examinant le comportement de l'ancien secrétaire général de la Gironde pendant l'Occupation, ce jury avait rendu une « sentence » de vingt-quatre pages balancée à l'extrême (*Le Monde* du 20 février) : d'une part, il reconnaissait à Maurice Papon *« d'importants services rendus à la Résistance »* et son affiliation à un réseau à partir de janvier 1943, son aide à *« un certain nombre de juifs recherchés ou arrêtés »* et *« certaines initiatives courageuses* [qui], *si elles avaient été décelées par les autorités allemandes, eussent certainement entraîné son arrestation et sa déportation »* ; d'autre part, il concluait *« néanmoins que, au nom même des principes qu'il croyait défendre et faute d'avoir été mandaté par une autorité qualifiée de la Résistance française pour demeurer à son poste, il aurait dû démissionner de ses fonctions au mois de juillet 1942 »*.

« La discussion a été très vive, confesse Jean Pierre-Bloch. *Les débats avaient duré très longtemps. »* Il affirme que les décisions, officiellement prises *« à l'unanimité »*, ont été prises en fait à *« trois contre deux »* : Mme Fourcade, le Père Riquet et Charles Verny – *« qui a changé d'avis »* –, d'un côté ; Daniel Mayer et lui, de l'autre. Le président lit la liste des seize personnes auditionnées alors par le jury d'honneur. La plupart étant décédées, la cour d'assises n'a pu en entendre que trois. Entendant le nom de Roger-Samuel Bloch, ce membre du réseau Kléber-NAP chargé par Alger de créer un réseau de noyautage des administrations publiques, qui attestent de services rendus par l'accusé à partir de novembre 1943, Jean Pierre-Bloch, pour lequel il ne semble y avoir aucune résistance hormis le BCRA, lâche un laconique : *« Connais pas. »*

UNE « CAUTION MORALE »

Puis, sur question de Me Christian Charrière-Bournazel, avocat de la Licra, M. Pierre-Bloch affirme que Jacques Soustelle [NDLR : ancien directeur général du BCRA à Londres] et Maurice Bourgès-Maunoury sont venus témoigner devant le jury d'honneur en faveur de Maurice Papon non *« sur des éléments de fait »*, mais surtout pour *« apporter leur caution morale »*. Il assure également que l'ancien préfet régional de Bordeaux, Maurice Sabatier, bien qu'ayant soutenu devant le jury d'honneur *« assumer l'entière responsabilité de la répression antijuive dans le ressort de sa préfecture »*, avait au contraire, lors d'une première visite à son domicile, indiqué qu'il *« n'avait jamais eu à* [s]*'occuper des questions juives »* et que c'était donc *« Maurice Papon qui s'en était chargé »*. Ni Marie-Madeleine Fourcade, présente à cette entrevue, ni Maurice Sabatier, tous deux décédés, ne peuvent aujourd'hui confirmer.

En défense, Me Jean-Marc Varaut pointe quelques contradictions et souligne le soutien de Gaston Cusin, premier commissaire de la République à Bordeaux, à Maurice Papon qu'il nomma directeur de cabinet. *« Gaston Cusin était mon ami, mais je ne partageais pas du tout son point de vue. » « Le général de Gaulle* [NDLR : qui signa le décret officialisant en octobre 1944 la nomination de Maurice Papon] *était-il un homme à être trompé ? – Non »*. Alors, après une pause qui a permis au témoin de dénouer sa cravate et d'éviter un malaise, Maurice Papon rappelle que, devant le magistrat instructeur, en mai 1989, celui-ci avait reconnu au contraire qu'il était *« incontestable que Maurice Papon ait appartenu à la Résistance »*. Puis l'accusé s'en rapporte à une autre voix du jury d'honneur : celle du Père Riquet, qui estimait qu'*« avant le 1er janvier 1943 Maurice Papon avait déjà pris contact avec la Résistance, notamment le réseau Jade-Amicol »*, et qui affirmait que *« c'était des résistants mêmes qui, début décembre 1942, l'avaient dissuadé de donner sa démission à laquelle il songeait pour ne pas avoir à collaborer, même très indirectement, à la politique de Vichy »*.

Auparavant, Me Francis Vuillemin, conseil de l'accusé, avait lu *in extenso* les instructions du lieutenant-colonel Tissier, maître des requêtes au Conseil d'Etat, diffusées le 8 janvier 1942 à la BBC, par lesquelles il invitait les fonctionnaires et magistrats demeurés en France à *« faire l'impossible pour conserver* [leurs] *postes »*, afin d'éviter que le gouvernement de Vichy ne puisse *« expurger progressivement l'administration de tous ceux qui souhaitent le relèvement du pays »*. Janvier 1942. *« Il n'y avait pas de rafles ! »*, relevait alors Me Arno Klarsfeld. Même s'il y eut cependant déjà celles, parisiennes, de 1941.

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrenschmidt

Les derniers témoins

La journée du mercredi 4 mars a marqué la fin de l'audition des témoins. La cour d'assises n'a finalement pas pu entendre le procureur de Cologne, Rolf Holtfort, dont le témoignage prévu le 16 février avait été annulé pour cause de menaces, et bien que celui-ci eût fait savoir qu'il était prêt à venir à nouveau témoigner (*Le Monde* du 4 mars). Le procureur général Henri Desclaux a informé la cour que son collègue allemand se trouvait au chevet de son fils, grièvement blessé la veille dans un accident.

Dernier témoin de moralité, Robert Abdesselam, soixante-dix-huit ans, avocat, ancien député d'Alger de 1958 à 1962, a loué *« l'homme exceptionnel et formidable »* qu'était, selon lui, l'accusé du temps où il était inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire (Igame) pour la région de l'Est algérien à Constantine. Enfin, le président Castagnède a lu la déposition du général Alain de Boissieu, gendre du général De Gaulle qui, ayant connu Maurice Papon à la même période, indiquait avoir apprécié *« sa grande rigueur morale »*.

Drancy, la dernière étape sur le chemin d'Auschwitz

DU 20 AOÛT 1941 au 17 août 1944 a fonctionné, dans la banlieue parisienne, un *camp dont le nom* suffit parfois à résumer toute la période : Drancy. Au promeneur d'aujourd'hui, ce groupe de logements en forme de « U » peut sembler d'autant plus anodin et familier que son architecture avait déjà, dans les années 40, l'aspect que revêtiront ensuite les banlieues modernes. C'est là que la grande majorité des juifs de France promis à la déportation *« à l'Est »*, selon le langage codé du temps, ont été regroupés. Pour soixante-sept mille de ces victimes en transit, Drancy a constitué la dernière *étape* sur le chemin d'Auschwitz. Comme à l'Est déjà, la vie des internés y était rythmée par les coups de sifflet, les contraintes inutiles, les brimades, les interdits vexatoires ou cruels.

Mais Drancy fut aussi, dans l'archipel des *Judenlager* (« camps de juifs »), un lieu de concentration, un ghetto de fait. Certains détenus purent y retarder le départ que tous redoutaient grâce à des privilèges précaires – faire partie de l'administration du camp ou bien des membres du service de surveillance – ou parce qu'ils appartenaient à des catégories plus ou moins « protégées » – demi-juifs, conjoints d'Aryens, juifs ressortissants de nations en guerre aux côtés du Reich, etc. Comme dans tout « univers concentrationnaire », la hiérarchie entre détenus a pu y étouffer les *sentiments* de solidarité. Néanmoins, il y eut *quelques* groupes de résistance et une spectaculaire tentative d'évasion avortée, à l'automne 1943, grâce au creusement d'un tunnel.

Avec une population oscillant entre quelques centaines de détenus à la libération du camp et sept mille internés en période de rafles, Drancy a été un *Judenlager* comme les autres. Comme dans les ghettos ou les camps de travail, les privilèges n'y valaient pas cher. Dès que les effectifs ne suffisaient plus à *alimenter les convois, on puisait* dans les catégories prétendument épargnées. Le commandant juif du camp lui-même n'était nullement à l'abri de la déportation. L'ex-lieutenant-colonel Robert Blum, pourtant l'un des plus sévères pour ses codétenus, en *fera l'amère expérience*. Compromis dans l'affaire de l'évasion, il partira avec le convoi n° 62, le 20 novembre 1943.

« DE COURTE DURÉE »

Que sait Maurice Papon de Drancy, où il *envole son* « voltigeur », Pierre Garat, chef du service des questions juives, avec le convoi du 26 août 1942 ? A Bordeaux, le secrétaire général de la préfecture de la Gironde a d'ores et déjà appris, au travers des conversations *que son subordonné* a eues avec le lieutenant Doberschutz, que *« le séjour à Drancy* [serait] *de courte durée et que les intéressés* [NDLR : les juifs arrivés du Sud-Ouest] [seraient] *déportés »*. Quelques jours plus tard, Pierre *Garat rend compte* à *Maurice* Papon et au préfet régional Maurice Sabatier de sa traversée de Drancy (*Le Monde* du 25 décembre 1997). Il informe ses supérieurs de la décision – très provisoire et vite démentie – d'épargner aux juifs français les mesures de déportation et leur annonce que *« le triage est effectué au camp de Drancy par des juifs, sous la direction du commandant du camp. Les autorités allemandes ne participent pas à ce triage et se bornent à exiger l'effectif ci-dessus indiqué* [NDLR : trois trains de mille juifs chaque semaine] ».

D'après le témoignage fourni par Georges Kohn, premier *« gérant du bureau administratif du camp »* – témoignage de 1957 reproduit dans le *Calendrier de la persécution des juifs en France*, de Serge Klarsfeld –, les Allemands intervenaient plus directement dans la constitution des listes de déportables. Ils *« décidaient, par exemple*, dit Kohn, *que les Hongrois seraient déportés à telle date, à telle autre les Roumains, à telle autre encore les internés âgés de moins de vingt-cinq ans »*. Un autre témoignage, recueilli en 1990 et cité par *Maurice Rajsfus dans son Drancy* (Le Cherche Midi Editeur), souligne que *« les critères de choix étaient toujours les mêmes : les derniers arrivés partaient en priorité, mais dans tous les cas nous avions tendance à avantager les Français ; ça se comprend »*. Georges Kohn aurait, selon la même source, estimé qu'accepter ce travail constituait, pour les internés, l'unique moyen de conserver une trace des déportés.

Il est apparu au cours des débats *que Pierre Garat a passé sur le rôle* joué, de 1942 à 1943, par les fonctionnaires français dans la constitution des convois et dans l'atmosphère de terreur qui se déchaîne alors à Drancy. De même n'a-t-il pas dit un mot de la spoliation des arrivants qui, dès leur entrée au camp, se voient confisquer par la police aux questions juives or, argent et bijoux dans la *« baraque de fouille »*.

SOIXANTE-SEPT CONVOIS

Lors du passage de Pierre Garat, Drancy se trouve encore sous l'administration civile de la préfecture de police, qui vient de nommer, comme commandant, le commissaire Guibert. Sous sa houlette, seront formés quarante des soixante-sept convois de déportation en partance pour Auschwitz. Pour les listes, le commissaire Guibert témoigne, en 1957, qu'*« il fallait faire un tri auquel la préfecture ne pouvait procéder, faute de personnel, et le service des effectifs du camp, tenu par des internés, préparait les listes d'après nos indications »*. Des indications auxquelles correspondent un ensemble de catégories fort complexe. Pierre Garat n'a pas non *plus parlé du responsable du maintien* de l'ordre. A la fin de l'été 1942, assisté de cinquante gendarmes, celui-ci s'appelle *« le capitaine Vieux »*. De ce personnage, l'historien Georges Wellers, qui séjourna à Drancy de nombreux mois, dit qu'il *« abusait à tel point de sa cravache que, vers le milieu du mois d'août, il lui fut interdit de la porter à l'intérieur du camp. Quelquefois, il renversait les détenus et même les enfants en se promenant à bicyclette dans le camp, injuriait grossièrement les prisonniers et surtout les femmes »*.

L'arrivée d'Aloïs Brunner, un adjoint direct d'Adolf Eichmann, qui prend Drancy en juillet 1943, *marque un renforcement de la terreur*. Aloïs Brunner lance les détenus dans de grands travaux de terrassement, fait frapper et torturer, et surtout, en véritable fonctionnaire du crime, s'efforce de *« rationaliser »* les déportations. Il réduit ainsi le *nombre des catégories* à trois : les « A » (« Aryens », conjoints d'Aryens, et demi-juifs) ; les « B » (les juifs), déportables en priorité ; et les « C », dont le cas est réservé (les C1 étant les cadres du camp). Aloïs Brunner exerce un contrôle tatillon sur les « C ». Une fois par mois, ils passent devant lui pour réexamen de leur dossier.

Repoussés par les SS à l'extérieur de l'enceinte, les gendarmes *n'en continueront pas moins* à braquer leurs mousquetons sur les internés jusqu'à la fin. Le 17 août 1944, alors que Brunner et ses SS ont quitté le camp en emmenant avec eux cinquante et un otages – dont Marcel Dassault et *Jean Frydman* –, les *gendarmes* maintiendront leur surveillance pendant une vingtaine de minutes encore, avant que l'arrivée du consul de Suède, Raoul Nordling, mette fin à ce symbole tragique et dérisoire de la collaboration extrême.

Nicolas Weill

L'AVENIR DES RÉGIONS

PAYS DE LA LOIRE

Les usines à la campagne relèvent le défi de la mondialisation

La quatrième région industrielle de France tire sa force d'un maillage serré de petites entreprises de main-d'œuvre. Malgré la concurrence des pays à bas salaires, l'ouverture sur le monde reste sa meilleure chance de développement

NANTES
de notre correspondant

La moitié des chaussures « made in France » sont fabriquées dans un rayon de 80 kilomètres autour de Cholet. C'est aussi là, aux Herbiers, à Saint-Macaire-en-Mauges ou à La Séguinière, que se cache la seconde concentration française d'entreprises de confection derrière la région parisienne. Tapis dans le bocage de l'ancienne Vendée militaire, 30 000 emplois des industries de la mode résistent encore à la concurrence des bas salaires chinois, marocains ou tchèques. Pour combien de temps ?

« *Il nous reste deux ans pour délocaliser à l'étranger* », grogne François Browne de Kilmaine, délégué général du Groupement des industries de la chaussure des Pays de la Loire, quand on lui parle de mondialisation. « *Au Portugal, pour installer une usine, grâce aux aides européennes, vous avez 40 % de subventions et 50 % de prêts à taux zéro. Vous payez les gens 2 000 francs par mois et ils travaillent 46 heures par semaine.* »

L'arrêt, exigé par Bruxelles, du plan Borotra, qui allégeait les charges des entreprises du secteur, donne des haut-le-cœur aux patrons du Choletais. Ce plan avait permis d'enrayer la saignée des effectifs constatée depuis vingt ans, qui s'était accélérée en 1995 au point d'atteindre 1 % par mois. « *L'an dernier, nous avions même recréé des emplois. Maintenant, c'est l'inquiétude, renforcée par les 35 heures. Les calculettes tournent à plein régime* », constate Henry de L'Espinay, directeur du Groupement ouest mode-industrie. Même s'il faut faire la part des choses, le choc de la mondialisation pourrait prendre ici, dans les années à venir, l'allure d'un coup de massue social.

Ces usines à la campagne sont typiques des Pays de la Loire, que peu de gens situent comme la quatrième région industrielle française. Elles n'en sont pas – loin s'en faut – la seule facette. A Saint-Gilles-Croix-de-Vie, sur la côte atlantique, ou Vilaines-la-Juhel, dans le nord de la Mayenne, la mondialisation crée aussi des emplois industriels. Bruno Cathelinais, directeur général de Bénéteau, le leader mondial des bateaux de plaisance, voit dans l'internationalisation de l'économie « *un choc culturel qu'il vaut mieux vivre en direct car il permet d'anticiper sur l'évolution du goût des consommateurs, de lisser les creux et les bosses d'activités entre les pays et d'avoir un accès immédiat aux innovations technologiques* ». Bénéteau a toujours refusé de délocaliser sa production pour rechercher les coûts de main-d'œuvre les plus bas : « *Nous sommes dans un métier de savoir-faire, où la bonne organisation d'une usine compte plus que le niveau des salaires. Nous ne produisons à l'étranger que s'il y a un marché lointain à approvisionner, comme c'est le cas aux États-Unis.* » Grâce à quoi 1 600 des 1 800 salariés du groupe travaillent en Vendée.

Au nord des Pays de la Loire, MPO a construit ses premiers ateliers de pressage de disques dans le parc boisé du château de la famille de Poix, dont les enfants dirigent aujourd'hui un groupe qui pèse 8 % du pressage mondial de CD et de CD-ROM. Quarante ans après sa création, MPO emploie 750 personnes dans le pays des Coëvrons et compte sept autres usines dans le monde. Marché mondial et industries de main-d'œuvre font également bon ménage dans les usines fabriquant les téléphones portables de Philips au Mans, d'Alcatel à Laval, ou les micro-ordinateurs de NEC-Packard Bell à Angers.

Cette mondialisation qui frappe aujourd'hui les esprits, les Chantiers de l'Atlantique la vivent avec bonheur et depuis longtemps, à Saint-Nazaire. La construction navale est en effet totalement ouverte à la concurrence internationale. Le chiffre d'affaires du dernier grand chantier naval français est d'ailleurs réalisé à 90 % pour des armateurs étrangers.

Les Chantiers de l'Atlantique ont survécu au naufrage de la Navale française grâce à leur spécialisation sur les navires à forte valeur ajoutée. Ils ont fait le pari de se passer d'ici trois ans d'aide publique pour prendre des commandes, ce qui constituerait une première historique en France et dans le monde. A la clé de cet objectif : un doublement de l'activité, auquel croit fermement leur nouveau PDG, Patrick Boissier.

> Adossés à l'Atlantique, loin des courants d'échanges majeurs, les Pays de la Loire jouent une bonne part de leur avenir sur leur connexion directe avec les autres régions européennes

Selon l'Insee, les Pays de la Loire ont créé 46 000 emplois salariés entre 1990 et 1995, soit un rythme huit fois supérieur à la moyenne nationale sur la même période. La direction régionale de la Banque de France ajoute que les effectifs des entreprises privées de la région ont augmenté de 1 % en 1996 et 1,8 % en 1997. De quoi démentir les discours sur la fin inéluctable des emplois industriels en France, même si cela ne suffit pas à résorber le chômage.

Comme un défi aux règles de l'aménagement du territoire, les Pays de la Loire ont développé cette industrie hors de toute infrastructure digne de ce nom. Fleury-Michon, Eram, Brioche Pasquier et bien d'autres ont pris leur essor sur les marchés de grande consommation bien avant que le réseau autoroutier des Pays de la Loire ne soit achevé. A l'heure des flux tendus, l'énergie locale ne saurait toutefois compenser longtemps le manque de liaisons avec les grands bassins économiques. Adossés à l'Atlantique, loin des courants d'échanges majeurs, les Pays de la Loire jouent une bonne part de leur avenir sur leur connexion directe avec les autres régions européennes. Leur amélioration est sans doute plus urgente que celle des liaisons internes à la région ou avec Paris, qu'il s'agit désormais d'éviter pour gagner du temps.

C'est pourquoi le récent débat sur le TGV Ouest, qui prolongerait la ligne à grande vitesse du Mans à Angers, est apparu surréaliste à beaucoup. Les Manceaux ne s'y sont intéressés que pour refuser le contournement de leur ville. Plutôt que gagner une poignée de minutes avec Paris, les Angevins et Nantais préféreraient voir l'Etat consacrer ses ressources au contournement de l'Ile-de-France par le sud. Ce nouveau « barreau », long d'une centaine de kilomètres, connecterait les TGV venus de l'Atlantique aux lignes à grande vitesse filant vers l'Europe en leur évitant de rouler à 80 km/h sur une ligne de banlieue surchargée. Il permettrait surtout, le moment venu, d'augmenter le nombre de passages. Pour le port de Nantes-Saint-Nazaire, il est tout aussi vital d'être relié directement à Lyon. Or, depuis deux ans, les conteneurs débarqués sur les quais de Montoir et destinés au Rhône-Alpes transitent par la région parisienne, ce qui les retarde.

Le dossier est identique en ce qui concerne les autoroutes. Les chaînons manquants Angers-Tours-Vierzon et Orléans-Sens obligent à s'enfourner dans le malstrom parisien pour gagner l'Allemagne. Dans le sens nord-sud, la route des estuaires reste à achever entre Rennes et Caen tandis que l'axe Calais-Bayonne passant par Le Mans vient d'être gelé entre Alençon et Rouen. « *A l'heure du marché unique, il n'est pas concevable qu'aucune alternative ne soit proposée, dans les liaisons entre l'Europe du Nord et l'Espagne, au sillon rhodanien déjà fortement saturé* », écrivait en janvier Olivier Guichard, le président (RPR) sortant du conseil régional, au premier ministre.

La situation a évolué plus vite aux plans maritime et aérien. Le port de Nantes-Saint-Nazaire conquiert petit à petit son statut de port du Grand Ouest, grâce aux 150 lignes régulières ouvertes depuis trois ans par des armateurs qui ne le considèrent plus seulement comme un terminal énergétique. Relié à 35 villes européennes, l'aéroport de Nantes-Atlantique se développe grâce aux liaisons évitant Paris. Il préfigure la plate-forme interrégionale que pourrait être, dans dix ou quinze ans, l'aéroport de Notre-Dames-des-Landes, au nord de Nantes. « *Pour aller à Paris, un Rennais prendra toujours le train ou l'avion à Rennes. Mais il décollera de Notre-Dame-des-Landes pour aller directement à Milan ou New-York* », affirme Denis Batard, le nouveau président de la Chambre de commerce et d'industrie de Nantes.

Chimères ou non, chacun s'accorde en tout cas sur le fait que l'avenir des Pays de la Loire exige le dépassement de ses frontières actuelles au sein d'un Ouest atlantique dont il constitue le noyau dur avec la Bretagne. La coopération déjà engagée entre les deux régions fait, de ce point de vue, plus sûrement avancer les choses que le sempiternel débat sur le redécoupage administratif.

Adrien Favreau

TROIS QUESTIONS À

Jean Renard

1 Que pensez-vous du redécoupage réclamé par les partisans du retour de la Loire-Atlantique en Bretagne ?

Un redécoupage des frontières régionales aurait un effet de dominos sur les départements qui le rend impossible. La solution est sans doute une euro-région issue de la coopération entre les Pays de la Loire, la Bretagne et la Basse-Normandie. L'analyse de Siegfried datant de 1913 sur l'Ouest de la France, unifié par son comportement politique, les rapports sociaux, les relations villes-campagnes, avec un grand nombre de villes moyennes et petites, a toujours un sens. C'est une région de démocratie chrétienne, où la matrice de l'Église a été très forte, à gauche comme à droite. Pour les Pays de la Loire, il y a un axe Le Mans-Angers-Nantes ouvert sur l'Océan et le Bassin parisien, auquel se raccrochent plus ou moins bien les territoires de la Vendée, du Choletais et de la Mayenne.

2 Nantes est-elle une véritable capitale régionale ?

Si Angers avait été choisi comme capitale, sa situation plus centrale que celle de Nantes aurait été plus favorable à l'unité des Pays de la Loire. D'autant plus que Nantes a toujours eu plus de relations avec le monde qu'avec son arrière-pays, à cause de son port. Nantes n'est-elle pas plutôt la capitale de l'Ouest français ? Les 800 000 habitants de la ville-ruban qui va d'Ancenis à La Baule, la présence du premier port de la façade Atlantique, du premier aéroport de l'Ouest, d'une ville tertiaire couplée à l'industrie de l'estuaire et aux sites touristiques de la côte, forment un ensemble à la dimension de cette euro-région.

3 Faute d'unité historique, qu'est-ce qui caractérise les Pays de la Loire ?

La politique volontariste de « pays » menée par Olivier Guichard avant tout le monde. Les contrats régionaux de développement couvrent toute la région, à l'exception des zones urbaines qui ont leur propre organisation. Cette politique a permis de gommer l'opposition villes-campagnes et a appris aux élus locaux à travailler ensemble. Je trouve cependant que la maille est trop petite. Il faudrait des ensembles de 50 000 à 80 000 habitants, et non de 20 000, avec à chaque fois une petite ville, un hôpital, un lycée et un hypermarché. Les pièces du puzzle de ce que certains qualifiaient de « région de papier » ont été rassemblées.

★ ***Jean Renard** est professeur de géographie à l'université de Nantes.*

Les marais de Couëron en appellent à l'Amérique

NANTES
de notre correspondant

Les 300 hectares de marais des anciennes Ile-Thérèse et Ile-de-la-Ville-en-Bois sont passés à travers les mailles du filet juridique préservant l'environnement sur l'estuaire de la Loire. La Zone de protection spéciale, délimitée à la demande de l'Union européenne, et la procédure de classement de site en cours d'instruction ne jugent pas ces prairies et canaux longeant le fleuve sur les communes de Couëron et du Pellerin, quelques kilomètres à l'ouest de Nantes, dignes d'être mis à l'abri de possibles remblaiements. Les écologistes eux-mêmes ne sont pas montés au créneau, sans doute accaparés par leur bataille contre l'extension du port de Nantes-Saint-Nazaire à Donges-Est, en aval.

Le râle des genêts, espèce d'oiseaux très protégée, a beau s'y reproduire avec bonheur, les marais de Couëron ont beau être situés en Zone d'importance communautaire pour les oiseaux et Zone naturelle d'importance floristique et faunistique, rien n'y fait. La chose est d'autant plus curieuse que, juste à côté, 18 700 hectares de marais et de prairies humides viennent d'être placés sous la coupe du droit européen, qui fait de la défense de l'environnement la règle et du développement économique l'exception justifiant éventuellement l'aménagement des espaces protégés.

BATAILLE MÉDIATIQUE

Seuls à se battre pour ces marais oubliés, le maire de Couëron, Jean-Paul Fougerat (PS), et trois associations locales soupçonnent le port autonome de vouloir un jour y étendre les boues de dragage du fleuve et d'avoir pour cela obtenu leur mise à l'écart du dispositif de protection. Ce que dément formellement l'intéressé, tout en reconnaissant que le problème des dépôts de dragage est à résoudre sur le long terme.

Impuissants sur le terrain juridique, ils mènent une bataille médiatique, avec un argument de poids : la notoriété américaine du naturaliste John-James Audubon, qui a fait ses premiers dessins d'oiseaux dans les marais de Couëron, de 1795 à 1806, avant d'émigrer aux Etats-Unis. Là-bas, son nom est l'un des symboles de la protection de l'environnement. Son ouvrage, les *Oiseaux d'Amérique*, fait partie du patrimoine national. La National Audubon Society compte 550 000 adhérents au sein de 500 associations locales de découverte et protection de la nature. Elle emploie 400 personnes et gère un budget de 44 millions de dollars. C'est l'un des lobbies solidement implantés à Washington.

Méconnue en France, cette puissance fait rêver les Couëronnais amoureux de leur marais. Au-delà de leurs intérêts locaux, ils aimeraient tant voir les élus et aménageurs de l'estuaire de la Loire et de la métropole Nantes-Saint-Nazaire saisir la chance qu'offre l'histoire d'Audubon pour valoriser intelligemment le patrimoine écologique de la basse Loire, du lac de Grandlieu et de la grande Brière, riche de 40 000 hectares de zones humides…

A. F.

Prochaine étape : LORRAINE

Pays de la Loire

Conseil régional sortant : 1 MDC ; 12 PS ; 10 Div. g. ; 4 Verts ; 5 Écol. ; 2 MEI ; 2 GE ; 1 CPNT ; 1 UDF-rad. ; 6 UDF-FD ; 2 UDF-AD ; 2 UDF-DL ; 4 UDF-PPDF ; 6 UDF ; 21 RPR ; 6 Div. d. ; 8 FN.
Président : Olivier Guichard, RPR.

La population

1995 (en millions d'habitants)	3,139
PART DANS LA POPULATION MÉTROPOLITAINE	5,4 %
TAUX D'ÉVOL. ANNUEL MOYEN (1990-1994)	+ 0,55 %
DENSITÉ 1995	98 hab./km² (106,2 hab./km²)*
PART DES - 25 ANS	35,4 % (33,3 %)*
PART DES + 60 ANS	20,1 % (21,3 %)*
PROJECTIONS DE POPULATION EN 2010 (en millions d'habitants)	3,339
URBANISATION (évol. 1982-1990) :	superficie urbaine + 16,2 %, population + 8,5 %

La richesse régionale

AGRICULTURE, PÊCHE	5,4
BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	5,9
SERVICES NON MARCHANDS	16,6
INDUSTRIE	25,5
SERVICES MARCHANDS ET COMMERCE	46,6
VALEUR AJOUTÉE BRUTE	313,2 milliards de francs, 4,6 % du total national

Les indicateurs économiques et fiscaux

BUDGET RÉGIONAL 1997	3 604 millions de francs (5e rang)
BUDGET RÉGIONAL/HAB.	1 147 francs (17e rang)
REVENU DISPONIBLE BRUT/HAB. 1992	79 100 francs (81 118)*
PIB 1992	324,8 milliards de francs
Part dans le PIB national	4,8 %
Part d'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE prélevé par rapport au total France 1995	2,1 %

L'environnement

INSTALLATIONS INDUSTRIELLES À RISQUES 1994 (soumises à autorisation)	5 591
Total France	64 604
DÉCHETS INDUSTRIELS 1990 (en % du total France)	2,8 %
DÉCHETS MÉNAGERS 1993 (en % du total France)	5,3 %
NOMBRE DE SITES POLLUÉS 1994	16

L'occupation des sols

SUPERFICIE DE LA RÉGION 32 401,3 km²

AGRICOLE (Vignes, vergers, prairies, cultures…)	77,7 %
ARTIFICIELLE (Bâtis, non bâtis, routes et parkings)	8,1
NATURELLE (Roches et eaux, landes, maquis, forêts…)	14,2 %

Le chômage

CHÔMAGE en % de la pop. active sept. 1997 (BIT)

Pays de la Loire	France
12,6 %	12,5 %

BÉNÉFICIAIRES DU RMI en janv. 1996 : 36 800

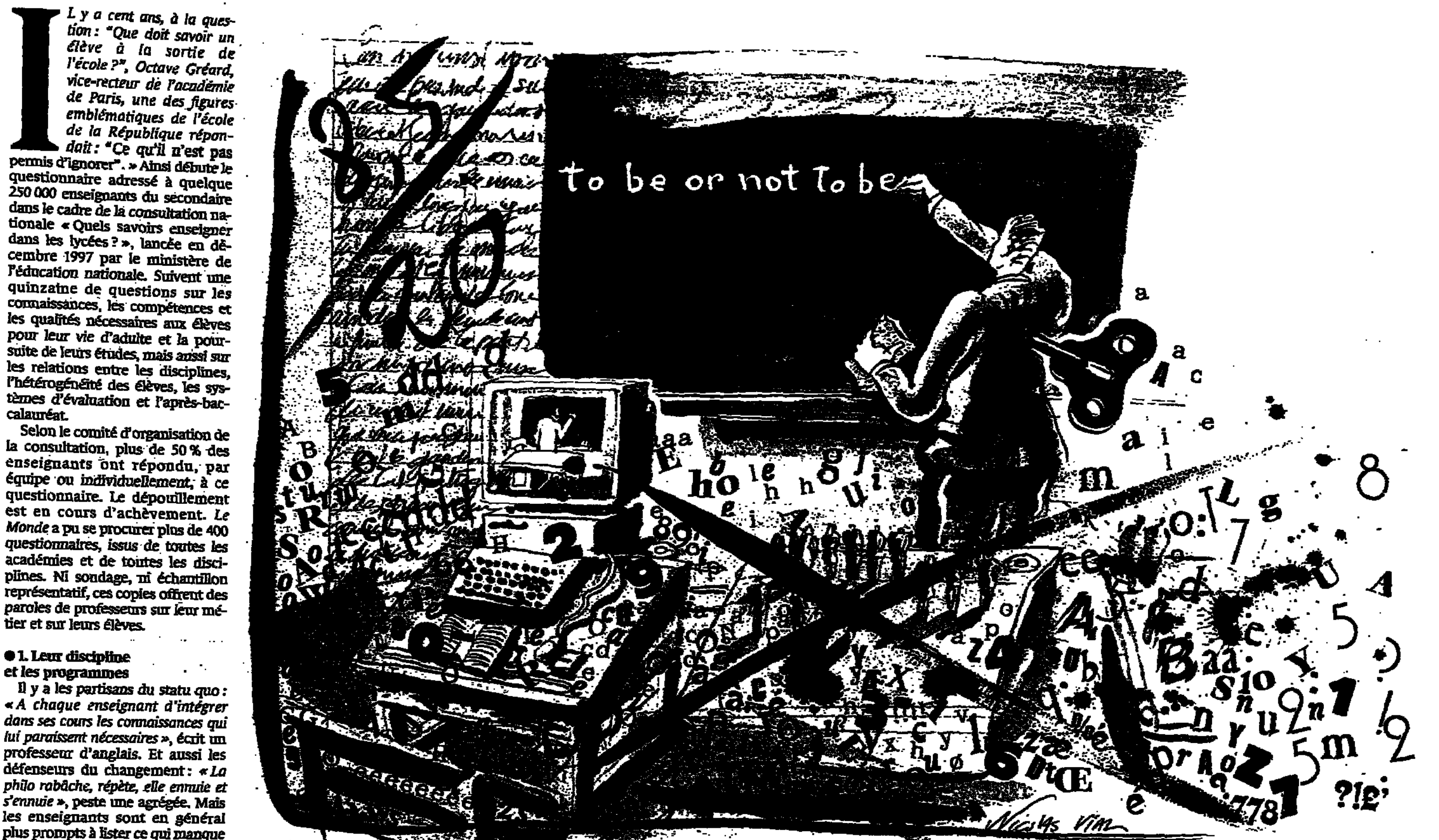
Les 20 premières entreprises

1 - Renault Le Mans
2 - Chantiers de l'Atlantique
3 - Mutuelle du Mans Ass. IARD
4 - Philips Electron. Grand Public
5 - Sté Nat. IND Aerospatiale
6 - Aerospatiale
7 - Michelin et Cie
8 - Etablissement Constr. Navales d'Indre
9 - Bull Electronics Angers
10 - Thomson Télévision Angers
11 - SA Esswein
12 - SA Lambert Dodard Chancereul
13 - Sté Industrielle Comm. Cherre
14 - Semitan
15 - Sollac
16 - Thomson CSF Comm.
17 - Raccords Plastique Nicoll
18 - Atlantique Merchandising Services
19 - Matra Mhs
20 - Manitou BF

* Les chiffres en italique correspondent à la moyenne de la France

HORIZONS

ENQUÊTE



Les profs jugent le lycée

Plus de la moitié des 250 000 enseignants des lycées ont répondu à la consultation lancée en décembre 1997 par le ministère de l'éducation nationale. « Le Monde » s'est procuré plus de quatre cents de ces questionnaires en cours de dépouillement, qui donnent une première indication sur les jugements des professeurs sur leur métier et leurs élèves

IL y a cent ans, à la question : "Que doit savoir un élève à la sortie de l'école ?", Octave Gréard, vice-recteur de l'académie de Paris, une des figures emblématiques de l'école de la République répondait : "Ce qu'il n'est pas permis d'ignorer". » Ainsi débute le questionnaire adressé à quelque 250 000 enseignants du secondaire dans le cadre de la consultation nationale « Quels savoirs enseigner dans les lycées ? », lancée en décembre 1997 par le ministère de l'éducation nationale. Suivent une quinzaine de questions sur les connaissances, les compétences et les qualités nécessaires aux élèves pour leur vie d'adulte et la poursuite de leurs études, mais aussi sur les relations entre les disciplines, l'hétérogénéité des élèves, les systèmes d'évaluation et l'après-baccalauréat.

Selon le comité d'organisation de la consultation, plus de 50 % des enseignants ont répondu, par équipe ou individuellement, à ce questionnaire. Le dépouillement est en cours d'achèvement. *Le Monde* a pu se procurer plus de 400 questionnaires, issus de toutes les académies et de toutes les disciplines. Ni sondage, ni échantillon représentatif, ces copies offrent des paroles de professeurs sur leur métier et sur leurs élèves.

● 1. Leur discipline et les programmes

Il y a les partisans du statu quo : *« A chaque enseignant d'intégrer dans ses cours les connaissances qui lui paraissent nécessaires »*, écrit un professeur d'anglais. Et aussi les défenseurs du changement : *« La philo rabâche, répète, elle ennuie et s'ennuie »*, peste une agrégée. Mais les enseignants sont en général plus prompts à lister ce qui manque aux élèves qu'à alléger le contenu de leur discipline. Parallèlement, la plupart critiquent *« le manque de temps »* pour traiter des programmes trop *« lourds »*, voire *« trop ambitieux »* car *« encyclopédiques »*.

Ainsi, en lettres, certains regrettent le manque *« d'ouverture sur les littératures contemporaines et étrangères »* ou l'absence de *« connaissance des grandes religions »*. Les mathématiciens réclament l'introduction de connaissances sur *« l'histoire des maths »* et *« l'astronomie »*. Des historiens déplorent le manque d'heures consacrées aux *« institutions et à la vie politique de la Vᵉ République »*. En physique-chimie, des enseignants demandent la création d'un chapitre consacré à *« la pollution »*. Enfin, des professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) pointent l'absence de cours sur *« le fonctionnement du corps humain et la santé »* et proposent d'apprendre aux élèves *« comment lutter contre le stress »*.

Plus pragmatique, un enseignant estime qu'il faudrait prévoir des cours sur *« la rédaction de lettres administratives ou d'embauche »*. Plusieurs professeurs de langues demandent que l'accent soit mis sur *« l'anglais de communication et le vocabulaire concret de la vie quotidienne »*. Des enseignants de physique-chimie souhaitent intégrer à leur discipline *« le fonctionnement d'objets techniques usuels »*. En sciences économiques et sociales, certains aimeraient que leurs élèves apprennent *« l'entreprise et le droit du travail »* et des enseignants d'histoire-géo réclament un chapitre sur *« l'intégration européenne et l'euro »*.

L'introduction des nouvelles technologies est réclamée dans quasiment toutes les disciplines. En maths et en sciences bien sûr, mais aussi en langues pour l'utilisation de dictionnaires électroniques.

Quant aux connaissances obsolètes, voire inutiles, qui envahiraient les programmes, elles sont jugées peu nombreuses. Certains enseignants néanmoins se disent prêts à *« rajeunir »* leur discipline. *« L'enseignement de la littérature classique ne me paraît pas une priorité parce qu'elle ne constitue plus un socle commun capable de créer du lien social »*, considère un prof de lettres. Un autre estime impossible d'enseigner *« le XVIᵉ siècle et la tragédie pour les élèves en difficulté »*.

Des chimistes ne veulent plus de *« la chimie des plantes, des champs et des jardins »*. Un prof de sciences-éco considère qu'il n'est plus nécessaire d'apprendre à *« calculer un taux de croissance ou une variation de prix »*. Un enseignant de lycée professionnel regrette que soient encore au programme *« les fiches de stocks réalisées à la main alors qu'il existe des logiciels »*. En langues, certains souhaitent diminuer *« la place de l'écrit »*.

Les philosophes, en revanche, ne se sentent pas concernés par la question. *« Dire que Platon est obsolète est ridicule »*, s'insurge l'un d'eux.

D'autres enseignants enfin se débrouillent très bien tout seuls : *« Ce qui paraît inutile ou obsolète est facilement laissé de côté par le prof »*, résume un économiste. Et un jeune prof de lycée professionnel affirme sans ambages : *« Est inutile ce qui ne suscite pas d'intérêt particulier dans une classe. »*

● 2. Leurs élèves, les parents et le système éducatif

Le rêve des enseignants est d'avoir de bons élèves. Mais ces premiers de la classe semblent se faire de plus en plus rares. A qui la faute ? A l'école primaire et au collège, qui ne donnent pas les bases suffisantes notamment en expression écrite et qui ne sélectionnent pas assez. Aux parents qui démissionnent ; à la paresse des élèves ; à l'influence des médias.

Le jugement est souvent rude. *« Les élèves accumulent les lacunes et manquent de vocabulaire »*, constate un enseignant en mathématiques. *« Leur agressivité est latente, ils manquent d'éducation et n'ont pas le sens des valeurs morales »*, regrette un professeur de lycée professionnel. Certains évoquent même leur *« attentisme, leur manque de maturité, d'attention, de curiosité et leur incapacité à comprendre la nécessité de fournir un travail soutenu »*.

Quant à la famille, elle est parfois *« démobilisée »*, souvent *« défaillante »*, n'inculque pas les *« vraies valeurs »* sans parler de *« l'accumulation des cas sociaux »*, selon un enseignant de lycée professionnel.

Mais les élèves sont aussi reconnus comme des victimes du lycée. *« Les programmes encyclopédiques et les classes trop chargées les fatiguent et empêchent d'organiser des discussions et des débats »*, souligne un professeur de lettres. Il faudrait davantage *« de temps pour le dialogue »*, *« dédoubler les classes »* afin de *« favoriser la spontanéité »*, mettre en place *« plus de TP pour développer leur autonomie »*, organiser davantage de *« travail en groupe »*, *« décloisonner les disciplines »*, accorder *« plus de liberté »*, laisser, en somme, *« du temps aux élèves pour apprendre à leur rythme »*, demande un enseignant de maths.

Du côté de l'enseignement professionnel, les profs fustigent *« l'orientation par l'échec »*. Certains remettent aussi en cause leur méthode d'enseignement. *« Il est urgent que les élèves retrouvent l'intérêt d'apprendre »*, demande un prof d'histoire-géo, qui condamne *« la trop grande rigidité du comportement des enseignants »*. Un enseignant de philosophie estime que *« les élèves sont trop présents au lycée et s'y ennuient »*.

● 3. Leurs conditions de travail

Classes *« surchargées »*, programmes *« déments »*, moyens *« limités »* : ce triptyque revient comme un leitmotiv lorsque les enseignants parlent de leur quotidien. Manque de laboratoires pour les professeurs de langues ; d'installations sportives pour ceux d'EPS ; de formation continue et de moyens informatiques pour tous. *« L'enseignement se résume souvent à du gardiennage et à des apprentissages balbutiants initiatiques aux corridors de l'ANPE »*, accuse un enseignant de technologie.

A tout cela s'ajoute la gestion souvent difficile de l'hétérogénéité des élèves. Si ces différences de niveau apportent une émulation lors des discussions au sein de la classe, elles deviennent très vite *« un frein à la progression »* si l'écart entre les bons et les mauvais élèves est trop important. Elles peuvent même, dans ce cas-là, être *« génératrices de perturbation, de déprime, d'absentéisme et de violence »*, note un professeur de maths. Pour certains, l'hétérogénéité aboutit à *« un nivellement des ambitions et du niveau vers le bas »*.

Finalement, résume un enseignant de physique-chimie, l'hétérogénéité est *« une perte de temps qui pénalise tous les élèves. Les bons s'ennuient, les mauvais décrochent »*. Pour d'autres, au contraire, elle oblige l'enseignant à effectuer un *« travail plus précis et à être plus attentif aux difficultés »*, et évite *« la relégation d'élèves en difficulté dans des classes faibles »*.

Quant à l'interdisciplinarité, aucun enseignant ne semble s'y opposer farouchement, mais beaucoup d'entre eux expliquent qu'elle ne peut se développer qu'à condition de créer *« un temps de réunion sur le temps de service »*. Très concrètement, un enseignant d'histoire-géo propose que *« les concepteurs de programme des différentes disciplines se concertent »*.

> L'introduction des nouvelles technologies est réclamée dans presque toutes les disciplines

● 4. Comment évaluer et que faire du bac ?

Parce qu'ils ont décelé derrière les questions relatives aux modalités actuelles d'évaluation une remise en cause du baccalauréat, bon nombre d'enseignants réaffirment leur attachement *« à un bac national, anonyme, républicain et impartial »*, afin d'éviter *« le clientélisme ou les labels régionaux »*. Néanmoins, un certain nombre d'entre eux ne seraient pas opposés à l'introduction d'une dose de contrôle continu, qui varie de 20 à 50 % selon les propositions, parallèlement à l'examen final afin de limiter le très critiqué *« bachotage »*.

« La préparation du bac interdit la moindre souplesse dans la matière enseignée, empêche le débat et la réflexion critique », regrette un professeur d'histoire-géographie. Afin d'en finir avec la note-couperet, les enseignants multiplient les propositions : prendre davantage en compte le dossier scolaire ; organiser une évaluation plus axée sur les capacités d'expression des élèves ; les juger sur un mémoire de fin d'études secondaires ; valoriser un travail personnel et non purement scolaire. *« Le bac tel qu'il est n'est plus qu'une monstrueuse et ruineuse formalité administrative que l'on pourrait supprimer sans préjudice pour les élèves puisque ceux qui réussissent leurs études sont déjà présélectionnés au contrôle continu par les classes prépas, les IUT, les BTS »*, peste un enseignant de maths. Pour beaucoup, le bac doit être maintenu mais *« revalorisé »*, *« allégé »*, comporter davantage *« d'interrogations orales »*. Des enseignants de technologie demandent que *« les professionnels soient associés aux certifications »*, que les coefficients soient *« redistribués de manière plus harmonieuse »* et que soit davantage évaluée la pratique.

● 5. Réussir l'après-bac

L'enseignement supérieur, cet inconnu. Pour réduire le fossé qui sépare le lycée des formations post-bac, certains professeurs se proposent d'aller enseigner de temps en temps dans le supérieur, et invitent leurs collègues des universités et des grandes écoles à venir dans leur établissement. La plupart réclament avant tout *« des échanges avec le supérieur afin de connaître les attentes et les filières »*.

Nombre d'enseignants estiment qu'une bonne préparation à l'enseignement supérieur passe par un apprentissage des élèves à *« des recherches et à des travaux de documentation »*, bref à tout ce qui peut valoriser *« un travail autonome »* peu présent, selon eux, au lycée. De leur côté, les enseignants des lycées professionnels réclament des *« relations plus étroites avec le monde professionnel »*, *« davantage de stages en entreprise »*, *« plus de passerelles entre les bacs pro et les BTS »* et le *« maintien d'une exigence de culture générale pour que les jeunes disposent d'une réserve de créativité »*.

Des enseignants de maths proposent que *« l'on tienne compte de [leur] avis pour la poursuite d'études des élèves »*, que soit créée *« une année préparatoire après le bac, afin que les élèves soient mieux préparés aux exigences et aux méthodes de travail en fac »*. D'autres renvoient au contraire la responsabilité aux universitaires : *« L'enseignement supérieur doit s'adapter aux programmes du secondaire et au niveau des élèves »*, insistent certains. *« A quoi servirait la consultation actuelle si l'enseignement supérieur reste intouchable ? »*, demande un enseignant de sciences économiques.

Sandrine Blanchard

Dessin : Nicolas Vial

Contre la véritable pensée unique

par Edouard Balladur

ACTUELLEMENT, l'euphorie règne dans le monde. La crise asiatique ne paraît pas, à ce jour, avoir eu les effets qu'on redoutait. En France, toutes les données semblent rassurantes : la croissance, le chômage, l'investissement, la consommation.

Cette euphorie est-elle justifiée ? Il est trop tôt pour le dire, mais il semble bien que l'Europe entre dans une période de croissance et de création d'emplois plus fortes. Quelles en sont les causes ? On peut en débattre. Elles sont internationales, à coup sûr, et elles sont internes aussi, compte tenu des efforts menés depuis 1993 pour sortir la France de la récession, stopper l'augmentation du chômage et commencer à résorber les déficits.

Dès lors, la tentation est grande d'utiliser cette manne inespérée avant même que son existence ne soit confirmée.

Ne gâchons pas nos chances. Ne répétons pas l'erreur de la période 1988-1991, où les recettes fiscales et sociales considérables engendrées par la reprise de la croissance et par la baisse des impôts dues à la politique libérale conduite de 1986 à 1988 ont servi à *« réhabiliter les dépenses publiques »* et, partant, à casser la croissance et à accélérer une nouvelle fois la montée du chômage.

Le débat entre plus de rigueur ou plus de redistribution est un faux problème, comme l'est le débat entre la réduction des déficits ou la reprise de la consommation. Ce qu'il nous faut, c'est muscler l'économie française pour réduire le chômage durablement. Il faut nous en convaincre : nous ne serons pas les seuls à avoir raison contre le monde entier. Partout à l'étranger, les pays qui ont obtenu de bons résultats pour l'emploi sont ceux qui ont réduit les déficits publics, développé l'initiative, favorisé les entreprises et la création de travail.

Le problème fondamental que nous avons devant nous dans les années qui viennent est donc celui-là : il faut consacrer tous les fruits de la croissance à remédier aux défauts de la société française caractérisés par trop de chômage dû à trop de réglementation, trop de charges, trop d'impositions, une durée annuelle du travail trop brève, un âge de la retraite trop précoce, des dépenses sociales trop lourdes. Tout ce qui, dans les circonstances d'aujourd'hui, accentue ces originalités françaises est mauvais, comme est mauvais l'accroissement inconsidéré de la masse salariale de la fonction publique, erreur de 1990 répétée en 1998, comme est mauvaise l'application autoritaire et automatique des 35 heures, erreur de 1982 répétée en 1998. Que faire ? Le vaste effort de réforme qui est indispensable doit être l'objet d'un véritable débat national. Nous devons avoir trois objectifs : muscler l'économie, assurer l'emploi, garantir la protection sociale. Muscler l'économie, cela veut dire réduire les déficits publics : 3 % du PIB, c'est encore beaucoup trop dans un pays qui consacre plus de 50 % de son PIB aux dépenses publiques. Cet effort de réduction des déficits n'est nullement en contradiction avec la croissance. Tout au contraire, il en est la condition puisqu'il entraîne la baisse des taux d'intérêt. Les expériences étrangères le prouvent.

Il faut consacrer tous les fruits de la croissance à remédier aux défauts de la société française : trop de chômage, trop de charges, trop d'impositions, une durée annuelle du travail trop brève, un âge de la retraite trop précoce

Il faut poursuivre la privatisation de toutes les entreprises du secteur concurrentiel, réformer la fiscalité après la hausse considérable de la CSG et la baisse des cotisations salariales ; se fixer pour objectif de réduire les impôts, charges, et cotisations d'un montant de l'ordre de 200 milliards d'ici à 2002, ce qui veut dire de considérables réductions des dépenses budgétaires et sociales. La très grande majorité des pays concurrents et de taille comparable à celle de la France connaissent des taux d'impositions et de dépenses publiques bien inférieurs aux siens.

Assurer l'emploi, cela veut dire développer l'offre de travail grâce à la baisse des charges sur les bas salaires qui a été malheureusement remise en cause et qu'il faut reprendre énergiquement. Jamais le problème du chômage des travailleurs peu qualifiés ne sera résolu sans un tel abaissement de charges. Cela veut dire aussi assouplir le marché du travail en simplifiant la notion de contrat de travail, en favorisant l'embauche dans les très petites entreprises et en y expérimentant de nouvelles formes de représentation du personnel.

Cela veut dire réformer tout notre système d'aides aux chômeurs. Je ne peux qu'approuver la décision que j'avais moi-même préconisée et qui consiste, pour favoriser la reprise d'activité par les chômeurs, à leur laisser pour une période provisoire et d'une manière dégressive le bénéfice du montant des allocations qui leur sont versées. A plus long terme, cela signifie une mise à l'étude du système de l'impôt négatif, solution qui a donné d'heureux résultats dans plusieurs Etats américains.

Cela veut dire, encore, la réforme de notre système éducatif et le développement de la formation professionnelle et de l'apprentissage, en association avec les régions et les entreprises.

Enfin, garantir la protection sociale, cela signifie mesurer ses conséquences financières et les rendre supportables pour la société. Il est bien évident qu'il faut étendre au secteur public la réforme des retraites du secteur privé auquel il a été procédé en 1993. Il faut ouvrir des négociations avec les organisations de fonctionnaires en envisageant, par exemple, la prise en charge dans l'assiette des retraites des primes qui en sont actuellement exclues, moyennant un allongement de la durée de cotisation. Il faut réformer l'assurance-maladie, notamment dans le domaine hospitalier, en posant le principe que toute augmentation du poids des dépenses de maladie dans la richesse nationale doit être exclue, ce qui signifie éventuellement des remboursements variables selon les résultats de gestion des différentes caisses.

Il s'agit là simplement de quelques exemples. Le temps presse pour arrêter un plan d'action pour les années qui viennent. L'euro va se faire, le grand marché européen fonctionnera et la France doit y disposer de tous les atouts indispensables.

De 1987 à 1991, compte tenu de la reprise de la croissance engendrée par une politique libérale, le chômage a diminué de plus de 300 000 personnes et puis, à partir de 1991, il a recommencé à augmenter jusqu'à fin 1993 parce qu'on avait gaspillé les bénéfices de la croissance. Nous connaîtrons la même situation si nous n'y prenons garde. Dans un premier temps, le chômage baissera la croissance revenant ; puis, aucune réforme n'ayant été faite, il recommencera à augmenter.

Une volonté de réforme, de réforme hardie, doit tous nous animer. Elle portera des fruits bien plus qu'un débat renouvelé sur une prétendue pensée unique. La pensée unique, aujourd'hui, en France, c'est l'unanimisme social-démocrate, en l'occurrence le maintien de l'étatisme, le poids des acquis dont certains ne sont plus justifiés, la lourdeur des contraintes collectives. Sachons nous évader de cette pensée unique qui nous enserre dans ses faux raisonnements.

***Edouard Balladur**, ancien premier ministre, est député (RPR) de Paris (12e circonscription).*

AU COURRIER DU « MONDE »

L'IMMIGRATION SANS BARRIÈRES ?

Toute politique d'immigration se tient quelque part entre le « rien » et le « tout ». Le « rien » : « Soyons xénophobes ! » Il y a trop d'étrangers en France, aujourd'hui, et moins on en laissera entrer, mieux ce sera. Et si on peut en faire partir, ce sera encore mieux. Le « tout » : « Soyons xénophiles ! » Mettons en œuvre, ici et maintenant, le principe d'hospitalité universelle. Comme cette lettre n'est pas écrite au président du Front national, je peux me dispenser d'argumenter contre la tentation de traduire le « rien » en texte de loi. Vous conviendrez sans peine que la mise en œuvre par l'Etat du principe d'hospitalité universelle supprime tout contrôle des flux migratoires.

Est-il besoin de décrire le scénario des conséquences probables sur la société française de cette suppression ? Il semble que non puisque vous admettez dans votre éditorial du 22 décembre que la maîtrise des flux migratoires est nécessaire. Mais qu'est-ce que la maîtrise des flux migratoires ? C'est un contrôle de l'entrée et de l'établissement des étrangers en France. Ce contrôle fixe des conditions. Il est restrictif. Vous écrivez que cette maîtrise ne doit pas s'opérer par *« l'élévation de barrières »*. C'est une métaphore. Elle suggère, elle évoque, une attitude et une réglementation de refus et de fermeture : on ne laisse entrer personne.

Soit, n'élevons pas de *« barrières »*. Mais comment fait-on pour maîtriser les flux ? C'est là le nœud du problème, c'est là que gît la difficulté. Vous n'en dites rien. Dès lors, votre position ne permet pas de définir une solution politique conciliant la xénophobie et la xénophilie.

Bernard Aubert
Marly (Moselle)

Courses océaniques : sport ou jeu du cirque ?

par Christophe Auguin

DEPUIS Eric Tabarly jusqu'au Vendée Globe Challenge, la course au large a connu un essor phénoménal. Les Français, toujours à la pointe, y ont souvent défendu les premières places. La naissance des premières courses au grand large, qui nous laissait imaginer que ces fous allaient au suicide, se déroulait en dehors de toute règle. Le seul but était de partir sur un engin flottant qui devait être propulsé à la voile et – si possible ! – de venir franchir la ligne d'arrivée.

Cette non-réglementation des grandes compétitions océaniques a réellement fait progresser la créativité dans le domaine nautique. Tabarly – toujours lui ! – en est le plus bel exemple. Son *Pen-Duick V*, peut-être le moins connu de tous ses bateaux, était, il y a vingt ans déjà, une véritable maquette des monocoques ultrarapides d'aujourd'hui.

Si la technologie a su profiter de ces expériences, beaucoup de marins en ont fait les frais. Pas toujours à cause de ces machines parfois déraisonnables dans leurs dimensions et dans leurs conceptions, mais aussi à cause de matériel et d'équipements absents... Ce ne seront ni Donald Crawhurst, ni Dominique Guillet – et, malheureusement, je ne veux ni ne peux les citer tous, ces absents disparus en mer – qui pourront me contredire.

Devant cette démesure de taille et de technologie, un début de réglementation a vu le jour. L'accouchement de ces premières mesures de sécurité a été difficile. L'anarchie dans les structures en place à cette époque a souvent donné lieu à des luttes intestines d'associations, de clubs français mais aussi anglais qui contrôlaient les instances les plus puissantes. Disons que le *« bordel régnant »* ne facilitait pas la mise en place d'une vraie sécurité pour les navigateurs.

Les premières réglementations vinrent de l'autre côté de la Manche : l'immense bateau d'Alain Colas, qui devint celui du non moins médiatique Bernard Tapie, fit pâlir les Anglais. On ne saura jamais vraiment s'ils pensaient augmenter la sécurité ou éliminer un concurrent *frenchie* des plus dangereux ; toujours est-il qu'ils imposèrent une taille maximale de 60 pieds (18 mètres) aux navires participant à leurs courses. Evidemment, ils furent immédiatement accusés de manque de sportivité par la « classe voileuse » française...

Et la Route du rhum vit le jour : *no limits*, pardon, pas de limites ni dans l'espace ni dans la matière ; on fait ce que l'on veut pour aller le plus vite possible entre Saint-Malo et Pointe-à-Pitre. Un retour aux sources, en quelque sorte. Puis il y eut La Baule-Dakar, Lorient-les Bermudes-Lorient, etc. Parfois même, certains organisateurs peu scrupuleux se réjouissaient de la présence d'un simple embryon de règlement mis en place après une rapide consultation de coureurs aux caractères faciles.

Les belles images dont nous avons pu profiter avec ces monstres de toiles, de taille, où le skipper n'est qu'une fourmi, nous ont tous formidablement impressionnés...

Loïck Caradec, Olivier Moussis, Jacques de Roux, Daniel Gilard... Eux ne peuvent nous raconter les bienfaits et les lacunes d'un règlement de sécurité. Cette hécatombe des années 70 et 80 a fait sursauter organisateurs (pas tous) et coureurs. Pour la première fois, un travail concret et efficace est réalisé par les coureurs qui proposent leurs solutions. Ils se constituent en une association (uniquement des multicoques à cette époque) et mettent en place des solutions réalistes et applicables. Certains organisateurs aussi. La longueur des bateaux est limitée à 60 pieds (pas si cons, ces Anglais ?)puis d'autres règles viennent limiter le gigantisme, augmenter la fiabilité ; surtout, des équipements spéciaux astucieux sont imaginés par les navigateurs.

Contrairement à la course automobile, en bateau, pas de techniciens sur le bord des pistes, pas d'ingénieurs concepteurs à observer la machine en conditions réelles, pas d'ordinateurs qui envoient seconde par seconde des informations chez le constructeur. Le skipper seul et son éventuel équipage vivent sur la machine ; ils sont les plus aptes à saisir l'information, avoir les intuitions et imaginer les solutions qui peuvent limiter les accidents.

Il ne faut pas rêver : le fait que les coureurs se constituent en association, comme ce fut le cas en multicoques, fait peur à beaucoup, car le susdit *« bordel régnant »* a favorisé l'éclosion de sociétés privées, d'organisations diverses qui se nourrissent grassement sur l'animal « course au large ». Facile de mettre en déroute une association d'*« illuminés »* qui passent leur vie sur les océans quand on louvoie entre politique et business...

Le fait que les coureurs se constituent en association fait peur à beaucoup : le « bordel régnant » a favorisé l'éclosion de sociétés privées qui se nourrissent grassement sur l'animal « course au large »

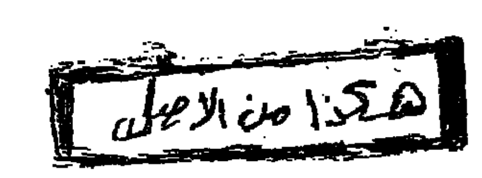
Les années passent, les navigateurs continuent encore souvent de donner leur vie. La Fédération française de voile, la Fédération internationale parviennent progressivement à reprendre du poil de la bête depuis la fin des années 80 et mettent en place une organisation qui doit remédier aux lacunes existantes. Non sans douleur pour ceux qui ont largement eu les mains libres pendant des dizaines d'années. Mais l'avenir et la sécurité des coureurs navigateurs est en jeu.

Lors du dernier Vendée Globe, de nombreux accidents ont touché la flotte. Conscients du problème, les navigateurs sur monocoque océanique ont décidé de réactiver leur association afin d'élaborer clairement un premier règlement, voté en décembre dernier après de nombreuses études et malgré les multiples tentatives pour faire capoter cette association. Les coureurs ont tenu bon et sont restés soudés. Que des réunions aient lieu dans diverses *« chapelles »* qui souhaitent, pour des raisons parfois peu avouables, émettre chacune un règlement pour régir les prochains tours du monde en solitaire ne sera jamais accepté.

Les coureurs sont tout à fait prêts à discuter et à adapter leurs règlements en fonction des spécificités de chacune des courses, en particulier avec les organisateurs du Vendée Globe et du BOC Challenge. Mais ils ne permettront plus que des règlements soient imposés d'une manière unilatérale. On ne remet pas sa vie dans les mains d'autrui.

Le passé est le passé. Il a contribué à faire ce que la course au large est maintenant. Mais l'aspect sportif doit être dissocié de l'aspect financier. Les structures s'adaptent en conséquence. C'est inexorable, et dans l'intérêt de tous.

***Christophe Auguin**, navigateur, est président de l'Imoca (International Monohull Open Class Association). Texte rédigé en mer à bord du « Geodis », actuellement au large de l'Equateur.*



Pour un édit de Nantes... avec l'islam

LES FIÈVRES commémoratives des Français cachent des frustrations pour le présent. S'il ne faut pas bouder ces anniversaires qui sont autant de pages d'histoire, belles ou féroces, *ouvertes ou rouvertes* à l'intention d'un public jeune ou porté à l'oubli, on s'aveuglerait à rester immobile dans la contemplation du passé, à ne pas *méditer la* leçon de tels événements pour aujourd'hui. *A cet égard*, l'édit de Nantes du roi Henri IV, dont les autorités de la République et du protestantisme célèbrent cette année *le* quatrième centenaire, est un parfait exemple.

Malgré les timidités que souligne la profusion des ouvrages sortis à ce sujet, l'édit de Nantes de 1598 a ouvert la voie à la reconnaissance d'une confession minoritaire, le protestantisme, sur le sol de France, autrement dit à une amorce de dissociation des appartenances nationale et religieuse. Les protestants sont fermement cantonnés, *mais*, pour la première fois, il devient possible d'être français sans avoir la religion du roi, c'est-à-dire sans être catholique. Les notions de citoyenneté et de laïcité, qui, plus tard, s'imposeront aux particularismes religieux, sont en germe *dans cet édit*.

Les acquis libéraux de la Révolution et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat vont ensuite conforter la place originale, pleine et entière, du culte réformé en France. Depuis, les valeurs protestantes se sont même si bien diffusées dans la société que des courants identitaires s'alarment régulièrement de la disparition, par dissolution, du protestantisme. Mais s'il est vrai que la *force et la nouveauté* de l'édit de Nantes venaient de l'engagement d'un roi, c'est-à-dire d'une décision souveraine de l'Etat, il faut se demander si celui-ci ne doit pas hâter aujourd'hui, par une décision du même type, la reconnaissance d'une autre religion minoritaire, l'islam.

L'édit de « pacification » de Nantes mettait fin à près de quatre décennies de guerres de religion. Entre la France et sa *minorité* musulmane, l'histoire des tensions, nourries par les souvenirs amers de la colonisation et de la guerre d'Algérie, n'a évidemment rien de commun avec celle des tueries entre *réformés et catholiques qui*, comme les massacres de la Saint-Barthélemy en 1572, ont joué un tel rôle dans notre imaginaire collectif. Mais elle est aussi une histoire de malentendus, d'ignorance mutuelle, *voire de rejet, d'intolérance* et d'exploitation politique. La leçon de pragmatisme et de paix civile qu'Henri IV et l'édit de Nantes ont léguée au pays reste actuelle et devrait *guider les réflexions*, entre autres, *sur* l'intégration des musulmans en France.

Dira-t-on que l'édit ne dura que quatre-vingt-sept ans, puisqu'il fut aboli en 1685 par Louis XIV ? Sans *doute était-il fragile, mais* le prix de cette révocation a été payé par de nouvelles persécutions, par l'absolutisme monarchique, par l'anticléricalisme des Lumières, *par d'autres* violences sanglantes et révolutions. Objectera-t-on aussi que la comparaison entre les minorités protestante du XVI[e] siècle et musulmane du *XX*[e] est fallacieuse, parce que *protestants et catholiques* appartenaient au même pays, à la *même* culture, alors que les musulmans en France sont majoritairement étrangers ou d'origine étrangère ? Ca*tholiques* et protestants avaient au moins des *références* chrétiennes communes, alors que les musulmans, fidèles d'une religion du Livre qui prétend récapituler les deux premières (le judaïsme et le christianisme), resteront toujours étrangers à un patrimoine symbolique, conceptuel et spirituel qui a tant marqué l'histoire de France.

Mais un tel raisonnement omet que le protestantisme était aussi, il y a quatre siècles, *la religion de* l'étranger et qu'à l'époque, déjà, des puissances étrangères (l'Espagne, l'Angleterre, l'Allemagne) se livraient à des luttes d'influence à *la faveur des guerres fratricides* en France. Affirmer que l'islam est la nouvelle religion de l'étranger, c'est oublier que les musulmans ont eu aussi partie liée à l'histoire de la France, à ses guerres nationales (*contre l'ennemi allemand*), à son activité économique, à sa culture. La majeure partie d'entre eux – deux millions – sont français et ont autant de droits que leurs compatriotes, catholiques ou protestants, *à pratiquer, dans des* conditions d'égale dignité, le culte de leur choix.

GARANTIES COLLECTIVES

Outre les règles de la laïcité, les *bons arguments n'ont jamais* manqué à l'Etat pour ne pas s'immiscer dans la gestion d'une communauté divisée, soumise à des pays étrangers, incapable de s'accorder sur quelques grands principes de représentativité. *Les gouvernements* de gauche, qui, à l'instar d'un Pierre Joxe, ancien ministre de l'intérieur, ont favorisé des formules de concertation entre musulmans, ont échoué, tout comme ceux de *droite, qui ont plutôt recherché* un regroupement autour de la Mosquée de Paris. L'Etat n'a pas tort de mettre en cause l'incapacité des musulmans à se fédérer et à s'organiser. *Mais ceux-ci ont également* raison de faire observer qu'une application trop stricte de la laïcité pousse les musulmans dans des bras étrangers, pour le recrutement de *leurs imams comme* pour l'édification de leurs mosquées.

C'est d'un manque de garanties collectives que souffrent les musulmans de France, à la fois pour l'aménagement de leurs lieux de *culte, pour l'organisation du marché* de la viande *halal*, pour leurs besoins de financement, de formation et d'aumônerie, où les inégalités sont criantes. Venue d'un universitaire protestant de Strasbourg, Etienne Trocmé, la proposition de création, en territoire concordataire, d'une filière de formation théologique à l'islam est restée lettre morte. Comme celle, plus ancienne, du professeur Mohamed Arkoun, qui souhaite l'ouverture à Paris d'un « espace » universitaire d'études islamiques. Une partie de la formation à l'islam est laissée à de rares initiatives privées, avec tous les risques de dérapage. De *même, s'ils sont juridiquement* fondés à avoir des aumôniers dans les prisons, les hôpitaux, l'armée ou au lycée, les musulmans ne disposent, en tout et pour tout en France, que *de quatre aumôniers de prison !*

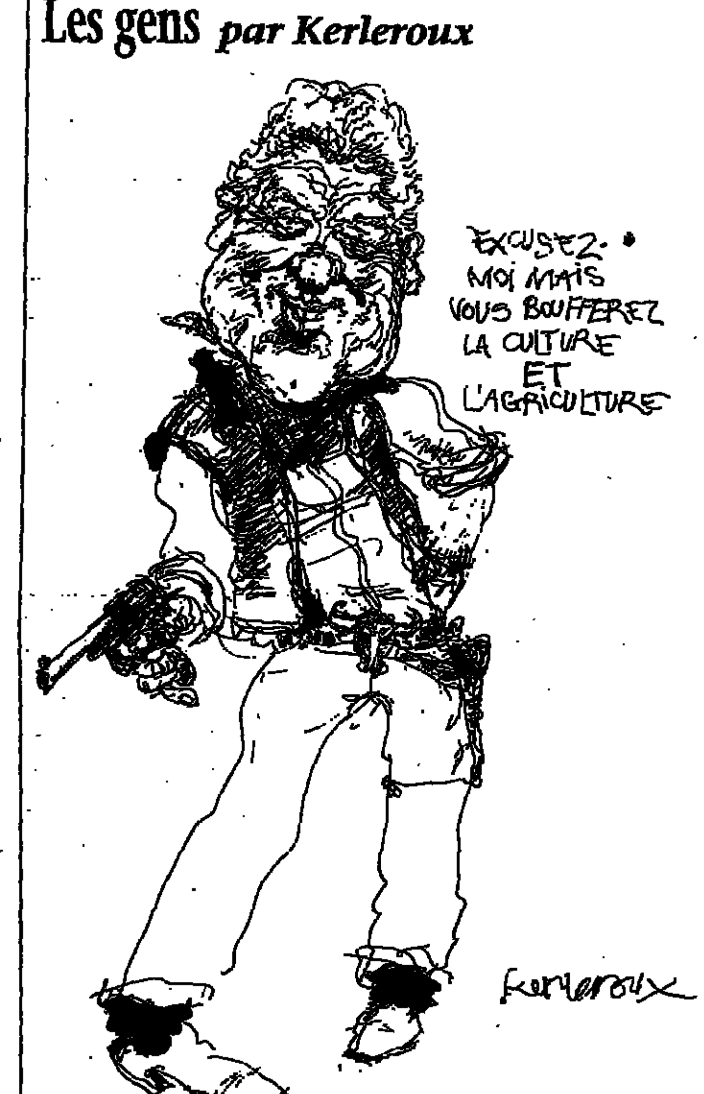
UNE COMMUNAUTÉ ÉBRANLÉE

Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, chargé des cultes, examine en ce moment des propositions qui visent à une plus grande égalité de traitement. Mais le temps presse pour une communauté ébranlée par les événements d'Algérie, affaiblie par les campagnes d'opinion contre l'islamisme, traversée par des tensions toujours plus grandes et des infiltrations intégristes. Des intellectuels et des responsables comme Dalil Boubakeur ou Soheib Bencheikh viennent de manifester leur intérêt pour l'édit de Nantes, dont ils font une étape du processus d'intégration d'une minorité, un compromis qui ne tranche rien sur *le fond mais établit les règles d'un* « vivre ensemble ». Ils se disent prêts à assumer, de leur côté, leurs obligations. *« Il n'est plus possible d'affirmer l'universalité de l'islam et de continuer à regarder le monde avec les yeux du Moyen Age »*, vient *de déclarer, dans un colloque protestant*, Abd Al Aqq Guiderdoni, un intellectuel musulman.

L'intervention de l'Etat devient inéluctable. *D'ailleurs*, à tort ou à raison, le voit-on de plus *en* plus sollicité dans la gestion du religieux, non seulement pour l'islam mais aussi pour les sectes et nouveaux mouvements religieux. Les *tensions actuelles ne permettent* plus de s'en tenir à une gestion policière et sécuritaire d'un islam sédentarisé, ni d'en demeurer à une laïcité immobile. Si on rappelle l'article 2 de la loi de séparation *(« La République ne reconnaît ni ne garantit aucun culte »)*, on oublie souvent le premier : *« La République garantit le libre exercice des cultes. »*

Henri Tincq

Les gens *par Kerleroux*



Gerhard Schröder, l'anti-Blair enfin

Suite de la première page

Pourtant, est-on si sûr que le nouveau candidat à la chancellerie *défende* des positions aussi disparates *que ce que prétendent* ses habituels contradicteurs, qui ne sont pas tous à droite ?

Pour comprendre l'homme et le programme, peut-être n'est-il pas inutile de jeter un coup d'œil *préalable* à la scène de son action : l'Allemagne, aujourd'hui encore, fait fonctionner, plutôt mal que bien dans la période récente, le plus grand capitalisme manufacturier de l'Union européenne. On peut contester l'ampleur des chiffres selon que l'on comptabilise dans l'industrie tel ou tel secteur de services, mais la dimension qualitative ne fait pas question : l'Allemagne représente encore presque *le double de l'industrie de transformation française* en valeur absolue. Avec l'Angleterre, l'écart est encore plus spectaculaire et rend mieux compte que tous les profils psychologiques de la différence irréductible qui ne manquera pas de s'établir entre Blair et Schröder. *Kohl lui-même*, avec son ministre *du travail*, l'inamovible Norbert Blüm, pratique *pour les mêmes* raisons la politique sociale la plus à gauche de tous les leaders conservateurs de l'Europe. *Schröder à son tour est, a été et* sera le défenseur acharné de l'emploi industriel, d'estoc, de taille et si nécessaire de guinguois. S'il visite avec application la Silicon Valley, aux *Etats-Unis, et cajole* les *industriels* de la high-tech peu tentés par les landes froides de sa région ; il peut aussi s'identifier en totalité avec la politique de Volkswagen dont *le Land est d'ailleurs le plus gros* actionnaire, et il peut aller, c'est vrai, jusqu'à combattre les licenciements en nationalisant autoritairement l'aciérie du groupe Preussag.

Mais cet éclectisme apparent ne répond qu'à une seule visée : faire passer l'Allemagne industrielle et industrieuse au stade technologique supérieur sans détruire l'emploi. *Tout le reste*, y compris l'euro, devient alors affaire de circonstances.

AMBIGUÏTÉ IDÉOLOGIQUE

Derrière ce loyalisme farouche envers *les ouvriers* allemands aux *antipodes* de la souriante arrogance d'un Tony Blair installé sur les ruines des Trade Unions, il y a sans doute une ambiguïté idéologique, une *zwiespaltigkeit*, qui peut être relevée mais à condition de rappeler qu'elle appartient en propre à la so*cial-démocratie depuis sa fondation, écartelée* entre Marx et Lassalle ; car le SPD a toujours été tenté par l'auto-affirmation de ses propres valeurs comme il est tenté par le pouvoir que la force organisatrice du salariat allemand lui per*met d'approcher. Après avoir porté* à bout de bras la République de Weimar, le SPD de l'après-guerre campe à nouveau aux portes de la cité en refusant l'OTAN par neutralisme patriote.

Rallié au compromis de Bad Godesberg qui lui ouvre les portes du pouvoir dans les années 70, il est à nouveau pris de vertige moralisa*teur dans les années 80. Après une* cure d'opposition de 15 ans dont la durée est largement le résultat de ce que le grand sociologue Max Weber qualifiait déjà au début de ce *siècle de « volonté d'impuissance »*, voici que le parti des ouvriers allemands aspire à reprendre les rênes du pouvoir sur un programme de défense de l'industrie allemande *adressé aux classes moyennes* tout comme aux classes dirigeantes.

Schröder est l'homme de ce projet depuis toujours, par delà une trajectoire originale qui le fait loucher vers le marxisme français du programme *commun dans* sa jeunesse, vers les entrepreneurs de la gauche de la CDU à son âge mûr. Peu importe, de Marx au grand marché, sa visée fondamentale reste la même : on l'appellera volontiers populiste si l'on n'aime pas trop le peuple. Elle est en *réalité plutôt industrialiste*, à la manière de Roosevelt autrefois et d'un Kim Dae-jung en Corée du Sud aujourd'hui.

L'Allemagne moderne n'a jamais fait bon ménage avec des leaders trop idéologiques, mais elle ne tolère pas non plus bien longtemps les *médiocrités technocratiques*. *Ce* qu'elle veut en fait, ce sont de grands chanceliers qui incarnent tout à la fois une étape historique et une expérience personnelle significative.

Adenauer recueillait ainsi le bénéfice de la résistance d'un catholicisme rhénan, européen et conservateur qui, mieux que la gauche *traditionnelle*, avait su s'opposer aux séductions du nazisme. Brandt symbolisait le retour de la génération des exilés et le rêve d'une Allemagne devenue scandinave, débar*rassée de sa tragédie*. Schmidt, de manière subliminale, mettait en scène l'ironie mordante et le retrait atrabilaire et implacablement lucide des Warburg, cette dynastie de banquiers juifs hanséates, dont on ne savait pas encore combien il était proche biographiquement. Kohl enfin, vocation de son Palatinat natal, c'est la solidité retrouvée d'une *Allemagne qui peut réconcilier* le nationalisme bavarois intransigeant de Strauss et la modestie rhénane contrite et géniale d'Adenauer.

Si Schröder entre un jour dans cette galerie déjà fabuleuse, ce sera en porte-drapeau du parti *de la démocratie industrielle qui*, seule aujourd'hui, peut achever la réunification et convaincre les Allemands du peuple des bénéfices de la modernité mondialiste. Pourquoi l'Europe devrait-elle craindre une telle perspective ?

Alexandre Adler pour Le Monde

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Exclusion, un bon programme

FALLAIT-IL *un vaste dispositif législatif de* lutte contre l'exclusion ? A cette question, l'ensemble des forces politiques ont répondu par l'affirmative, il y de cela... plus de trois ans. En mars 1995, trois candidats à l'élection présidentielle, Jacques Chirac, Lionel Jospin, Edouard Balladur, s'engageaient *à mettre en œuvre au plus vite* un tel texte, demandé depuis des mois par les associations.

On connaît les inconvénients de ces monuments législatifs : la *longueur de leur élaboration, la* difficulté de leur mise en application, leur aspect catalogue, tant les thèmes abordés sont divers. En 1991, la loi d'orientation *sur la ville* affichait de vastes ambitions. *Sept ans plus tard*, ce texte est peu ou mal appliqué. Surtout, force est de constater que, depuis 1995, l'énergie consacrée à la préparation de ce programme a *empêché* de prendre *des mesures, plus ponctuelles* mais qui auraient pu enrayer plus tôt certains processus d'exclusion.

Ces réserves faites, le consen*sus politique demeurant* intact comme Jacques Chirac l'a rappelé lors du conseil des ministres du 4 mars, le plan présenté par Martine Aubry apparaît largement à la mesure des ambitions *affichées. Plus que l'engagement* budgétaire promis – 50 milliards de francs mobilisés en trois ans –, qui ne sera sans doute pas à l'abri de remises en cause, l'ar*chitecture d'ensemble* du programme a su allier des mesures inédites et innovantes à une remise en cohérence de dispositifs jusqu'alors éparpillés.

Au titre des mesures nouvelles, il faut insister sur le poids de la création d'une couverture maladie universelle : 200 000 personnes environ restent au*jourd'hui à l'écart du sytème de* soins. Leur intégration dans un système de protection sociale est la reconnaissance d'un nouveau droit fondamental. Le droit au logement est également renforcé *par des mesures qui, si elles sont* appliquées avec détermination par l'administration, pourraient changer fortement la donne : ainsi en est-il de la prévention *des expulsions, de la réforme des* attributions de logements sociaux, de l'incitation à la remise sur le marché de logements vacants.

C'est sans doute sur le volet *emploi que le gouvernement* aura une partie plus difficile à jouer. Outre les minima sociaux, le récent mouvement des chômeurs a permis une nouvelle prise de conscience de la nécessité *d'aider une catégorie de* jeunes qui, sans qualification aucune, sans protection sociale, ne peuvent espérer aujourd'hui une insertion. Ecartant l'idée d'un RMI pour les moins de 25 ans, qui n'aurait fait qu'entériner cette marginalisation, le gouvernement a choisi d'instituer des *« parcours d'insertion »* pouvant durer jusqu'à dix-huit mois.

Depuis les TUC et les SIVP, les formules permettant un retour vers l'emploi ont montré leurs limites. Le programme de M[me] Aubry redéfinit et, surtout, cible mieux ces dispositifs qui bénéficieront de financements accrus. Un nouveau pari est ainsi pris. Il serait heureux qu'il soit enfin gagné.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA *Le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, *Société anonyme des lecteurs du Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

Des crédits pour les bibliothèques !

NOUS SAVONS tous ou tout au moins nous croyons savoir ce que la seconde guerre mondiale a coûté à la France. *Les démographes* ont chiffré les vies humaines sacrifiées. Les économistes ont fait l'impressionnante addition, qui reste d'ailleurs à payer, des immeubles *détruits, des terres ravagées*, des machines emportées. Un tel bilan n'est pas complet. Dans une épreuve comme celle que la France a traversée pendant cinq ans, *il* existe des impondérables qu'aucune statistique ne peut chiffrer. Parmi ces pertes, le retard énorme que la France a subi dans son équipement intellectuel nous semble *mériter qu'on attire sur lui* l'attention.

Si le plan Marshall est voté, ce qui est certes désirable, nous aurons pendant plusieurs années à *notre disposition une certaine masse* de crédits. Il serait indécent que nous pensions au seul ravitaillement. Il serait ridicule d'acheter des machines neuves sans que *nous soyons nous-mêmes capables* d'en construire demain. Il nous apparaît donc indispensable que le gouvernement français fasse une place dans *l'utilisation de ces crédits à notre équipement* intellectuel. Consacrons quelques centaines de millions à équiper nos laboratoires, à acheter pour nos bibliothèques *les livres modernes* dont elles ont tant besoin, à envoyer à l'étranger quelques milliers d'étudiants et de techniciens.

Une occasion unique nous est offerte. *Saisissons-la et ne craignons* pas pour notre originalité intellectuelle. Elle reste trop vive pour ne pas survivre à tous les contacts avec le monde extérieur.

Georges Hourdin
(6 mars 1948.)

BANQUES Le président de la BNP, Michel Pébereau, veut changer *l'image de sa banque et montrer* qu'il s'agit aujourd'hui d'un établissement rentable et ambitieux. ● LA FORTE PROGRESSION des résultats de la BNP, qui annonce pour 1997 *une hausse de 54,6 % de son bénéfice net*, à 5,962 milliards de francs, illustre pour M. Pébereau l'amélioration de la conjoncture et, plus encore, le changement profond de *culture de l'établissement.* ● LA BNP se targue aussi d'avoir bien résisté à la crise en Asie et annonce une provision de 3,02 milliards de francs prise, essentiellement pour *des raisons de prudence, sur ses en*gagements de 28,4 milliards de francs dans la région. ● CANDIDAT à la reprise du CIC, Michel Pébereau met *en avant l'intérêt industriel* d'un tel rapprochement et se veut rassurant sur ses conséquences sociales.

La BNP se dit prête à étudier toutes les possibilités de rapprochement

Dans un entretien au « Monde », Michel Pébereau, le président de la Banque nationale de Paris, souligne l'augmentation sensible de la rentabilité de l'établissement en 1997 et l'intérêt qu'aurait pour lui la reprise du CIC, en cours de privatisation

« Vos résultats pour 1997 sont supérieurs à ceux pronostiqués par les analystes financiers. C'est une très bonne année pour la BNP ?

– Notre résultat net consolidé part du groupe est en augmentation de 55 % par rapport à 1996, à 5 962 millions de francs. C'est six fois plus que le bénéfice de 1993, l'année de notre privatisation. Depuis 1993, le bénéfice net par action a été multiplié par quatre. Le rendement de nos fonds propres moyens ressort à 10,4 %, contre 7,4 % en 1996 et 2,5 % en 1993 ! Cela nous place parmi les meilleures banques à réseau en France et reflète l'amélioration en profondeur de la BNP. C'est le fruit d'une politique d'innovation permanente, de rigueur dans la gestion, d'un bon contrôle des risques et de la modernisation de la banque à tous les niveaux (culturel, social et managérial). C'est le résultat du travail d'équipe de toute l'entreprise. Nous avons également fait preuve de dynamisme commercial dans nos deux métiers : la banque de réseau en France et la banque de grande clientèle à l'international.

– Cette amélioration ne s'explique-t-elle pas aussi par des facteurs conjoncturels ?

– Avec un dollar élevé, une bonne tenue des marchés boursiers, les consolidations de certaines dettes souveraines, le démarrage de la reprise économique en France dans la seconde moitié de l'année, nous avons effectivement bénéficié d'une conjonction de facteurs favorables. Le volume de nos recettes progresse de 11,6 %. Mais la crise asiatique a joué en sens inverse. Globalement, ce sont donc bien les éléments fondamentaux de la banque qui se sont améliorés.

– Est-ce toujours l'international qui tire la croissance du résultat ?

– Le rééquilibrage entre nos deux pôles d'activité (banque et finance internationales d'un côté, activités bancaires en France de l'autre) se poursuit. En 1997, le réseau bancaire en France a dégagé un résultat net de 1,2 milliard de francs, avant impôt et à fonds propres zéro, soit sept fois plus qu'en 1996, alors qu'en 1995 il était déficitaire.

» Les activités en France bénéficient d'une politique d'innovation et de dynamisme commercial. Nous avons une équipe de 130 ingénieurs dédiée à la recherche et au développement de nouveaux produits et canaux de distribution, qui n'existait pas en 1993. En outre, alors que les effectifs en France (35 000 personnes dont 27 000 dans le réseau) diminuent en moyenne de 3 % par an, les forces commerciales ont progressé de 10 %.

» Dans notre pôle de banque et finance internationales, le bénéfice net progresse de 23 % malgré la crise asiatique. Nous avons réalisé d'excellentes performances dans le financement du commerce international, les financements structurés, les actions et dérivés, la trésorerie change et la gestion par exemple. Enfin, la banque de proximité hors de France, notamment Bank of the West en Californie et la BNP en Afrique et au Moyen-Orient, continue à se développer : elle fournit 10 % du résultat brut d'exploitation du groupe.

– La crise financière et économique en Asie s'est traduite pour les banques par un accroissement des risques. Comment la BNP y fait-elle face ?

– La BNP est implantée en Asie depuis le milieu du XIXe siècle. Elle connaît bien cette partie du monde. La crise s'est déroulée en trois temps : une crise des marchés, apparemment derrière nous, une crise de liquidités, qui a mis en évidence la fragilité de certains clients et provoqué des cessations de paiements d'entreprises, et enfin une crise économique et industrielle, qui est en cours et qui provoquera des problèmes difficiles à mesurer aujourd'hui.

» La BNP a traversé la crise des marchés en gagnant de l'argent en Asie. Face à la crise de liquidités, nous avons procédé à des analyses dossier par dossier de nos contreparties dans les cinq pays considérés comme risqués par la Banque de France : Corée du Sud, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande. Nos provisions pour risques spécifiques ont été arrêtées au 15 février à 592 millions de francs.

» Naturellement, nous avons procédé à un recensement complet de nos risques sur ces cinq pays. Nous nous sommes efforcés de prendre la définition la plus large possible : risque de bilan et de hors-bilan, crédits de toute durée y compris le court terme et les opérations de négoce, titres en portefeuille y compris le trading, crédits en devises et en monnaie locale, que ces opérations soient faites au profit des Etats, des banques ou des entreprises, hors filiales des multinationales bien sûr. Cela nous conduit à 28,4 milliards de francs d'engagements, dont 45 % sur les banques et 55 % sur les entreprises. Nous avons décidé de faire une provision prudentielle complémentaire de 2,4 milliards de francs, pour le cas où le risque se détériorerait. Compte tenu des 592 millions, cela porte la provision totale à 3,02 milliards de francs. De ce fait, les dotations aux provisions augmentent de 80 % en 1997 pour atteindre 6,8 milliards de francs, contre 3,8 milliards en 1996.

– Vous êtes candidat à la reprise du CIC. Pour en faire quoi ?

– L'acquisition du CIC est une opportunité extrêmement importante pour la BNP. Nous étions candidats la première fois. C'est donc un choix stratégique fort. La coexistence de la BNP et du CIC dans un même groupe est de nature très prometteuse sur le plan européen. Dans la compétition qui se dessine avec l'euro, l'un des éléments décisifs sera l'assise nationale. En France, nous disposons d'une bonne base, mais loin derrière le Crédit agricole. Il est important de l'élargir.

» La BNP et le CIC sont très complémentaires, dans le domaine de la banque tant des entreprises que des particuliers. La compatibilité culturelle est très forte. Nous avons un projet industriel remarquable, qui est d'exploiter au maximum les atouts du CIC sans en affecter aucun. Notre ambition est de constituer un nouveau groupe qui reposerait sur trois pôles : le pôle international et financier de la BNP, les activités bancaires françaises de la BNP et le CIC en tant que groupe de banques régionales. Ce dernier se trouve donc assuré de conserver son intégrité, et chaque banque régionale de demeurer une banque de plein exercice. La force du CIC vient de son identité régionale.

– Un tel projet peut-il créer de la valeur pour l'actionnaire de la BNP ?

– Nous ne l'envisagerions pas si tel n'était pas le cas. Notre projet est de valoriser les atouts du CIC, sa présence sur le territoire et les savoir-faire complémentaires des deux groupes. A cet égard, si le rapprochement du CIC et de la BNP débouchait sur la fermeture de points de vente, nous détruirions de la valeur. Ceci est donc exclu. Le but est de préserver l'indépendance du CIC. Celui-ci conserverait intégralement son identité commerciale. Son appartenance au nouveau groupe ne modifierait en rien les enseignes du groupe CIC et de ses banques régionales. Les PME clientes du CIC pourraient utiliser le réseau international de la BNP et bénéficier de notre alliance avec Dresdner. Nous redéfinirions le comité de direction du groupe pour refléter sa nouvelle organisation et assurer la représentation des trois pôles d'activité.

– Les syndicats du CIC s'inquiètent des conséquences sociales d'un rapprochement avec la BNP. Avez-vous des assurances à leur donner ?

– Nous avons à la BNP des traditions en matière de politique de l'emploi. Nous disposons d'un outil exceptionnel de gestion prévisionnelle de l'emploi. Nous avons aussi un principe : la gestion solidaire de l'emploi.

« Que l'éventuel rapprochement avec le CIC débouche sur la fermeture de points de vente est exclu »

» Il consiste à traiter le problème de la réduction des effectifs résultant des progrès de l'informatique selon des méthodes qui excluent tout licenciement contraint ou collectif, et qui reposent sur les départs naturels et volontaires et les reconversions internes par la formation. Si le CIC rejoint notre groupe, la politique de l'emploi sera naturellement du ressort de chaque banque régionale. Si l'actionnaire doit intervenir, il se référera aux mêmes principes qu'à la BNP.

– Compte tenu du changement de dimension de votre marché domestique avec le lancement de l'euro et de la vague de concentration bancaire, la BNP a-t-elle un avenir seule si le CIC lui échappe ?

– La taille de la BNP lui permet de mener la stratégie de développement qu'elle s'est définie. En termes de fonds propres, avec 58 milliards de francs, elle est très bien située aux plans européen et mondial. Certes, nous devons continuer à améliorer notre rentabilité. Nous y travaillons avec ténacité et avec quelque succès. Nous sommes loin des rendements sur fonds propres des Britanniques, mais force est de constater que leur marché intérieur est assez différent du marché français.

» En ce qui concerne les rapprochements, nous sommes aujourd'hui dans une phase de concentration qui consiste à renforcer en Europe les bases nationales. C'est dans cette logique que se situe notre offre de reprise du CIC. Si d'autres opportunités se présentent en France, nous les examinerons. Je n'ai aucun a priori négatif vis-à-vis de qui que ce soit. Nous ne sommes pas demandeurs, mais nous n'excluons rien.

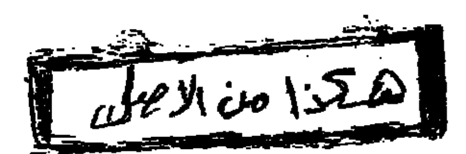
– L'Etat est engagé justement en ce moment dans une négociation avec Bruxelles sur la façon dont il va privatiser le Crédit lyonnais. Vous avez un souhait concernant cette opération ?

– J'espère que les pouvoirs publics penseront aux banques françaises avant de penser à d'autres. »

Propos recueillis par Sophie Fay, Eric Leser et Pascale Santi

Un profit multiplié par six par rapport à 1993

La BNP a annoncé jeudi 5 mars un bénéfice net (part du groupe) de 5,962 milliards de francs en 1997, en hausse de 54,6 % par rapport à 1996 (3,856 milliards). Le bénéfice net par action atteint 28,30 francs, quatre fois plus qu'en 1993. Le produit net bancaire a progressé de 11,6 % à 44,066 milliards de francs en 1997. Les commissions augmentent de 13,6 % et la valeur ajoutée sur capitaux de 10,6 %. Le résultat brut d'exploitation (RBE) s'inscrit à 13,435 milliards de francs, soit une augmentation de 23,9 %. Le RBE des activités bancaires en France a progressé de 13,2 % à 5,069 milliards.



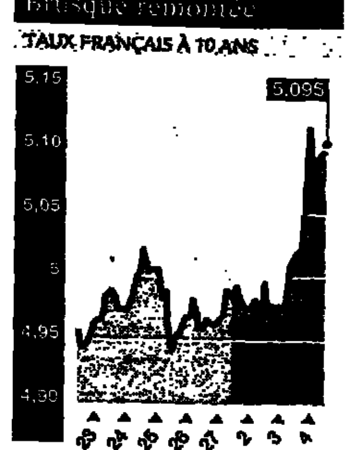
Les taux d'intérêt remontent en Europe dans le sillage des rendements américains

Les données économiques ne justifient pas une telle connexion

Les marchés obligataires européens ont plongé, mercredi 4 mars. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans est brusquement remonté, passant de 4,97 % à 5,10 %. Cette hausse trouve son origine dans les tensions observées outre-Atlantique. Les analystes soulignent que cette évolution parallèle n'est pas légitime compte tenu des situations économiques très différentes sur les deux continents.

LES MARCHÉS obligataires européens n'ont pas résisté à la chute de leur homologue américain (*Le Monde* du 5 mars). Le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a plongé, mercredi 4 mars, perdant 82 centièmes en clôture. Parallèlement, le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'est brusquement tendu – les taux montent quand les cours des obligations baissent –, passant de 4,98 % à 5,10 %. Les emprunts d'Etat allemands, italiens, britanniques et espagnols ont connu le même sort.

Cette brutale hausse des taux d'intérêt à long terme européens trouve son origine de l'autre côté de l'Atlantique. Depuis quelques semaines, le marché obligataire américain s'est nettement dégradé (*Le Monde* du 5 mars). Le rendement de l'emprunt à trente ans, qui avait touché un plus bas niveau historique de 5,69 % le 12 janvier est repassé au cours des derniers jours au-dessus de la barre des 6 % (6,04 % mercredi 4 mars). S'appuyant sur les dernières statistiques publiées – progression soutenue des revenus et des dépenses des ménages et vive progression des ventes de logements neufs en janvier –, les investisseurs sont persuadés que la crise asiatique n'aura qu'un impact très limité sur l'économie américaine et ne remettra pas en cause son dynamisme. Cette vigueur intacte pourrait contraindre la Réserve fédérale (Fed) à relever ses taux directeurs afin de contrer préventivement les menaces inflationnistes découlant d'une situation de quasi plein emploi.



Les taux français à long terme sont victimes de la remontée des rendements américains

Les obligations européennes, qui avaient réussi, depuis plus d'un mois, à se déconnecter des emprunts américains, n'ont pas résisté au regain de tensions observé outre-Atlantique au cours des derniers jours. Les analystes soulignent pourtant qu'une telle contagion n'a pas de pertinence économique. Malgré l'accélération actuelle de la croissance, les économies du Vieux Continent sont loin d'être exposées à un risque de surchauffe. Les niveaux très élevés de chômage, notamment, en Allemagne et en France, mettent ces deux pays à l'abri de tensions salariales. Parallèlement, les rythmes d'inflation continuent à reculer en Europe (0,5 % sur un an, en France, en janvier). Cette baisse rapide des prix a pour conséquence d'augmenter le niveau des taux d'intérêt réels, c'est-à-dire diminués de l'inflation. Elle constitue donc une forme de resserrement monétaire, pénalisant pour les investissements des entreprises et les achats de logements par les ménages. Elle est aussisuffisante pour dispenser la Bundesbank de relever prochainement ses taux directeurs, d'autant que le dollar fait preuve de stabilité.

Aussi injustifié ce mouvement soit-il sur le plan économique, les experts craignent, compte tenu de la globalisation et de la mondialisation des marchés financiers, que les rendements obligataires européens continuent de suivre les taux américains si ces derniers poursuivent leur remontée.

Pierre-Antoine Delhommais

Thomson-CSF souhaite s'allier avec un groupe européen

Denis Ranque, le nouveau PDG, privilégie l'entrée dans le capital d'un partenaire spécialisé dans l'électronique de défense

NOMMÉ à la tête de Thomson-CSF le 20 janvier, Denis Ranque a effectué sa première intervention publique mercredi 4 mars. Pour cette *« première dans la fosse aux lions »*, comme il la qualifie, le nouveau PDG du groupe d'électronique de défense et professionnelle courait peu de risques. Il lui revenait de présenter un bilan 1997 marqué par un quasi-triplement du bénéfice net, à 2,12 milliards de francs (*Le Monde* daté du 5 mars), principalement dû à la vente des parts dans le capital du fabricant de semiconducteurs SGS-Thomson.

M. Ranque en a profité pour distribuer des satisfecits. D'abord à Marcel Roulet, son prédécesseur, pour avoir *« su maintenir le cap »* ces deux dernières années, malgré les *« incertitudes »* provoquées par les atermoiements sur la privatisation du groupe. M. Ranque a aussi rappelé que, si le *« socle »* du groupe *« est bon »*, cela tient à *« quinze ans de Gomez »*. Nommé PDG en 1981, Alain Gomez a été remercié, début 1996, par le gouvernement d'Alain Juppé.

SYNERGIES

S'excusant de ne pas avoir encore *« une connaissance totale »* du groupe, dans lequel il travaille *« depuis treize ans »*, M. Ranque a livré quelques éléments sur la stratégie qu'il souhaite développer quand la privatisation aura été bouclée. Celle-ci doit intervenir à la mi-1998, par l'entrée au capital de Thomson-CSF des groupes Alcatel, Dassault et Aerospatiale en échange d'apports d'actifs. Les évaluations sont en cours.

M. Ranque appelle de ses voeux *« un élargissement du capital au niveau le plus haut »* à des partenaires européens, si possible un nombre réduit, voire un seul, et en état de cause issu de l'électronique de défense, a-t-il précisé. *« Si les alliances par métiers sont les plus faciles à réaliser »*, leur multiplication *« risque de transformer Thomson-CSF en patchwork d'alliances avec des partenaires parfois concurrents, compliquant la recherche des synergies »*, a estimé M. Ranque. Il considère que des alliances verticales – intégration avec des groupes d'aéronautique – offrent également moins de synergies et pourraient couper le groupe de certains marchés.

M. Ranque a reconnu que le britannique GEC constitue *« un partenaire naturel »*, mais qu'il *« n'est pas le seul »* et *« peut avoir d'autres ambitions »*. Selon lui, le gouvernement, qui s'était opposé début 1996 à une reprise de Thomson-CSF par GEC, n'est pas opposé à une telle ouverture *« dès lors qu'il y a une base industrielle et qu'elle préserve les intérêts français en matière de défense nationale »*.

M. Ranque a tenu à préciser que, numéro un européen et numéro trois mondial de l'électronique de défense, Thomson-CSF entend jouer un rôle moteur dans les futures restructurations en Europe. C'est-à-dire se poser plutôt en acquéreur qu'en cible. Le groupe peut compter, pour cela, sur une trésorerie de près de 10 milliards de francs.

Philippe Le Cœur

L'allemand Veba regroupe plus vite que prévu ses filiales dans la chimie

APRÈS trois semaines de négociations, les deux chimistes allemands Degussa et Huels, ayant pour actionnaire commun le groupe diversifié Veba, ont annoncé leur fusion, mercredi 4 mars. La société Degussa-Huels sera dirigée par le président de Degussa, Uwe-Ernst Bufe. Le nouvel ensemble chimique devrait peser plus de 25 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires (environ 84 milliards de francs), se hissant dans les dix premiers mondiaux du secteur (*Le Monde* du 13 décembre).

Cette décision est la suite logique de l'entrée de Veba dans le capital de Degussa, en mai 1997. Voici un an, le quatrième groupe allemand reprenait les 36,4 % du groupe chimique et spécialiste du traitement et du négoce des métaux précieux détenus jusqu'alors par ses compatriotes Henkel, Dresdner Bank et Munich Ré pour 2,9 milliards de deutschemarks (8,9 milliards de francs). Devenu le premier actionnaire de cette firme, il envisageait alors de la rapprocher de sa filiale à 100 % Huels.

Les deux firmes ont sensiblement la même taille, Degussa ayant un chiffre d'affaires de 15,3 milliards de deutschemarks, dont 4,4 milliards dans les métaux, et emploie 26 000 salariés. De son côté, Huels réalise 10,5 milliards de deutschemarks de ventes et emploie 28 000 salariés.

Les négociations amorcées au début de l'année sont allées plus vite que prévu. Dans un communiqué, le président du directoire de Veba, Ulrich Hartmann, a salué cette opération. *« Nous étions d'accord sur le principe d'éviter de longues négociations de fusion »*, souligne-t-il avant d'ajouter que la nouvelle société aura *« des chances et un potentiel nettement plus importants que Huels et Degussa pris séparément dans un marché chimique en plein bouleversement »*. Veba restera l'actionnaire principal et devrait détenir entre 60 % et 65 % du capital.

SPÉCULATIONS

Après l'accord de principe, les directions des deux groupes poursuivent leurs discussions sur *« l'orientation stratégique, les structures d'organisation, l'évaluation comptable de la nouvelle entreprise ainsi que le ratio d'échanges des actions »*. La Bourse a salué la rapidité de la décision et le titre Degussa a progressé de plus de 8 % à la Bourse de Francfort.

Les spéculations vont désormais bon train sur les contours du futur groupe. Les analystes estiment que Huels poursuivra son désengagement de la chimie de base pour permettre au nouvel ensemble d'être entièrement tourné vers les produits de spécialités. Pour Degussa, les analystes n'excluent pas une cession des activités médicales et dentaires.

Dominique Gallois

Paris et Bruxelles divergent encore au sujet du Crédit lyonnais

LE COMMISSAIRE européen à la concurrence Karel Van Miert, de passage à Paris, a estimé jeudi 5 mars qu'il existait encore des divergences entre l'Union européenne et Paris sur le dossier du Crédit lyonnais. Devant l'Association des journalistes économiques et financiers, M. Van Miert, qui devait rencontrer ensuite le ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, a précisé que les divergences portent en particulier sur *« les conditions et les délais de la privatisation de la banque publique »*. Pour M. Van Miert, cette privatisation *« correcte et transparente »*, devra avoir lieu au plus tard avant la fin 1999. Les autres divergences portent sur l'ampleur des compensations que la banque doit consentir au regard de l'importance des aides publiques reçues au fils des ans, notamment les cessions à réaliser à l'étranger et les restructurations à effectuer dans son réseau français.

Avec le Thalys, la SNCF décolle entre Paris et Bruxelles

Marketing. La compagnie ferroviaire découvre la rançon du succès : trains complets et fuite de recettes. Ou comment tirer parti d'une réussite et augmenter les prix sans le dire

COMMENT GÉRER un succès commercial ? Pour l'une des toutes premières fois peut-être, la SNCF est confrontée à une nouvelle problématique marketing : celui du succès inattendu d'un de ses trains et de l'écroulement de la concurrence, notamment aérienne. Le TGV Thalys – qui relie Paris à Bruxelles, Amsterdam et Cologne – a immédiatement permis de doubler le trafic au départ de Paris. Avec une heure vingt-cinq de trajet entre Paris et Bruxelles, pour 300 kilomètres, de centre-ville à centre-ville, et un départ dix-huit fois par jour, le TGV est imbattable. En reliant Paris à Cologne et Amsterdam en quatre heures, le Thalys est parvenu à gagner 30 % de nouveaux clients.

Grande première pour la SNCF : dix-huit mois après son lancement et quelques semaines après l'inauguration de la ligne à grande vitesse entre Paris et Bruxelles, le TGV Thalys est devenu rentable. *« L'exploitation est devenue positive à la fin de 1997 et ce train devrait dégager des bénéfices sur l'ensemble de l'année 1998 »*, reconnaît Guillaume Pepy, directeur général délégué de la SNCF.

CADENCE MAXIMALE

Le revers de la médaille, c'est qu'en affichant complet plusieurs fois dans la journée, le Thalys pose un problème commercial à la SNCF. *« Avec un taux de remplissage de 95 %, on risque forcément de faire des mécontents parmi nos clients »*, confie Louis Gallois, le président de la SNCF. Hommes d'affaires obligés de squatter les secondes classes, faute de place en première en début et fin de journée, ou touristes contraints de reporter leur voyage sont autant de clients frustrés.

Il est pour le moment impossible d'envisager d'augmenter la cadence, actuellement d'un train par heure et, aux périodes de pointe, d'un par demi-heure. La voie à grande vitesse, qui accueille l'Eurostar et le Paris-Lille, voit déjà passer une rame toutes les quatre minutes ! Impossible également de mettre sur la ligne les nouveaux TGV Duplex, en service sur Paris-Lyon, qui augmenteraient de 40 % les capacités de transport. Il faudrait au préalable développer un prototype tri-courant de ce train à deux étages, pour lui permettre de passer d'un réseau européen à l'autre.

A défaut de pouvoir mettre en œuvre des capacités supplémentaires, la SNCF réfléchit à l'évolution de sa politique tarifaire. Le billet de première pour Bruxelles, à 498 francs l'aller ou 642 francs l'aller-retour en tarif loisirs, inclut un repas servi à la place, serviette citronnée, apéritif, entrée, plat, fromage, dessert et chocolat Godiva compris avec le café.

« Pas assez cher », affirme M. Pepy, qui veut faire jouer la loi de l'offre et de la demande. La SNCF ne va pas se risquer à modifier radicalement ses prix, pour ne pas casser la réussite du Thalys. L'aller-retour Paris-Bruxelles en seconde classe à 316 francs et l'escapade du week-end à Amsterdam à 438 francs ne seront pas remis en cause. Mais la SNCF va s'efforcer de mieux trier et orienter ses clientèles.

Premier objectif de l'entreprise ferroviaire : revoir les conditions d'application de ses tarifs. L'homme d'affaires devra s'habituer à payer pour sa place le prix entier. *« Par exemple, notre tarif loisirs en première classe avec restauration à la place, à 642 francs contre 996 francs en plein tarif, ne devrait pas pouvoir être accordé pour un aller-retour dans la journée »*, explique M. Pepy.

IL RESTE DES PLACES

Second objectif : modifier les contingents de places à tarif réduit disponibles dans chaque train, afin de mieux répartir les flux de voyageurs. Car avec un taux d'occupation moyen de 55 % en première et 65 % en seconde, il reste des places sur le Thalys.

Ces ajustements marketing sont d'autant plus importants que la SNCF veut étendre le succès du Thalys, notamment en prolongeant son parcours allemand au-delà de Cologne. En échange, la SNCF serait prête à laisser entrer l'ICE, le TGV allemand, dans Paris.

« S'il s'agit d'une coopération avec une politique commerciale commune, pourquoi pas ? », envisage M. Pepy. Ce serait aussi une manière de régler les problèmes de capacité tout en conservant de fortes ambitions de croissance pour un train aux essieux d'or.

C. J.

L'Eurostar plus cher depuis Londres

Il en coûte de 25 % à 30 % plus cher à un Anglais, ou à un résident en Grande-Bretagne, pour se rendre à Paris qu'à un Français pour aller à Londres. Les nombreux golden boys français de la City et autres expatriés qui rentrent régulièrement se ressourcer sur le continent ont été les premiers à faire une étude comparative. *« 89 livres, soit 890 francs, pour l'aller-retour le week-end, c'est 240 francs plus cher que dans l'autre sens ! »*, se plaint l'un d'eux. Et l'ensemble de la gamme tarifaire reproduit cet écart de 25 % à 30 %, selon qu'on démarre son périple depuis l'île ou depuis le continent.

La société Eurostar, filiale des chemins de fer britanniques, français et belges, semble avoir pris de manière relativement autonome cette décision de différencier les prix selon les marchés. Certains économistes seront peut-être tentés d'utiliser le tarif des billets Eurostar, comme ils le font déjà avec le prix des hamburgers, pour comparer les pouvoirs d'achat des citoyens des deux côtés de la Manche.

La réconciliation obligée de l'Europe des satellites

L'imbrication des programmes atténue les rivalités

AU MOMENT où l'Europe de l'aéronautique cherche les voies de son unification (*Le Monde* du 3 mars), la vie quotidienne des affaires ramène les industriels, qui continuent de s'entre-déchirer, à plus de raison. Dans le domaine de l'espace, on peut espérer que l'annonce de la vente à GE American Communications d'un satellite de télécommunications par l'allemand Daimler-Benz Aerospace (Dasa), le français Aerospatiale et l'italien Alenia (*Le Monde* du 5 mars), sera l'amorce d'une réconciliation. D'une part, c'est la première fois qu'un opérateur majeur américain confie une telle réalisation à l'industrie européenne. Mais, surtout, Aerospatiale et Dasa, brouillés dans le secteur des satellites depuis l'annonce en 1997 du mariage de l'allemand et du franco-anglais Matra Marconi Space, se retrouvent de nouveau côte à côte pour fabriquer un satellite.

PERSPECTIVE

Certes, associés dans la fabrication des satellites Spacebus-2000 et 3000, dont Dasa réalise 30 % des composants pour Aerospatiale, les deux industriels continuent de répondre à la demande des clients jusqu'à la fin de vie du programme, *« surtout si ses Spacebus continuent de remporter des succès commerciaux »*, comme l'admettent les Allemands. D'autant que la fusion entre Matra Marconi Space et Dasa Dornier prend du retard. Les procédures administratives et d'évaluation devraient en reporter la signature définitive à la fin de l'année 1998. Français et Britanniques d'un côté, Allemands de l'autre, peinent à s'entendre sur leur poids respectif dans le capital de la future société Matra Marconi Dornier. Si la répartition des droits de vote sera, conformément à l'accord, équitablement répartie, Matra Marconi estime que son poids industriel lui donne droit aux deux tiers du capital. L'annonce officielle du contrat américain par Dasa Dornier est aussi destinée à rappeler à Matra Marconi que la partie allemande apporte un fond de commerce significatif.

LUTTES CAPITALISTIQUES

En attendant, les nouveaux alliés ne peuvent développer de projets communs et consolider leur rapprochement sur un programme *« structurant »*, selon le terme consacré dans l'industrie. Matra Marconi Space a beau promettre une part de la fabrication de son programme Eurostar-3000, il ne sera pas facile de faire de la place à l'allemand au détriment d'autres fournisseurs, associés au programme depuis toujours. Le contrat de soixante-dix satellites avec l'américain Motorola, qui devrait être prochainement finalisé, pourrait aussi intéresser Dasa Dornier.

Beau joueur, Matra reconnaît que les industriels ont envie d'être associés au plus grand nombre de contrats et que l'Europe de l'espace est une *« grande communauté »* où tout le monde travaille avec tout le monde. Aerospatiale n'est-elle pas le principal fournisseur de Matra pour les futurs satellites d'observation Spot V et militaire Helios II ? Dasa Dornier estime désormais que *« les véritables rivaux sont américains »* et que *« Dasa a intérêt à ce qu'Aerospatiale remporte des succès »*.

L'imbrication des programmes militaires et scientifiques et la durée de vie des programmes de coopération civile est peut-être en train de faire naître l'Europe du spatial, en dépit des luttes capitalistiques. Privée d'alliance allemande, l'activité satellites d'Aerospatiale doit finalement rejoindre, à la mi-1998, le giron d'une société commune Alcatel-Thomson. La rivalité franco-française entre Aerospatiale et Matra rencontre aujourd'hui ses limites. Certes, les militaires européens exigent toujours de trouver deux interlocuteurs européens pour les mettre en concurrence. Mais pour faire face aux géants américains que sont Lockheed Martin, Hughes ou Loral, les industriels européens doivent adapter rapidement leur capacité de riposte, en termes de coûts et de technologie, sur le marché mondial.

Christophe Jakubyszyn

« Sandy » Warner, l'« incolore » banquier à contre-emploi

« L'AMÉLIORATION de nos résultats est un objectif essentiel » : on peut aisément imaginer l'amertume de Douglas Alexander Warner III rédigeant sa longue note de service sur son scriban antique, dans son petit bureau aux décorations florales vieillottes niché au vingtième étage du 60, Wall Street. Dégraissage de 5 % de la main-d'œuvre, chasse aux frais généraux, recherche d'un partenaire pour une fusion ou recentrage sur quelques marchés porteurs : le mémorandum publié le 24 février par le PDG de la banque new-yorkaise J. P. Morgan a fait l'effet d'une bombe sur toutes les places boursières. Le coup est dur pour une société si imbue de sa supériorité.

« Sandy » Warner, qui avait pris l'habitude de fuir la presse, de distiller au compte-gouttes ses confidences aux analystes financiers, de faire parler de lui le moins possible au point de gommer de son curriculum vitae sa situation familiale et ses hobbies, a été précipité sous les feux de la rampe. Le voici obligé de s'expliquer publiquement sur les pertes colossales des opérations de change de ses filiales asiatiques. J. Pierpont Morgan, le fondateur au début du siècle de cet établissement qui fut sans doute le plus grand conglomérat de l'histoire financière mondiale, et dont la photo jaunie trône dans sa bibliothèque devant une rangée de livres rares, doit se retourner dans sa tombe !

Inhabituel exercice de relations publiques pour ce professionnel du secret, baptisé « Sandy l'incolore » en raison de son absence de charisme et de sa tenue cadre moyen passe-partout, chemise blanche, cravate de soie, fines lunettes d'acier. Sa seule excentricité, disent les mauvaises langues, consiste à avoir baptisé *House Arrest* (assignation à résidence), la réunion mensuelle de tous les chefs de son département. Mais attention : le côté courtois et retenu de ce fils d'un directeur de cabinet d'assurances de Cincinnati, recruté par Morgan à sa sortie de l'université de Yale en 1968, dégage une trompeuse impression de flegme. Gare à ceux qui se prennent dans les filets d'un super-banquier, qui, selon un membre de l'état-major, *« joue avec style, mais pour gagner »*. Sous un air pataud, l'un des financiers les plus puissants au monde cache sa finesse d'analyse. Aimable si on ne le retarde pas, il sert sa société comme un patriote la bannière étoilée.

Son cursus apparaît linéaire, son ascension sans aspérité : représentant commercial en Californie, responsable des clients de l'automobile à Detroit, un peu d'intendance à New York, directeur du bureau de Londres et chef des fusions-acquisitions à l'échelle planétaire. Mais, comme tout grand banquier, « Sandy » a beaucoup travaillé avant de conquérir sans chemin de traverse le sommet de la Morgan, en 1995. Après les formidables années de développement sous la houlette de ses prédécesseurs – le légendaire Lewis Preston, qui deviendra président de la Banque mondiale, le discret Dennis Weatherstone, anglais jusqu'au bout des ongles –, l'homme du Middle West incarne la consolidation sur le métier d'investissement, rendue possible par le relâchement progressif de la législation Glass-Steagall.

« L'intérêt d'abord du client, le professionnalisme, la qualité et l'intégrité, ces principes font partie de l'esprit de notre firme, aujourd'hui comme du temps de Pierpont », déclarait-il au *Monde* en 1996, alors que la banque affichait une santé éclatante et franchissait les fuseaux horaires. Aujourd'hui, le cours boursier languit, les raiders flairent une entreprise sous-évaluée et les actionnaires doutent qu'il soit encore le dirigeant de l'avenir. Il va lui falloir ramer à contre-courant.

Marc Roche

Le gouvernement veut encore réfléchir sur la privatisation de RMC

La énième tentative de cession du groupe franco-monégasque a encore échoué. Le gouvernement redoute notamment l'hégémonie sur le marché publicitaire

LE CHOIX *qui sera fait du* repreneur du groupe RMC peut entraîner de plus ou moins grands bouleversements du paysage radiophonique français : cette difficulté à laquelle se heurte le gouvernement a été évoquée lors de la réunion qui a eu lieu, mardi 3 mars, autour du premier ministre. Aucune décision définitive n'a été prise sur ce dossier.

En effet, les cinq candidats – NRJ-Laboratoires Pierre Fabre ; André Rousselet-EMAP ; La Financière Agache ; *LV and Co* de Gérard Louvin et Kinevick, un groupe scandinave –, ne sont pas de forces égales. Certes *l'acquisition* d'une ou plusieurs des stations du groupe RMC ne ferait dépasser à aucun d'entre eux le seuil des 150 *millions* d'auditeurs prévu par la loi. En revanche, beaucoup s'inquiètent de l'effet que provoquerait la cession à NRJ sur le paysage publicitaire. Car le rachat de RMC comporte aussi celui de GEM, sa régie publicitaire.

L'enjeu de la privatisation de RMC se traduit aussi dans le nouveau rapport des forces qui *s'établira* sur un marché publicitaire de 4,6 milliards de francs, qui a régressé au cours des deux dernières années et sur lequel la concurrence entre groupes est de plus en plus rude. Les plus inquiets sont les responsables du groupe Europe 1, qui depuis le début de cette nouvelle privatisation du groupe monégasque *ont* essayé de faire que Nostalgie ne tombe pas dans le giron de NRJ. Pour l'instant, Europe Régies, *qui détient dans son escarcelle* Europe 1, Europe 2, RFM, Skyrock, BFM, le groupe des Indépendants et deux radios d'autoroute, domine largement le marché publicitaire radiophonique. Ses deux concurrents sont IP, régie de la CLT-UFA qui commercialise RTL, RTL2, Fun Radio, Sud Radio, Chante France, Win FM et Wit FM, et surtout NRJ Régies, qui vend les espaces de NRJ, *Chérie FM* et *Rire et Chansons*.

L'hypothèse que NRJ puisse *ajouter à cet éventail*, qualitativement intéressant, celui de Nostalgie fait grincer des dents. *« Cela leur donnera une position considérable sur le marché »*, notent les observateurs, qui font remarquer qu'avec 115,4 millions de bénéfices pour 1 milliard de francs de chiffres d'affaires, le groupe de Jean-Paul Baudecroux est déjà le plus profitable des groupes radiophoniques français.

Conscients que cette trop bonne santé finit par leur nuire, les dirigeants de NRJ se seraient engagés, dans l'hypothèse où leur candidature serait retenue, à ne pas conserver la régie de RMC et à mettre fin à leur politique de *couplage avec IP. Depuis l'été 1997*, NRJ Régies et IP avaient mis au point deux produits communs – « Bikini » *et* « Vitamine » – *pour* attirer des annonceurs, notamment de produits alimentaires, d'hygiène et de beauté peu coutumiers de la fréquentation des ondes radiophoniques.

LE RÔLE DU CSA

Pour le gouvernement, il s'agit d'éviter un choix qui pourrait affaiblir certaines stations et même risquer d'entraîner la disparition de petites radios – dites indépendantes – qui se retrouveraient *étranglées dans un marché publicitaire* où elles n'auraient plus de place dans la guerre que se livrent les grands groupes. Le choix *qui sera* fait pour RMC est donc aussi une manière de réguler le paysage radiophonique. Sur ce point, la décision du gouvernement sera observée *attentivement* par le *Conseil* supérieur de l'audiovisuel (CSA), de plus en plus intéressé par ce rôle de régulateur économique.

L'autre souci du gouvernement concerne l'avenir de la station RMC. Car si personne n'a de réelles inquiétudes pour Nostalgie et Radio *Montmartre*, qui après quelques corrections sur les programmes et en matière de gestion *peuvent retrouver* à *plus ou moins* long terme une santé florissante, les perspectives sont plus sombres pour RMC. Personne, en *réalité*, ne détient la formule magique pour remettre à flot cette station dont le chiffre d'affaires actuel est inférieur à 200 millions de francs, et qui vit au-dessus de ses moyens. Deux questions au moins sont posées : celle du format et celle des effectifs.

Le souhait de la plupart des responsables politiques est que RMC conserve un format généraliste. Le *développement à attendre* de son ancrage dans le Grand Sud et de la recherche de synergies avec Sud Radio, *prévus dans le projet de l'an* dernier, ne convainc pas tout le monde. Certains arguent qu'entre Perpignan et Menton, les connexions régionales ne sont pas *évidentes. Par ailleurs*, les *pouvoirs* publics ne sont pas persuadés de la pérennité de certaines alliances. Ils craignent notamment qu'à terme NRJ, satisfait d'avoir obtenu Nostalgie, laisse les Laboratoires Fabre se dépêtrer du cas RMC.

Les autres candidats n'ont pas fait, non plus, l'unanimité. *Montée* en quelques jours, l'alliance EMAP-Rousselet présente le double *handicap d'émaner d'un groupe étranger* et d'un cacique du mitterrandisme. Il reste la Financière Agache, dont le dossier est défendu par Fabrice Larue, président du groupe Desfossés International. Il connaît bien Nostalgie, qu'il a dirigé avec succès pendant cinq ans. Ses partisans, notamment à l'intérieur de RMC, se chargent de le rappeler. Mais est-ce la garantie de réussir la relance *de RMC* ?

Pour l'instant, le seul qui est à peu près sûr d'obtenir ce qu'il souhaite est *Gérard Louvin*. En effet, à l'exception d'EMAP-Rousselet, les autres candidats n'ont pas l'intention de conserver Radio Montmartre.

Françoise Chirot

DÉPÊCHES

■ **PRESSE : le magazine américain *Time Magazine* a célébré, mardi 3 mars, son 75e anniversaire**, au Radio City Music Hall de New York, *où étaient* invités Bill Clinton, Mikhaïl Gorbatchev, Kofi Annan, Claudia Schiffer, Bill Gates, *dont* la *plupart ont* fait la couverture de l'hebdomadaire. Fondé en 1923 par Henry Luce et Briton Hadden, le magazine compte aujourd'hui 31 millions de lecteurs à travers le monde, selon ses chiffres.

■ **Le mensuel *Géo* de mars consacré à *l'Algérie*** a été tiré à 590 000 exemplaires. Il s'agit d'un des plus gros tirages de ce titre du *groupe Prisma Presse, qui, en* moyenne, en édite habituellement 540 000 exemplaires.

■ ***MULTIMÉDIA :* les éditions Milan viennent de lancer le premier mensuel multimédia destiné aux 7-12 ans, *Mobiclic*.** Le numéro 1 se présente sous la forme d'un CD-ROM, lisible sur PC ou Mac, et d'un livret. L'entreprise toulousaine propose des rubriques sur les élections régionales, les oiseaux, la vie d'un quotidien, *etc.*, ainsi qu'une sélection de livres, de *CD-ROM, de sites* Internet, des tests, un courrier interactif et un « cybercalendrier ». Disponible *en kiosques (59 F), où 30 000 exemplaires* ont été mis en place, ou par abonnement (490 F), *Mobiclic* a déjà 1 500 abonnés et en vise 6 000 en un an. Il bénéficie d'une campagne de promotion de 4 millions de francs.

Les ventes de la presse française à l'étranger ont progressé en 1997

APRÈS une année de stagnation, les ventes de la presse française – *quotidiens et magazines* – en dehors de l'Hexagone ont progressé de 5,9 % en chiffre d'affaires ventes. *En nombre d'exemplaires vendus*, la hausse est de 2,2 %, selon les chiffres des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP).

Au total, 130 millions d'exemplaires ont été ainsi vendus en 1997, dans 111 pays. L'exportation représente 10,25 % des ventes des NMPP. Selon les Messageries, l'actualité, notamment après la mort de Lady Di, *« mais aussi les nombreuses actions commerciales entreprises sur la zone du grand export »*, ont accentué la progression des ventes.

BAISSE EN BELGIQUE

L'augmentation a été de 4,1 % dans l'*Union européenne (non francophone)*, de 5,4 % dans les DOM-TOM, de 9,6 % en Afrique et de 9,9 % *en* Amérique du Nord. Les hausses sont aussi importantes en Europe orientale et en Asie, même si ces zones représentent une faible part des exportations. Cependant la situation est stable en Europe francophone (Andorre, Belgique, Luxembourg, Suisse), qui représente le principal marché de la presse française.

Plus inquiétant, le principal pays importateur, la *Belgique, est en* baisse pour la deuxième année consécutive. Le Maghreb est également en recul (– 0,9 %), en raison de la *situation* algérienne et de la baisse du Maroc. Les cinq premiers pays importateurs de presse française *sont : la Belgique (– 1,3 %), la* Suisse (1,9 %), le Maroc (– 0,7 %), l'Espagne (1,7 %) et le Canada *(9,8 %). La progression a été également* forte en 1997 au Royaume-Uni (8 %), en Italie (7,9 %), en Côte-d'Ivoire (13,2 %), au Gabon (16,5 %), en Nouvelle-Calédonie (9,5 %) et en Turquie (20,8 %). Les magazines les plus vendus à l'étranger sont *Paris-Match, Femme actuelle, Voici, Point de vue-Images du monde* et *France-Dimanche*. Parmi les quotidiens, *Le Monde* représente la moitié des *parts de marché des quotidiens* devant *L'Equipe, Paris-Turf, Le Figaro* et *Libération*.

La *diffusion* du *Monde* à l'étranger (ventes et abonnements) a augmenté de 3,3 % en 1997, avec plus de 44 000 exemplaires. *Le Monde*, qui a vendu plus de 10 millions d'exemplaires à l'étranger sur l'ensemble de l'année, a notamment progressé en Allemagne (2,6 %), Autriche (6,8 %), Espagne (10,5 %), *Grande*-Bretagne (8,6 %), Grèce (6,5 %), Italie (3 %) et au Portugal (21,6 %). *La Sélection hedomadaire du Monde* a été, quant à elle, diffusée à 19 478exemplaires (+ 2,3 %).

A. S.

Le volume de production de fictions télévisées a chuté par rapport à 1996

LA PRODUCTION audiovisuelle aidée par *le Centre national* de la cinématographie (CNC) a globalement reculé en 1997, que ce soit en *volume ou* en valeur, selon les chiffres publiés par le CNC, mercredi 5 mars. Ce recul concerne principalement les œuvres de fiction.

Le Compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels (Cosip, géré par le CNC) a aidé à la production de 2 142 heures de programmes en 1997, contre 2 647 en 1996, soit – 19 %. La baisse en valeur est moins importante : le total des devis de production des œuvres aidées s'élève à 5,39 milliards de francs en *1997* contre 5,76 milliards en 1996, ce qui traduit un recul de 6,4 %, dû à l'augmentation du coût horaire de pro*duction*. Au total, la contribution du Cosip a été de 917 millions de francs, celle des télévisions de 2,6 *milliards et le financement* étranger (coproductions et préachats) de 839 millions de francs.

La production de fictions aidées par le Cosip a atteint *628* heures en 1997 contre 1 028 en 1996 (– 39 %) ; le coût horaire de production est en forte hausse : 4,93 millions de francs contre 3,17 millions, soit + 55,5 %. Ce double mouvement s'explique par le moindre nombre de sitcoms et de feuilletons, au *profit des* téléfilms unitaires de 90 minutes. Premier diffuseur de fictions *(267 heures commandées, 42 %* de la production globale), TF 1 devance France 2 (146 heures, soit 26 %). La production d'œuvres d'animation a totalisé pour sa part 262 heures (– 11 %) pour 1,018 milliard de francs (– 7,7 %), mais ces chiffres doivent tenir compte d'une année 1996 exceptionnelle. *Le premier diffuseur* de films d'animation est France 3.

La production de documentaires *a été de* 1 154 heures (– 3,4 %) pour un devis total de 1,199 milliard de francs (– 4,8 %). Le coût de production horaire enregistre une très légère baisse (1,03 million de francs en 1997 contre 1,05 million l'année précé*dente*). France 3 est au *premier* rang des diffuseurs devant La Cinquième.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **THOMSON MULTIMÉDIA : le groupe français** peut espérer un *retour à l'équilibre de son résultat* net en 1998, a indiqué, mercredi 4 mars, le secrétaire d'Etat à l'industrie Christian Pierret. Le groupe *« cherche des partenariats »*, mais gardera *« son aspect d'entreprise publique »*.

● **TRANSGÈNE : les actions de la société strasbourgeoise de biotechnologie**, filiale de BioMérieux, seront introduites le 1er avril sur le nouveau marché, à un prix compris entre 228 et 265 *francs par titre*, a annoncé le 4 mars la Commission des opérations de Bourse (COB).

● **UNITED AIRLINES : la compagnie aérienne américaine** a annoncé, mercredi 4 mars, *qu'elle avait passé commande de* trente Airbus moyen courrier (A-319 et A-320).

● **MITSUBISHI : le groupe japonais** a annoncé, jeudi 5 mars, qu'il envisage d'abandonner la *vente d'ordinateurs de bureau au* Japon, pour se concentrer sur les seuls ordinateurs portables et de poche.

FINANCE

● ***SOCIÉTÉ GÉNÉRALE* : des salariés et des militants syndicaux** ont bloqué l'entrée de la Tour Société générale à la Défense, jeudi 5 mars en début de *matinée, pour protester contre* la dénonciation de la convention collective des banques.

SERVICES

● **SNCF : l'entreprise publique** *est dépassée par le succès du* Thalys. Dix-huit mois après son lancement, le TGV reliant Paris à Bruxelles est rentable (*lire p. 18*).

● ***FRANCE TÉLÉCOM* : l'opérateur français et la compagnie suisse** Landis & Gyr ont été choisis, le 4 mars, par la compagnie publique égyptienne *de télécommunications Arento* pour doter, d'ici cinq ans, l'Egypte de 40 000 cabines téléphoniques fonctionnant avec des cartes à puce.

● **WORLDCOM-MCI : la Commission européenne** a lancé mercredi 4 mars une enquête antitrust sur le projet de fusion des opérateurs téléphoniques américains, en raison de leur poids dans l'accès à Internet.

RÉSULTATS

■ **ARJO WIGGINS APPLETON :** ***le groupe papetier franco-britannique*** a réalisé en 1997 un résultat avant impôt de 216,1 millions de livres (2,1 milliards de francs), en hausse de 61,4 % pour un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de livres.

■ **AIR LIQUIDE : le groupe** a enregistré pour l'exercice 1997 un résultat net de 3 milliards de francs, en hausse de 11,4 % par rapport à *1996, pour un chiffre d'affaires de* 38,3 milliards de francs.

■ **BNP : la banque française, candidate au rachat du CIC,** a vu *son bénéfice net progresser de* 54,6 % à 5,962 milliards de francs, soit un rendement sur capitaux propres de 10,4 % en 1997 (*lire p. 16*).

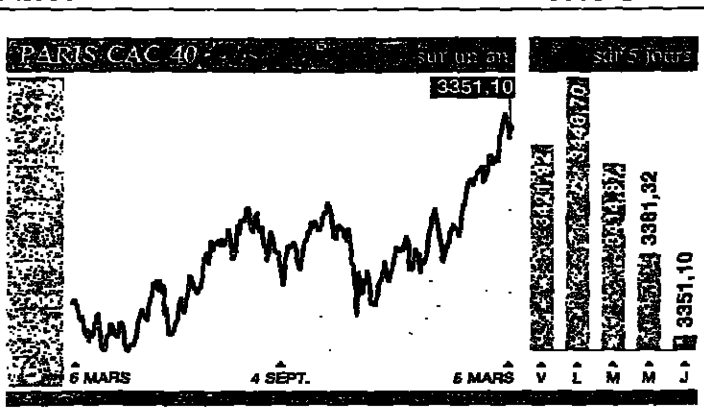
■ **BBL : la banque Bruxelles-Lambert** a annoncé *le* 4 mars un résultat net consolidé de 11,77 milliards de francs belges (1,88 milliard de francs français) en 1997, en hausse de 14,5 %.

■ **ROYAL AND SUN ALLIANCE :** l'assureur britannique a annoncé le 5 mars un bénéfice avant impôt et éléments exceptionnels de 880 *millions de livres (8,8 milliards* de francs), contre 648 millions de *livres à l'exercice précédent.*

■ **FUJI BANK** : la banque japonaise a annoncé jeudi 5 mars qu'elle prévoyait une perte avant *impôts et éléments extraordinaires* de 520 milliards de yens (environ 25,5 milliards de francs), plus lourde que prévu, pour l'exercice clos fin mars. La banque nipponne a aussi indiqué qu'elle allait supprimer 850 emplois d'ici trois ans.

★ **Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». *www.lemonde.fr***

PARIS CAC 40 sur un an — sur 5 jours



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses ▶	Cours 04/03	Var.% 03/03	Var.% 31/12
THOMSON-CSF	[illegible]	+7,40	+20,87
CREDIT LYONNA	[illegible]	+6,41	+59,10
EURO DISNEY	[illegible]	+6,25	+33,57
NRI *	[illegible]	+5,96	+37,82
LEGRIS INDUST	[illegible]	+4,88	+24,36
MOULINEX *	[illegible]	+4,73	+10,15
CHARGEURS	[illegible]	+4,54	+5,41
CARBONE LORRA.	[illegible]	+4,24	+11,01
INTERTECHNIQU.	[illegible]	+3,84	+12,50
COMPTOIR ENTR.	[illegible]	+3,71	+23,79

Baisses ▶	Cours 04/03	Var.% 03/03	Var.% 31/12
CIMENTS FRANC.	[illegible]	−5,73	+28,13
SOPHIA	[illegible]	−5,49	+5,47
PECHINEY	[illegible]	−4,82	+11,91
UNION ASSUR.F	[illegible]	−4,34	−2,53
AXA	[illegible]	−4	+23,47
GUILBERT	[illegible]	−3,62	+11,77
NATEXIS	[illegible]	−3,27	+0,28
CAP GEMINI	[illegible]	−2,97	+32,32
FIMALAC SA	[illegible]	−2,74	+26,15
SCHNEIDER SA	[illegible]	−2,67	+13,46

Indices boursiers

Europe 12h30 ▶	Cours 05/03	Var.% 04/03	Var.% 31/12
PARIS CAC 40	[illegible]	−0,89	11,74
PARIS SBF120	[illegible]	−0,86	11,77
PARIS SBF250	[illegible]	−1,10	11,70
PARIS SEC. MAR.	[illegible]	−0,15	15,26
PARIS MIDCAC	[illegible]	−0,37	11,03
LONDRES FT100	[illegible]	−1,59	9,86
AMSTERDAM AEX	[illegible]	−1,48	15,89
BRUXELLES BEL	[illegible]	−1,12	11,74
FRANCFORT D30	[illegible]	−1,86	6,99
MADRID IBEX35	[illegible]	−1,18	21,63
MILAN MIB30	[illegible]	−1,28	17,26
SUISSE SMI	[illegible]	−1,33	12,29
DJ STOXX 666	262,02	−1,36	...
DJ EURO STO.326	259,46	−1,21	..
DJ STOXX 50	2352,24	−1,31	...
DJ EURO STOXX50	2641,58	−1,22	...

Monde ▶	Cours 04/03	Var.% veille	Var.% 31/12
NEW YORK DJ	[illegible]	−0,53	7,54
- SP 500	[illegible]	−0,45	7,92
- NASDAQ	[illegible]	0,15	12,06
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	—	−1,63
JOHANNESBURG	[illegible]	−1,74	9,69
MEXICO BOLSA	[illegible]	−0,69	−8,20
SANTIAGO IPSA	[illegible]	−0,12	−11,22
SAO PAULO BOU.	[illegible]	−0,37	6,88
TORONTO FSE I.	[illegible]	0,07	5,62
ASIE 10h15	05/03	04/03	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	−4,48	45,92
HONGKONG H.	[illegible]	−4,82	0,75
SÉOUL	[illegible]	−7,29	47,80
SINGAPOUR ST.	[illegible]	*0,62*	*3,26*
SYDNEY ALL O.	[illegible]	−1,95	1,38
TOKYO NIKKEI	[illegible]	−1,45	10,42

PARIS SBF 250 — 3 mois: 2172,38 (5 DÉC. – 21 JANV. – 5 MARS)

NEW YORK Dow Jones 3 mois: 8539,24 (5 DÉC. – 21 JANV. – 4 MARS)

LONDRES FT100 3 mois: 5641,90 (5 DÉC. – 21 JANV. – 5 MARS)

FRANCFORT DAX 30 3 mois: 4631,94 (5 DÉC. – 21 JANV. – 5 MARS)

TOKYO Nikkei 3 mois: 16848,55 (5 DÉC. – 20 JANV. – 5 MARS)

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

A l'image des autres places financières, *la Bourse de Paris continuait* de subir des prises de bénéfice, jeudi 5 mars, dans un marché actif. En baisse de 1,17 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait peu après la mi-journée une perte de 1,25 % à 3 339,17 points. *Le volume des échanges* sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 4,03 milliards de francs dont 3,35 milliards de francs sur les 40 valeurs de l'in*dice vedette*.

Toutes les places européennes qui lundi ou mardi décrochaient encore des records subissaient également des dégagements bénéficiaires. De ce fait, les indices européens STOXX 50 sont en net recul de 1,2 % à 1,3 %.

Le marché continuait à réagir aux résultats publiés par les sociétés. La BNP montait de 5,2 % après une hausse de 54,6 % des résultats *l'an dernier*.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a reculé *jeudi 5 mars, entraînée par une* baisse des valeurs de haute technologie. L'indice Nikkei a perdu 247,05 points, soit 1,45 %, à 16 848,55 points.

SÉOUL

LA BOURSE sud-coréenne a chuté de 6,47 %, à 535,68 points, jeudi 5 mars. Les investisseurs étrangers, qui avaient permis au marché *de gagner près de 50 % cette an*née, ayant déserté en masse, déçus par la constitution du gouvernement.

LONDRES

LA BOURSE de Londres a terminé en baisse de 1,28 % mercredi 4 mars, à 5 733,10 points. Le Stock *Exchange a été affecté par des* craintes de nouvelle hausse des taux.

NEW YORK

DÉPRIMÉE par les déclarations *d'Alan Greenspan, président de la* FED, devant la commission de la Chambre des représentants, *Wall* Street a baissé mercredi 4 mars. L'indice Dow Jones a perdu 0,53 % à 8 539,24 points.

Alan Greenspan a estimé que l'économie américaine court deux risques inverses : d'un côté, il y a risque de surchauffe, de l'autre, risque de ralentissement, selon que les effets de la crise financière *en Asie et de l'appréciation de la* monnaie américaine seront plus ou moins forts.

FRANCFORT

LES VALEURS allemandes perdaient 0,46 % à 4 669,14 points au début des transactions informatisées, jeudi 5 mars.

La veille, elles avaient terminé la séance officielle sur un repli de 1 % à 4 709,58 points.

Valeur du jour : Cap Gemini va augmenter son capital

APRÈS UNE HAUSSE de 16,6 % qui a porté l'action Cap Gemini de 600 à 700 francs entre le 24 et le 27 février, le cours de Bourse a recule de 8 % les deux séances suivantes. La nervosité du marché ne s'explique pas tant par la parution du résultat net définif – conforme aux estimations, soit 762 millions de francs ou 562 millions hors *plus-values – que par l'imminence* d'une augmentation de capital. Cette opération, dont les modalités seront discutées lors du conseil de surveillance du 17 mars, porte*rait sur 3 à 4 milliards de francs.*

Devant les analystes, la société a estimé qu'elle devait retrouver une marge de manœuvre financière pour faire face aux bouleverse*ments induits par la concentration* des *« Big Six »* dans le consulting, par l'absorption de Digital par Compaq et par l'offre hostile de Computer Associates sur Computer Sciences. Dans un tel contexte, Cap Gemini doit consolider ses positions internationales. Solidement implanté en France, en *Grande-Bretagne* et aux Pays-Bas, le groupe français doit étoffer sa présence aux Etats-Unis et en Allemagne. Le 9 juillet 1997, Cap Gemini rompait les liens qui l'unissait à Debis, la filiale de services informatiques du groupe Daimler Benz. En contrepartie de la *cession de sa participation dans la société commune* Debis-Cap Gemini, il a reçu un milliard de francs. Une somme qu'il devrait utiliser pour racheter une ou plusieurs sociétés allemandes de taille moyenne.

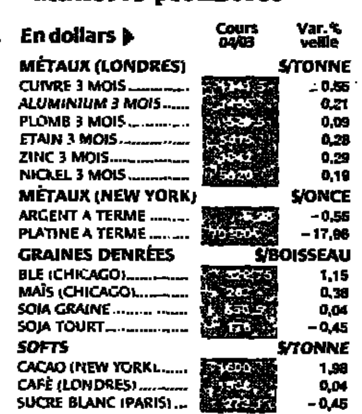
Cours de l'action Cap Gemini — en francs à Paris (750 – 350; 704; 653; 19/9, 17/10, 14/11, 12/12, 8/1, 8/2; 1997; Source : Bloomberg)

L'acquisition d'une société américaine pose plus de problème, à moins de régler une partie de la facture par l'échange de titres. Pour cela, Cap Gemini doit au préalable être coté sur un marché américain, ce qui nécessiterait de *se conformer aux normes* comptables américaines. Cap Gemini devrait donc amortir rapidement les parts de marché qui figurent pour 3,8 milliards de francs *dans son bilan.*

Le prochain appel au marché pourrait modifier la répartition du capital de Cap Gemini. Depuis juillet 1997, les dirigeants contrôlent 17 % du capital et la CGIP, holding de participations dirigé par Ernest-Antoine Seillière, 30 %. Il n'est pas sûr que les dirigeants puissent suivre l'opération. La CGIP, qui n'a pas encore arrêté sa position, fait simplement remarquer qu'elle cherche toujours à investir dans des secteurs en croissance. *L'informatique, avec les chantiers de l'an 2000* et du passage à l'euro, entre dans cette catégorie. Les analystes estiment que le bénéfice net de Cap Gemini pourrait croître de 40 % cette année, à plus de 800 millions de francs.

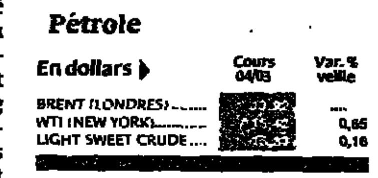
Enguérand Renault

Matières premières



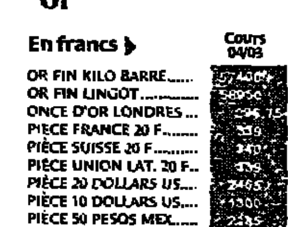
En dollars ▶	Cours 04/03	Var.% veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	−0,55
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	*0,21*
PLOMB 3 MOIS	[illegible]	0,09
ETAIN 3 MOIS	[illegible]	0,28
ZINC 3 MOIS	[illegible]	0,29
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	0,19
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	[illegible]	−0,56
PLATINE A TERME	[illegible]	−17,98
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLE (CHICAGO)	[illegible]	1,15
MAÏS (CHICAGO)	[illegible]	0,38
SOJA GRAINE	[illegible]	0,04
SOJA TOURT.	[illegible]	−0,45
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	1,98
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	0,04
SUCRE BLANC (PARIS)	[illegible]	−0,45

Pétrole



En dollars ▶	Cours 04/03	Var.% veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	....
WTI (NEW YORK)	[illegible]	0,65
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	0,16

Or



En francs ▶	Cours 04/03	Var % 03/03
OR FIN KILO BARRE	[illegible]	—
OR FIN LINGOT	[illegible]	−0,59
ONCE D'OR LONDRES	[illegible]	−0,08
PIECE FRANCE 20 F	[illegible]	—
PIÈCE SUISSE 20 F	[illegible]	+0,29
PIÈCE UNION LAT. 20 F	[illegible]	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	[illegible]	−6,05
PIÈCE 10 DOLLARS US	[illegible]	−1,89
PIÈCE 50 PESOS MEX.	[illegible]	—

MONNAIES

● ***Dollar*** : le billet vert s'inscrivait en légère baisse, jeudi matin 5 mars, dans les premières transactions entre banques à Paris, où il se négociait à 6,0820 francs *contre 6,0878 francs mercredi en* clôture. Face au yen, le billet vert s'appréciait à 127,13 yens.

● **Franc** : la devise française continuait de se rapprocher de son cours pivot au sein du SME (3,3538 francs) à 3,3536 francs pour 1 deutschemark contre 3,3529 francs mercredi en fin d'après-midi et 3,3531 francs selon le cours indicatif de la Banque de France.

● ***Roupie*** : *la monnaie indoné*sienne a plongé jeudi en dessous du seuil psychologique de 10 000 pour 1 dollar, affaiblie par un possible report d'un versement de 3 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI). La *roupie, dont la valeur par rapport* au dollar était de 2 450 au 1er juillet 1997, avait atteint un record de baisse à 17 100 le 22 janvier.

Cours de change

05/03 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN	Cours LIRE	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	6,09	6,64	10,04	4,12	2,98	4,83	0,34	3,35	....
DM	1,81	1,98	2,99	1,23	0,89	0,14	0,98	....	0,30
LIRE	1782,85	1948,92	2942,23	1211,01	873,50	1402,99	....	984,40	293,58
YEN	*127,06*	*138,92*	*209,66*	*86,32*	*62,25*	....	7,13	70,16	20,93
FLORIN	2,04	2,23	3,37	1,39	....	1,61	0,11	1,13	0,34
FR. S.	*1,47*	*1,61*	*2,43*	...	*0,72*	*1,16*	*0,08*	*0,81*	*0,24*
LIVRE	0,61	0,66	...	0,41	0,30	0,48	0,03	0,33	0,10
ECU	0,91	....	1,51	0,62	0,45	*0,72*	*0,51*	*0,51*	*0,15*
DOLLAR	..	1,09	1,65	0,68	0,49	0,79	0,06	0,55	0,16

Taux d'intérêt (%)

Taux 04/03 ▶	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	3,44	5,10	5,89
ALLEMAGNE	[illegible]	*3,42*	*5,05*	*5,64*
GDE-BRETAG.	[illegible]	7,45	6,12	5,94
ITALIE	[illegible]	5,83	5,33	5,87
JAPON	[illegible]	0,46	1,68	...
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,17	5,75	6,04
SUISSE	[illegible]	0,88	2,96	..
PAYS-BAS	[illegible]	3,34	5,05	5,56

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 05/03	dernier prix	premier prix
NC	[illegible]	NC	NC
NC	[illegible]	NC	NC

Marché des changes

Devises 17h35 ▶	Cours BDF 04/03	Achat 04/03	Vente 04/03
ALLEMAGNE (100)	[illegible]	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	[illegible]	15,63	16,73
CANADA	[illegible]	*3,97*	*4,57*
DANEMARK (100)	[illegible]	82	92
ESPAGNE (100)	[illegible]	3,84	4,24
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,78	6,38
FINLANDE (100)	[illegible]	104	115
GDE-BRETAGNE	[illegible]	9,61	10,46
GRÈCE (100)	[illegible]	1,90	2,40
IRLANDE	[illegible]	7,88	8,72
ITALIE (1000)	[illegible]	3,12	3,62
JAPON (100)	[illegible]	*4,64*	*4,99*
NORVEGE (100)	[illegible]	74,50	83,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	...	....
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,90	3,80
SUÈDE (100)	[illegible]	69,50	79,50
SUISSE (100)	[illegible]	399	423

TAUX

● **France** : le marché obligataire a ouvert en baisse, jeudi 5 mars. Dès les premières transactions, le *contrat notionnel du Matif*, qui mesure la performance des emprunts d'État, perdait 14 centièmes à 103,04. La veille, il avait plongé de 82 centièmes dans un marché très étoffé. Le taux de l'OAT à dix ans était passé à 5,08 %, après un pic à 5,10 %, en cours de journée, contre 4,97 % la veille.

● **Etats-Unis** : les taux à long terme restent au-dessus du seuil de 6 %, leur plus haut niveau depuis quatre *mois*. *Mercredi*, le rendement moyen sur les obligations du Trésor à trente ans, qui évolue à l'inverse du prix, a reculé à 6,042 % contre 6,074 % mardi soir en clôture.

● **Brésil** : la Banque centrale du *Brésil a décidé*, mercredi 4 mars, de réduire son taux d'intérêt de base (TBC) de *34,5 %* à 28 %. Le taux d'intérêt interbancaire (Teban) a également été réduit de 42 % à 38 %.

ÉCONOMIE

Le patronat allemand critique Gerhard Schröder

LE PATRONAT allemand a cri*tiqué, mercredi 4 mars*, le projet de programme gouvernemental de Gerhard Schröder, candidat social-démocrate (SPD) contre le chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl aux législatives de septembre. Le président de la confédération des patrons (BDA), Dieter Hundt, a considéré ce programme comme *« un retour en arrière effrayant »* et estimé qu'il *« manquait de compétences en politique économique »*.

■ **FRANCE : l'Unedic** a annoncé mercredi 4 mars qu'elle prévoit pour 1998 une baisse de 125 000 du nombre de chômeurs indemnisés de catégorie 1 (chômeurs immédiatement disponibles), après un *recul* estimé à 53 900 en 1997. *« Ceci serait du jamais vu depuis 1974 »*, a dit Jean-Pierre Revoil, directeur général adjoint de l'Unedic.

■ **CHINE : le premier ministre Li Peng** a annoncé, jeudi 5 mars, un objectif de croissance de 8 % du PIB (*lire p. 2.*)

■ **ÉTATS-UNIS : le président de la Réserve fédérale** Alan Greenspan a averti, mercredi 4 mars, que *« rien ne garantit que les excédents budgétaires prévus »* par la Maison Blanche *« dans les années à venir vont effectivement se réaliser »*.

■ **ALLEMAGNE : le nombre de demandeurs d'emploi** a dimi*nué de 17 000 en février* en données corrigées des variations saisonnières *(lire page 4)*.

■ **Les négociations salariales** dans la fonction publique ont *échoué, mercredi 4 mars*, après que les syndicats eurent rejeté une offre des employeurs prévoyant une hausse de 1 % des salaires.

■ **Les salaires nets ont baissé** en 1997 pour la première fois *depuis la création de la République fédérale allemande* en 1949, a déclaré, mercredi, l'Office des statistiques de Wiesbaden. Les salaires moyens alle*mands nets mensuels se sont* établis à 2 700 marks (9 045 francs) en 1997, a précisé l'Office.

■ ***RUSSIE* : le financier George Soros** a annoncé, mercredi 4 mars, avoir prêté *« plusieurs centaines de millions de dollars »* au gouvernement russe (*lire p. 4.*)

■ **ITALIE : le chômage s'est aggravé** en 1997, passant au niveau national d'un taux de 12,1 % *en 1996* à *12,3 %*, a *indi*qué, mercredi 4 mars, la Banque d'Italie. Le chômage est particulièrement élevé dans le sud du pays avec un taux moyen de *22,2 % contre 21,7 % en 1996.*

■ **Les Italiens ont délaissé en** *1997* les obligations d'Etat nationales, dont les rendements ont baissé, et ont massivement investi en Bourse ou dans des titres étrangers, selon le bulletin économique publié par la Banque d'Italie, mercredi 4 mars. Leurs placements à l'étranger se sont élevés à 108 000 milliards de lires (370 milliards de francs), soit le double de 1996 (52 000 milliards de lires).

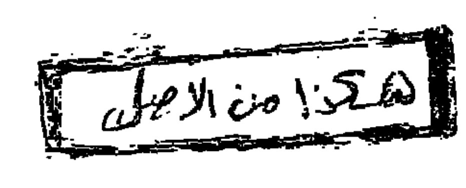
■ **OPEP : les ministres du pétrole** des onze pays membres sont convoqués le 16 mars à Vienne (*lire p. 5.*)

NOMINATIONS

■ **ACCOR : Christophe Jeannest** est nommé directeur des ventes internationales de l'hôtellerie du groupe.

■ **PECHINEY : Christel Bories,** *trente-cinq* ans, actuellement directrice du contrôle, du plan et de la stratégie prendra, le 1er janvier 1999, la responsabilité de la branche emballage alimentaire-santé-beauté, en remplacement de Patrick Kron.

■ **SALOMON SMITH BARNEY : Vincent Barnouin est nommé** *managing director* et responsable des ventes actions pour l'Europe de la firme.



RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 5 MARS
Liquidation : 24 mars
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
-1,15 %
CAC 40 : 3342,54

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	985	[illegible]	+ 0,50	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	930	[illegible]	+ 1,93	[illegible]
Renault (T.P.)	2005	[illegible]	- 1,04	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	2530	[illegible]	- 0,39	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1270	[illegible]	+ 0,78	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	970	[illegible]	—	[illegible]
Accor	1367	[illegible]	- 1,31	[illegible]
AGF-Ass.Gen.France	331,20	[illegible]	+ 0,03	[illegible]
Air Liquide	968	[illegible]	- 1,96	[illegible]
Alcatel Alsthom	800	[illegible]	- 1,62	[illegible]
Atos CA	994	[illegible]	- 3,42	[illegible]
Axa	575	[illegible]	- 1,04	[illegible]
Bail Investis.	898	[illegible]	- 1,44	[illegible]
Bazar Hot. Ville	642	[illegible]	- 0,93	[illegible]
Bertrand Faure	429,50	[illegible]	- 0,81	[illegible]
BIC	482	[illegible]	- 2,48	[illegible]
BIS	585	[illegible]	- 1,53	[illegible]
B.N.P.	363,20	[illegible]	+ 5,03	[illegible]
Bollore Techno.	874	[illegible]	- 0,68	[illegible]
Bongrain	2795	[illegible]	- 2,68	[illegible]
Bouygues	869	[illegible]	+ 1,72	[illegible]
Bouygues Offs	234,10	[illegible]	+ 2,52	[illegible]
Bull#	58,40	[illegible]	- 0,68	[illegible]
Canal +	1340	[illegible]	- 1,41	[illegible]
Cap Gemini	653	[illegible]	- 5,97	[illegible]
Carbone Lorraine	2087	[illegible]	- 1,05	[illegible]
Carrefour	3565	[illegible]	- 1,96	[illegible]
Casino Guichard	374,70	[illegible]	- 0,02	[illegible]
Casino Guich.ADP	265,90	[illegible]	+ 0,03	[illegible]
Castorama Dub.(Li)	880	[illegible]	+ 1,13	[illegible]
C.C.F.	434,50	[illegible]	- 2,18	[illegible]
Cegid (Ly)	848	[illegible]	+ 0,23	[illegible]
Cerus Europ.Reun	34,35	[illegible]	- 0,29	[illegible]
CGIP	2545	[illegible]	- 3,41	[illegible]
Chargeurs	379,50	[illegible]	- 0,89	[illegible]
Christian Dalloz	800	[illegible]	- 4,87	[illegible]
Christian Dior	720	[illegible]	- 0,41	[illegible]
Ciments Francais	296	[illegible]	- 0,33	[illegible]
Cipe France (Ly) #	211	[illegible]	+ 2,36	[illegible]
Clarins	561	[illegible]	- 0,35	[illegible]
Club Mediterranee	473	[illegible]	- 1,28	[illegible]
Coflexip	652	[illegible]	- 0,61	[illegible]
Colas	965	[illegible]	+ 0,41	[illegible]
Comptoir Entrep.	15,35	[illegible]	+ 4,23	[illegible]
Comptoirs Mod.	3250	[illegible]	+ 0,03	[illegible]
CPR	482	[illegible]	- 0,20	[illegible]
Cred.Fon.France	96	[illegible]	+ 8,33	[illegible]
Credit Lyonnais CI	498	[illegible]	+ 0,40	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	261,90	256,50	- 2,06	[illegible]
Damart	3750	3750	—	[illegible]
Danone	1213	[illegible]	- 2,30	[illegible]
Dassault-Aviation	1529	[illegible]	- 0,26	[illegible]
Dassault Electro	643	[illegible]	- 1,55	[illegible]
Dassault Systemes	239,60	236,50	- 1,29	[illegible]
De Dietrich	305	[illegible]	- 1,63	[illegible]
Deveaux(Ly)#	916	[illegible]	- 0,87	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	55,90	[illegible]	- 0,17	[illegible]
Dexia France	760	[illegible]	- 1,57	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	136	[illegible]	- 0,73	[illegible]
Dynaction	165	[illegible]	- 0,60	[illegible]
Eaux (Cie des)	995	[illegible]	+ 0,50	[illegible]
Ecia	1505	[illegible]	- 1,66	[illegible]
Eiffage	340	336,50	- 1,02	320
Elf Aquitaine	688	676	- 1,74	680
Eramet	254	254	—	250
Eridania Beghin	1073	[illegible]	- 0,18	[illegible]
Essilor Intl	1853	[illegible]	- 0,70	[illegible]
Essilor Intl.ADP	1706	[illegible]	- 0,23	[illegible]
Esso	550	[illegible]	- 0,18	[illegible]
Eurafrance	2900	[illegible]	- 1,75	[illegible]
Euro Disney	9,35	[illegible]	- 1,60	[illegible]
Europe 1	1349	1315	- 2,52	[illegible]
Eurotunnel	5,65	[illegible]	+ 0,88	[illegible]
Fimalac SA	603	[illegible]	+ 0,82	[illegible]
Finextel	109,50	109,50	—	[illegible]
Fives-Lille	380	372,10	- 2,07	[illegible]
France Telecom	293,50	[illegible]	- 1,60	[illegible]
Fromageries Bel	4580	[illegible]	- 1,09	[illegible]
Galeries Lafayette	3860	[illegible]	- 1,29	[illegible]
GAN ex.dt sous.	149,50	[illegible]	- 0,33	[illegible]
Gascogne (B)	532	[illegible]	+ 0,56	[illegible]
Gaumont #	428	[illegible]	+ 0,46	428
Gaz et Eaux	2625	[illegible]	- 0,57	[illegible]
Geophysique	686	[illegible]	- 1,60	620
C.F.C.	558	[illegible]	+ 0,35	[illegible]
GrandVision	216	[illegible]	—	[illegible]
Groupe Andre S.A.	678	678	—	[illegible]
Groupe GTM	389,90	[illegible]	- 2,15	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	165,70	[illegible]	- 3,43	[illegible]
Guilbert	959	[illegible]	+ 1,14	[illegible]
Guyenne Gascogne	2010	[illegible]	—	[illegible]
Hachette Fili.Med.	1460	[illegible]	- 1,36	[illegible]
Havas	486,90	[illegible]	+ 0,65	[illegible]
Havas Advertising	950	[illegible]	+ 2,10	[illegible]
Imetal	779	[illegible]	+ 1,41	[illegible]
Immeubl.France	410	[illegible]	—	[illegible]
Infogrames Enter.	252,90	[illegible]	+ 0,83	[illegible]
Ingenico	143	[illegible]	+ 0,34	[illegible]
Interbail	178,60	[illegible]	+ 0,72	[illegible]
Intertechnique	1485	[illegible]	+ 1,01	[illegible]
ISIS	618	[illegible]	- 0,97	[illegible]
Jean Lefebvre	375	[illegible]	- 1,06	[illegible]
Klepierre	938	[illegible]	- 0,31	[illegible]
Labinal	1808	[illegible]	- 1,49	[illegible]
Lafarge	457,60	[illegible]	- 0,74	[illegible]
Lagardere	226	[illegible]	- 0,88	[illegible]
Lapeyre	398	[illegible]	- 0,75	[illegible]
Lebon	287	[illegible]	- 1,39	[illegible]
Legrand	1438	[illegible]	- 0,69	[illegible]
Legrand ADP	916	[illegible]	+ 0,32	[illegible]
Legris Indust.	259,90	[illegible]	- 3,80	[illegible]
Locindus	828	[illegible]	- 0,12	[illegible]
L'Oreal	2615	2647	+ 1,22	2530
LVMH Moet Hen.	1190	1166	- 2,01	1100
Marine Wendel	995	981	- 1,40	800
Metaleurop	63,50	63,60	+ 0,15	68
Metrologie Inter.	14	13,75	- 1,78	13,50
Michelin	380,10	375	- 1,34	340
Moulinex #	163,80	159,60	- 2,56	145
Natexis	352	350	- 0,56	395
Nord-Est	125	121,70	- 2,64	118
Nordon (Ny)	440	426,20	- 3,13	420
NRJ #	1155	1140	- 1,29	990
Olipar	67,50	66,80	- 1,03	61
Paribas	565	561	- 0,70	580
Pathe	1260	1243	- 1,34	1140
Pechiney	265,90	265,10	- 0,30	295
Pernod-Ricard	408	400	- 1,96	375
Peugeot	838	835	- 0,35	875
Pinault-Print.Red	3952	3880	- 1,82	3890
Plastic Omn.(Ly)	795	805	+ 1,25	815
Primagaz	540	532	- 1,48	505
Promodes	2790	2738	- 1,86	2490
Publicis #	650	650	—	680
Remy Cointreau	109,20	108,90	- 0,27	100
Renault	198,70	201,50	+ 1,40	198
Rexel	2044	2035	- 0,44	2000
Rhone Poulenc A	272,40	271	- 0,51	265
Rochette (La)	28,50	27,50	- 3,50	34
Rue Imperiale(Ly)	6100	6100	—	5620
Sade (Ny)	230	230	—	228
Sagem SA	3675	3610	- 1,76	3630
Saint-Gobain	862	844	- 2,08	830
Salvepar (Ny)	507	507	—	485
Sanofi	685	678	- 1,02	880
Sat	2130	2120	- 0,46	1780
Saupiquet (Ns)	514	515	+ 0,19	508
Schneider SA	370,80	366	- 1,29	355
SCOR	313	306,40	- 2,10	328
S.E.B.	888	870	- 2,02	825
Sefimeg CA	374,80	372	- 0,74	380
SEITA	252,20	249,90	- 0,91	245
Selectibanque	78	76,60	- 1,79	70
SFIM	1129	1170	+ 3,63	1090
SGE	190,10	191,50	+ 0,73	175
Sidel	430	422,10	- 1,83	410
Silic CA	940	930	- 1,06	950
Simco	480	475,10	- 1,02	470
S.I.T.A	1325	1291	- 2,56	1290
Skis Rossignol	118,50	117,50	- 0,84	119
Societe Generale	907	886	- 2,31	865
Sodexho Alliance	■ 3880	3825	- 1,41	3550
Sogeparc (Fin)	417	412	- 1,19	395
Sommer-Allibert	233,60	228,10	- 2,35	228
Sophia	241	246,50	+ 2,28	255
Spir Communic. #	481	479	- 0,41	440
Strafor Facom	471	461,50	- 2,01	450
Suez Lyon.des Eaux	799	796	- 0,37	780
Synthelabo	842	839	- 0,35	785
Technip	680	677	- 0,44	675
Thomson-CSF	229,30	221,20	- 3,53	205
Total	650	642	- 1,23	630
UIF	448	441,40	- 1,47	450
UIS	219	220,50	+ 0,68	225
Unibail	667	660	- 1,04	655
Union Assur.Fdal	770	785	+ 1,94	775
Usinor	95,30	93,80	- 1,57	88
Valeo	527	516	- 2,08	485
Vallourec	423,90	421,10	- 0,66	395
Via Banque	195	194,80	- 0,10	179
Worms & Cie	381	379	- 0,52	380
Zodiac ex.dt divid	1440	1418	- 1,52	1320
Elf Gabon	1015	1011	- 0,39	1010

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
ABN Amro Hol.#	132,60	131,30	- 0,98	132
Adecco S.A.	1925	1901	- 1,24	1900
Adidas AG #	945	945	—	895
American Express	563	556	- 1,24	530
Anglo American #	250	242	- 3,20	255
Amgold #	245	239	- 2,44	245
Arjo Wiggins App.	19	18,80	- 1,05	16
A.T.T. #	376	373	- 0,79	385
Banco Santander #	281	275,40	- 1,99	260
Barrick Gold #	116	117,50	+ 1,29	115
B.A.S.F. #	216,40	214,10	- 1,06	205
Bayer #	252,60	252,50	- 0,03	243
Crown Cork ord.#	331	322,20	- 2,65	300
Crown Cork PF CV#	310	300	- 3,22	285
Daimler Benz #	518	508	- 1,93	450
De Beers #	121	118,40	- 2,14	131
Deutsche Bank #	416,30	409,60	- 1,60	415
Diageo PLC reg.	64,80	64,90	+ 0,15	61
Dresdner Bank	285,10	285	- 0,38	280
Driefontein #	38,35	37,70	- 1,69	39
Du Pont Nemours #	379,80	370,70	- 2,39	365
Eastman Kodak #	404	396,60	- 1,83	395
East Rand #	1,31	1,31	—	1,30
Echo Bay Mines #	12,10	12	- 0,82	12
Electrolux #	468	462,90	- 1,08	470
Ericsson #	273,80	265,80	- 2,92	265
Ford Motor #	361	346,40	- 4,04	330
Freegold #	28,60	27,60	- 3,49	28
Gencor act.regr.	10,60	—	—	10,50
General Elect. #	465	459,10	- 1,26	475
General Motors #	436,30	435,60	- 0,16	400
Gle Belgique #	706	694	- 1,69	700
Hanson PLC reg.	32,90	33,60	+ 2,12	28
Harmony Gold #	19,25	19,10	- 0,77	18,50
Hitachi #	46,55	45,50	- 2,25	46
Hoechst #	229,50	227	- 1,08	225
I.B.M #	629	600	- 4,61	625
I.C.I #	117	111,50	- 4,70	105
Ito Yokado #	335	325,60	- 2,80	330
Kingfisher plc #	105	104	- 0,95	104
Matsushita #	91	89,50	- 1,64	91
Mc Donald's #	324,90	323	- 0,58	315
Merck and Co #	767	756	- 1,43	746
Mitsubishi Corp.#	45,70	46,75	- 4	47
Mobil Corporat.#	437,90	431,10	- 1,55	435
Morgan J.P. #	756	750	- 0,79	675
Nestle SA Nom. #	10520	10390	- 1,23	10580
Nipp. MeatPacker #	79,50	—	—	73
Nokia A	583	569	- 2,40	580
Norsk Hydro #	282,70	277,90	- 1,69	265
Petrofina #	2040	2038	- 0,09	2020
Philip Morris #	266	260,10	- 2,21	250
Philips N.V #	462	444,60	- 3,76	460
Placer Dome Inc #	75,45	76,60	+ 1,52	75
Procter Gamble #	502	500	- 0,39	505
Quilvest	325	325	—	385
Randfontein #	11,95	11,55	- 3,34	12
Rio Tinto PLC #	83,10	81,10	- 2,40	79
Royal Dutch #	333,30	330,20	- 0,93	315
Sega Enterprises	122,20	—	—	117
Schlumberger #	472,20	465,50	- 1,41	460
SGS Thomson Micro.	435,40	413,60	- 5	415
Shell Transport #	43,40	42,45	- 2,18	41
Siemens #	378	370	- 2,11	385
Sony Corp. #	555	535	- 3,60	540
Sumitomo Bank #	71	69,60	- 1,97	70
T.D.K #	477	466,90	- 2,11	470
Telefonica #	211,10	211	- 0,04	192
Toshiba #	28,15	27,05	- 3,90	27
Unilever act.Div.#	404	397,50	- 1,60	370
United Technol. #	546	534	- 2,19	520
Vaal Reefs #	254,30	248,50	- 2,28	255
Volkswagen A.G #	4000	3930	- 1,75	3740
Volvo (act.B) #	169,90	167,10	- 1,64	162
Western Deep #	123,80	115	- 7,10	126
Yamanouchi #	147,70	147,50	- 0,13	145
Zambia Copper	14,45	14	- 3,11	13,50

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 5 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	117,55	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	106,75	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	121,55	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	121	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	103,35	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	114,76	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	—	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	127,40	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	116,92	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88# ■	104	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	107,76	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	118,50	[illegible]
Finansder 9%91-06#	125,66	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	113,12	[illegible]
Floral9,75% 90-99#	—	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	99,15	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	101,67	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	99,98	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	104,98	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	—	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	102,80	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	112,18	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	100,90	[illegible]
OAT 10% 90-01 ecu	—	[illegible]
OAT 7,5%7/86-01CA#	109,45	[illegible]
OAT 8,5% 91-02 ecu	113,29	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,51	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	137,09	[illegible]
OAT.8,50%92-23 CA#	—	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	106	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	969	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	56	[illegible]
Baccarat (Ny) ◆	599	[illegible]
Bains C.Monaco ◆	649	[illegible]
Bque Transatlant.	222	[illegible]
B.N.P.Intercont.	1000	[illegible]
Bidermann Intl. ◆	110	[illegible]
B T P (la cie) 7,60	—	[illegible]
Centenaire Blanzy	525	520
Champex (Ny) ◆	19,20	19,20
CIC Un.Euro.CIP	499	488
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2700	2700
Generali Fce Assur	1318	1330
Continental Ass.Ly.	530	538
Darblay ◆	496	496
Didot Bottin	810	830
Eaux Bassin Vichy ◆	2975	2975
Ent.Mag. Paris ◆	1455	1455
Fichet Bauche ◆	42,50	42,50
Fidei	34,90	34,90
Finalens ◆	280	280
F.I.P.P. ◆	265,50	265,50
Fonciere (Cie)	770	771
Fonc. Lyonnaise #	854	858
Foncina #	551	551
Francarep	336	335
France S.A ◆	1403	1403
From. Paul-Renard ◆	1050	1050
Gevelot	1312	1300
G.T.I (Transport)	329	331
Immobail	200	199
Immobanque ◆	742	742
Lucia ◆	59	59
Monoprix	330,50	340
Metal Deploye ◆	416	416
Mors ◆	5,40	5,40
Navigation (Nle) ◆	132,10	132,10
Optorg	380	365
Paluel-Marmont	420	425
Exa.Clairefont(Ny)	940	940
Parfinance	270	270
Paris Orleans	288	294,50
Promodes (CI)	2050	2044
PSB Industries Ly	595	618
Rougier #	325,10	324
Saga ◆	138	138
S.I.P.H. ◆	300	300
Sofragi ◆	4900	4900
Taittinger	3432	3516
Tour Eiffel ◆	286	286
Vicat	542	542
Caves Roquefort ◆	1850	1850
Elyo ◆	317,50	317,50
Finaxa	471	459
Gaillard (M) ◆	1550	1550
Givaudan-Lavirotte ◆	1290	1290
Grd Bazar Lyon(Ly) ◆	210	218
Gd Moul.Strasbourg ◆	2001	2001
Hotel Lutetia	380	387
Hotels Deauville ◆	749	749
Immeubl.Lyon (Ly) ◆	547	547
L.Bouillet (Ly)	300	300
Lloyd Continental ◆	9060	9060
Matussiere Forest	55,10	55

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 5 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	49	[illegible]
AFE #	672	[illegible]
Algle #	440	[illegible]
Albert S.A (Ns)	150	[illegible]
Altran Techno. #	2750	[illegible]
Arkopharma#	412	[illegible]
Montaignes P.Gest	2100	[illegible]
Assystem #	280	[illegible]
Bque Picardie (Li) ◆	780	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#	403,10	[illegible]
Bque Vernes	157	[illegible]
Beneteau CB#	1677	[illegible]
B I M P	110	[illegible]
Boiron(Ly)	410	[illegible]
Boisset (Ly) #	350	[illegible]
But S.A.	290,10	[illegible]
Cardif SA ◆	1151	[illegible]
C.E.E #	94	[illegible]
Change Bourse (M)	235	[illegible]
CNIM CA#	221,40	[illegible]
Codetour #	410	[illegible]
Comp.Euro.Tele-CET	312	[illegible]
Confiandey #	290	[illegible]
C.A. Hte Normandie	335	[illegible]
C.A. Paris IDF	864	[illegible]
C.A.Ille & Vilaine	297	[illegible]
C.A.Loire Atl.Ns #	292,50	[illegible]
C.A.Pas de Calais	555	[illegible]
C.A.du Nord#(Li)	514	[illegible]
C.A. Oise CCI	318,80	[illegible]
C.A. Somme CCI	335	[illegible]
C.A.Toulouse (B)	415,10	[illegible]
Devanlay	650	[illegible]
Devernois (Ly)	619	[illegible]
Ducros Serv.Rapide	29,75	[illegible]
Emin-Leydier (Ly)#	388	[illegible]
Europ.Extinc.(Ly)	480	[illegible]
Expand s.a	900	[illegible]
Factorem	665	[illegible]
Faiveley #	234	[illegible]
Finacor	66,50	[illegible]
Fininfo	739	[illegible]
Assur.Bq.Populaire	655	[illegible]
Gautier France	294,80	[illegible]
Gel 2000	42	[illegible]
GEODIS #	390	[illegible]
GFI Industries #	1431	[illegible]
Girodet (Ly) # ◆	24,80	[illegible]
GLM S.A.	235	[illegible]
Gpe Guillin # Ly	250	[illegible]
Kindy #	170	[illegible]
Guerbet	216	[illegible]
Hermes internat.1#	469,50	[illegible]
Hurel Dubois	730	[illegible]
ICBT Groupe #	190	[illegible]
I.C.C.#	165	[illegible]
ICOM Informatique	419,10	[illegible]
Idianova ◆	67,35	[illegible]
Int. Computer #	66	[illegible]
IPBM	72	[illegible]
M6-Metropole TV	700	[illegible]
Manitou #	879	[illegible]
Manutan	530	[illegible]
Marie Brizard #	585	[illegible]
Maxi-Livres/Profr# ◆	36,10	[illegible]
Mecelec (Ly)	89	[illegible]
MGI Coutier #	344	[illegible]
Monneret Jouet Ly#	137,50	[illegible]
Naf-Naf #	90	[illegible]
Norbert Dentres.#	780	[illegible]
NSC Groupe Ny	810	[illegible]
Onet #	944	[illegible]
Paul Predault ◆	128	128
P.C.W. 19	—	[illegible]
Petit Boy # ◆	88,60	88,60
Phyto-Lierac #	220	215
Pochet	790	790
Poujoulat Ets (Ns)	225	225
Radiall #	709	706
Robertet #	1165	1151
Rouleau-Guichard ◆	274,90	274,90
Securidev #	101	99
Smoby (Ly)#	559	550
Sofco (Ly)	10,60	10,60
Sofibus ◆	366	388
Sopra #	939	939
Steph.Kelian # ◆	84,30	84,30
Sylea	670	687
Teisseire-France	191	192
TF1	708	725
Thermador Hol. #	370	369
Trouvay Cauvin #	119,70	117,30
Unilog	1260	1262
Union Fin.France	750	749
Viel et Cie #	168	171
Vilmorin et Cie #	500	500
Virbac	525	522

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 5 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	34	34
Belvedere	920	903
BVRP	257	259
Coil	175	175
Electronique D2	471	474
FDM Pharma n.	166	166
Genset	500	500
Guyanor action B	9,80	10,20
High Co.	195	198,90
Infonie	108	108,50
Joliez-Regol	84	82
Mille Amis	39	42
Naturex	67	70
Olitec	1005	1012
Picogiga	226,10	230
Proxidis	19,10	19,20
R21 Santé	410	410
Stelax	5,50	5,70

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 5 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI ◆	885	885
Générale Occidentale ◆	160	160
Sté lecteurs du Monde ◆	165	165
Via Crédit (Banque) ◆	25,30	25,90

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon detaché; ● droit detaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 4 mars

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	156,66	[illegible]
Agipi Actions (Axa)	139,68	[illegible]
BANQUES POPULAIRES		
Valorg	2431,34	[illegible]
BNP — 3615 BNP		
Natio Court Terme	14479	[illegible]
Natio Epargne	2273,24	[illegible]
Natio Oblig. M.T. C/D	887,15	[illegible]
Natio Ep. Croissance	3823,64	[illegible]
Natio Ep. Patrimoine	160,58	[illegible]
Natio Epargne Retraite	185,15	[illegible]
Natio Epargne Trésor	11560,86	[illegible]
Natio Euro Valeurs	1253,33	[illegible]
Natio Euro Oblig.	1063,05	[illegible]
Natio Euro Opport.	1271,97	[illegible]
Natio Inter	1146,06	[illegible]
Natio Opportunités	222,85	[illegible]
Natio Revenus	1126,22	[illegible]
Natio Sécurité	11365,84	[illegible]
Natio Valeurs	1608,40	[illegible]
BRED BANQUE POPULAIRE		
Monecien	94302,33	[illegible]
Oblig. ttes caté.	287,25	[illegible]
CDC-GESTION — GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS		
Livret Bourse Inv. D PEA	997,39	[illegible]
Nord Sud Dévelop. C ◆	2686	[illegible]
Nord Sud Dévelop. D	2534,22	[illegible]
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C	320,20	[illegible]
Patrimoine Retraite D	310,51	[illegible]
Sicav Associations C	2460,25	[illegible]
CDC TRESOR		
Fonsicav C	20056,63	[illegible]
Mutual. dépôts Sicav C	19693,86	[illegible]
CAISSE D'EPARGNE		
Écur. Act. Futur D PEA	338,38	[illegible]
Écur. Capitalisation C	264,79	[illegible]
Écur. Expansion C	84772,67	[illegible]
Écur. Géovaleurs C	4043,63	[illegible]
Écur. Investis. D PEA	268,21	[illegible]
Écur. Monépremière	11557,44	[illegible]
Écur. Monétaire C	13249,31	[illegible]
Écur. Monétaire D	12280,70	[illegible]
Écur. Trésorerie C	325,14	[illegible]
Écur. Trésorerie D	304,86	[illegible]
Écur. Trimestriel D	2070,98	[illegible]
Éparcourt-Sicav D	197,68	[illegible]
Géoptim C	13517,15	[illegible]
Géoptim D	12416,05	[illegible]
Horizon C	2624,15	[illegible]
Prévoyance Écur. D	109,17	[illegible]
Sensipremière C	14086,12	[illegible]
Fonds communs de placements		
Écur. Capipremière C	12373,98	[illegible]
Écur. Sécuripremière C	12260,82	[illegible]
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM		
Ampli ◇	121979,34	121979,34
Atout Amérique	212,97	[illegible]
Atout Asie	93,41	[illegible]
Atout France Europe	1026,17	[illegible]
Atout France Monde	253,62	[illegible]
Atout Futur C	974,55	[illegible]
Atout Futur D	907,81	[illegible]
Coexis	2025,49	[illegible]
Dièze	2454,30	[illegible]
Elicash ◇	969213,78	969213,78
Eurodyn	3169,20	[illegible]
Indicia ◆	2111,93	[illegible]
Moné.J C ◇	12154,70	12154,70
Moné.J D ◇	11514,42	11514,42
Oblifutur C	576,58	[illegible]
Oblifutur D	552,49	[illegible]
Oraction	1534,05	[illegible]
Revenu-Vert	1203,34	[illegible]
Sévéa ●	118,62	[illegible]
Synthésis	19431,18	[illegible]
Uni Associations ◇	120,02	[illegible]
Uni-Foncier	1654,67	[illegible]
Uni-Garantie C	1979,88	[illegible]
Uni-Garantie D	1416,39	[illegible]
Uni-Régions	1859,98	[illegible]
Univar C ◇	315,01	[illegible]
Univar D ◇	301,89	[illegible]
Univers Actions	284,92	[illegible]
Univers-Obligations	261,87	[illegible]
CIC BANQUES		
Francic	178,05	172,86
Francic Pierre	159,77	155,12
Europe Régions	275,74	267,71
CIC PARIS		
Associc	1095,30	1095,30
Cicamonde	1761,38	1735,35
Converticic	444,30	437,73
Ecocic	1904,19	1848,73
Mensuelcic	10119,09	10018,90
Oblicic Mondial	4138,40	4077,24
Oblicic Régions	1233,63	1215,40
Rentacic	165,71	163,26
CRÉDIT LYONNAIS		
Euro Solidarité	1402,10	1388,22
Lion 20000 C	17442,45	17442,45
Lion 20000 D	16318,96	16318,96
Lion-Associations C ◆	11321,77	11321,77
Lion-Associations D ◆	10729,68	10729,68
Lion Court Terme C ◆	26934,82	26934,82
Lion Court Terme D ◆	23729,86	23729,86
LionPlus C	1649,42	1617,08
LionPlus D	1573,37	1542,52
Lion Trésor	2585,53	2559,93
Oblilion	2308,07	2285,22
Sicav 5000	867,89	850,87
Slivafrance	1464,28	1435,57
Slivam	651,47	638,70
Slivarente	261,15	256,03
Slivinter	927,70	909,51
Trilion	5205,19	5138,39
CRÉDIT MUTUEL		
Avenir Alizes	2581,47	2530,85
CM Option Dynamique	156,63	152,44
CM Option Equilibre	290,02	283,64
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	180,56	175,73
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	944,45	944,45
Créd.Mut.Ep.Ind. C	173,64	168,99
Créd.Mut.Ep.J	23342,91	23342,91
Créd.Mut.Ep.Monde	1941,79	1889,82
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1949,29	1911,07
Créd.Mut.Ep.Quatre	1102,99	1081,36
Fonds communs de placements		
CM Option Modération	108,49	106,36
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	586,86	561,59
Saint-Honoré Capital	20943,59	20333,58
St-Honoré March. Emer.	720,19	689,18
St-Honoré Pacifique	679,63	650,36
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux	1861,05	1861,05
Stratégie Actions	1246,88	1198,92
Stratégie Rendement	2082,59	2017,04
LA POSTE		
Amplitude Amérique C	134,26	130,99
Amplitude Europe C	202,88	197,93
Amplitude Europe D	199,49	194,62
Amplitude Monde C	1179,66	1150,89
Amplitude Monde D	1125,41	1097,96
Amplitude Pacifique C	97,54	95,16
Elanciel D PEA	222,86	217,42
Émergence Poste D PEA	175,33	169,10
Géobilys C	694,69	684,42
Géobilys D	657,26	647,55
Kaleis Dynamisme C	1232,47	1208,30
Kaleis Équilibre C	1152,71	1130,11
Kaleis Sérénite C	1089,51	1078,72
Latitude C	151,08	151,08
Latitude D	137,64	137,64
Oblitys D	656,96	647,25
Plénitude D PEA	240,98	235,10
Poste Gestion C	15160,86	15160,86
Revenus Trimestr. D	5273,52	5221,31
Solstice D	2386,32	2380,57
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonetaire C	38679,32	38679,32
Actimonetaire D	30644,11	30644,11
Cadence 1 D	1072,40	1061,78
Cadence 2 D	1060,76	1050,26
Cadence 3 D	1063,17	1052,64
Capimonetaire C	417,59	417,77
Capimonetaire D	376,79	376,41
Sogeoblig C/D	9627,71	9532,39
Interoblig C	7858,20	7780,40
Intersélection France D	840,14	823,67
S.G. France opport. C	2442,47	2394,58
S.G. France opport. D	2312,06	2266,73
Sogenfrance C	2349,46	2303,39
Sogenfrance D	2133,02	2091,20
Sogépargne D	305,35	302,33
Soginter C	2694,53	2641,70
Sogeliance D	1758,07	1740,66
Sogenfrance Tempo D	286,68	281,06

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

SPORTS L'AS Monaco a été tenu en échec (0-0) par Manchester United, mercredi 4 mars, au stade Louis-II, en quart de finale aller de la Ligue *des champions.* ● ALEX FERGUSON, le manager de l'équipe anglaise, s'est plaint de l'état de la pelouse, qui a, selon lui, gêné ses joueurs et provoqué chez eux de violentes douleurs aux mollets. ● LES MONÉGASQUES, privés de leur avant-centre David Trezeguet, blessé, ont péché en attaque. ● SEULE SATISFACTION FRANÇAISE, le bon match de Christian Karembeu, qui a inscrit son premier but *sous le maillot du* Real de Madrid, permettant aux Espagnols de tenir tête (1-1) aux Allemands du Bayer Leverkusen. ● LES DEUX AUTRES RENCONTRES, Juventus de Turin-Dynamo de Kiev et Bayern de Munich-Borussia de Dortmund, se sont également achevés *sur des scores* nuls (1-1 et 0-0).

L'AS Monaco et Manchester United n'ont pu se départager sur le pré

Les deux équipes ont fait match nul (0-0) lors du quart de finale aller de la Ligue des champions qui les opposait sur la pelouse du stade Louis-II, dont l'état et la rudesse ont malmené les joueurs anglais après avoir indisposé leur manager, Alex Ferguson

MONACO
de notre envoyé spécial

La principauté de Monaco est ce bloc de béton posé au bord de la Méditerranée. Les immeubles sont construits dans l'eau et les parkings sous les terrains de football. La pelouse du stade Louis-II repose sur une dalle recouverte d'une maigre couche de terre. Le terrain, dur et bosselé, a une des plus vilaines réputations du championnat de France. Les quelque 20 centimètres d'humus atténuent à peine les vibrations renvoyées par le socle dur. Les muscles s'en ressentent. Le rebond de la balle est également amplifié, comme s'en est aperçu l'infortuné gardien marseillais, Andreas Kopke, samedi 28 février, en Coupe de France, encaissant sur un lob un des buts les plus stupides de sa carrière.

Ce champ n'a que peu à voir avec un gazon anglais. Alex Ferguson, le manager de Manchester United, n'a guère apprécié cette prairie artificielle où on a prétendu faire jouer à son équipe un quart de finale de Ligue des champions, mercredi 4 mars. Autant jouer directement dans le parking, disait en substance l'Ecossais, en découvrant l'endroit à la veille de la rencontre. Il n'avait pas changé de dispositions au coup de sifflet final, malgré un 0-0 qui permettait encore de tout augurer pour le match retour. Huit joueurs de Manchester avait quitté la pelouse avec de violentes douleurs aux mollets, confirmant les inquiétudes de leur nounou.

« Pourtant, j'avais sacrifié le style de jeu de l'équipe en raison du mauvais état de la pelouse, expliquait-il. *C'était un match où il ne fallait pas prendre de risque. »* Alex Ferguson est un papa poule. Avec, puis sans Eric Cantona, il a formé une jeune génération pétrie de qualités. Elle approche aujourd'hui de la plénitude. Dominant une nouvelle fois le championnat d'Angleterre, Manchester United prétend fermement cette année à la Coupe des clubs champions. Mancuniens et Mancuniennes attendent cette nouvelle consécration depuis 1968, année où Sir Matt Busby avait conduit au firmament européen un collectif patiemment forgé.

INEFFICACITÉ OFFENSIVE

Trente ans plus tard, son successeur est sur le point d'aboutir à son tour. D'où l'extrême soin dont il entoure sa marmaille. Il eût été dommage que la frénésie immobilière du Rocher ébranlât une saison si bien engagée. L'équipe anglaise n'a donc pas gratifié les 16 000 spectateurs du stade Louis-II de son football transgénique, mariant l'engagement physique insulaire et la maîtrise technique continentale. Point de lyrisme échevelé non plus, de ces appels de balle au grand large, de ces chevauchées sur les ailes qui font rugir chaque fois ses supporteurs à la perspective du beau but qui frémit là. Mercredi, Manchester United s'est assigné un périmètre restreint devant son gardien danois Peter Schmeichel et ne l'a plus quitté de la rencontre.

En face, l'AS Monaco s'est retrouvée avec le beau rôle. Cela valut d'agréables séquences où l'équipe de la principauté montra, terrain bosselé ou non, une belle aisance dans le maniement de la balle. Mais cette élégance s'est révélée un rien factice à l'approche de la surface dite de vérité. Ali Benarbia, le meneur de jeu, ne parvenait à délivrer la passe décisive. Thierry Henry et le Nigérian Victor Ikpeba s'empêtraient dans des combinaisons ratées. L'Ecossais John Collins et Sylvain Legwinski, étouffant dans l'étau anglais, préféraient reculer en quête d'air. Pour un Français neutre observant ces deux équipes étrangères à l'œuvre, le spectacle était agréable, policé (aucun carton n'a été distribué par l'arbitre espagnol Manuel Diaz Vega), mais sans plus. Les actions dangereuses furent rares. *« Nous avons manqué de présence offensivement*, regrettait Jean Tigana, l'entraîneur monégasque. *Je pensais que nous allions nous créer un peu plus d'occasions de but. »* Les trois mutations qu'il opéra sur la ligne d'attaque dans la dernière demi-heure ne changèrent rien à cette incurie.

OPTIMISME PARTAGÉ

Ce dubitatif 0-0 ne laissa dans les vestiaires que des gens optimistes à la perspective du match retour. *« Nous allons rectifier notre jeu*, promettait Alex Ferguson. *Nous serons une bien meilleure équipe chez nous. » « On n'aura beaucoup plus de chances à Manchester car ils devront sortir*, affirmait Jean Tigana. *Là-bas, on marquera. »* Et d'ironiser à son tour sur son propre pré carré : *« Au match retour, nous aurons une bonne pelouse et beaucoup de monde autour. »* Dans le stade d'Old Trafford, devant 55 000 supporteurs anglais, mercredi 18 mars, la tendre équipe monégasque s'apprête en effet à franchir une nouvelle étape de son parcours initiatique.

Car Jean Tigana caresse le même rêve qu'Alex Ferguson. Il est à la tête de jeunes gens qu'il souhaiterait faire passer à la postérité. La moitié des joueurs alignés mercredi ont moins de vingt-cinq ans. L'ancien coéquipier de Michel Platini vient de prolonger de deux ans son contrat au service du prince pour poursuivre cette grande œuvre. *« Je veux faire progresser les jeunes pour qu'ils arrivent et durent au plus haut niveau »*, répète-t-il en guise de *credo*. Malheureusement, le Français ne travaille pas, comme son homologue écossais, dans le club le plus riche du monde, capable de retenir les talents prometteurs les plus avides.

Sur les bords de la Méditerranée, les rumeurs de transferts bruissent autour de David Trezeguet et Thierry Henry, tous deux internationaux, à peine entrés dans leurs vingt ans, ou de l'ancien Strasbourgeois Martin Djetou, qui explose à vingt-trois ans. Thierry Henry vit assez mal cette situation. *« Il n'est pas à son top niveau*, constate son entraîneur. *Il faut qu'il se concentre uniquement sur le football. Beaucoup de monde tourne autour de lui qui le perturbe. »* Jean Tigana aura pourtant du mal à empêcher les jeunes Monégasques d'aller voir si l'herbe est vraiment plus verte ailleurs.

Benoît Hopquin

Karembeu a marqué son premier but avec le Real Madrid

LES QUARTS de finale aller de la Ligue des champions se sont tous soldés par des résultats nuls, mercredi 4 mars. Le plus inattendu a eu lieu au Stade des Alpes, à Turin, où la Juventus, en tête du championnat d'Italie, s'est heurtée à la défense regroupée du Dynamo Kiev. Les Ukrainiens ont même ouvert le score par leur milieu de terrain, Andryi Gousine, qui a exploité un dégagement imprécis du Français Didier Deschamps (57e minute).

Les Turinois ont fait l'économie d'une sortie sous les sifflets des 41 000 spectateurs en égalisant à la 70e minute grâce à Filippo Inzaghi. Les Ukrainiens, entraînés par le placide maître tacticien Valery Lobanovsky, ont illustré leur savoir-faire en délivrant plusieurs contre-attaques tranchantes. *« Les joueurs de Kiev ne m'ont pas impressionné*, a déclaré Didier Deschamps à l'issue de la rencontre. *Ils se sont contentés de défendre, alors que nous avons créé beaucoup de jeu, sans réussite, malheureusement. »*

INCIDENTS À COLOGNE

Son coéquipier en équipe de France, Christian Karembeu, a vécu une soirée plus joyeuse. Il a marqué son premier but avec le Real Madrid sur le terrain du Bayer Leverkusen, où les Allemands avaient pris l'avantage par Stefan Beinlich (18e minute). Après avoir subi la puissance physique des Allemands, le Real a imposé au fil des minutes sa supériorité technique dans un match précédé par l'interpellation de 150 supporteurs espagnols dont certains, ivres, ont provoqué des incidents lors de leur arrivée à l'aéroport de Cologne. Karembeu a égalisé à un quart d'heure de la fin, ce qui laisse augurer une qualification du champion d'Espagne. *« J'attendais avec impatience d'inscrire un but pour le Real, qui m'a accueilli au début de l'année »*, s'est réjoui Christian Karembeu.

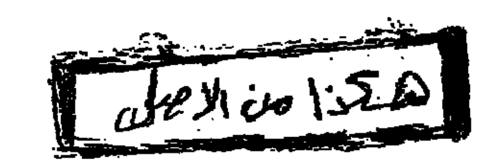
Le duel entre les deux géants financiers du football allemand n'a pas tenu ses promesses. Le Bayern Munich et Borussia Dortmund, champion d'Europe en titre, se sont neutralisés (0-0) au Stade olympique devant 60 000 spectateurs engourdis par la monotonie du spectacle. L'équipe bavaroise ne s'est montrée dangereuse qu'en deuxième mi-temps par son attaquant brésilien, Giovane Elber, mais il était trop tard pour déstabiliser la défense renforcée du Borussia. *« Je ne suis pas satisfait du comportement de mon équipe*, a dit l'entraîneur italien du Bayern, Giovanni Trapattoni. *Nous n'avons pas pris le jeu à notre compte. Mais nos chances de qualification ne sont pas totalement compromises. »*

Son compatriote Nevio Scala, l'entraîneur de Dortmund, envisage la seconde manche avec sérénité : *« Nous avons bien manœuvré en première mi-temps avant de baisser sous la pression de nos adversaires. Mais ce score me satisfait pleinement. »*

Les résultats des quarts de finale aller de la Ligue des champions : Monaco-Manchester United (Ang.) 0-0, Juventus (It.)-Dynamo Kiev (Ukr.) 1-1, Bayer Leverkusen (All.)-Real Madrid (Esp.) 1-1, Bayern Munich (All.)-Borussia Dortmund (All.) 0-0. Les matches retour auront lieu mercredi 18 mars.

Zico rejoint la sélection brésilienne

Zico, l'ancien international brésilien, moins connu sous le nom d'Arthur Antunes Coimbra, qui est pourtant son véritable patronyme, a été choisi pour épauler Mario Jorge Zagallo à la tête de la sélection *auriverde* en vue de la Coupe du monde 1998. A l'âge de quarante-cinq ans, il reprend du service, après avoir longtemps conduit le jeu de Flamengo et celui de l'équipe nationale. Officiellement coordinateur technique, Zico supervisera la préparation technique et physique des joueurs et coordonnera leurs entraînements tactiques. En fait, il s'agit pour lui de rassurer les responsables fédéraux brésiliens, les très influents médias locaux et les supporteurs en prêtant main-forte à Mario Zagallo, contesté depuis la défaite du Brésil (0-1) face aux Etats-Unis en demi-finale de la Gold Cup, le 10 février.



A Marseille, le gardien allemand Andreas Köpke a apporté la rigueur et retrouvé l'ambition

Meilleure défense du championnat, l'OM régénéré va défier chez lui le FC Metz, coleader du classement

La 28e journée du championnat de France de football sera *dominée* par le sommet opposant, vendredi 6 mars, le FC Metz à l'Olympique de Marseille, qui mènent la course au titre avec 50 points, et doivent en grande partie leur bon *parcours à la solidité du secteur défensif. L'OM* n'a encaissé *que* 18 buts *en* 27 *matchs*, et le gardien Andreas Köpke (36 ans), peut enfin rêver d'un sacre après une carrière agitée.

POURQUOI désespérer ? Andreas Köpke a eu raison de persister et de croire à un destin meilleur. Le gardien de but de l'Olympique de Marseille participe, vendredi 6 mars, à Metz au match au sommet de la 28e journée du championnat de France de football. L'issue de cette rencontre entre les deux premiers de la division 1 ne livrera pas le verdict d'une compétition indécise, mais elle suscitera un sentiment de jubilation chez ce joueur allemand dont la carrière a été jalonnée par les déceptions. A 36 ans, il postule pour la première fois à la conquête d'un titre de champion en club.



FOOTBALL

Avant de s'installer avec sa famille sous le soleil provençal, en juillet 1996, Andreas Köpke a pris le deuil des illusions de ses différents clubs. Ses débuts, à Charlottenbourg, ne lui ont pas permis d'échapper à l'anonymat. La deuxième étape, plus prestigieuse, coïncide avec le début des malheurs : au Hertha Berlin, il mesure l'indifférence d'une ville désenchantée par la misère de son club.

Repêché par Nüremberg, il accompagne le déclin de son équipe, reléguée en deuxième division. Puis boucle ses valises pour l'Eintracht Francfort, où il assume la malédiction du porte-poisse, dans un club pourtant renommé. Ses exploits individuels n'y changent rien : la formation se laisse emporter par une incroyable série d'échecs, soldée par une descente historique en D2.

« A l'époque, j'attendais avec impatience chaque sélection en équipe nationale pour échapper, l'espace de quelques jours, aux tracas quotidiens, se souvient ce solide athlète (1,82 m pour 80 kg). *Compte tenu de la trajectoire de mes différents clubs, je ne pouvais pas prétendre à une place de titulaire.* » Il va apprendre à faire du temps son meilleur allié. Lors du championnat d'Europe 1996 en Angleterre, le sélectionneur allemand, Berti Vogts, déclenche un tollé en lui confiant un poste de titulaire au détriment de l'irascible Oliver Kahn, gardien du Bayern Munich. Pari réussi : l'Allemagne s'empare du titre et, à 34 ans, Andreas Köpke brandit son premier trophée.

Bénéficiaire inattendu de la gloire, le champion d'Europe prépare un ultime challenge. Stuttgart entame avec Francfort les tractations pour un transfert et annonce rapidement la conclusion de l'affaire. Andreas Köpke pose avec son nouveau président, M. Mayer-Vorfelder. Avant de se rétracter quelques jours plus tard, sous la pression du FC Barcelone ! Le revirement du paisible gardien entaille sérieusement son prestige et quand le club espagnol, versatile lui aussi, retire son offre, le marché allemand ne s'emballe pas pour récupérer le relaps.

Voilà comment l'Olympique de Marseille, tout juste de retour en division 1 après deux saisons de pénitence, a récupéré, en juillet 1996, l'un des meilleurs gardiens du monde à un tarif inouï (2 millions de francs). *« Avant de signer, j'ai interrogé la direction du club sur ses ambitions et ses moyens*, souligne Andreas Köpke. *Si Berñard Tapie avait encore été à la tête de l'OM, je n'aurais certainement pas accepté la proposition.* »

Sa première saison française (1996-1997) lui a laissé un souvenir contrasté. Il égrène les premières découvertes d'*« un environnement de rêve »*. Avec son épouse et ses deux enfants, il a partagé le même coup de cœur pour la ville, l'arrière-pays *« et surtout cet art de vivre à l'opposé du stress permanent auxquels sont soumis les footballeurs en Allemagne »*.

Sur le terrain, les sensations sont plus mitigées. Gardien d'une équipe reconstruite à la hâte, Andreas Köpke enrage de la voir si inconstante. Le souvenir d'une défaite dantesque (0-8) à Lyon lui arrache encore des commentaires abrupts. Après ce déluge, il fut le seul joueur à échapper aux sanctions financières prises par les dirigeants. Requinqué par les largesses de son président mécène, Robert Louis-Dreyfus, patron d'Adidas par ailleurs, l'OM a renoué depuis sept mois avec sa devise « Droit au but » et, à sept journées de la fin, Marseille marche en tête aux côtés du FC Metz. De plus, avec sa défense-coffre-fort, la plus hermétique du lot (18 buts encaissés en 27 matchs de championnat), l'OM s'est trouvé la vertu cardinale des champions.

Pour l'entraîneur marseillais, Rolland Courbis, l'influence d'Andreas Köpke est primordiale : *« Il a une personnalité énorme. C'est un modèle de conscience professionnelle. Il suffit de le voir pester à l'entraînement, quand il encaisse un but. Quand j'ai aligné son remplaçant, François Lemasson, en Coupe de la Ligue, j'ai constaté que Laurent Blanc* [défenseur central de l'OM et de l'équipe de France] *était moins discipliné, moins concentré. Köpke bonifie ses partenaires, c'est une qualité rare.* »

Le champion d'Europe renvoie le compliment en magnifiant les *« compétences de l'entraîneur »*, sa dextérité à choisir le dispositif idoine. *« Je n'avais encore jamais travaillé autant le domaine tactique*, affirme-t-il. *Le football français a beaucoup progressé. Techniquement, il est meilleur qu'en Allemagne, et sur le plan athlétique, le retard a été comblé.* » Ce constat l'autorise à dessiner pour l'OM un avenir sans nuages : *« Nous avons les moyens de gagner le titre et de jouer un rôle important en Ligue des champions à partir de septembre 1998. »*

A 36 ans, Andreas Köpke n'a plus le temps de limiter ses ambitions. *« Je compte poursuivre ma carrière pendant trois saisons encore et de préférence à Marseille. J'aimerais accompagner la montée en puissance du club avec, notamment, la construction d'un vrai centre d'entraînement digne de professionnels. »* Alors sera venue l'heure de se retourner sur un parcours achevé dans la fierté.

E. B.



CHRISTIAN LIEWIG/TEMPSPORT

Pour défier Metz, l'OM compte beaucoup sur Andreas Köpke.

Monaco et Lens à l'affût

Vingt-quatre heures *après le duel des deux premiers, entre Metz* et Marseille, un second « choc » va mettre aux prises, samedi 7 mars, le troisième du classement, Monaco, au quatrième, Lens. Avec un seul point de retard sur les leaders, Monégasques et Lensois restent dans la course au titre. Ce n'est pas surprenant pour les premiers *nommés, champions de France sortants. Mais la trajectoire de Lens* constitue la surprise de cette saison 1997-1998. Avec un budget nettement moins élevé que ses concurrents directs, la direction du club a misé sur la politique de formation et la stabilité de l'effectif pour monter en puissance. L'entraîneur, Daniel Leclercq, milite pour un jeu tourné vers l'offensive. A domicile ou à l'extérieur, il aligne au moins trois attaquants. *« Nous continuerons à prendre des risques, quelle que soit la notoriété de l'adversaire »*, affirme-t-il. A Monaco, les Lensois bénéficieront de la fraîcheur physique, car l'équipe de la Principauté, qui a rencontré, mercredi soir, Manchester United en Ligue des champions, risque de se ressentir des suites de ce match.

TROIS QUESTIONS À...

JOËL MULLER

1 Entraîneur du FC Metz, comment expliquez-vous son inefficacité lors des trois derniers matchs, qui se sont soldés par des défaites ?

Nos attaquants ont manqué de réussite. Ils traversent un passage à vide. La seule solution pour leur redonner confiance consiste à intensifier le travail devant le but à l'entraînement. Mais il serait réducteur de leur faire endosser notre baisse de régime. J'ai observé des bévues défensives qu'il va falloir corriger face à Marseille. Si nous gagnons ce match, Metz sera en position favorable pour terminer le championnat à l'une des deux premières places, et donc participer à la Ligue des champions, la plus cotée des Coupes d'Europe.

2 Quel serait l'impact d'une telle participation ?

L'objectif défini, en juillet 1997, consistait à se qualifier pour la Coupe de l'UEFA, épreuve plus modeste. Pour tenir un rôle honorable en Ligue des champions, il faut s'y préparer. Je n'ai pas envie d'accumuler les défaites comme l'ont fait les Slovaques de Kosice, cette saison. Commençons par nous qualifier régulièrement pour la Coupe de l'UEFA avant de viser plus haut.

3 *Partagez-vous le sentiment de* votre collègue marseillais, Rolland Courbis, qui constate un nivellement « par le bas » du championnat ?

Si Rolland gagne avec l'OM le championnat – ce que je ne lui souhaite pas, en tant que concurrent direct ! –, il ne fera certainement pas la fine bouche. Il est vrai que les équipes de tête sont moins dominatrices, mais je ne suis pas d'accord avec Courbis : c'est un phénomène général. En Italie, l'Inter de Milan a été battu par des équipes peu cotées. En Allemagne, le Bayern de Munich vient de s'incliner à domicile face à Cologne. En Espagne, le FC Barcelone et le Real de Madrid ont subi des échecs retentissants. Même Manchester United ne domine pas nettement le championnat d'Angleterre...

Propos recueillis par Elie Barth

Le champion de France de patinage contrôlé positif

THIERRY CEREZ, le champion de France de patinage artistique, a été contrôlé positif aux stéroïdes anabolisants (nandrolone), jeudi 15 janvier, à Milan (Italie), à l'issue des championnats d'Europe, affirme le quotidien *L'Equipe* dans son édition du 5 mars. En attendant la contre-expertise, pratiquée dans quinze jours par le laboratoire milanais chargé de la première analyse, Thierry Cerez clame son innocence : *« Je n'ai rien pris, je ne suis pas un tricheur. » « Nous allons le protéger au maximum »*, a déclaré le patron de l'équipe de France, Thierry Gailhaguet. Thierry Cerez risque une suspension de deux ans.

DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL : Cholet a été nettement dominé par l'Etoile rouge de Belgrade**, mercredi 4 mars, sur le parquet des Yougoslaves, lors de la demi-finale aller de la Coupe Korac. Devant 7 000 spectateurs, les Français se sont inclinés 81-49. Le match retour aura lieu mercredi 11 mars.

■ **RUGBY : les quinze titulaires de l'équipe de France** qui a battu l'Ecosse (51-16), le 22 février, à Murrayfield, lors d'une rencontre comptant pour le Tournoi des cinq nations ont été reconduits pour le match contre l'Irlande, samedi 7 mars, au Stade de France de Saint-Denis. Les deux seules arrivées sont celles de Jean-Marc Aué (Castres) et de Richard Dourthe (Dax) sur le banc des remplaçants. La composition de l'équipe de France est la suivante : 15. Jean-Luc Sadourny (Colomiers), 14. Philippe Bernat-Salles (Pau), 13. Christophe Lamaison (Brive), 12. Stéphane Glas (Bourgoin), 11. Christophe Dominici (Stade français), 10. Thomas Castaignède (Castres), 9. Philippe Carbonneau (Brive), 8. Thomas Lièvremont (Perpignan), 7. Olivier Magne (Brive), 6. Marc Lièvremont (Stade français), 5. Fabien Pelous (Toulouse), 4. Olivier Brouzet (Bègles-Bordeaux), 3. Franck Tournaire (Toulouse), 2. Raphaël Ibanez, cap. (Dax), 1. Christian Califano (Toulouse). Remplaçants : 16. Fabien Galthié (Colomiers), 17. Jean-Marc Aué (Castres), 18. Richard Dourthe (Dax), 19. Philippe Benetton (Agen), 20. Thierry Cléda (Pau), 21. Cédric Soulette (Béziers), 22. Marc Dalmaso (Agen).

■ **La Fédération anglaise de rugby** a fait de nouvelles propositions, mercredi 4 mars, afin de tenter de faire revenir les clubs anglais de première division sur leur décision de boycotter la Coupe d'Europe 1998-99. Le nouveau système permettrait désormais à dix clubs de défendre le titre détenu par Bath, contre quatre lors de l'édition 1997-98. 17 millions de livres (près de 170 millions de francs) leur seraient également offerts sur quatre ans, et le calendrier serait remanié pour intercaler les rencontres entre les journées de championnats.

LOTO

■ **Les tirages n° 18 du Loto**, effectués mercredi 4 mars, ont donné les résultats suivants. **Premier tirage** : 3, 12, 13, 16, 36, 39, numéro complémentaire le 43. Rapports pour 6 bons numéros : 4 066 725 F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 49 975 F ; pour 5 bons numéros : 5 755 F ; pour 4 bons numéros plus le complémentaire : 274 F ; pour 4 bons numéros : 137 F ; pour 3 bons numéros plus le complémentaire : 26 F ; pour 3 bons numéros : 13 F. **Second tirage** : 12, 33, 40, 41, 43, 45, numéro complémentaire le 15. Rapports pour 6 bons numéros : 8 020 940 F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 105 350 F ; pour 5 bons numéros : 7 900 F ; pour 4 bons numéros plus le complémentaire : 292 F ; pour 4 bons numéros : 146 F ; pour 3 bons numéros plus le complémentaire : 34 F ; pour 3 bons numéros : 17 F.

SPORTS L'AS Monaco a été tenu en échec (0-0) par Manchester United, mercredi 4 mars, au stade Louis-II, en quart de finale aller de la Ligue des champions. ● ALEX FERGUSON, le manager de l'équipe anglaise, s'est plaint de l'état de la pelouse, qui a, selon lui, gêné ses joueurs et provoqué chez eux de violentes douleurs aux mollets. ● LES MONÉGASQUES, privés de leur avant-centre David Trezeguet, blessé, ont péché en attaque. ● SEULE SATISFACTION FRANÇAISE, le bon match de Christian Karembeu, qui a inscrit son premier but sous le maillot du Real de Madrid, permettant aux Espagnols de tenir tête (1-1) aux Allemands du Bayer Leverkusen. ● LES DEUX AUTRES RENCONTRES, Juventus de Turin-Dynamo de Kiev et Bayern de Munich-Borussia de Dortmund, se sont également achevés sur des scores *nuls* (1-1 et 0-0).

L'AS Monaco et Manchester United n'ont pu se départager sur le pré

Les deux équipes ont fait match nul (0-0) lors du quart de finale aller de la Ligue des champions qui les opposait sur la pelouse du stade Louis-II, dont l'état et la rudesse ont malmené les joueurs anglais après avoir indisposé leur manager, Alex Ferguson

MONACO
de notre envoyé spécial

La principauté de Monaco est ce bloc de béton posé au bord de la Méditerranée. Les immeubles sont construits dans l'eau et les parkings sous les terrains de football. La pelouse du stade Louis-II repose sur une dalle recouverte d'une maigre couche de terre. Le terrain, dur et bosselé, a une des plus vilaines réputations du championnat de France. Les quelque 20 centimètres d'humus atténuent à peine les vibrations renvoyées par le socle dur. Les muscles s'en ressentent. Le rebond de la balle est également amplifié, comme s'en est aperçu l'infortuné gardien marseillais, Andreas Kopke, samedi 28 février, en Coupe de France, encaissant sur un lob un des buts les plus stupides de sa carrière.

Ce champ n'a que peu à voir avec un gazon anglais. Alex Ferguson, le manager de Manchester United, n'a guère apprécié cette prairie artificielle où on a prétendu faire jouer à son équipe un quart de finale de Ligue des champions, mercredi 4 mars. Autant jouer directement dans le parking, disait en substance l'Ecossais, en découvrant l'endroit à la veille de la rencontre. Il n'avait pas changé de dispositions au coup de sifflet final, malgré un 0-0 qui permettait encore de tout augurer pour le match retour. Huit joueurs de Manchester avait quitté la pelouse avec de violentes douleurs aux mollets, confirmant les inquiétudes de leur nounou.

« Pourtant, j'avais sacrifié le style de jeu de l'équipe en raison du mauvais état de la pelouse, expliquait-il. *C'était un match où il ne fallait pas prendre de risque. »* Alex Ferguson est un papa poule. Avec, puis sans Eric Cantona, il a formé une jeune génération pétrie de qualités. Elle approche aujourd'hui de la plénitude. Dominant une nouvelle fois le championnat d'Angleterre, Manchester United prétend fermement cette année à la Coupe des clubs champions. Mancuniens et Mancuniennes attendent cette nouvelle consécration depuis 1968, année où Sir Matt Busby avait conduit au firmament européen un collectif patiemment forgé.

INEFFICACITÉ OFFENSIVE

Trente ans plus tard, son successeur est sur le point d'aboutir à son tour. D'où l'extrême soin dont il entoure sa marmaille. Il eût été dommage que la frénésie immobilière du Rocher ébranlât une saison si bien engagée. L'équipe anglaise n'a donc pas gratifié les 16 000 spectateurs du stade Louis-II de son football transgénique, mariant l'engagement physique insulaire et la maîtrise technique continentale. Point de lyrisme échevelé non plus, de ces appels de balle au grand large, de ces chevauchées sur les ailes qui font rugir chaque fois ses supporteurs à la perspective du beau but qui frémit là. Mercredi, Manchester United s'est assigné un périmètre restreint devant son gardien danois Peter Schmeichel et ne l'a plus quitté de la rencontre.

En face, l'AS Monaco s'est retrouvée avec le beau rôle. Cela valut d'agréables séquences où l'équipe de la principauté montra, terrain bosselé ou non, une belle aisance dans le maniement de la balle. Mais cette élégance s'est révélée un rien factice à l'approche de la surface dite de vérité. Ali Benarbia, le meneur de jeu, ne parvenait à délivrer la passe décisive. Thierry Henry et le Nigérian Victor Ikpeba s'empêtraient dans des combinaisons ratées. L'Ecossais John Collins et Sylvain Legwinski, étouffant dans l'étau anglais, préféraient reculer en quête d'air. Pour un Français neutre observant ces deux équipes étrangères à l'œuvre, le spectacle était agréable, policé (aucun carton n'a été distribué par l'arbitre espagnol Manuel Diaz Vega), mais sans plus. Les actions dangereuses furent rares. *« Nous avons manqué de présence offensivement*, regrettait Jean Tigana, l'entraîneur monégasque. *Je pensais que nous allions nous créer un peu plus d'occasions de but. »* Les trois mutations qu'il opéra sur la ligne d'attaque dans la dernière demi-heure ne changèrent rien à cette incurie.

OPTIMISME PARTAGÉ

Ce dubitatif 0-0 ne laissa dans les vestiaires que des gens optimistes à la perspective du match retour. *« Nous allons rectifier notre jeu*, promettait Alex Ferguson. *Nous serons une bien meilleure équipe chez nous. » « On n'aura beaucoup plus de chances à Manchester car ils devront sortir*, affirmait Jean Tigana. *Là-bas, on marquera. »* Et d'ironiser à son tour sur son propre pré carré : *« Au match retour, nous aurons une bonne pelouse et beaucoup de monde autour. »* Dans le stade d'Old Trafford, devant 55 000 supporteurs anglais, mercredi 18 mars, la tendre équipe monégasque s'apprête en effet à franchir une nouvelle étape de son parcours initiatique.

Car Jean Tigana caresse le même rêve qu'Alex Ferguson. Il est à la tête de jeunes gens qu'il souhaiterait faire passer à la postérité. La moitié des joueurs alignés mercredi ont moins de vingt-cinq ans. L'ancien coéquipier de Michel Platini vient de prolonger de deux ans son contrat au service du prince pour poursuivre cette grande œuvre. *« Je veux faire progresser les jeunes pour qu'ils arrivent et durent au plus haut niveau »*, répète-t-il en guise de *credo*. Malheureusement, le Français ne travaille pas, comme son homologue écossais, dans le club le plus riche du monde, capable de retenir les talents prometteurs les plus avides.

Sur les bords de la Méditerranée, les rumeurs de transferts bruissent autour de David Trezeguet et Thierry Henry, tous deux internationaux, à peine entrés dans leurs vingt ans, ou de l'ancien Strasbourgeois Martin Djetou, qui explose à vingt-trois ans. Thierry Henry vit assez mal cette situation. *« Il n'est pas à son top niveau*, constate son entraîneur. *Il faut qu'il se concentre uniquement sur le football. Beaucoup de monde tourne autour de lui qui le perturbe. »* Jean Tigana aura pourtant du mal à empêcher les jeunes Monégasques d'aller voir si l'herbe est vraiment plus verte ailleurs.

Benoît Hopquin

Karembeu a marqué son premier but avec le Real Madrid

LES QUARTS de finale aller de la Ligue des champions se sont tous soldés par des résultats nuls, mercredi 4 mars. Le plus inattendu a eu lieu au Stade des Alpes, à Turin, où la Juventus, en tête du championnat d'Italie, s'est heurtée à la défense regroupée du Dynamo Kiev. Les Ukrainiens ont même ouvert le score par leur milieu de terrain, Andryi Gousine, qui a exploité un dégagement imprécis du Français Didier Deschamps (57e minute).

Les Turinois ont fait l'économie d'une sortie sous les sifflets des 41 000 spectateurs en égalisant à la 70e minute grâce à Filippo Inzaghi. Les Ukrainiens, entraînés par le placide maître tacticien Valery Lobanovsky, ont illustré leur savoir-faire en délivrant plusieurs contre-attaques tranchantes. *« Les joueurs de Kiev ne m'ont pas impressionné*, a déclaré Didier Deschamps à l'issue de la rencontre. *Ils se sont contentés de défendre, alors que nous avons créé beaucoup de jeu, sans réussite, malheureusement. »*

INCIDENTS À COLOGNE

Son coéquipier en équipe de France, Christian Karembeu, a vécu une soirée plus joyeuse. Il a marqué son premier but avec le Real Madrid sur le terrain du Bayer Leverkusen, où les Allemands avaient pris l'avantage par Stefan Beinlich (18e minute). Après avoir subi la puissance physique des Allemands, le Real a imposé au fil des minutes sa supériorité technique dans un match précédé par l'interpellation de 150 supporteurs espagnols dont certains, ivres, ont provoqué des incidents lors de leur arrivée à l'aéroport de Cologne. Karembeu a égalisé à un quart d'heure de la fin, ce qui laisse augurer une qualification du champion d'Espagne. *« J'attendais avec impatience d'inscrire un but pour le Real, qui m'a accueilli au début de l'année »*, s'est réjoui Christian Karembeu.

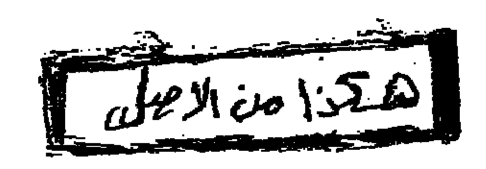
Le duel entre les deux géants financiers du football allemand n'a pas tenu ses promesses. Le Bayern Munich et Borussia Dortmund, champion d'Europe en titre, se sont neutralisés (0-0) au Stade olympique devant 60 000 spectateurs engourdis par la monotonie du spectacle. L'équipe bavaroise ne s'est montrée dangereuse qu'en deuxième mi-temps par son attaquant brésilien, Giovane Elber, mais il était trop tard pour déstabiliser la défense renforcée du Borussia. *« Je ne suis pas satisfait du comportement de mon équipe*, a dit l'entraîneur italien du Bayern, Giovanni Trapattoni. *Nous n'avons pas pris le jeu à notre compte. Mais nos chances de qualification ne sont pas totalement compromises. »*

Son compatriote Nevio Scala, l'entraîneur de Dortmund, envisage la seconde manche avec sérénité : *« Nous avons bien manœuvré en première mi-temps avant de baisser sous la pression de nos adversaires. Mais ce score me satisfait pleinement. »*

Les résultats des quarts de finale aller de la Ligue des champions : Monaco-Manchester United (Ang.) 0-0, Juventus (It.)-Dynamo Kiev (Ukr.) 1-1, Bayer Leverkusen (All.)-Real Madrid (Esp.) 1-1, Bayern Munich (All.)-Borussia Dortmund (All.) 0-0. Les matches retour auront lieu mercredi 18 mars.

Zico rejoint la sélection brésilienne

Zico, l'ancien international brésilien, moins connu sous le nom d'Arthur Antunes Coimbra, qui est pourtant son véritable patronyme, a été choisi pour épauler Mario Jorge Zagallo à la tête de la sélection *auriverde* en vue de la Coupe du monde 1998. A l'âge de quarante-cinq ans, il reprend du service, après avoir longtemps conduit le jeu de Flamengo et celui de l'équipe nationale. Officiellement coordinateur technique, Zico supervisera la préparation technique et physique des joueurs et coordonnera leurs entraînements tactiques. En fait, il s'agit pour lui de rassurer les responsables fédéraux brésiliens, les très influents médias locaux et les supporteurs en prêtant main-forte à Mario Zagallo, contesté depuis la défaite du Brésil (0-1) face aux Etats-Unis en demi-finale de la Gold Cup, le 10 février.



Nuages au nord, soleil au sud

LA LOIRE va jouer son rôle de limite climatique. Au nord, vendredi, dans un flux d'ouest humide généré par la dépression du centre Atlantique, les nuages défileront rapidement et donneront de la pluie. Au sud de la Loire, l'anticyclone du bassin méditerranéen favorisera le retour du soleil.

Bretagne, pays de loire, Basse-Normandie. – Les nuages seront nombreux dans le nord de la Bretagne et en Normandie où il pleuvra durablement. Le sud de la Bretagne et les pays de Loire échapperont à la pluie, mais resteront sous un ciel nuageux. Le vent d'ouest atteindra 70 km/h dans les terres, 90 en Manche. Il fera de 12 à 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – La journée sera maussade dans le Nord et les Ardennes. Il pleuvra de façon soutenue et le vent d'ouest atteindra 100km/h dans le Pas-de-Calais. Il pleuvra plus faiblement de la Normandie à l'Ile-de-France. La région Centre gardera un temps sec. Il fera de 10 à 16 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La pluie arrosera copieusement la Champagne et la Lorraine. Il ne pleuvra pas en Alsace. Plus au sud, le soleil tente quelques percées dans le sud de la Bourgogne et de la Franche-Comté. Il fera de 10 à 12 degrés.

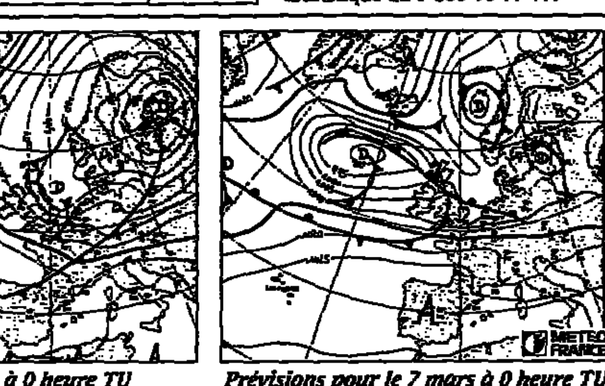
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le ciel parfois nuageux dans le Poitou deviendra ensoleillé dans le Sud-Ouest. Il fera de 15 à 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – La journée s'annoncera belle, avec simplement des nuages d'altitude du Limousin à la région lyonnaise et la Haute-Savoie. Il fera de 14 à 16 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil brillera. Seul un vent d'ouest modéré entre le Var et le nord de la Corse viendra contrarier la douceur des températures. Il fera de 16 à 19 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 6 MARS 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	26/30 P	KIEV	-1/6 P	VENISE	6/12 N	LE CAIRE	11/22 S
				POINTE-A-PIT.	23/30 N	LISBONNE	15/24 S	VIENNE	4/11 N	MARRAKECH	11/26 S
				ST-DENIS-RÉ.	24/28 N	LIVERPOOL	8/12 P	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	15/26 S
				EUROPE		LONDRES	6/14 P	BRASILIA	20/30 N	PRETORIA	19/32 S
				AMSTERDAM	5/10 P	LUXEMBOURG	3/9 P	BUENOS AIR.	17/20 P	RABAT	12/23 S
FRANCE métropole		NANCY	4/10 P	ATHENES	11/19 N	MADRID	9/23 S	CARACAS	24/30 S	TUNIS	12/19 S
AJACCIO	7/16 S	NANTES	6/14 C	BARCELONE	9/17 N	MILAN	6/15 S	CHICAGO	-1/7 C	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	10/22 S	NICE	8/18 S	BELFAST	4/10 P	MOSCOU	-6/1 N	LIMA	25/30 N	BANGKOK	25/34 S
BORDEAUX	6/18 N	PARIS	6/12 P	BELGRADE	2/13 S	MUNICH	1/9 C	LOS ANGELES	9/13 S	BOMBAY	19/28 S
BOURGES	5/14 C	PAU	5/19 S	BERLIN	2/7 *	NAPLES	9/16 N	MEXICO	9/24 S	DJAKARTA	26/30 C
BREST	8/13 P	PERPIGNAN	5/18 S	BERNE	-2/10 P	OSLO	-10/-2 N	MONTREAL	-2/2 S	DUBAI	16/24 S
CAEN	7/12 P	RENNES	6/14 P	BRUXELLES	6/10 P	PALMA DE M.	7/20 S	NEW YORK	3/9 N	HANOI	21/25 N
CHERBOURG	6/13 P	ST-ETIENNE	3/16 S	BUCAREST	2/12 P	PRAGUE	-2/7 *	SAN FRANCIS.	7/13 S	HONGKONG	17/20 N
CLERMONT-F.	3/17 N	STRASBOURG	3/11 C	BUDAPEST	3/12 N	ROME	4/16 N	SANTIAGO/CHI	11/23 N	JERUSALEM	11/22 S
DIJON	3/14 C	TOULOUSE	5/18 S	COPENHAGUE	1/3 *	SEVILLE	13/27 S	TORONTO	-2/5 N	NEW DEHLI	12/21 P
GRENOBLE	1/16 S	TOURS	5/13 P	DUBLIN	8/13 P	SOFIA	1/9 P	WASHINGTON	-2/10 S	PEKIN	1/12 S
LILLE	6/11 P	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	4/11 P	ST-PETERSB.	-11/-7 S	**AFRIQUE**		SEOUL	5/15 S
LIMOGES	5/15 S	CAYENNE	25/31 N	GENEVE	0/13 N	STOCKHOLM	-5/1 S	ALGER	7/23 S	SINGAPOUR	27/32 P
LYON	3/15 N	FORT-DE-FR.	23/29 N	HELSINKI	-11/-5 S	TENERIFE	15/20 S	DAKAR	20/26 S	SYDNEY	19/27 C
MARSEILLE	5/17 S	NOUMEA	25/30 N	ISTANBUL	6/10 N	VARSOVIE	-1/5 *	KINSHASA	24/31 P	TOKYO	4/11 S



Situation le 5 mars à 0 heure TU — *Prévisions pour le 7 mars à 0 heure TU*

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CROISIÈRES.** *Vision of the Seas*, 3 000 passagers, le dernier-né des Chantiers de l'Atlantique, sera mis à l'eau le 16 avril pour la Royal Caribbean International, dont la flotte compte douze géants des mers conçus comme des villages-clubs luxueux. Lors d'une première croisière d'une semaine en Méditerranée, au départ de Barcelone, les passagers bénéficieront d'avantages. Soit, les 9, 16 et 23 mai : 4 900 F pour une cabine intérieure et jusqu'à 13 100 F pour une suite d'armateur. Tarif par personne en occupation double, pension complète, avec l'avion de Paris sur vol régulier. Renseignements : 01-45-77-10-74.

■ **QUÉBEC.** Destination Québec, l'agence de promotion du tourisme québécois en France et en Belgique, s'installe dans de nouveaux locaux 46, rue Saint-Anne, 75002 Paris, tél. : 01-44-77-87-87. Information touristique au 0-800-90-77-77.

VENTES

Les scènes de rue parisiennes d'Eugène Galien-Laloue

TOUT À FAIT dans le goût et les conventions de son époque, Eugène Galien-Laloue (1854-1941) est un spécialiste des scènes de rue de Paris. A coups de petites touches de couleur, il anime ses personnages dans une lumière habile. Les grands boulevards, les quais, les monuments sont représentés à toutes les saisons et à toutes les heures du jour, essentiellement à l'aquarelle et à la gouache.

L'originalité de Galien-Laloue réside non pas tant dans sa peinture que dans l'utilisation de trois pseudonymes différents en plus de son nom. Lié par contrat exclusif avec une galerie, il se servit de ce stratagème pour vendre librement certaines de ses œuvres. Il signe Louis Dupuy surtout pour des marines, Galiany pour le genre barbizonien, et Liévin pour un peu tout le reste.

Très prolifique, il exécute une gouache tous les deux jours, de l'âge de vingt ans jusqu'à soixante-quinze ans, plus des toiles et des dessins. Cet aspect de variations sur le même thème explique les écarts de prix d'une œuvre à l'autre : certaines sont très réussies, quelques-unes beaucoup moins.

Ces gouaches se vendent entre 10 000 et 50 000 francs, les plus disputées dépassent parfois 100 000. Sa production sous pseudonyme, bien que de même main, se révèle presque toujours sensiblement décotée. Celle portant son vrai nom a séduit dès le début de sa carrière le public anglo-saxon et aujourd'hui encore ses œuvres se négocient aussi bien à Londres et New York qu'à Paris.

A Drouot, lundi 9 mars, une vente propose cinq dessins et une toile de Galien-Laloue dit Liévin. Ils sont présentés par l'expert Noë Willer, dont les recherches récentes ont levé les derniers doutes sur la quadruple personnalité du peintre.

Dans la veine parisienne des gouaches figurent les *Quais de Paris animés* (40 000 à 50 000 francs), le *Quai de l'Hôtel de Ville sous la neige* (35 000 à 45 000 francs), le *Sacré-Cœur vu du square d'Anvers* (30 000 à 40 000 francs), traités dans un luxe de détails et de couleurs gaies. Pour la touche barbizonnienne, deux gouaches : *Paysage animé à l'étang* (25 000 à 30 000 francs) et *Mare devant la ferme* (10 000 à 15 000 francs).

Certaines huiles sur toile, d'une inspiration à l'opposé du folklore (beaucoup de marron, du noir, du gris), témoignent du monde du travail, par exemple des sorties d'usine dans la région parisienne. Ainsi *Quai de gare* (40 000 à 50 000 francs) offre une vision du monde qui ne suscite pas la nostalgie du bon vieux temps.

Catherine Bedel

★ **Drouot-Richelieu, lundi 9 mars. Exposition le samedi 7 de 11 à 18 heures et le lundi de 11 à 12 heures. Etude Cornette de Saint-Cyr, 44, avenue Kléber 75016, tél. 01-47-27-11-24. Expert : Noë Willer, 1, square des Alicamps 75016, tél. 01-40-50-85-60.**

Calendrier

ANTIQUITÉS

● **Trouville** (Calvados), casino, jusqu'au dimanche 8 mars, de 10 à 20 heures, 35 exposants, entrée 25 francs.

● **Orléans** (Loiret) parc expo, jusqu'au lundi 9 mars, vendredi de 14 à 20 heures, samedi et dimanche de 10 à 20 heures, lundi de 10 à 18 heures, 70 exposants, entrée 30 francs.

● **Perpignan** (Pyrénées-Orientales), palais expo, jusqu'au dimanche 8 mars, de 10 à 19 heures, 45 exposants, entrée 20 francs.

● **Valence** (Drôme), parc expo, samedi 7 et dimanche 8 mars, samedi de 9 à 19 heures, dimanche de 10 à 19 heures, 150 exposants, entrée 10 francs.

● **Melun** (Seine-et-Marne), salle des fêtes, samedi 7 et dimanche 8 mars, de 10 à 19 heures, 40 exposants, entrée 20 francs.

● **La Roche-sur-Yon** (Vendée), parc expo des Oudairies, samedi 7 et dimanche 8 mars, de 10 à 19 heures, 100 exposants, entrée 20 francs.

BROCANTE

● **Metz** (Moselle) parc expo, du samedi 7 au samedi 14 mars, 250 exposants.

● **Dole** (Jura), salle des fêtes, samedi 7 et dimanche 8 mars, 40 exposants, entrée 15 francs.

● **Le Mans** (Sarthe), parc expo, samedi 7 et dimanche 8 mars, 200 exposants.

● **Esbly** (Seine-et-Marne), salle polyvalente, samedi 7 et dimanche 8 mars, 100 exposants.

● **Saint-Vrain** (Essonne), stade municipal, samedi 7 et 8 mars, 120 exposants.

COLLECTIONS

● **Floirac** (Gironde), Salon des minéraux et fossiles, maison Arts et Loisirs, samedi 7 et dimanche 8 mars, 30 exposants.

● **Reims** (Marne), Salon du véhicule de collection, parc expo, samedi 7 et dimanche 8 mars, 350 exposants, entrée 40 francs.

● **Clermont-Ferrand** (Puy-de-Dôme), Salon de l'arme ancienne, Maison des sports, samedi 7 et dimanche 8 mars, 20 exposants, entrée 30 francs.

● **Montfort-Génois** (Sarthe), Salon du livre d'occasion, salle polyvalente, samedi 7 et dimanche 8 mars, 40 exposants, entrée 10 francs.

● **Montigny-le-Bretonneux** (Yvelines), Salon minéraux et fossiles, hôtel de ville, samedi 7 et dimanche 8 mars, 20 exposants.

● **Marseille** (Bouches-du-Rhône), Bourse toute collection, parc Chanot, samedi 7 et dimanche 8 mars.

DÉPÊCHES

■ **La cote des sièges.** Dimanche 1er mars, dans les salons Etoile-Marceau, lors d'enchères sur une collection de 130 sièges du XVIIIe, une bergère Louis XV de Cresson a obtenu 50 000 francs, un fauteuil Louis XVI de Dellanois 55 000 francs, une chaise basse Louis XV en merisier 28 500 francs, une bergère Louis XVI de Burgat 23 000 francs. Etudes Ruellan, tél. : 02-97-47-26-32.

■ **Salon d'antiquaires.** L'hippodrome d'Auteuil accueille du 6 au 16 mars une centaine d'antiquaires. Chaque jour, à 15 heures, deux experts effectuent des visites commentées. Pelouse de l'hippodrome d'Auteuil, de 11 à 20 heures. Nocturne le jeudi 12 jusqu'à 22 heures. Entrée 50 francs.

■ **Trésors privés.** Du 10 au 15 mars, Sotheby's organise à la galerie Charpentier une exposition de chefs-d'œuvre du mobilier – prêtés par des particuliers – qui ne sont pas mis en vente. On pourra admirer une commode de Marie-Antoinette réalisée par Riesener et une table ornée d'une mosaïque de 148 échantillons de pierres semi-précieuses, offerte par l'Electeur de Saxe à l'ambassadeur de France lors de la paix de Teschen en 1780. Galerie Charpentier, 76, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e, de 10 à 18 heures.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98056

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II											
III						■	■				
IV											
V			■	■							
VI									■		
VII						■					
VIII			■							■	
IX					■						
X		■									
XI					■						

HORIZONTALEMENT

I. S'oppose au général dans le civil. – II. A besoin de gros moyens pour gérer les fonds. – III. Son voyage a fini à l'eau. Fils du Soleil. – IV. L'exécution ne dépend que de lui. Société qui a le sens des affaires. – V. Va avec le vu. Malade comme un cheval. – VI. Donne la bonne mesure du trajet. Petit nom de princesse. – VII. Entrer en relations. Donner les moyens d'affronter. – VIII. Négation. Craquement d'écorce. – IX. Messagère des dieux. Possessif. – X. Contrainte et forcée. – XI. Rend fou. Mises bout à bout.

VERTICALEMENT

1. Fournisseur de vieilles. – 2. Point d'appui. – 3. Le quart d'une peseta. Donne le choix. Légale depuis 1974. – 4. Mis à sec. Certains l'attendent encore. – 5. Qui n'était même pas attendu. – 6. Crée une association. A la bonne heure. Passe à Périgueux avant de rejoindre la Dordogne. – 7. Pris connaissance en le retournant. Produit de deux civilisations. – 8. Celle de la jungle permet tous les coups. Engage tout le monde, sauf l'ivrogne. – 9. En feu. Maquille. – 10. Depuis des siècles on nous sert son postulat. Arrivée à bon port. – 11. Qui ne prêtent pas matière à discussions.

Philippe Dupuis

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

SOLUTION DU N° 98055

HORIZONTALEMENT

I. Désenchanté. – II. Etamée. Foin. – III. Solo. Refend. – IV. Timidité. Té. – V. Il. Susurrât. – VI. Tee. Cédée. – VII. Usera. Ingré. – VIII. Calmât. Am. – IX. Plein. Oté. – X. Ocra. Etalon. – XI. Nasillement.

VERTICALEMENT

1. Destitution. – 2. Etoiles. Ça. – 3. Salm. Eecprs (crêpes). – 4. Emois. Râlai. – 5. Ne. Ducale. – 6. Cerise. Miel. – 7. Etudiante. – 8. Afférent. Am (ma). – 9. Noé. Reg. Olé. – 10. Tinta. Raton. – 11. Endettement.

L'ART EN QUESTION N° 56

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

La sœur d'un ami

AVANT les grands départs qui l'emmèneront vers Tahiti et les îles Marquises, Paul Gauguin a commencé sa recherche du « sauvage », du « primitif », au cours de séjours en Bretagne, à la fin des années 1880.

En 1888, il est à Pont-Aven, où il mène des recherches picturales qui se démarquent de l'impressionnisme. Les formes sont simplifiées, la couleur appliquée en larges plages, dont les contours sont soulignés d'un cerne, suivant une technique qui rappelle celle du vitrail.

Madeleine Bernard, qui lui sert ici de modèle, est la sœur du jeune peintre Emile Bernard, qui réalise, au même moment, un portrait de Madeleine, allongée, telle une gisante, dans un petit bois proche de Pont-Aven. Ce petit bois, devenu célèbre grâce aux peintres, s'appelle :

■ Le Bois d'Amour ?
■ Le Bois Sainte-Marguerite ?
■ Le Bois de Trémalo ?

Réponse dans *Le Monde* du 13 mars



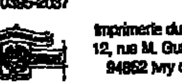
MUSÉE DE GRENOBLE

Paul Gauguin (1848-1903), « Portrait de Madeleine Bernard » (1888). Huile sur toile, 72 × 58 cm. Grenoble, Musée des beaux-arts.

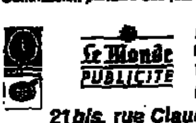
Solution du jeu n° 55 publié dans *Le Monde* du 27 février

C'est Marie de Magdala qui a assisté à la Crucifixion et à la mise au tombeau ; elle est une des saintes femmes présentes le jour de la Résurrection. La vie de Marie l'Egyptienne appartient aux légendes du Moyen Age.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Les nouveaux systèmes solaires défient les théories des astronomes

Plus d'une dizaine de planètes ont été détectées autour d'étoiles ces trois dernières années. Les disques circumstellaires, qui leur donnent parfois naissance, sont encore plus nombreux qu'on ne le croyait. Ces ensembles paraissent bien exotiques, comparés à l'entourage de notre Soleil

La mise en évidence d'un disque de poussière et de gaz autour du Rectangle rouge, une vieille étoile de la constellation de la Licorne, intrigue les astronomes. La composition de la matière qu'il contient ressemble, en effet, à ce que l'on trouve dans ceux qui donnent naissance aux systèmes planétaires. Or, selon les théories actuelles, ces derniers devraient, normalement, se former autour des étoiles jeunes, à partir de la « nébuleuse primitive » dont elles sont issues. Les progrès des instruments d'observation ont entraîné, ces trois dernières années, la découverte d'un grand nombre de planètes en orbite autour d'étoiles. Ces ensembles, le plus souvent très différents de notre système solaire, surprennent eux aussi les scientifiques par leur étrangeté. Ces découvertes, obtenues de manière indirecte par la mesure très difficile de phénomènes extrêmement ténus comme des fluctuations de luminosité ou des anomalies de mouvements, devraient se multiplier avec les nouvelles techniques d'observation, comme l'interférométrie.

C'EST UNE MÉSAVENTURE classique, qui se répète à l'envi dans l'histoire de l'astronomie. En interprétant les maigres observations dont ils disposent, les chercheurs échafaudent une théorie qu'ils modifient et enrichissent pendant des années, au rythme des découvertes. Et soudain, patatras ! Un élément nouveau semble remettre tout en cause et oblige à des révisions déchirantes. C'est ce qui vient de se produire avec la détection d'un disque riche en poussières et en gaz autour du Rectangle rouge, un système d'étoiles

nature — le Monde — EL PAIS

binaire de la constellation de la Licorne.

L'étude de cet anneau, menée par une équipe belgo-néerlandaise à l'aide du télescope spatial européen ISO (Infrared Space Observatory), prouve qu'il contient de l'oxygène, peut-être de l'eau et, surtout, d'importantes quantités de cristaux d'olivénite, une forme particulière de silicates, présents lors de la genèse des planètes puisqu'on les retrouve aussi bien autour des étoiles nouveau-nées que sur Terre et dans les comètes, témoins de la naissance du système solaire.

Il pourrait donc s'agir d'un « disque protoplanétaire » susceptible de donner naissance à un « système solaire » analogue au nôtre. Un disque circumstellaire supplémentaire, comme ceux que l'on a déjà souvent détectés autour des étoiles jeunes ressemblant à notre Soleil. Le problème, c'est que le Rectangle rouge n'entre pas du tout dans cette catégorie : il s'agit de deux étoiles proches l'une de l'autre (l'équivalent de la distance Terre-Soleil) dont l'une, très vieille, est en fin de vie. Cette curiosité, décrite dans l'édition du 26 février de la revue *Nature*, est susceptible de bouleverser toutes les théories sur la formation des systèmes solaires.

« A PORTÉE DE LA MAIN »

Ces dernières s'appuient, évidemment, sur les indices que nous avions, jusqu'à présent, « à portée de la main ». C'est-à-dire notre Soleil et son cortège de planètes. Elles trouvent leur origine dans l'hypothèse de la nébuleuse primitive émise par Kant en 1755 et Laplace en 1796. Elles stipulent que le Soleil, comme toutes les étoiles, est né de l'effondrement sur lui-même, sous l'effet de sa propre masse, d'un énorme nuage en rotation. Une partie de la nébuleuse, qui a échappé à cette monstrueuse concentration de matière, reste piégée par la gravité autour de l'étoile naissante. Elle prend peu à peu la forme d'un disque dans lequel les planètes se forment progressivement, sous l'effet conjugué du refroidissement de la matière, de la collision et de l'accrétion des blocs de roches.

Autres mondes, autres soleils
SYSTÈME SOLAIRE
SOLEIL
ÉTOILES
AUTRES SYSTÈMES SOLAIRES
47 Uma — 24 x Masse de Jupiter (M Jup)
51 Peg — 0,47 M Jup
55 Cancri — 0,84 M Jup
tau Bootis — 3,8 M Jup
upsilon Andromedae — 0,68 M Jup
70 Vir — 6,6 M Jup
HD 114762 — 10 M Jup
16 Cyg B — 1,7 M Jup
rho Cr B — 1,1 M Jup
0 — 0,5 — 1 UA (150 millions de km) — 2

L'étude isotopique des divers éléments à longue durée de vie trouvés dans le système solaire est formelle : les planètes et le Soleil se sont formés successivement, à seulement 10 millions d'années d'intervalle, il y a 4,5 milliards d'années. Autant dire quasiment en même temps. On sait aussi que le Soleil devrait, d'ici 5 milliards d'années, enfler démesurément pour devenir une « géante rouge », et absorber les planètes qui l'entourent. Or l'une des étoiles du Rectangle rouge en est précisément à ce stade... Christoffel Waelkens (université de Louvain, Belgique) est formel. *« Le disque est formé de matière issue d'une étoile évoluée. »* Il ne peut donc pas s'agir des restes du disque circumstellaire primitif.

Donnera-t-il naissance à un nouveau « système solaire » ? C'est une autre histoire. D'autres étoiles similaires semblent, elles aussi, dotées d'un disque. Ces derniers sont beaucoup moins lumineux que celui du Rectangle rouge, qui est très brillant dans le spectre infrarouge. Est-ce parce que des planètes s'y sont déjà formées, diminuant d'autant la matière alentour ? Rien ne permet de l'affirmer, reconnaît le professeur belge.

Les gaz légers (hydrogène et hélium) disparaissent rapidement de l'entourage des vieilles étoiles. Si des planètes s'y forment, elles seront donc forcément très différentes de celles du système solaire, estime Daniel Gautier (observatoire de Paris-Meudon). On n'y trouvera pas, par exemple, de planètes gazeuses géantes, comme Jupiter.

LE DISQUE DU RECTANGLE

Pour aller plus loin, il faudra poursuivre les observations, affiner les recherches. Cela ne sera pas facile. Même si l'on découvre une ou plusieurs planètes dans le disque du Rectangle rouge – ce qui n'est pas le cas, pour l'instant – rien ne permettrait d'affirmer qu'elles ne sont pas les survivantes d'un premier système solaire, formé lors de la naissance de l'une des étoiles.

« Ce serait possible, à condition qu'elles aient une taille au moins égale à celle de Jupiter et soient situées à grande distance de l'étoile », estime Christoffel Waelkens. En attendant, les chercheurs vont aussi se tourner vers leurs ordinateurs, pour simuler sur leurs modèles numériques comment le disque a pu naître et évoluer. Hélas, les effets gravitationnels engendrés par un système binaire sont beaucoup plus complexes que ceux d'une étoile unique et, *« avec les connaissances actuelles, il est difficile de modéliser le comportement des disques qui les entourent »*, déplore le chercheur belge.

Le Rectangle rouge, on le voit, pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses. L'intérêt majeur qu'apporte l'analyse de la composition de son disque est de prouver que les systèmes protoplanétaires sont beaucoup plus courants qu'on le pensait jusqu'à présent et ne se trouvent pas forcément autour des étoiles jeunes. Donnent-ils pour autant naissance à des planètes à partir d'un mécanisme analogue à celui qui a permis la formation de notre système solaire ? Toute la question est de savoir si ces disques sont balayés très vite par le vent stellaire, ou s'ils stationnent autour de l'étoile suffisamment longtemps pour qu'un système solaire puisse s'y former.

La détection récente de planètes autour de deux pulsars pourrait peut-être apparaître comme un indice en faveur de la seconde hypothèse. Ces étoiles en fin de vie émettent, en effet, des rayons X très énergétiques, créant autour d'elles un milieu hostile où les poussières sont plus susceptibles d'être détruites que poussées à s'agglomérer. Mais ce n'est qu'un indice...

Jean-Paul Dufour

Le nouveau « Guide bleu » des astres étranges

NOUS AVONS, le 16 juin 1995, publié une page commune *Nature* & *Le Monde* sur la recherche de systèmes planétaires autres que le nôtre. J'avais alors rédigé une sorte de Guide bleu des étoiles les plus proches du Soleil, évoquant la probabilité de trouver des planètes en se fondant sur ce que nous savions du système solaire. Quatre mois plus tard à peine, Pegasi 51 B était découverte. C'était la première planète extrasolaire. Mais, contrairement à ce qu'on attendait, le système auquel elle appartient est bien différent du nôtre.

J'ai le grand plaisir de reconnaître à quel point je me suis trompé. Mon erreur était de croire que tous les systèmes planétaires devaient se ressembler. En trois ans, plus d'une dizaine ont été détectés. Rares sont ceux qui rappellent vraiment ce que nous connaissons. Cela oblige les astronomes à réviser leurs hypothèses sur la formation des planètes. Notre système solaire serait-il une curiosité de la nature, ou seulement l'une des nombreuses variantes possibles de l'organisation des corps célestes autour d'une étoile ?

Voici donc, remis à jour, mon Guide bleu des systèmes les plus en vogue de la Galaxie aujourd'hui. La plupart des planètes dont il est question ici sont géantes, à peu près aux dimensions de Jupiter (le Goliath de notre système solaire), souvent beaucoup plus considérables encore. Les plus grandes pourraient même ne pas être des planètes au sens où l'on entend ce mot, mais des « naines brunes », corps intermédiaires entre planètes géantes et petites étoiles.

Il n'est pas – encore – possible de détecter, dans ces systèmes, des planètes de la taille de la Terre (318 fois moins massive que Jupiter). Et aucune n'a été directement observée : leur présence est déduite du comportement de leurs étoiles. Les astronomes passent actuellement en revue des centaines d'étoiles relativement « proches » de nous. La liste va donc rapidement s'allonger d'ici quelques années.

LE PLUS RESSEMBLANT

Le système planétaire qui ressemble le plus au nôtre serait celui de *47 Ursae majoris*. Cette étoile qui rappelle beaucoup le Soleil possède une planète dont la masse est de 2,4 Jupiter (MJ), son orbite se situant à 2,1 unités astronomiques (une UA représente la distance Terre-Soleil, soit 150 millions de km). Bien que géante, une telle planète ne surprendrait pas « chez nous ». Du moins se situe-t-elle à la distance de son étoile correspondant à celle à laquelle on s'attend à voir une planète de sa taille : quelque part entre Mars et Jupiter.

Autre système d'apparence familière mais dont l'existence n'est pas confirmée pour l'instant, celui de l'étoile rouge Lalande 21185, qui se situe non loin de nous, à 8,2 années-lumière. Elle posséderait une planète de 1,6 MJ dont l'orbite est de 10 UA, ainsi qu'une autre, plus petite (0,9 MJ) et plus proche d'elle (2,5 UA).

CINQ GÉANTES DÉCOUVERTES

L'étoile 55 Cancri A est un peu plus étrange. Elle constitue avec la naine rouge, 55 Cancri B, qui en est éloignée de plus de 1 100 UA, *un système binaire*. Elle semble posséder une planète de 5 MJ, avec une orbite de quinze à vingt ans. Mais le plus curieux est qu'une autre planète de *0,84 MJ se situe à 0,11 UA à peine de* 55 Cancri A. Un peu comme si Jupiter était placé plus près du Soleil que Mercure !

Ces planètes géantes proches de l'étoile sont néanmoins assez courantes : cinq, au moins, ont été détectées. La première (qui est aussi la première planète extrasolaire à avoir été découverte) accompagne 51 Pegasi. Sa masse est la moitié de celle de Jupiter et le rayon de son orbite n'est que de 0,05 UA. La température à sa surface frôle les 1 000 C. L'étoile upsilon Andromedae a un compagnon très semblable. De même que tau Bootis A, avec sa naine rouge, tau Bootis B, à l'orbite extrêmement elliptique.

L'excentricité des orbites caractérise un autre ensemble de systèmes planétaires, qui fait paraître ternes, presque banlieusardes, les orbites quasi circulaires de nos propres planètes. Le premier système de ce genre à avoir été détecté est celui de *70 Virginis*. Il possède une planète géante (6,6 MJ), qui pourrait même être une « naine brune », à l'orbite elliptique extrêmement excentrique. Cet objet rappelle par sa masse le compagnon de l'étoile *HD 114762*, qui, avec plus de 10 MJ, est à la limite de constituer lui-même une étoile.

La planète la plus curieuse de toutes reste sans doute celle qui gravite autour de *16 Cygni B*, un soleil analogue au nôtre. Cette planète, d'une masse limitée à 1,5 MJ, décrit une trajectoire nettement plus excentrique que celle de toutes ses congénères connues. Sans doute parce que 16 Cygni B fait partie d'un système à étoiles triple.

Henry Gee

L'étoile bêta Pictoris, un modèle pour les chercheurs de l'invisible

L'ÉTOILE bêta Pictoris est un merveilleux laboratoire pour les astronomes qui veulent étudier la formation des systèmes solaires. D'abord parce qu'elle est jeune. Par comparaison, si le Soleil est un homme de cinquante ans, bêta Pictoris est un bébé de six mois. Ensuite parce qu'elle est entourée, comme l'ont montré des observations faites il y a plusieurs années, d'un disque relativement dense de poussières dans lequel les astronomes ont vu une preuve de ces phases d'accrétion de matière que notre système solaire a connues lors de sa formation il y a 4,5 milliards d'années.

Les images récemment prises par le télescope spatial Hubble ont confirmé et renforcé cette théorie qui veut que les étoiles naissent de l'effondrement gravitationnel de grands nuages de poussières et de gaz. Ce même processus conduirait à la naissance de « planétésimaux » qui, à leur tour, serviraient de matière première à la constitution de véritables planètes. L'analyse détaillée des clichés a permis la mise en évidence de variations de la lumière émise par le disque de bêta Pictoris. Il semble que cette zone plane de forte densité de matière soit quelque peu gondolée. Une explication possible est que la forme du disque est perturbée par la masse de protoplanètes qui, en quelque sorte, le modèleraient par effet gravitationnel.

LES ONDULATIONS DU DISQUE

Selon Sally Heap, du Laboratoire d'astronomie et de physique solaire du Goddard Space Center (NASA), *« ces ondulations du disque pourraient très bien être causées par la pression intense qu'exercent les radiations émises par la jeune étoile. Mais,* ajoute le chercheur, *une déformation aussi accentuée favorise plutôt l'hypothèse de l'existence d'une planète tournant autour d'elle dans un plan légèrement décalé par rapport à celui du disque de poussières. »*

Pour d'autres spécialistes comme Al Schultz (Space Telescope Science Institute), ces « irrégularités » pourraient avoir été provoquées par le passage à proximité de bêta Pictoris d'une étoile perturbatrice petite et peu lumineuse. Vraisemblablement une naine brune dont les effets gravitationnels se seraient faits sentir jusque-là.

Lever le doute n'est guère facile. Déduire, à partir des « anomalies » de ces disques de poussières circumstellaires la position et la masse des corps qui les déforment est d'autant plus compliqué qu'il est difficile d'obtenir des images de qualité. La lumière qu'ils nous envoient se noie dans celle, aveuglante, des étoiles autour desquels ils sont en orbite.

Il n'y a pas si longtemps, le pouvoir de résolution de Hubble avait permis d'observer le disque de bêta Pictoris comme si on en était éloigné de 6 milliards de kilomètres, soit à peu près la distance qui sépare le Soleil de sa plus lointaine planète, Pluton. Mais, plus récemment, on a pu ramener cette distance à seulement 2,5 milliards de kilomètres en associant au spectrographe STIS de Hubble un coronographe, appareil qui permet de masquer la partie la plus brillante d'une étoile pour ne voir que sa partie la plus externe.

Ceci témoigne de la difficulté qu'il y a de découvrir, directement, des planètes extrasolaires. Aussi a-t-il fallu, à partir des années 80, mettre au point un ensemble de techniques de détection permettant de mesurer les infimes variations de mouvement que d'éventuelles planètes pourraient causer à leurs soleils. De même a-t-il fallu recourir à des photomètres spéciaux pour mesurer avec précision la quantité de lumière émise à chaque instant par des étoiles pour découvrir parfois de petites oscillations de flux lumineux pouvant s'expliquer par la présence de planètes qui, en passant devant ces soleils, provoqueraient des mini-éclipses observables depuis la Terre.

SANS PLACE AU DOUTE

Ces dix dernières années, les progrès accomplis dans le traitement de l'image, ainsi que ceux obtenus dans le développement de caméras CCD installées sur de grands télescopes, ont permis de démontrer, sans laisser place au doute, l'existence de telles planètes à partir des anomalies de mouvement de leur étoile. Et ce en nombre bien plus grand qu'on ne le pensait. Geoffrey Marcy et Paul Butler, de l'université de Californie, ont joué les pionniers dans ce domaine. Mais avant qu'ils n'obtiennent des résultats, une équipe de l'Observatoire de Genève dirigée par Michel Mayor a fait en 1995 une surprenante trouvaille. Elle a pu observer les perturbations gravitationnelles engendrées par une planète massive sur l'étoile 51 Pegasi. La trajectoire de cet objet, dénommé Pegasi 51 B, serait proche de son soleil, ce qui laisse à penser qu'il s'agit d'une planète inhospitalière dont la température élevée serait sujette à variations.

D'autres planètes ont été depuis lors découvertes. Geoffrey Marcy a ainsi annoncé l'existence de six d'entre elles lors du Congrès international sur les naines brunes et les planètes extrasolaires qui s'est tenu en mars 1997 aux Canaries. Tous ces objets présentent des caractéristiques fort différentes.

Cela va de cette planète lointaine et froide, une sorte de Jupiter qui graviterait autour de 47 Ursae majoris, à celle, liquide ou gazeuse, mise en évidence autour de 70 Virginis, dont l'environnement pourrait être favorable à l'apparition d'une éventuelle forme de vie.

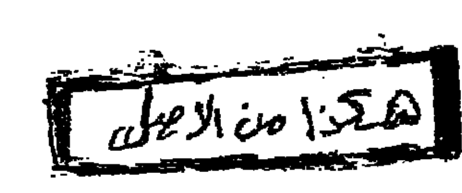
DES PLANÈTES PARTOUT ?

Au cours des prochaines années, le recours à des techniques d'interférométrie faisant appel à l'utilisation conjointe de plusieurs télescopes alignés pourrait agrandir ce catalogue.

Tous les grands télescopes s'y emploient d'autant plus que les astrophysiciens avancent qu'il n'est pas impossible que presque toutes les étoiles que nous voyons possèdent des planètes. Dans ces conditions, appréhender notre système solaire comme un cas unique est une idée aussi antique que celle qui avait conduit à le considérer comme le centre de l'Univers.

Josep Maria Trigo i Rodriguez

★ Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.



ART Le Palazzo Grassi de Venise accueille jusqu'au 28 juin une importante exposition consacrée à Pablo Picasso. Conçue par Jean Clair, directeur du Musée Picasso à Paris, elle réunit plus de trois cents œuvres du maître réalisées entre 1917 et 1924, une période heureuse, *richissime*, durant laquelle se chevauchent et se confrontent les styles, perturbant les amis du cubisme et confortant les partisans du retour à la tradition. ● *RIDEAUX, DÉCORS, COSTUMES*, l'exposition retrace l'intense travail du peintre à cette époque pour le monde de la musique et de la danse – en particulier pour les Ballets russes de Diaghilev –, qu'elle met en relation avec le reste de son œuvre. ● DU SÉJOUR EN ITALIE de Picasso, on ne sait que peu de choses. Durement éprouvé par la mort d'Eva, il s'adonnera, entre Rome et Naples, à diverses mondanités, et trouvera à Pompéi l'inspiration d'érotiques « Fantaisies pompéiennes ».

Le Palazzo Grassi de Venise fête Picasso le Méditerranéen

Jean Clair, directeur du Musée Picasso à Paris, a conçu une importante exposition réunissant quelque trois cents œuvres réalisées entre 1917 et 1924, période heureuse d'un artiste séduit par Arlequin et la figuration classique

PICASSO 1917-1924. LE VOYAGE D'ITALIE. Palazzo Grassi, San Samuele 3231, Venise. Tél. : 00-39-41-52-29-875. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures. (y compris les jours fériés). Jusqu'au 28 juin. Entrée : 14 000 lires (45 F environ). Catalogue : 80 000 lires (270 F environ).


NEW YORK MUSEUM OF MODERN ART

« L'Enlèvement », de Pablo Picasso (1920). Gouache sur bois (23,8 × 32,6). New York Museum of Modern Art.

VENISE
de notre envoyée spéciale

En ces lendemains de carnaval, alors que des confettis parsèment encore les marches des ponts et que les marchands des rues essaient de vendre leurs surplus de chapeaux de velours multicolores, le Picasso des arlequins repensés pour Diaghilev et ses Ballets russes trouve naturellement sa place à Venise, au Palazzo Grassi.

L'exposition est signée Jean Clair, le directeur du Musée Picasso à Paris, d'où vient une bonne moitié des œuvres rassemblées : au total, quelque trois cents peintures, aquarelles et dessins réalisés entre 1917 et 1924, pendant cette période que l'on a dite « ingresque », « néoclassique » ou « des rappels à l'ordre »... Une période heureuse, richissime, ponctuée de chefs-d'œuvre de divers styles, qui, en son temps, perturba les amis du cubisme et conforta les partisans du retour à la tradition, et sur laquelle aujourd'hui il est bon de se pencher, ne serait-ce que parce qu'elle n'a pas encore été parfaitement étudiée.

DIEUX LUGUBRES

Cette *mostra*, qui coûte cher à l'administration du Palazzo Grassi (*sans précédent dans l'histoire de* l'institution culturelle de Fiat, le montant global de la valeur d'assurance des œuvres dépasse 1 000 milliards de lires, soit 3,4 milliards de francs environ), fournit une excellente occasion de l'approcher. Et de constater, avec délice, que les « rappels à l'ordre » de Picasso n'en sont pas. C'est là, dans l'imbroglio des œuvres d'inspiration multiple, entre deux rideaux de scène, celui de *Parade* (1917) et celui de *Mercure* (1924), beaucoup d'arlequins, une multitude de portraits doux et sages d'Olga, et quelques solides matrones à la fontaine ou sur la plage : de ces figures qui, plus tard, au temps du surréalisme, connaîtront d'autres avatars que cette généreuse pétrification du corps.

Où il s'avère que si Picasso se souvient là de son voyage à Rome, de l'Italie, de Pompéi et de l'Antiquité – ce que l'exposition veut nous montrer –, il apparaît aussi flagrant qu'il a terriblement besoin de tâter du volume, pour faire contrepoids aux multiples exercices de danses tracées auxquels il s'est livré en fréquentant de près le monde des Ballets russes.

A notre connaissance, c'est la première exposition qui met en relation les recherches de Picasso pour le spectacle et la part la plus classique de son œuvre accomplie *simultanément. Quitte à négliger le* versant cubiste que l'artiste continue d'emprunter pour le meilleur : les deux versions des *Trois Musiciens*, contemporaines des *Trois Femmes à la fontaine* et peintes, elles aussi, à Fontainebleau pendant l'été 1921. Etant donné le sujet – Pierrot et Arlequin sont deux des *trois musiciens* –, un des deux tableaux auraient dû prendre place à Venise, où justement Jean Clair s'est *attaché à la figure d'Arlequin*, pour le démasquer, bien sûr, et trouver la note tragique sans laquelle Picasso, en ces années heureuses, ne serait pas Picasso, et Jean Clair probablement pas Gérard Régnier (son autre lui-même). Dans son introduction au catalogue de l'exposition, le commissaire cherche la figure cachée sous le manteau d'Arlequin-Picasso, la bête tapie, les dieux lugubres, et, *via* l'échelle du rideau de *Parade*, rapproche le thème du *cirque de celui de la crucifixion*.

Le chevauchement des styles le montre assez : le classicisme de Picasso est plein de caprices, son « ingrisme » tellement mêlé à d'autres sources que nous pouvons même y *retrouver un peu de notre latin*. Moins sans doute que l'exposition ne le voudrait : montrer les retombées *du séjour de Picasso en Italie*, en 1917, où il ne va pas en pèlerinage aux sources, mais pour travailler avec *Diaghilev*. Entre *Parade* et *Mercure*, dont le rideau est également présenté, restauré avec une *contribution de Fiat France*, Picasso collabore intensément à d'autres spectacles, notamment *Pulcinella* et *Le Tricorne*, qui ramènent tantôt Picasso à Naples – berceau de la commedia dell'arte –, et tantôt le replongent dans son Espagne natale. *Via* les arts du spectacle, le peintre est à la croisée des cultures italienne et espagnole. Mais il est aussi entre Paris et Fontainebleau, Paris et Saint-Raphaël, Paris et Antibes...

CONFRONTATIONS DES STYLES

Toutes ces années sont une *période richissime, où Picasso* multiplie les portraits dessinés de ses amis, musiciens et poètes : Stravinsky, Satie, De Falla, qu'il réalise d'après des photographies en faisant jouer à merveille l'habitude cubiste d'extraire les lignes essentielles et son désir de rivaliser avec Monsieur Ingres. Ils sont tous là, magnifiques de vivacité, de présence singulière.

Les années 1917-1924 sont aussi des années de chevauchement et de confrontations de styles. Du style cubiste, qui sert volontiers la nature morte, quand la figuration classique, façon Ingres, est plutôt vouée au portrait, jusqu'à l'instauration d'un équilibre souverain, immuable avec les figures au bord de la mer, les femmes à la fontaine, les femmes blanches en chemise, presque des *chiton* empruntés à la Grèce, dont l'exposition présente plusieurs versions rares.

L'exposition relativise l'apport du voyage en Italie, tout d'abord en rassemblant des œuvres antérieures à 1917, de façon à faire le lien entre les saltimbanques et les arlequins, et un choix où déjà Picasso renoue avec une figuration classique. Enfin, le parcours sur deux étages du Palazzo Grassi ne s'achève pas comme la chronologie l'aurait voulu, sur le rideau de *Mercure*, mais sur *La Flûte de Pan*. Tant mieux, c'est un chef-d'œuvre, qui fait de Picasso non pas un *peintre italien*, mais le peintre méditerranéen par excellence.

La documentation qui accompagne les œuvres en éclaire la genèse et confirme bien que le travail pour la scène a encouragé Picasso à renouer avec la figuration classique. Mais il ne cesse de la mettre en balance avec son credo cubiste. Comme pour faire la preuve certaine qu'un style, qu'une seule forme d'expression ne suffit *pas à ses appétits, et qu'il n'a pas à* choisir. C'est ce que dit publiquement, pour la première fois, son rideau, son décor et ses costumes pour *Parade*. Une œuvre instauratrice.

Geneviève Breerette

Picasso, côté rideau

Entre 1917 et 1924, Picasso a beaucoup travaillé pour le monde de la musique et de la danse, en particulier pour Diaghilev et les Ballets russes.

● *1917 : Parade*. « Ballet réaliste » en un tableau sur un thème de Jean Cocteau. Musique d'Erik Satie. Chorégraphie de *Léonide Massine*. Picasso réalise le rideau, le décor et les costumes, en partie à Rome. Créé à Paris, théâtre du *Châtelet*, le 18 mai 1917.

● 1919 : *Tricorne*. Ballet en un acte de Martinez Sierra, d'après un conte de Pedro Antonio de Alarcon. Musique de Manuel de Falla. Chorégraphie de Léonide Massine. Rideau, décor et costumes de Picasso. Créé à Londres, Alhambra Theatre, le 22 juillet 1919.

● 1920 : *Pulcinella*. Ballet en un tableau, *avec chant. Musique d'Igor* Stravinsky, d'après Giovanni Battista Pergolèse. Chorégraphie de *Léonide Massine. Rideau, décor et* costumes de Picasso. Créé à Paris, théâtre de l'Opéra, le 15 mai 1920.

● *1921 : Cuadro flamenco. Suite de* danses andalouses. Décor et costumes de Picasso. Créé à Paris, Théâtre de la Gaîté-Lyrique, le 17 mai 1921.

● 1924 : *Mercure*. « Poses plastiques ». Production « Les Soirées de Paris » pour le comte Etienne de Beaumont. Musique *d'Erik Satie. Chorégraphie de* Léonide Massine. Rideau, décor et costumes de Picasso. *Créé à Paris, théâtre de la Cigale*, le 15 juin 1924.

● 1924 : *Le Train bleu*. Opérette *dansée en un acte. Scénario de* Jean Cocteau, Musique de Darius Milhaud. Chorégraphie de *Bronislava Nijinska. Décor de* Henri Laurens. Rideau de Picasso. Costumes de Gabriel Chanel. *Créé à Paris, Théâtre des* Champs-Elysées, le 20 juin 1924.

Trois mois de divertissements et de plaisirs en Italie

AYANT ACCEPTÉ de travailler pour Diaghilev à *Parade*, une idée de Cocteau mise en musique par Satie, Picasso alla à Rome, où la troupe des ballets russes se produisait, afin de mettre au point, avec le *chorégraphe* Léonide Massine, le décor, les costumes et le rideau de scène du spectacle. A Paris, où la guerre avait dispersé les amis, où les « cubistes de salon » commençaient à tenir le haut du pavé, Picasso se remettait mal de la mort d'Eva et vivait dans l'isolement. Le séjour italien lui fit prendre l'air, de Rome à Naples et Pompéi.

Arrivé à Rome le 19 février 1917, Picasso s'y établit jusqu'à fin avril. Il loge au Grand Hôtel de Russie et *des Iles Britanniques*, place du Peuple. Il a Cocteau pour voisin de chambre et travaille non loin de là dans un atelier, au *53B via Margutta*, face au Pincio, d'où il aperçoit la Villa Médicis – l'Académie de France à Rome où Ingres a régné –, *qu'il dessine d'ailleurs à plusieurs* reprises telle une forteresse imprenable – ou justement à prendre ? –, et qu'il baigne de lumière ou noie *dans un plumetis de couleurs vives*, comme les pétales de fleurs des marchandes de la Trinité des Monts, un de ses sujets romains. A Rome, Picasso cherche le pittoresque. Il en a besoin pour ses costumes.

Son séjour est entrecoupé de deux escapades napolitaines, dont l'une, du 9 au 12 mars, en compagnie de Cocteau et de Massine, avec qui il visite Pompéi. Les photos en témoignent : *Picasso et Massine* en costume-cravate sombre posant pour Cocteau parmi les ruines, précieux documents à inscrire dans la genèse de *La Flûte de Pan*, le chef-d'œuvre de Picasso « méditerranéen », peint à Antibes *en 1923*.

Que sait-on au juste de ce que Picasso a vu à Pompéi ? Pas grand-chose, sinon qu'il *s'adonne à quelques « fantaisies pompéiennes »* (dessins érotiques dont un sera envoyé beaucoup plus tard à une certaine Barbara), et qu'il fait joyeusement alterner dessins de phallus, de nez et de bosses de Polichinelle dans un *carnet de croquis*, lequel est plus riche en informations sur la vie mondaine de Picasso à Rome.

On sait tout et rien du séjour italien de Picasso, à travers les souvenirs de Stravinsky, les lettres de Cocteau à sa mère, la correspondance Picasso-Apollinaire, les lettres de Picasso à Gertrude Stein... A travers aussi les nombreux documents que gardait l'artiste et qui sont aujourd'hui conservés au Musée Picasso de Paris. Parmi eux, le carnet romain, numéroté *19*, qui fait office de carnet de rendez-vous. Les dessins y sont peu nombreux. Des études pour *Parade*, pour le costume de la fillette américaine, pour le cheval, assortis des *« fantaisies pompéiennes »* déjà mentionnées. *On y* voit aussi apparaître le nom d'Olga.

« SIMPLICITÉ LABORIEUSE »

Selon Cocteau, Picasso travaille beaucoup et ne cède pas aux gens du monde qui lui font la fête. *« Il se refuse, et reste digne de cette solitude courtoise, privilège des véritables maîtres. Quel exemple quotidien de probité sublime, de simplicité laborieuse ! »*, s'exclame le poète, qui précise qu'entre les heures de travail *« on flâne le long des chefs-d'œuvre »*. Mais lesquels ? De son côté, Picasso écrit à Gertrude Stein : *« Je connais toutes les dames romaines. »* C'est Diaghilev qui organise dîners et rencontres...

A son retour en France, Picasso restera pris dans la spirale des mondanités liées au milieu de la danse et du spectacle. Il changera de « look », de maison, quittera Montrouge pour les beaux quar*tiers avec Olga qu'il épousera en* 1918, et dont il aura son premier enfant, Paul, en 1921. Le dessin du salon de l'appartement, rue La Boétie, où figurent Cocteau et Satie, ressemble aux portraits de fa*mille dessinés par* Ingres.

Conseillé par la belle Eugenia Errazuriz, Picasso s'habillera chez les *grands couturiers, passera l'été sur* les plages à la mode, n'hésitera pas à apparaître costumé en *torero* dans quelques grandes soirées. Pour contredire Eugenio D'Ors, qui voit en lui le seul peintre italien de l'époque ? Une flatterie en ces temps de « rappels à l'ordre », où il est de bon ton de faire du cubisme un art allemand, ou de citer Ingres à tout bout de champ. Même Bissière qui, dans *L'Esprit nouveau*, écrit : *« Nous aspirons à Raphaël ou à tout ce qu'il représente de certitude, d'ordre, de pureté, de spiritualité. Mais nous ne sommes pas des Italiens et nous mettons tous nos espoirs dans Ingres, le seul semble-t-il capable de nous mener vers Raphaël par des voies éminemment françaises. »* De quoi amuser Picasso.

G. B.

DISPARITIONS

■ **HENRY STEELE COMMAGER**, historien américain, est mort à son domicile d'Amherst (Massachusetts), lundi 2 mars. Né le 25 octobre 1902 à Pittsburgh, il a enseigné à l'université de New York à partir de 1930, puis à l'université Columbia de 1939 à 1956 et à l'Amherst College de 1956 à 1992. Henry Commager s'était spécialisé dans l'histoire des Etats-Unis et a écrit de très nombreux livres, dont un ouvrage de référence publié d'abord en 1930 en collaboration avec Samuel Morison, *The Growth of the American Republic* – des générations d'étudiants américains ont utilisé les multiples éditions de cet ouvrage –, *The American Mind* (1951), *The Empire of Reason* (1977). Une *Histoire des Etats-Unis*, écrite en 1943 avec Allan Nevins, a été traduite en français (Economica, 1989).

■ **TOTI SCIALOJA**, peintre italien, est mort dimanche 1er mars, à Rome, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Toti (Antonio) Scialoja était l'un des chefs de file de la peinture abstraite italienne. Il était aussi scénographe, auteur de contes pour enfants et poète. Né le 16 décembre 1914, Scialoja eut d'abord pour inspirateurs Van Gogh et Soutine, et pratiquait une peinture expressionniste qui s'exprima principalement dans les décors d'opéras. Il ne trouve réellement sa voie picturale qu'avec sa première exposition à New York, en 1956. Il y rencontre deux figures de l'action painting américaine, Willem De Kooning et Franz Kline, qui deviennent ses amis, et délaisse les pinceaux pour utiliser des chiffons imbibés de couleurs. Scialoja partageait son temps entre son atelier de Greenwich Village, à New York, Rome et Paris, où il a enseigné quelques années.

■ **TODD DUNCAN**, baryton américain qui créa en 1935 à Broadway le rôle-titre masculin du *Porgy and Bess* de George Gershwin, est mort d'une crise cardiaque samedi 28 février à son domicile de Washington. Né le 12 février 1903 à Danville (Kentucky), Todd Duncan a enseigné le chant à l'université de Howard (Etat de Washington), à partir de 1931 et pendant plus de soixante ans. Il a interprété le rôle de Porgy plus de mille fois, en 1935 et lors de reprises en 1938 et en 1942. En 1945, il devint le premier chanteur noir membre du New York City Opera, interprétant Tonio dans *Paillasse* et Escamillo dans *Carmen*.

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le général de corps d'armée **Jean-Pierre Kelche** a été élevé au rang et à l'appellation de général d'armée par le conseil des ministres du mercredi 4 mars, et il a été nommé chef d'état-major des armées (*Le Monde* du 5 mars). A ce poste, il succède au général d'armée aérienne Jean-Philippe Douin, qui atteint la limite d'âge de son rang le 7 avril prochain.

[Né le 19 janvier 1942 à Mâcon (Saône-et-Loire), ancien élève de Saint-Cyr, Jean-Pierre Kelche a effectué une grande partie de sa carrière dans l'infanterie de marine, notamment à Djibouti et à la Martinique. Colonel en 1985, il commande le 5e régiment interarmes d'outre-mer (Riaom) à Djibouti. Avec le grade de général de brigade, en 1990-1991, il est chef du bureau « études » à l'état-major de l'armée de terre. Après avoir été adjoint au général commandant la 5e division blindée, il est nommé, en 1992, chef de la division « plans-programme-évaluation » à l'état-major des armées. Jean-Pierre Kelche est promu général de division en 1994 et, en septembre 1995, il est chef du cabinet militaire du premier ministre, Alain Juppé. Elevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée en mars 1996, il devient, en août de la même année, major général de l'état-major des armées et, à ce titre, il est le numéro 2 de la hiérarchie, sous les ordres du général Douin.]

CONSEIL D'ÉTAT

Jacques Le Chartier de Sédouy a été nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire, lors du conseil des ministres de mercredi 4 mars.

[Né le 18 novembre 1935 à Paris, Jacques Le Chartier de Sédouy est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1960-1962). Il a été notamment en poste à Moscou (1966-1968), à Téhéran (1976-1978) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant d'être ambassadeur en Jordanie (1981-1985), puis au Mexique (1986-1989). D'avril 1991 à mars 1993, il est ambassadeur auprès de l'OCDE, puis conseiller diplomatique du gouvernement. Depuis octobre 1995, il était ambassadeur au Danemark.]

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 4 mars a procédé au mouvement préfectoral suivant : **Joël Gadbin** *est nommé* préfet de Saône-et-Loire, en remplacement de Denis Prieur, envoyé dans le Haut-Rhin le 11 février, à la place de Bernard Bonnet, nommé préfet de Corse.

[*Né le 19 avril 1943 à Paris, Joël Gadbin* commence sa carrière comme attaché d'administration centrale au ministère de l'économie et des finances, en octobre 1968. Après avoir fait l'ENA, il est affecté dans le corps des conseillers de tribunaux administratifs, en juin 1972. De février 1973 à janvier 1978, il est conseiller au tribunal administratif de Rennes. Il est détaché au titre de la mobilité en qualité de sous-préfet dans le poste de secrétaire général de la préfecture de la Nièvre, de janvier 1978 à mai 1980. Sous-préfet de Vervins (Aisne) de mai 1980 à juin 1982, il devient secrétaire général de la préfecture du Finistère de juin 1982 à mars 1986. Il occupe le même poste dans l'Isère jusqu'en mai 1989, date à laquelle il est nommé préfet de la Meuse. En juillet 1991, il *revient dans l'Isère*, en qualité cette fois de préfet. En mars 1992, il est titularisé préfet et radié du corps des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. En juillet 1995, il est placé hors cadre. En mai 1997, *il est affecté au* tribunal administratif de Lyon.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 4 mars sont publiés :

● **Médecins scolaires** : un décret concernant le corps des médecins de l'éducation nationale.

● **« Vache folle »** : un arrêté portant autorisation d'importation, de mise sur le marché et d'utilisation de dispositifs médicaux dans la fabrication desquels sont utilisés des produits d'origine ovine ou caprine et instaurant une déclaration pour les dispositifs médicaux dans la fabrication desquels sont utilisés des produits d'autre origine animale.

● **Pêche** : un décret pris pour l'application de la loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines.

● **Agriculture** : un décret revalorisant les retraites forfaitaires des personnes non salariées de l'agriculture.

● **Conseil constitutionnel** : plusieurs décisions déclarant inéligibles pour un an Hadj Krour (Loiret), Annick Mignon (*LDI-MPF*, Puy-de-Dôme), Jean-Pierre Upellini (div., Puy-de-Dôme), Philippe Lavaud (PNR, Val-d'Oise), Gérard Gehan (PPL, Val-d'Oise), Nicolle Mercery (PPL, Val-d'Oise), Stéphan Lesceur (div. g., Val-d'Oise), Sébastien Lesceur (div. g., Val-d'Oise), Marc Gaillard (Marne) et Sid-Ahmed Rouis (Seine- Saint-Denis), pour n'avoir pas déposé leur compte de campagne dans les conditions et délais prévus par le code électoral.

● **Publications** : un avis de mise en vente à La Documentation française de l'ouvrage *Déconcentration du mouvement des enseignants du second degré*, par l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (136 pages, 50 francs).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Manon, Esther et Michael
ont la joie d'annoncer la naissance de

Meret Mélanie
von GRAFFENRIED,

le 20 février 1998, à Paris.

Von Graffenried, Woerdehoff,
36, rue Falguière,
75015 Paris.

Anniversaires de naissance

– Paris.

Bon anniversaire.

Philippe.

Virginie.

Décès

– Les familles Atabekian, Anglade, Oganesoff
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Nora d'ATABEKIAN,
née OGANESOFF,

survenu le mardi 3 mars 1998, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 mars, à 10 heures, en l'église apostolique arménienne *Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Goujon*, Paris-8e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

2, rue Inkermann,
94100 Saint-Maur.
29, rue d'Alsace-Lorraine,
45000 Orléans.

– Mme Jacqueline Droz, née Auburtin,
son épouse,
François Droz,
Catherine Fredet,
Geneviève Droz,
Bernard Droz,
ses enfants,
Isabelle, Philippe, Laurence, Anne, Chantal, Xavier, Stéphane et Olivia,
ses petits-enfants,
Claire, Aurélie et Sébastien,
ses arrière-petits-enfants,
Les familles Thomann, Libert et Labaraque,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques DROZ,
professeur émérite de l'université Paris-I,
doyen honoraire
de la faculté des lettres
de Clermont-Ferrand,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 3 mars 1998, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

12, rue du Regard,
75006 Paris.

– Marie-Louise et Alain Le Foll,
Françoise et René Cubaynes,
ses enfants,
Maryannick et Bertrand Buvard,
Pierre-Yves et Mary Le Foll,
Isabelle et Charles Benmergui,
Bernard Cubaynes,
Marie-Noëlle et Michel Franzot,
ses petits-enfants,
Soizic, Yvan, Marine, Léa, Marc,
ses arrière-petits-enfants,
Les familles Marbot, Segalat, Clair, Touya,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, le 4 mars 1998, dans sa *quatre-vingt-onzième année*, de

Pierre LASSERRE,
professeur honoraire
du lycée Foch de Rodez,

qui a rejoint son épouse,

Rose LASSERRE,
née MARBOT,

dans la paix du Seigneur.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 mars, à 15 h 30, en l'église de Queyssac (Corrèze) et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

7, rue d'Artagnan,
40000 Mont-de-Marsan.
59, *chemin de la Fourestole*,
81990 Cambon-d'Albi.

– Le ministère délégué à la coopération et à la francophonie
a le regret d'annoncer le décès, survenu le 28 février 1998, de

M. Jacques LONGERINAS,
ancien élève
de l'Ecole nationale d'administration,
officier de la Légion d'honneur
et de l'ordre national
du Mérite,
administrateur civil.

M. Longerinas fut chef de mission de coopération et d'action culturelle à Bujumbura, Yaoundé et Djibouti.

– Sa famille,
Et ses proches
ont la douleur de faire part du décès de

Christine SCHWARTZ,
docteur en médecine,

survenu dimanche 1er mars 1998, à Paris.

Une cérémonie aura lieu samedi 7 mars, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, passage Montenegro,
75019 Paris.

– Richard Toper,
son époux,
Nicolas, Cécile, Vincent, Stéphanie,
ses enfants,
M. et Mme Charles Sebbag,
ses parents,
Le docteur et Mme Pierre Sebbag,
M. Dan Ohayon et Mme,
née Valérie Sebbag,
ses frère, sœur, beau-frère et belle-sœur,
Les familles Toper, Sebbag, Benarous,
Les familles parentes et alliées,
Tous ses amis,
ont la grande douleur de faire part du décès, à la suite d'une grave et brève maladie, de leur chère et regrettée,

Corinne TOPER,
née SEBBAG,
pharmacien,

survenu le 3 mars 1998.

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 mars, à 11 h 15, au cimetière du Montparnasse.

On se réunira à la porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

18, rue Tiphaine,
75015 Paris.
64, rue Fondary,
75015 Paris.

– M. Emile Trystram,
son époux,
Jean-Paul et Claire Trystram,
Florence Trystram,
Isabelle Trystram,
Jean-Marc et Hélène De Leersnyder,
ses enfants,
François, Yves, Cécile, Olivier, Clémence, Jean-Baptiste Trystram,
Antoine et Michèle, Pascal, Sylvain Gandilhon,
Cécile et Christophe, Nicolas, Marie Pétillot,
Agnès, Laurence, Matthieu De Leersnyder,
ses petits-enfants,
Eléonor, Etienne Gandilhon,
ses arrière-petits-enfants,
Jean et Annette Bedel,
son frère et sa belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Odile TRYSTRAM,
née BEDEL,

survenu à Paris, le 3 mars 1998, à l'âge de quatre-vingts ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Ile, Paris-4e.

15, quai de Bourbon,
75004 Paris.

– Maxime, Françoise, Jean-François, Noël, Vassili
ont la douleur d'annoncer le décès de

Simone PAYEUR.

Elle repose désormais dans les Vosges.

Remerciements

– Mme Jean Neidinger,
Et sa famille
très touchées par les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Jean NEIDINGER

vous prient de trouver, ici, leurs sincères remerciements.

13, rue Caumartin,
75009 Paris.

Débats

– Association pour un judaïsme humaniste et laïque (AJHL), 11, rue de Clamart, 92100 Boulogne. Tél./fax : 01-46-08-45-40.

Table ronde sur le thème **« Pluralisme dans le judaïsme : un enjeu majeur »**, le lundi 16 mars 1998, à 20 h 30, mairie du 3e arrondissement, 2, rue Eugène-Spuller, Paris.

Avec Théo Klein, ancien président du *CRIF, président de l'Agence juive* ; Daniel Farhi, rabbin du Mouvement juif libéral de France ; Philippe Haddad, rabbin du *Consistoire, animateur du Centre* Edmond-Fleg ; Albert Memmi, écrivain, président-fondateur de l'AJHL.

Les auteurs invités signeront leurs livres autour d'un verre de l'amitié.

Venez débattre avec eux (réservez *SVP). Nombre de places limitées.*

RÉVOLUTIONS GÉNÉTIQUES
mardi 10 mars 1998, à 17 heures.

Projection-débat
avec Ségolène Aymé (Inserm),
Pierre-Marie Sinet (CNRS),
autour des films :

Des gènes pour guérir,
réalisé par Jacques Keruhel.

Du mongolisme à la trisomie,
réalisé par Jean-Marc Serelle.

Accès libre, salle Jean-Bertin, Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou, Paris-19e, métro Porte-de-La-Villette.

Information : 01-40-05-72-84.

Communications diverses

– La cour d'appel de Montpellier a condamné, le 12 juin 1997, l'Association « Centre international de documentation occitane » (Béziers) pour *« non-respect des critères légaux de l'ordre des licenciements »*, suite à l'action engagée par François Pic, licencié en avril 1994 après avoir exercé, pendant dix-huit ans et demi, *la direction du CIDO*.

Colloques

– La revue *Passages* et l'*Association des Amis de Passages (ADAPes)* avec le concours d'Electricité de France organisent un colloque sur le thème :
« Les pratiques socio-économiques et politiques face aux enjeux de la science. »
Le mardi 17 mars 1998, au palais du Luxembourg.

Avec les interventions de J. Audouze, J.-P. Bourdier, B. Jurdant, P. Lazar, E. Malet, T. Shinn, D. Guedj, C. Licoppe, C. Melman, J.-M. Lévy-Leblond, M. Paty, C. Schmidt, H. Puiseux, C. Stoffaes, G. Vachonfrance, J. Gayon, P. Papon.

Réservations et inscriptions au :
Tél. : 01-45-86-30-02.
Fax : 01-44-23-98-24 - Association ADAPes.

ALLIAGE
Culture – Science – Technique
Colloque

Dans le cadre du Forum européen des sciences et de la technologie de la Commission européenne (DG XII), la *revue Alliage organise*, les *12, 13*, 14 mars 1998, à Nice, un colloque :

« L'écrit de la science »

sur les rapports complexes que la science entretient avec l'écrit, à trois niveaux :

1. *Inventions* : **La place de l'écriture dans la recherche ?**
Ph. Blanchard, J.-M. Claverie, P. Fabbri, B. Jurdant, J. Kircz, J.-M. Lévy-Leblond, C. Philippidis, J. Wagensberg, O. Welfelé.

2. *Fictions* : **Comment la littérature traite-t-elle la science ?**
P. Baridon, D. Bell, C. Cohen, P. Fabbri, L. Flem, D. Guedj, R. Guerra Garrido, P. Laszlo, M. Olender, M. Pierssens.

3. *Médiations* : **Spécificité de l'écrit dans la diffusion des savoirs scientifiques ?**
A. Benech, P. Campbell, S. Chambers, S. Fantoni, F. Prattico, I. Ekeland, G. Giorello, V. de Semir, N. Witkowski.

Renseignements : Roselyne Chaumont, *Alliage, 78, route de Saint-Pierre-de-*Féric, 06000 Nice.
Tél. : 33 (0) 4-93-86-87-93.
Fax : 33 (0) 4-93-96-82-62.

– Le club *TEMOIN* organise un colloque le vendredi 6 mars 1998, de 18 h 45 à 21 heures, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris-7e, sur le thème **« Environnement, santé et grandes métropoles ». Comment vivrons-nous dans les dix ans à venir en Ile-de-France ?**

Avec Bertrand Delanoë, le docteur Rappaport, Elisabeth Gilibert, et Jean-Pierre Mignard. (Participation 30 francs).

Conférences

« La tradition juive libérale »

Une conférence avec le rabbin Pauline Bebe. Le judaïsme libéral, né il y a près de deux cents ans en Europe du Nord, se considère comme l'un des vecteurs les plus authentiques d'une tradition vivante depuis plus de cinq mille ans...

Mythes et réalités avec la première *femme rabbin d'Europe* continentale. La conférence sera suivie d'un débat et de la dédicace du rabbin Pauline Bebe de son livre *Le Judaïsme libéral*, paru aux éditions Grancher.

Jeudi 5 mars 1998, 20 h 15.
Centre Maayan,
6, rue Pierre-Ginier, 75018 Paris.
Tél. : 01-42-93-03-44.
Fax : 01-42-93-11-55.
PAF : 50 francs.

Conférences de l'Etoile :
« Qu'est-ce que le protestantisme ? »
avec Alain Houziaux
et Louis Pernot, pasteurs.
Mercredi 11 mars 1998, à 20 h 30.
Temple protestant de l'Etoile,
54, avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris.
Libre participation aux frais.

Soutenances de thèse

– **M. Jean-Marc Boudier** soutiendra, le 7 mars 1998, à 14 heures, sa thèse de doctorat en études médiévales : **« La sensibilité humaine et l'inspiration religieuse dans l'œuvre de Gilles le Muisit (1272-1353). Etude des mentalités médiévales »**, Paris-IV (salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5e).

– **M. Jean Reynard** a soutenu avec succès, le samedi 31 janvier 1998, à l'Ecole pratique des hautes études, section des sciences religieuses, en Sorbonne, une thèse de doctorat intitulée : **« Grégoire de Nysse, traité sur les titres des psaumes, édition, traduction, commentaire »**, devant un jury composé de : Mme Monique Alexandre, professeur à l'université Paris-IV, MM. Jean-Daniel Dubois, directeur d'études à l'EPHE ; Jean-Noël Guinot, directeur de recherches au CNRS ; Alain Le Boulluec, directeur d'études à l'EPHE, directeur de thèse. Il a été déclaré digne du titre de docteur de l'Ecole pratique des hautes études, sciences des religions, avec la mention très honorable avec félicitations.

Les inventaires follement désordonnés et allégoriques de Daniel Spoerri

Le Centre culturel suisse rend hommage à l'une des figures majeures du Nouveau Réalisme

Une exposition follement et délibérément désordonnée, « Vendredi 13 », qui accumule multiples, répétitions et ne dissimule rien de son auteur. Le visiteur avisé se munira du livret de huit pages imprimé pour l'occasion, qui fera office de *vade mecum*, ainsi que de rappel des épisodes précédents, voire de guide touristique pour un itinéraire dans la vie et l'œuvre de Spoerri, dont on peut voir treize œuvres récentes.

VENDREDI 13. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3ᵉ. Mᵒ Saint-Paul ou Rambuteau. Tél. : 01-42-71-44-50. Du mercredi au dimanche de 14 heures à 19 heures. Entrée libre. Jusqu'au 12 avril.

En 1960, Daniel Spoerri habitait rue Mouffetard, à l'hôtel Carcassonne, chambre nᵒ 13. Ce n'était pas à proprement parler un palace, ni un lieu à la mode. La chambre ressemblait assez à ce qu'étaient les ateliers du Bateau-Lavoir au début du siècle, désordonnés, vieillots, sommairement meublés, rarement nettoyés. De cette chambre, où il inventa les tableaux-pièges, Spoerri fit une *« vue cubiste »*, onze fois cinq photos du plafond au sol en tournant sur soi-même au centre de la pièce. Le résultat est à mi-chemin du cubisme, qu'il parodie, et des montages de Polaroids de David Hockney, qu'il précède de plus d'une décennie. La perspective est démultipliée, le désordre complet et l'espace ouvert, comme on le dirait d'un animal dépouillé de sa peau.

Cette image, dont Spoerri fut le concepteur et sa femme, Véra, la réalisatrice, pourrait faire office de symbole pour l'ensemble de l'exposition, qui est follement désordonnée – délibérément –, accumule multiples et répétitions et ne dissimule rien de son auteur. Il est conseillé de se munir, pour la visiter, du livret de huit pages imprimé pour l'occasion. Il fait office de *vade mecum rudimentaire*, de rappel des épisodes précédents et de guide touristique pour un itinéraire dans la vie et l'œuvre de Spoerri.

Sont donc réunies des œuvres récentes, treize assemblages dans le genre des tableaux-pièges qui ont marqué la présence de Spoerri dans le groupe des Nouveaux Réalistes ; des assemblages plus anciens, dont *La Pelote de ficelle* de 1960, étagère de la chambre nᵒ 13 ; une collection *« probablement unique au monde »* de masticateurs de poche ; une documentation photographique pléthorique et très instructive qui pourrait raconter le Nouveau Réalisme de sa préhistoire à nos jours si *elle était rangée dans un ordre* quelconque, par exemple chronologique ; des invitations, lettres, affiches, souvenirs, opuscules, catalogues, menus et prospectus à propos desquels les mêmes remarques s'imposent ; des estampes, certaines extrêmement réussies ; une collection de tampons encreurs ; une fontaine monumentale ; un assemblage d'armes anciennes, d'instruments agricoles, d'os et de plantes artificielles célébrant le 700ᵉ anniversaire de la Confédération helvétique et donc intitulé *Dulce et decorum est pro patria mori* ; son portrait adolescent par une artiste peintre bâloise. On ne saurait certifier que l'inventaire *soit exhaustif.*

RELIQUAIRES ACCIDENTELS

C'est cependant d'inventaire qu'il s'agit : de celui, interminable, dans lequel Spoerri énumère les plaisirs, les travers, les mythes, les bonnes et mauvaises habitudes de la société occidentale, dite de consommation. Les tableaux-pièges, version murale des *« poubelles »* d'Arman, sont nés de cette volonté et de cette provocation. Ils présentent à la verticale *des amas d'objets et de débris* dans la position où le hasard les a disposés. L'artiste affirme se refuser à toute intervention, hors la fixation des choses et leur basculement à la verticale. Ainsi obtient-il des *constats sous forme de reliquaires* accidentels, comme il ne cesse d'en naître dans les boutiques, les brocantes, aux Puces, dans les mémoires.

Accidentels, vraiment ? Sans doute était-ce le cas vers 1960. Par la suite, non moins que Niki de Saint Phalle et Arman, Spoerri organise ses assemblages, devenus au fil du temps de plus en plus voulus et de mieux en mieux allégoriques. Il recherche la rareté et la bizarrerie. Il *joue de la diversité des matériaux* et des formes. Il trouve dans les mannequins de couturière des alliés exemplaires, susceptibles d'endurer toutes les mutilations et de se prêter à toutes les métamorphoses, jusqu'à devenir des fétiches pour un aujourd'hui redevenu magique. Du *ready-made*, Spoerri glisse alors vers la construction onirique, du *pop* vers un nouveau surréalisme – avec ce qu'il lui faut d'érotisme. Ce n'est pas la plus *mauvaise des évolutions.*

Philippe Dagen

Paris côté cours, Paris encore et toujours

PARIS, CÔTÉ COURS, au pavillon de l'Arsenal, 21, bd Morland, 75004 Paris. Jusqu'au 3 mai. Du mardi au samedi, de 10 à 18 heures. *Le dimanche*, de 11 à 19 heures. Rens. : 01-42-76-33-97. Catalogue sous la direction de Pierre Gangnet, Ed. Pavillon de l'Arsenal/Picard, 224 p., 280 F.

Qu'est-ce qu'une cour ? Chacun, sur la question, peut avoir ses vues : Pavée ou fleurie, riante ou lugubre... Il y a les pures, les vraies, les dures de dures, cernées des quatre côtés, avec le linge qui pend aux fenêtres, les cris des enfants, les regards des voisins, les bicyclettes entre deux vols. *Il y a les cours tout en long*, véritables villages où l'on entend encore le plomb des imprimeurs et le souffle des presses, des bruits de gouge ou de burin. On y respire des *odeurs de vernis et* la poésie d'arrière-cuisine. On y louvoie entre des montagnes de sacs, pleins de chutes de tissus. Les urbanistes et les architectes cernent plus rigoureusement le problème. Continuité, sociabilité. Inversion, prescription. Vide structurant... Rompez !

En experts, ils savent aussi se *faire dialectiques* pour parler de ce « laboratoire d'architecture », adoptant toutes les postures du débat. Ilot fermé, suppose l'un ? Ilot ouvert, répond l'autre. Ils *n'échappent pas à la poésie* pour autant : paysages intérieurs, éloge de l'écart et principalement de la cour anglaise. Pour le plaisir des regards obliques. Architectes ou urbanistes, qu'ils discutent, écrivent, dessinent ou planifient, la cour, à Paris, occupe tous les esprits.

RISQUE DE SATURATION

Avant d'être un livre aussi beau qu'instructif, *Paris, côté cours* est une exposition du pavillon de l'Arsenal, à côté de la fameuse bibliothèque, sur le boulevard Morland. Le public est certain de ne pas s'ennuyer. Le travail de conception, comme toujours, est fait avec sérieux. Et comme toujours, ou presque, la scénographie emporte l'adhésion. Tout citoyen trouve son *os à ronger : nostalgie, souci* d'un urbanisme humanisé, désir d'architecture ou exigence de qualité. Mais les habitants de la capitale pourraient bien se lasser un peu du rituel de l'Arsenal.

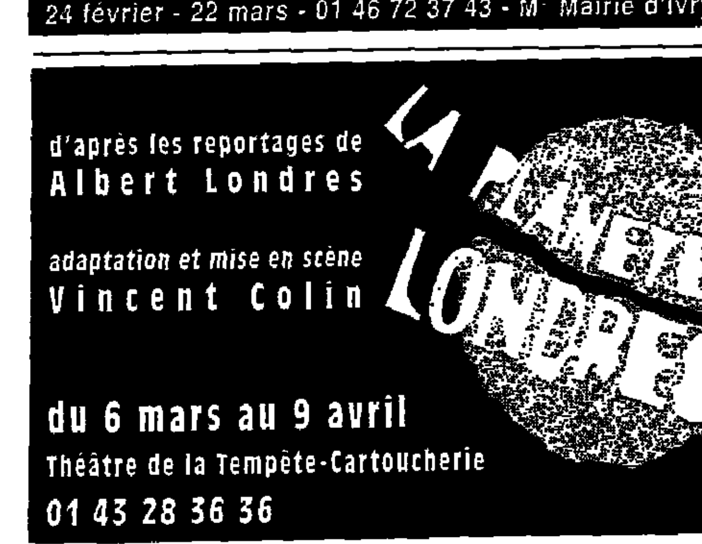
Les banlieusards, les provinciaux et les étrangers prennent alors la relève *pour admirer ce rare outil* de communication qui présente en rez-de-chaussée un échantillon régulièrement renouvelé des réalisations parisiennes, et, sur la mezzanine, une déclinaison de tous les thèmes possibles dès lors qu'ils ont la métropole pour ancrage. La directrice de cette institution, Ann-José Arlo, est bien consciente du risque de répétition et de saturation : après *la brique*, le fer, après l'école, les boutiques, après les « fortifs », les faubourgs, et ainsi de suite. Pour échapper à cette forme de bégaiement, le pavillon de l'Arsenal fait appel pour monter ses expositions à des professionnels extérieurs, architectes ou historiens. Il y a des hauts et des bas, mais jamais de francs ratés.

Cette fois-ci, ont été associés Pierre Gangnet, chargé de la conception générale, et Frédéric Borel *pour la scénographie*. L'un *et* l'autre sont architectes, mais ils ne jouent pas tout à fait dans la même cour ni dans le même décor. Pierre Gangnet, par exemple, travaille actuellement avec Michel Corajoud à remodeler l'espace ouvert de l'avenue d'Italie. Frédéric Borel, lui, a conquis les cœurs en plaçant l'architecture sur orbite lors de la construction d'un immeuble pour La Poste, rue Oberkampf. Il en reste quelque chose boulevard Morland, bel édifice dont il a redessiné avec suavité tout l'espace de la nef sous la verrière, ajoutant une sorte d'étroite passerelle. Cela fait se télescoper des références hétéroclites, venues des jardins japonais, des ports de Londres ou de Hambourg, ou tout simplement de son bâtiment pour La Poste, qui n'est pas, et c'est tant mieux, vraiment typique des règlements ni des usages de Paris.

Frédéric Edelmann







SORTIR

PARIS

Enrique Morente, Lagartija Nick
Au risque de choquer les puristes du genre, le cantaor Enrique Morente ouvre le flamenco, en renouvelle les formes. Sans jamais perdre l'esprit du cante jondo, il est autant capable de chanter les grandes pages du répertoire, que de se produire hier avec les jazzmen Wayne Shorter et Max Roach, que de relire aujourd'hui Garcia Lorca avec Lagartija Nick, un groupe de rock alternatif, originaire, comme lui, de la ville andalouse de Grenade. Une rencontre singulière et passionnante.
Bobigny (93). Maison de la culture, 1, boulevard Lénine. 20 h 30, le 5 mars. Tél. : 01-41-60-72-72. De 70 F à 90 F.

Henri Dikongué
Le timbre limpide, la guitare éprise de légèreté, accompagné par les percussions discrètes de Manuel Wandji, cet auteur compositeur d'origine camerounaise trouve le juste équilibre entre ballades rêveuses et rythmes dansants. (CD *C'est la vie*/Buda Records).
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10ᵉ. Mᵒ Château-d'Eau. 21 heures, les 5, 6 et 7 mars. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A armes égales
Film américain de Ridley Scott (2 h 05).
Grève-party
Film français de Fabien Onteniente (1 h 26).
Marie Baie des anges
Film français de Manuel Pradal (1 h 30).
Moe No Suzaku
Film japonais de Naomi Kawase (1 h 35).
On a très peu d'amis
Film français de Sylvain Monod (1 h 25).
The Boxer
Film irlandais de Jim Sheridan (1 h 53).
Will Hunting
Film américain de Gus Van Sant (2 h 06).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

Bill Culbert
Galerie municipale, 59, avenue Guy-Môquet, 94 Vitry-sur-Seine. Tél. : 01-46-82-83-22. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 5 mars au 5 avril.
Piotr Klemensiewicz
Galerie Montenay-Giroux, 31, rue Mazarine, Paris 6ᵉ. Mᵒ Odéon. Tél. : 01-43-54-85-30. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 5 mars au 4 avril.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Billy Budd
de Britten. Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Roderick Brydon (direction), Francesca Zambello (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11ᵉ. Mᵒ Bastille. 19 h 30, les 5, 9, 13, 19 et 23 mars, jusqu'au 28 mars. Tél. : 08-36-69-78-68. De 60 F à 550 F.
Caroline Sageman (piano)
Bach : *Prélude et fugue*. Mozart : *Sonate pour piano KV 310*. Scriabine : *Sonate pour piano op. 53*. Liszt : *Sonate pour piano.*
Salle Cortot, 78, rue Cardinet, Paris 17ᵉ. Mᵒ Malesherbes. 20 h 30, le 5 mars. Tél. : 01-43-71-60-71. 100 F.
Montserrat Caballé
et Montserrat Marti (sopranos)
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8ᵉ. Mᵒ Miromesnil. 20 h 30, le 5 mars. Tél. : 01-49-53-05-07. De 195 F à 500 F.
Sinfonia Varsovia
Schubert : *Symphonies nᵒˢ 8, « Inachevée », et 9, « la Grande »*. Yehudi Menuhin (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8ᵉ. Mᵒ Alma-Marceau. 20 h 30, le 5 mars. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 390 F.
Grieg Trio
Chostakovitch : *Trio pour piano et cordes*. Schubert : *Trio pour piano et cordes nᵒ 1.*
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1ᵉʳ. Mᵒ Châtelet. 12 h 45, le 6 mars. Tél. : 01-40-28-28-40. 50 F.
Zic Zazou
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11ᵉ. Mᵒ Bastille. 20 heures, les 5, 6 et 7 mars. Tél. : 01-47-00-57-59. 110 F.
Casse-pipe, les Ogres de Barback
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2ᵉ. Mᵒ Sentier. 20 heures, les 5, 6 et 7 mars. Tél. : 01-42-36-37-27. 90 F.
Les Nomades rageurs
Parc de La Villette, Paris 19ᵉ. Mᵒ Porte-de-la-Villette. 20 h 30, les 5, 6 et 7 mars, jusqu'au 14 mars. Tél. : 08-03-07-50-75. 140 F.
Sandra Rumolino
et le Trio Argentino
Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5ᵉ. Mᵒ Saint-Michel. 20 h 30, les 5, 6 et 7 mars. Tél. : 01-43-29-86-51. 80 F.
Arlequin valet de deux maîtres
(en italien)
de Carlo Goldoni, mise en scène de Giorgio Strehler, par le Piccolo Teatro de Milan.
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6ᵉ. Mᵒˢ Odéon, Luxembourg. A partir du 5 mars. Du mercredi au samedi, le mardi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 50 F à 200 F. Jusqu'au 22 mars.
Le Jour et la nuit
d'après Pierre Bourdieu, mise en scène de Didier Bezace.
Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. A partir du 5 mars. Du mercredi au samedi, le mardi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-48-34-67-67. De 50 F à 130 F. Jusqu'au 4 avril.

RÉSERVATIONS

Ashes to ashes
de Harold Pinter, mise en scène de l'auteur, avec Christine Boisson et Lambert Wilson.
Théâtre du Rond-Point-Champs-Elysées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8ᵉ. Du 9 mars au 17 mai. Tél. : 01-44-95-98-10. De 80 F à 180 F.
Germania 3
- Les Spectres du mort-homme
de Heiner Müller, mise en scène Jean-Louis Martinelli, avec Jean-Marc Bory, Laurent Manzoni, Sylvie Milhaud...
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20ᵉ. Du 11 mars au 11 avril. Tél. : 01-44-62-52-52. 55 F et 110 F.
Calvin Russel
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17ᵉ. Le 9 mars, à 20 heures. Tél. : 01-43-87-97-13. 121 F.
Steve Coleman and Five Elements
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18ᵉ. Les 14 et 15 mars à 20 h 30. Tél. : 01-49-25-89-99. 154 F.
Dan Arbraz
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19ᵉ. Les 16 et 17 mars à 19 h 30. Tél. : 01-42-08-60-00. 170 F et 200 F.
Pigalle
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9ᵉ. Le 16 mars. Tél. : 01-47-42-25-49.
Orchestre national de Barbès
Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18ᵉ. Le 19 mars à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-03. 121 F.
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18ᵉ. Le 21 mars à 20 h 30 Tél. : 01-49-25-89-99. 121 F.

DERNIERS JOURS

7 mars :
Thomas Struth
Galerie Marian Goodman, 7, rue Debelleyme, Paris 3ᵉ. Mᵒ Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-48-04-70-52. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.
Naraha
Galerie Denise René-Espace Marais, 22, rue Charlot, Paris 3ᵉ. Mᵒ Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-48-87-73-94. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.
8 mars :
Le Cercle de craie caucasien
de Bertolt Brecht, mise en scène de Ludovic Lagarde.
Grand Théâtre de la Ferme-du-Buisson, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Les vendredi 6, samedi 7, à 20 h 45 ; le jeudi 5, à 19 h 30 ; le dimanche 8, à 16 heures. Tél. : 01-64-62-77-77. De 75 F à 125 F.
9 mars :
Bruce Nauman
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, entrée rue Saint-Merri, Paris 4ᵉ. Mᵒ Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. 30 F.

Georgette Dee, l'ange travesti du Jeder Vernunft, cabaret berlinois

La chanteuse et comédienne hante les nuits de la capitale allemande. Elle se produira à partir du 12 mars à la Volksbühne

BERLIN
de notre envoyée spéciale

Elle s'appelle Georgette Dee. C'est un travesti, une star à Berlin. Grande, blonde, magnifique. Imaginez l'enfant naturel d'Ingrid Caven et de Michel Hermon. C'est elle. Un ange anxieux qui n'aurait peur de rien. Un mètre quatre-vingt-dix d'émotion brute, travaillée jusqu'à l'exaspération des sens. Un déni à la raison, qui, sur scène, envoie valdinguer sa jambe sur le piano et les verres, derrière.

Il faut voir comme elle s'y prend : quand sa jambe est coincée sur le piano, elle la retire en s'aidant de ses deux mains, dans un geste à la brutalité lyrique. Les verres, eux, ne sont jamais loin. Vin blanc, vin rouge, champagne, vodka à portée de doigts. Posés sur une petite table ronde, avec des roses, et des cigarettes. Georgette Dee fume comme elle boit : sans vergogne. Elle chante enveloppée de volutes. Au paroxysme, le vin tremble dans le verre, déborde, gicle sur la robe, la cendre tombe au petit bonheur, et hop, la voilà dans le verre, aussitôt elle empoigne la bouteille et boit au goulot. *La salle est aux anges.*

SES YEUX RENVERSÉS D'EXTASE

Berlin aime Georgette Dee qui fait aimer Berlin. Aussi sûrement que l'ange des *Ailes du désir* de Wim Wenders veille sur la ville, elle réveille l'esprit du cabaret cher à l'Allemagne. On dirait qu'elle a traversé le temps, croisé Döblin, embrassé Marlene et aimé Fassbinder.

Diseuse, chanteuse, comédienne, elle a tout pour elle. La douleur du monde et l'amour à mort : quand elle termine *Danke Gut*, bras au ciel, poussant sa voix jusqu'à la stridence, c'est à cette « chienne de vie » qu'elle dit merci. Georgette Dee en redemande. *Elle veut tout, elle donne tout.* Ses yeux bleus renversés d'extase, ses épaules qu'elle dénude jusqu'à l'aigle tatoué sur le bras, la traîne de sa robe qu'elle envoie promener avec rage, ses jambes gainées de bas, son soupçon de poitrine. C'est cela qui est merveilleux chez elle. *Jamais elle ne* cherche à être autre chose que ce qu'elle est : un travesti aux beaux cheveux blonds frisés, né pour la scène.

En février, Georgette Dee a fêté Brecht. C'était à Jeder Vernunft, un endroit comme il en manque à *Paris* : un magic mirror, où l'on mange, boit et regarde des spectacles dans une ambiance souvent surchauffée. Les gens sont entassés autour de petites tables, la *scène est minuscule*, quelques mètres carrés. C'est là que se produisent des artistes comme les frères Pfister – des Suisses parfaitement déjantés, qui ont donné en 1995 une version anthologique de *L'Auberge du cheval blanc*, avec des stars de la Schaubühne.

Georgette Dee a déjà chanté Brecht dans ses nombreux shows. En général, elle mêle des airs des années 20-30 à des chansons *qu'elle compose* avec son alter ego, le pianiste Terry Truck. Terry Truck a l'air aussi sage qu'elle ne l'est pas. Le genre d'homme à qui on achèterait une assurance-vie. Il joue en frac, accompagnant Georgette Dee dans ses moindres frémissements.

Il existe une cassette où on les voit à la Philhamornie de Berlin en 1996. Terry Truck dirige un orchestre à cordes, Georgette Dee chante. Quand elle attaque *Medea*, qu'elle plonge ses mains dans le seau à champagne et mouille ses cheveux longs pour les plaquer en arrière, *il y a dans son visage* un tel abandon, et dans sa voix une telle rage, qu'il faut être chien pour ne pas pleurer.

LA PEUR DE VIVRE TRANSFIGURÉE

Brecht, donc, a toujours accompagné Georgette Dee depuis ses *débuts*, il y a vingt ans. *Mais*, jusqu'à présent, elle ne voulait pas lui consacrer un spectacle, parce qu'elle se *« méfie de l'art »*. Elle a attendu que la vie passe, pour qu'à travers sa soirée Brecht, ce soit la vie qui passe. Son spectacle est magnifique. Il s'appelle *Na Also, Good Bye*. Tout un programme : la peur de vivre transfigurée.

Georgette Dee avait choisi une longue robe noire à col de dentelles, *dont la transparence laissait* apercevoir le rouge moiré d'un dessous. Petits talons plats, rouge à lèvres léger. Une sobriété *du meilleur effet quand il s'agissait* de chanter *Der Mensch ist nicht gut (L'homme n'est pas bon)* avec un plaisir carnassier. Dans la deuxième partie, la robe était moins sage, et les chansons plus tendres. Elle a chanté *Johnny* les mains sur le cœur, comme un *ange. Grand silence dans la salle.*

Ce soir-là, entre chaque chanson, Georgette Dee a raconté des histoires, comme elle le fait à chacun de ses shows. Des histoires plutôt insensées – un amour à Paris, le meurtre d'une cigarette – qui font hurler de rire les spectateurs. Georgette Dee est autant comédienne que chanteuse. Elle a d'ailleurs débuté au théâtre, mais s'est vite rendu compte qu'elle était faite pour être seule en scène.

Elle dit : *« Je suis sentimentale et le public est mon dieu. »* A Jeder Vernunft, la proximité avec son public, très divers, la rendait encore plus bouleversante. C'était le cabaret dans toute sa splendeur : le paradis aux portes de l'enfer. A la fin du spectacle, Georgette Dee est partie en disant, le poing en l'air : *« Leben Sie was Sie können. » « Vivez ce que vous pouvez. »* Une dame est venue déposer à ses pieds un cœur en plastique avec des paillettes.

Brigitte Salino

★ Le spectacle Brecht a été présenté en février. Il devrait être repris prochainement. Terry Truck et Georgette Dee préparent un spectacle pour la Volksbühne de Berlin. Première le 12 mars. Tél. : 00-49-30-24-06-55.


POP-EYE
Brecht a accompagné Georgette Dee depuis ses débuts, il y a 20 ans.

DÉPÊCHES

■ **INDUSTRIES CULTURELLES : le comédien Michel Duchaussoy estime que l'actuel conseil d'administration de l'Adami (société civile pour l'Administration des droits des artistes et musiciens interprètes) devrait être dissous à l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire prévue le 9 mars. Il rappelle qu'il a démissionné du conseil d'administration pour protester contre les rémunérations élevées que perçoivent les administrateurs et pour réclamer une *indépendance* de l'Adami à l'égard des structures syndicales.**

■ **Quatre dirigeants de sociétés fabriquant des disques compacts ont été condamnés le 2 mars par la 31e chambre du tribunal correctionnel de Paris pour avoir distribué en 1993 et 1994 des disques « pirates » (Eroll Gardner, Bob Dylan, Edith Piaf, les Beatles...) à la FNAC, chez Clémentine, Auchan, Inno à Paris, et Disc Center à Lens. Xavier Pelgrims, ancien dirigeant de Dureco-France, de la Compagnie de dépôt sous vide, de la société de production Mad in France et de Prova-Record, a été condamné à six mois de prison avec sursis et 80 000 francs d'amende. Serge Kniazeff, gérant d' IHL, à 80 000 francs d'amende, Brahim Ouguergouz, PDG de WTMC et Dometech Nica, à 60 000 francs, comme Charles Wolff, PDG de Prim'Distribution. Sony, BMG et EMI ont obtenu un total de 370 000 francs de dommages et intérêts, et la Société civile pour l'exercice des droits des producteurs phonographiques (SCPP) 10 000 francs.**

■ **MUSIQUE : la 5e Rencontre internationale des jeunes pianistes, organisée par l'association Animato, aura lieu les 8 et 10 mars à l'Ecole normale de musique à Paris. Douze jeunes pianistes de sept pays, lauréats d'importants concours internationaux, donneront un récital public de trente-cinq minutes devant un jury professionnel.**

Le Centre du cinéma présente un bilan positif de la production française en 1997

MARC TESSIER, directeur général du Centre national du cinéma (CNC), ne cachait pas sa bonne humeur en présentant le 4 mars les chiffres de la production française pour l'année 1997. Il aurait eu tort de se priver : tous les indicateurs sont au vert. A commencer par la hausse spectaculaire du nombre de films d'*« initiative française »* : 125 titres, soit une hausse sensible par rapport à 1996 (104) et la continuation d'une croissance observée depuis 1994. Ce chiffre est également le plus élevé depuis 1985. S'il devait se maintenir, il signifierait que le cinéma français aurait renoué avec des niveaux – ceux du début des années 80 – considérés récemment encore comme révolus à jamais.

Les autres statistiques sont elles aussi positives : hausse des coproductions minoritaires (33, contre 27 en 1996) et du nombre de premiers films (46, contre 35). Parmi ceux-ci, il faut remarquer qu'un tiers sont des films d'un budget supérieur à 20 millions de francs, c'est-à-dire des productions relativement importantes. Le « coût médian » (c'est-à-dire le devis du film qui se situe au milieu du classement par ordre des budgets, différent du « coût moyen », sujet à de grandes variations sous l'effet parfois d'une seule très grosse production) s'est établi cette année à 18,5 millions. Soit une relative stabilité depuis le début de la décennie, hormis le dérapage de 1995 à 20,7 millions.

Le volume global d'investissement dans la production a fortement augmenté *en 1997*, passant de 2 525 millions en 1996 à 3 916 millions. Ce saut de 55 % est dû notamment au budget exceptionnel du *Cinquième Elément*, dont les *493 MF échappent aux normes* nationales (le deuxième, *Les Visiteurs 2*, a coûté 151 MF). Mais, en excluant le film de Luc Besson, la hausse des investissements s'élève tout de même à 36 % : il s'agit donc bien d'un phénomène profond.

PHÉNOMÈNE DE FRACTURE

Cette hausse est d'ailleurs due à une augmentation des investissements de la part de tous les bailleurs de fonds du cinéma : les chaînes en clair *(542 millions*, + 10 %), Canal Plus (766 millions, + 12 %), les soficas (Sociétés de financement du cinéma, 181 millions, + 25 %). La contribution du compte de soutien – fonds de réinvestissement alimenté par la taxe sur les billets et les prélèvements sur le chiffre d'affaires des chaînes – demeure stable en participant pour 271 millions au financement des films.

Marc Tessier peut donc à bon droit souligner que les *« quatre piliers du système français fonctionnent correctement »*, avant d'insister sur cette « nouvelle frontière » du développement du *cinéma français que représente* l'exportation. Ce diagnostic, optimiste et tourné vers les marchés étrangers, demeure néanmoins partiel. D'une part, parce qu'un autre domaine a commencé de s'ouvrir, dont il va falloir vérifier qu'il contribue lui aussi à la production française : *les chaînes satellites*, et plus généralement l'ensemble des « nouveaux services » de livraison de programmes à domicile. Sur ce point, le rôle de CanalSatellite *reste obscur*, puisque son intervention est noyée dans l'ensemble Canal Plus, tandis que l'intervention de TPS (57,3 millions) n'est pas encore significative. D'autre part, les bons chiffres globaux ne sauraient masquer l'accélération d'un phénomène constaté de longue date, celui de la fracture du cinéma français en deux zones obéissant à des règles économiques et esthétiques de plus en plus divergentes.

Les chaînes et les soficas concentrent toujours plus leurs apports sur les produits les plus porteurs, et si les mécanismes de soutien au cinéma d'auteur (dont l'avance sur recettes, accordée en 1997 à 57 projets pour un montant de 134 millions) assurent le maintien des petits films, ce sont les productions moyennes qui continuent de souffrir. Il n'y aurait pas matière à s'en formaliser si ce phénomène ne menait, à terme, à une *désolidarisation* des composantes du cinéma français, alors que d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en New Transatlantic Market (*Le Monde* du 5 mars) son unité *demeure plus que jamais* nécessaire à sa survie.

Jean-Michel Frodon

Le Messie « blasphémateur » de Palerme est censuré en Italie

ROME
de notre correspondant

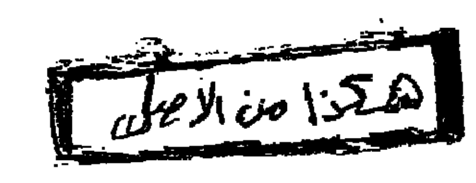
La censure frappe encore en Italie. Et de façon radicale. La commission du département du spectacle a décidé, lundi 2 mars, d'interdire dans toute l'Italie la sortie du film *Toto che visse due volte* (« Toto qui a vécu deux fois »), prévue dans vingt villes le 6 mars. *La décision fait scandale. Il y a bien longtemps* qu'un tel interdit n'avait été prononcé contre une œuvre cinématographique. A vrai dire, l'interdiction totale de sortie a été par le passé extrêmement rare. Il s'est plutôt agi de limitations aux mineurs ou *de mise sous séquestre prononcées par des magistrats* après la sortie du film, comme ce fut le cas pour *Le Dernier Tango à Paris*, de Bernardo Bertolucci, en 1972, ou encore de *La Ricotta* ou de *Salo*, de Pier Paolo Pasolini. Ce qui explique la stupeur déclenchée par une telle prohibition. Et cela d'autant plus que le film de Daniele Cipri et Franco Maresco, deux Siciliens de Palerme considérés comme « les enfants terribles » du cinéma italien, avait été sélectionné et projeté au Festival de Berlin dans la section « Panorama » en raison de *« son intérêt culturel national »*.

Les réalisateurs ne connaissent pas encore les motivations *précises des sept censeurs qui ont pris* leur décision à l'unanimité. Comme souvent, elles ont trait au sexe et à la religion. *« C'est une attaque contre le sacré, contre l'homme*, a déclaré Leonardo Ancona, l'un d'entre eux, au *Corriere della Sera. Rien ne peut être coupé. Le film est un "non message", inutile et pervers, totalement négatif. »* Le deuxième long métrage de Cipri et Maresco, après *L'Oncle de Brooklyn*, est un film en noir et blanc tourné sans acteur professionnel dans le dialecte de Palerme. Il s'agit de trois paraboles sur la dégradation et la faute, au cours desquelles le Messie prononce des jurons, un ange est sodomisé et un simple d'esprit agresse sexuellement une statue de la vierge. Le Christ finit dans l'acide sur décision d'un boss de la Mafia tandis qu'un pauvre bougre meurt sur la croix. *« C'est un film religieux*, insistent les deux auteurs. *Il y a un sens du sacré tout autre que le blasphème. Certes, notre Christ est de Palerme, il n'a rien de traditionnel. »*

Ce propos sulfureux dans un pays au fort enracinement catholique a choqué les censeurs qui parlent de *« provocation »*. L'église est indignée. *« Ce sont des blasphémateurs, des gens indignes d'une quelconque attention. Ils espèrent obtenir de la publicité de ce scandale mais ils se trompent, parce qu'ils finiront dans le néant car ils sont le néant »*, s'est insurgé Mgr Claudio Sorgi dans l'*Avvenire*, journal de la conférence épiscopale italienne. Cipri et Maresco ont décidé de livrer bataille contre *« l'existence d'une commission qui décide quel film les Italiens peuvent voir ». « Un retour au passé, un mauvais flashback »*, selon Bernardo Bertolucci, qui fut condamné à cinq ans de privation de droits civiques pour offense à la morale il y a un quart de siècle.

Le verdict a surpris et a remis en mémoire de mauvais souvenirs. Ceux de l'époque où *Le Cri*, d'Antonioni, ou *Les Nuits de Cabiria*, de Fellini, suscitaient déjà les rigueurs de la censure. Walter Veltroni, *ministre des biens culturels, a déploré la censure préalable.*

Michel Bôle-Richard



JEUDI 5 MARS

FILMS DE LA SOIRÉE

20.00 et 22.35 **Fort Saganne** ■ ■
Alain Corneau [1 et 2/2] (France, 1984, 90 min). TV 5

20.30 **Le Porteur de serviette** ■ ■
Daniele Luchetti (France - Italie, 1991, 90 min). Canal Jimmy

20.30 **Le Journal du séducteur** ■ ■
Danièle Dubroux (France, 1995, 95 min). Cinéstar 1

20.50 **L'Aventure du Poséidon** ■ ■
O Ronald Neame (Etats-Unis, 1972, 118 min). France 3

20.55 **Family Life** ■ ■
K. Loach (GB, 1971, 125 min). Téva

21.00 **Johnny Guitar** ■ ■ ■
Nicholas Ray (Etats-Unis, 1953, v.o., 110 min). Paris Première

21.00 **L'Amour l'après-midi** ■ ■
E. Rohmer (F, 1972, 95 min). Cinétoile

22.05 **In the Soup** ■ ■
Alexandre Rockwell (Etats-Unis, 1992, N., v.o., 95 min). Cinéstar 1

22.15 **Pleure pas my love** ■ ■
Tony Gatlif (France, 1988, 95 min). Ciné Cinémas

22.20 **Lord Jim** ■ ■
R. Brooks (EU, 1964, 145 min). RTL 9

22.30 **Seven** ■ ■ ■
David Fincher (Etats-Unis, 1995, v.o., 119 min). Canal +

23.50 **La Vie est un roman** ■ ■
Alain Resnais (France, 1983, 110 min). Ciné Cinémas

0.35 **La Rumeur** ■ ■
William Wyler (Etats-Unis, 1962, N., v.o., 110 min). Ciné Cinéfil

0.45 ***Justin de Marseille*** ■ ■
Maurice Tourneur (France, 1934, N., 95 min). RTL 9

1.35 **Putain d'histoire d'amour** ■ ■
G. Béhat (Fr., 1981, 95 min). Festival

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.50 Spécial élections régionales et cantonales.
Invités : Noël Mamère - Bruno Gollnisch. France 3

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Rock Hudson. Spencer Tracy. Paris Première

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Pooka ; Boris Bergman ; Florence Arthaud ; Franck Camas ; Khaled. Canal +

20.25 Temps présent.
Les femmes battues se battent. Mon avenir n'est plus en Suisse. Pays Basque, Eta(t) d'urgence. *Grandir en Euskadi.* Le siècle en images : 1936, le soldat républicain. TSR

21.15 Envoyé spécial.
Spécial Afrique. Eléphants, le prix de la défense. Les dents du ciel. *P.-S.* : La reine blanche. France 2

22.20 Paroles de femmes.
Invitée : Marie-France Pisier. TMC

23.00 Les Dossiers de l'Histoire.
Chasseurs d'ombres : retour au Vietnam. Histoire

0.40 La 25e Heure. Crossroads : sur les chemins de l'exil. France 2

0.40 Saga-Cités. Ecrits du coeur. France 3

DOCUMENTAIRES

18.00 Les Grandes Enigmes de l'Histoire.
Pearl Harbor. La Cinquième

18.10 et 23.10 Voyage à Saggarah.
Un portrait de Jean-Philippe Lauer. France Supervision

18.25 Une terre, des hommes. [1/3].
Les cheminées fumantes. Planète

18.30 Le Monde des animaux.
Le Dernier Voyage du saumon. La Cinquième

18.50 Urgences. Planète

19.55 Les Stars espagnoles de l'opéra.
Montserrat Caballé. Muzzik

20.00 Winold Reiss. L'homme qui peignait les Indiens. Arte

20.35 Les Amis du plaisir, trente ans après. Planète

20.45 Soirée thématique : Apprentissage. Arte

21.20 Les Moines marathoniens du mont Hiei. Planète

22.15 Histoire des porte-avions américains.
[8/13]. Kamikaze. Planète

22.40 Nature morte. Planète

23.25 Vingt ans... à Berlin. France 2

23.40 Danse avec le diable. Planète

SPORTS EN DIRECT

15.00 Tennis.
Tournoi messieurs de Rotterdam (4e jour). Eurosport

1.35 Hockey sur glace NHL.
Ottawa - Colorado. Canal +

DANSE

20.45 Scandal Point.
Ballet. France Supervision

MUSIQUE

18.00 Jazz 625 : Bill Evans Trio.
Concert enregistré en 1965. Muzzik

21.00 Norma.
Mise en scène de Sandro Sequi. Enregistré en 1974, lors des Chorégies d'Orange. Dir. : Giuseppe Patanè. Muzzik

23.35 Sonny Rollins 1986. Muzzik

23.50 Tchernouchenko dirige Tchaïkovski.
Concert enregistré au Philharmonic Hall Gasteig, à Munich, en 1994. Paris Première

0.40 Zuzana Ruzickova joue Scarlatti.
Concert enregistré au château de Cesky Krumlov, en République tchèque. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 Bébé express.
François Dupont-Midy. Festival

20.50 L'Invasion des abeilles tueuses.
O Rockne O'Bannon. M 6

21.00 Blunt.
John Glenister. Histoire

21.55 Les Cravates Léopard.
Jean-Luc Trotignon. Festival

22.45 Chassé-croisé.
Steven Schachter. TF 1

0.05 Intime conviction.
John Lvoff. Festival

SÉRIES

19.10 Bonanza.
Les dangers de la mine. Série Club

20.35 Les Envahisseurs.
Les espions. Disney Channel

20.55 Une femme d'honneur.
Mémoire perdue. TF 1

23.00 Code Quantum.
L'enfer du disco. Série Club

0.55 Angela, 15 ans.
Les bonnes résolutions. Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● **18.50 Planète**
Urgences
En 1987, Raymond Depardon s'installe pendant plusieurs mois aux urgences psychiatriques de l'Hôtel-Dieu, à Paris. Caméra immobile, sorte de témoin anonyme, il regarde et écoute ceux qui passent, du chauffeur d'autobus qui vient de craquer au retraité agressif qui a tenté de se pendre. Grands désespoirs, délires, dépression, les maux de la vie, l'humanité quand elle dérape.
★ **Rediffusions : vendredi, 0.10 ; samedi, 7.35 ; dimanche, 22.00.**

● **22.40 Planète**
Nature morte
« Enlevons ce camembert qui nous emmerde ! », souffle un photographe excédé. Le documentariste berlinois Harun Farocki (*Le Monde* du 8 juin 1995), explore les mystères de la nature morte, à travers onze tableaux flamands du XVIIe siècle et des reportages dans des agences de publicité. Sans s'attarder sur la symbolique complexe des objets choisis par les peintres d'autrefois, Farocki filme des professionnels fort sérieux, réglant au millimètre la hauteur d'un gruyère, ou la coupe d'un fromage de chèvre. De leur positionnement précis, et de leur éclairage va dépendre la beauté d'une image. Comme le photographe, le peintre a choisi ses objets parmi les plus rares, a réglé leur ordonnancement, les a posés sur une table devenue piédestal. L'objet est magnifié, presque déifié d'après Farocki, qui n'hésite pas à promouvoir un cornichon au rang de fétiche. Après avoir vu les difficultés qu'un publicitaire rencontre pour faire prendre la pose à une montre devenue diva, on serait tenté de le croire. – *Ha. B.*
★ **Rediffusions : vendredi 6, 9.50 ; samedi 7, 11.25 ; dimanche 8, 7.20.**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 **Le Bigdil.**
19.50 et 20.50 **Météo.**
20.00 **Journal, Le Résultat des courses.**
20.55 **Une femme d'honneur.** *Mémoire perdue.*
22.45 **Made in America.** Chassé-croisé. Téléfilm de Steven Schachter.
0.30 **Les Rendez-vous de l'entreprise.**
1.00 **TF1 nuit, Météo.**

FRANCE 2

19.25 et 1.45 **C'est l'heure.**
19.50 **Au nom du sport, Météo.**
20.00 **Journal, Mots croisés spécial.**
20.45 **Le Monde de la Coupe.**
20.50 **L'Image du jour : Rugby.**
20.55 **A cheval, Météo, Point route.**
21.15 **Envoyé spécial.** Spécial Afrique.
23.25 **Vingt ans... à Berlin.**
0.25 **Journal, Météo.**
0.40 **La 25e Heure.** Crossroads : sur les chemins de l'exil.
2.10 **Pushing the Limits.** Film. Thierry Donard.

FRANCE 3

18.20 **Questions pour un champion.**
18.48 **Un livre, un jour.**
18.55 **Le 19-20 de l'information.**
20.01 **Météo, Météo des neiges.**
20.05 **Fa si la chanter.**
20.35 **Tout le sport.**
20.50 **L'Aventure du Poséidon** ■ ■ Film O. Ronald Neame.
22.50 **Spécial élections régionales et cantonales.** En direct. Noël Mamère - Bruno Gollnisch.
23.40 **Météo, Soir 3.**
0.10 **Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?**
0.40 **Saga-Cités.** Ecrits du coeur.
1.05 **Espace francophone.**

CANAL +

▶ *En clair jusqu'à 20.35*
18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs.**
20.30 **Le Journal du cinéma.**
20.35 **Girl 6** ■ Film. Spike Lee.
22.20 **Flash infos, Art.**
22.30 **Seven** ■ ■ ■ *Film. David Fincher (v.o.).*
0.30 **Est-ce que le son est bon ?**
1.35 **Hockey sur glace NHL.** En direct.

ARTE

19.00 **Au nom de la loi.**
19.30 **7 1/2.** Régionales : PACA.
20.00 **Winold Reiss.** L'homme qui peignait les Indiens.
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Soirée thématique.** Apprentissages. 20.45 Apprentis. 22.05 L'Apprentissage en Europe : demandez le programme !
22.20 **Traces de pierres** ■ Film. Frank Beyer (v.o.).
0.35 **Les Filles** ■ Film. Ildiko Szabo (v.o.).

M 6

18.55 **Loïs et Clark.**
19.50 **Les Mots d'Eric et Ramzy.**
19.54 **Le Six minutes, Météo.**
20.10 **Une nounou d'enfer.**
20.40 **Décrochages info, Passé simple.**
20.50 **L'Invasion des abeilles tueuses.** Téléfilm O. Rockne O'Bannon.
22.30 **Inferno** ■ Film □. Dario Argento.
0.20 **Nick Mancuso.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora.** André Gueslin (*Gens pauvres, pauvres gens*).
21.00 **Lieux de mémoire.** La ligne Maginot [2/2].
22.10 **For intérieur.**
23.00 **Nuits magnétiques.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.48 **Les Cinglés du music-hall.**

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Concert.** Portraits de notre temps. Œuvres de Ives, Stravinsky, Benjamin, Sibelius.
22.30 **Musique pluriel.** Œuvres de Ballif, Xenakis.
23.07 **En musique dans le texte.**

RADIO-CLASSIQUE

20.40 **Les Soirées.** *La Fille de Pohjola*, poème symphonique op. 49, de Sibelius ; *Concerto pour violon et orchestre op. 35*, de Tchaïkovski ; *Symphonie nº 4 L'Inextinguible op. 29*, de Nielsen.
22.25 **Les Soirées... (suite).** Œuvres de Mozart, Beethoven, Schubert, Brahms.

VENDREDI 6 MARS

FILMS DU JOUR

15.35 **La Sarabande des pantins** ■ ■
Henry Koster, Henry Hathaway, Jean Negulesco, Howard Hawks et Henry King (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 115 min). Ciné Cinéfil

15.45 **Les Années sandwiches** ■ ■
Pierre Boutron (France, 1988, 100 min). Ciné Cinémas

16.40 **Le Journal du séducteur** ■ ■
Danièle Dubroux (France, 1995, 95 min). Cinéstar 1

20.30 **La Rumeur** ■ ■
William Wyler (Etats-Unis, 1962, N., 110 min). Ciné Cinéfil

20.30 **Le Guépard** ■ ■ ■
Luchino Visconti (Italie, 1962, v.o., 185 min). Cinétoile

23.30 **La Voie lactée** ■ ■ ■
Luis Buñuel (France, 1968, 100 min). Festival

0.15 ▶ **Husbands** ■ ■
John Cassavetes (Etats-Unis, 1970, v.o., 125 min). France 2

0.15 **Sourires d'une nuit d'été** ■ ■
Ingmar Bergman (Suède, 1955, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil

0.35 **Ran** ■ ■ ■
Akira Kurosawa (France - Japon, 1985, 155 min). Canal +

4.05 **Un ange à ma table** ■ ■
Jane Campion (Nouvelle-Zélande, 1990, v.o., 150 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.00 Contre le racisme.
Invités : Yamina Benguigui ; Yehudi Menuhin ; Robert Miles ; Michel Wieviorka ; Christian Karambeu ; Rodrigo de Zayas ; Dieudonné ; Albert Jacquard ; Mary Robinson ; Madame Massekala ; Daniel Cohn Bendit ; Christian Leysen ; Jocelyn Barrow ; Bob Purkis. TV 5

13.00 et 19.00 Le Magazine de l'Histoire.
Avec Michel Winock, Yves Lacoste et Anette Wievirokan. Histoire

13.35 Parole d'Expert.
Invitée : Maïté. France 3

14.15 Le Club.
Avec Georges Beaume. Ciné Cinéfil

14.30 Paroles de femmes.
Invitée : Marie-France Pisler. TMC

14.40 Ecran savoir multimédia.
Spécial Foire du livre. *Images de Proust.* RTBF 1

15.00 Temps présent.
Le choix de Susanna. TV 5

15.45 Le Gai Savoir.
Les grands destins. Invités : Mona Ozouf ; Jules Roy ; Jean-Marie Rouart ; Alina Fernandez ; Marcel Jullian. Paris Première

17.00 Les Dossiers de l'Histoire.
Chasseurs d'ombres : retour au Vietnam. Histoire

17.00 A bout portant.
Mélina Mercouri. Paris Première

17.25 Ciné-Cinécourts.
Avec Patrice Leconte. Ciné Cinémas

18.00 Stars en stock. *Barbra Streisand.* Errol Flynn. Paris Première

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
Invités : Emma Bonino ; Linford Christie. Canal +

19.00 Rive droite, rive gauche.
Best of. Paris Première

20.00 20 h Paris Première.
Best of. Paris Première

20.05 C'est la vie !
Homme seul élève enfants. TSR

20.50 Thalassa. *La folie-saumon.* France 3

21.00 De l'actualité à l'Histoire. Histoire

21.15 Paris modes. Les collections *à Londres.* Paris Première

21.55 Faut pas rêver.
USA : Saratosa, ville du cirque. France : Le château du Lou. Maroc : Les tanneurs de Fès. Invité : Bernard Murat. France 3

22.35 Bouillon de culture.
Tête-à-tête avec Jorge Semprun. France 2

23.00 Intérieur nuit. Produits frais au rayon musique. RTBF 1

23.10 Sans aucun doute.
Les médecines parallèles. Invitée : Catherine Destivelle. TF 1

23.20 Les Carnets du présent.
Ce que j'ai vu en Algérie, carnets de route d'André Glucksmann. France 3

DOCUMENTAIRES

17.45 L'Homme technologique.
[5/8]. Temps et mouvement. Planète

18.00 Les Métros du monde.
Washington. La Cinquième

18.00 Une histoire du jazz en France.
[3/3]. 1960 à nos jours. Histoire

18.30 Le Monde des animaux. Ecureuils et souris sylvestres. La Cinquième

18.35 Louisiana Blues. Planète

19.35 Enquêtes médico-légales.
[1/13]. La disparition de Helle Crafts. Planète

20.00 La Boucane. Planète

20.00 Cités et merveilles.
La Havane. Téva

20.20 Jeunesses musicales de France : Poulenc. Muzzik

20.35 Zev, le survivant des Carpates. Planète

21.55 *Américains et pygmées,* une vie de famille. Planète

22.10 ▶ Grand format.
Amazonie : la terre et la peine. Arte

22.45 Les Nouveaux Explorateurs.
Plongée souterraine. Planète

23.00 Le Temps des cathédrales.
[7/9]. Le XIVe siècle. Histoire

23.10 Elisabeth Schwarzkopf : autoportrait. Muzzik

23.20 Rock Stories.
Deep Purple. Canal Jimmy

23.35 Les Grands Moments de l'art en Italie. Léonard de Vinci. France Supervision

23.40 Une terre, des hommes.
[1/3]. Les cheminées fumantes. Planète

0.10 Urgences. Planète

0.15 Helmut by June. Paris Première

0.35 *Femmes en Palestine.* Téva

1.00 Femmes du Maroc. Téva

SPORTS EN DIRECT

14.00 Snowboard. Coupe du monde FIS : Slalom géant. Eurosport

15.00 Tennis. Tournoi messieurs de Rotterdam (Pays-Bas) : quarts de finale. Eurosport

20.30 Football. Championnat de D 1 :
Metz - Marseille. Canal +

22.00 Equitation.
Coupe du monde de saut d'obstacles (13e manche). Eurosport

MUSIQUE

18.00 La Ronde.
Par l'Orchestre symphonique de la Monnaie, dir. Bernard Sandstad. Muzzik

19.15 Alan Stivell au Casino de Paris 1994. France Supervision

22.00 Guillaume Tell.
Par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Riccardo Chailly. France Supervision

22.05 Dexter Gordon Quartet. Muzzik

22.55 Monserrat Caballé et José Carreras. Paris Première

0.30 Ravel et Beethoven aux Proms 1985. Muzzik

1.00 Mylène Farmer Live à Bercy 1996. TF 1

TÉLÉFILMS

18.00 Une ville déchirée.
Daniel Petrie. Téva

18.35 Les Enfants de la mariée.
Jonathan Sanger. Ciné Cinémas

18.45 Bonne chance Monsieur Pic.
Maurice Failevic. Festival

20.30 Condamné au silence.
Roger Andrieux. Festival

20.30 Passion criminelle.
Reza Badiyi. RTL 9

20.35 L'Affaire Caillaux.
Yannick Andréi [1/2]. TMC

20.45 En danger de vie.
O Bruno Gantillon. Arte

20.50 Menaces dans la nuit.
O Michael Tuchner. M 6

20.50 Sinistre complot. Alan Metzger. TSR

21.55 Sara. Robin Crichton. Festival

23.25 Mise en scène pour un meurtre.
O Kevin Meyer. M 6

SÉRIES

20.55 Nestor Burma.
Les affaires reprennent. France 2

21.00 Stargate SG-1.
L'ennemi intérieur. Série Club

21.20 Dharma & Greg. And Then There's The Wedding (v.o.). Téva

21.20 L'Instit. *Menteur !* RTBF 1

22.25 Dream On. Le week-end de tous les dangers (v.o.). Canal Jimmy

22.30 Twin Peaks. Ep. 22 (v.o.). Série Club

22.55 Seinfeld. Vivement l'an 2000 (v.o.). Canal Jimmy

0.00 Brooklyn South.
Wild Irish Woes (v.o.). Série Club

0.30 Angela, 15 ans. Les bonnes résolutions (v.o.). Canal Jimmy

1.15 Spicy City.
Tears of Clone (v.o.). Canal Jimmy

1.45 New York Police Blues.
Une expérience épouvantable (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
△ *Accord parental indispensable* ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, *téléfilm, etc.*) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **23.20 France 3**
« Les carnets du présent » : « Ce que j'ai vu en Algérie ». Carnets de route d'André Glucksmann

Mort et liberté

ENCORE DES IMAGES de la tragédie algérienne ! On peut les fuir, tant elles sont parfois insoutenables. On peut penser que le sang ressemble au sang. On peut avoir un sentiment de déjà-vu. Et surtout un sentiment d'impuissance. Mais, à la longue, la répétition fait ressortir ce à quoi l'on avait peut-être pas assez prêté attention précédemment. On a déjà vu ces scènes de cimetières où des femmes, folles de douleurs, hurlent les plus graves accusations, à l'encontre des assassins, bien sûr – *« Nous les connaissons »* –, mais aussi à l'encontre des militaires et du pouvoir qui ne les ont pas protégées – *« Les soldats étaient tout près et ils sont venus trop tard »*. Elles ont perdu leurs enfants, leurs hommes. Elles ont tout perdu, donc elles n'ont plus rien à perdre. Et elles le disent avec force face aux représentants de l'ordre qui accompagnent les journalistes.

Cette fois, une caméra a suivi André Glucksmann à Sidi Hammed, après l'un de ces massacres du ramadan. Une jeune femme crie sa révolte devant le philosophe : *« Lui, il est venu, lui, un étranger, un Français. Il est venu, mais pas Zeroual* [le président algérien]. *Pourtant, nous l'avons élu. C'est nous qui l'avons fait et son armée ne nous a pas protégés. Zeroual n'est même pas venu se recueillir sur les tombes fraîches. Et puis nous savons bien que les criminels sont de chez nous... »* Elle ajoute, elle aussi : *« Nous n'avons plus rien à perdre. »* Cette terrible vérité va se répéter à plusieurs reprises dans ce document, avec la plus grande clarté : ils sont libres comme jamais, ces Algériens, qui n'hésitent plus à nommer les massacreurs et à dénoncer l'incurie des autorités. Ils n'ont plus peur, même pas de Dieu, ainsi que le laisse entendre un homme qui se demande à quoi bon avoir observé le jeûne. Ils ont payé le prix exorbitant de la pire des libertés.

La jeune femme a signifié à André Glucksmann que sa venue n'était pas inutile. Alors notre regard ne l'est peut-être pas.

Francis Cornu

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 **Les Feux de l'amour.**
14.40 **Arabesque.**
15.35 **Côte Ouest.**
16.30 **Sunset Beach.**
17.25 **Sydney Police.**
18.20 **Touché, gagné !**
19.00 **Le Bigdil.**
19.50 **Météo.**
20.00 **Journal, Météo, Trafic infos.**
20.55 **La Soirée d'enfer.**
23.10 **Sans aucun doute.** Les médecines parallèles.
1.00 **Mylène Farmer Live à Bercy.**

FRANCE 2

13.50 **Le Renard.**
14.55 **L'Enquêteur.**
15.50 **La Chance aux chansons.**
16.50 **Des chiffres et des lettres.**
17.20 et 22.25 *Un livre, des livres.*
17.25 **Sauvés par le gong.**
17.50 **Hartley, cœurs à vif.**
18.45 **Qui est qui ?**
19.20 **1 000 enfants vers l'an 2000.**
19.25 **C'est l'heure.**
19.50 **Au nom du sport.**
19.55 *Météo.*
20.00 **Journal, Le Monde de la Coupe.**
20.35 **L'Image du jour : Rugby.**
20.40 **A cheval, Météo, Point route.**
20.55 **Nestor Burma.** Les affaires reprennent.
22.35 **Bouillon de culture.** *Tête-à-tête avec Jorge Semprun.*
23.45 **Journal, Météo.**
0.00 **Présentation du Ciné-club.**
0.05 **Invocation of My Demon Brother.** Court métrage △. Kenneth Anger (v.o.).
0.15 ▶ **Husbands** ■ ■ Film. John Cassavetes (v.o.).

FRANCE 3

13.35 **Parole d'Expert.**
14.35 **L'Homme en fuite.** Téléfilm. Don Siegel.
16.10 *Côté jardins.*
16.40 **Minikeums.**
17.45 **Je passe à la télé.**
18.20 **Questions pour un champion.**
18.48 **Un livre, un jour.**
18.55 **Le 19-20 de l'information, Météo.**
20.05 **Fa si la chanter.**
20.35 *Tout le sport.*
20.50 **Thalassa.** La folie-saumon.
21.55 **Faut pas rêver.**
22.55 **Météo, Soir 3.**
23.20 **Les Carnets du présent.** Ce que j'ai vu en Algérie, carnets de route d'André Glucksmann.
0.15 *Libre court.*
0.30 **Cap'tain Café.**

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 13.35**
13.30 **Le Journal de l'emploi.**
13.35 **Saraka Bô** ■ Film. Denis Amar.
15.10 **Pas si vite.** Diderot.
15.15 **Les Créatures du sable.**
15.45 **Sunchaser.** Film. Michael Cimino.
17.40 *Les Repentis.*
▶ **En clair jusqu'à 20.30**
18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs.**
20.15 **Football.** En direct. 20.30 D 1 : Metz - Marseille.
22.30 **Flash infos.**
22.35 *La Jurée.* Film. Brian Gibson.
0.35 **Ran** ■ ■ ■ Film. Akira Kurosawa.
3.10 **Ni d'Eve ni d'Adam** ■ Film. Jean-Paul Civeyrac.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 et 17.30 **100 % question.**
14.00 **Villes rêvées, villes réelles.** Paris.
14.25 ▶ **La Cinquième rencontre...** Travail et économie. 14.30 La Chute de la maison Potin. 15.25 Entretien avec Michel Edouard Leclerc.
16.00 **Passe Partout.**
16.30 **Modes de vie, modes d'emploi.**
17.00 **Cellulo.**
18.00 **Les Métros du monde.** Washington.
18.30 **Ecureuils et souris sylvestres.**
19.00 **Tracks.**
19.30 **7 1/2.** Les cent ans de Renault.
20.00 **Brut.**
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.45 **En danger de vie.** Téléfilm O. Bruno Gantillon.
22.10 ▶ **Grand format.** Amazonie : la terre et la peine.
23.40 **Da Capo** ■ Film. Piotr Todorovski (v.o.).
1.15 **Le Dessous des cartes.**
1.25 **Music Planet.** Concert au Midem.

M 6

13.35 **Tout pour être heureuse.** Téléfilm. Arthur Allan Seidelman.
15.20 et 1.20 **Boulevard des clips.**
16.40 **Hit machine.**
17.55 **Les Nouvelles Aventures de Robin des Bois.**
18.55 **Loïs et Clark.**
19.50 **Les Mots d'Eric et Ramzy.**
19.54 **Le Six minutes, Météo.**
20.10 **Plus vite que la musique.**
20.40 **Décrochage info, Les Produits stars.**
20.50 **Menaces dans la nuit.** Téléfilm O. Michael Tuchner.
22.30 ***Burning Zone,* menace imminente.** O.
23.25 **Mise en scène pour un meurtre.** Téléfilm O. Kevin Meyer.
1.00 **Snow DJ tour.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 **Les Chemins de la musique.** Histoire du rock II. 5. Plongées.
20.30 **Agora.** Gisèle Gelbert (*Lire, c'est aussi écrire*).
21.00 **Black and blue.**
22.10 **Fiction.** *Détours imprévus*, de Michel Schilovitz.
23.00 **Nuits magnétiques.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.48 **Les Cinglés du music-hall.**

FRANCE-MUSIQUE

19.35 **Prélude.**
20.05 **Concert franco-allemand.** *Roméo et Juliette*, extraits symphoniques, de Berlioz ; *Tristan et Isolde* (acte 2), de Wagner, Christine Brewer (Isolde), Gary Lakes (Tristan).
22.30 **Musique pluriel.** Œuvres de Xenakis, Tim Smith.
23.07 **Jazz-club.** Kevin Hays, piano avec Doug Weiss, contrebasse et Bill Stewart, batterie.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 **Classique affaires-soir.**
20.40 **Les Soirées.** Haydn et l'Europe.
22.35 **Les Soirées... (suite).** Œuvres de Magnard, Vierne, Franck.

Nelson Mandela s'en prend aux médias sud-africains

Le gouvernement de Pretoria dénonce comme partiales les accusations de corruption portées contre lui par une presse encore majoritairement contrôlée par les intérêts blancs

ACCUSÉE de partialité et de sensationnalisme, la presse sud-africaine a pour habitude d'agacer et de déranger le pouvoir noir. Elle ne déroge pas à la règle en consacrant une nouvelle fois ses gros titres à une affaire de corruption impliquant le gouvernement de Nelson Mandela et son parti, le Congrès national africain (ANC). Tous les deux sont accusés par un parti d'opposition blanc d'avoir voulu favoriser la commercialisation d'un traitement anti-sida contesté, moyennant une promesse d'intéressement aux bénéfices. Aucune preuve n'est venue étayer ces accusations pour l'instant.

« Le scandale du Virodène », du nom du médicament, occupe néanmoins la première page de presque tous les journaux depuis plusieurs jours. *The Citizen*, journal des Blancs conservateurs, évoque une *« nation en proie à la corruption »* et réclame la démission du ministre de la santé.

L'HÉRITAGE DE L'APARTHEID

Le battage fait autour d'allégations non prouvées ne peut que renforcer le ressentiment que nourrit déjà le pouvoir à l'égard des médias. Les dirigeants de la nouvelle Afrique du Sud ne nient pas l'existence de la corruption. Le président Mandela lui-même a reconnu à plusieurs reprises au cours des derniers mois l'importance du phénomène dans les différents rouages de l'Etat. Mais le chef de l'Etat souligne que le problème existait déjà sous l'apartheid et qu'il s'emploie désormais à l'éradiquer. Il reproche à la presse, encore majoritairement contrôlée par les intérêts blancs, de ne pas en tenir compte et de dépeindre systématiquement son gouvernement comme corrompu et inefficace.

M. Mandela estime que les journaux traduisent uniquement les préoccupations de la minorité blanche et cherchent à discréditer le nouveau pouvoir. Lors du dernier congrès de son parti, le président sud-africain a reproché aux médias d'être *« une force dirigée contre l'ANC, représentant la minorité privilégiée et luttant contre le changement »*. Il les a accusés de *« protéger l'héritage du racisme »* et de *« se décharger de leur responsabilité d'informer le public »*. La presse, de son côté, dénonce les tendances autocratiques d'un pouvoir soucieux de faire taire les voix discordantes à l'approche des élections de 1999. *« Le président Mandela se montre extrêmement susceptible et répond en attaquant ceux qui le critiquent »*, affirme l'éditorialiste du *Star*, quotidien populaire de Johannesburg.

Le chef de l'Etat peut, à juste titre, reprocher à la presse de ne pas suffisamment rappeler l'ampleur de la tâche à accomplir et le poids de l'héritage de l'apartheid. De plus, les journaux sud-africains confondent souvent l'exercice légitime du contre-pouvoir qu'ils incarnent avec les excès de la presse à scandale. Mais les attaques de

M. Mandela contre les médias traduisent, plus profondément, une crispation du pouvoir face à ses difficultés et à la publicité que leur donnent les journaux. Dans un contexte de durcissement de la vie politique autour de la question raciale, le gouvernement a tendance à considérer les critiques comme un sabotage de l'effort de reconstruction nationale.

Le président Mandela lui-même en a récemment fourni la preuve. Il a encore alourdi le climat de suspicion entre le pouvoir et les médias en affirmant que ceux qui ne faisaient pas état de la baisse de la criminalité, attestée par les statistiques officielles, n'étaient pas *« loyaux au gouvernement »*.

LE DROIT DE CRITIQUER

La presse s'est offusquée de cette déclaration et, quelques jours plus tard, elle s'est largement faite l'écho des attaques de M. Mandela lancées, dans le même sens, contre le chef de l'église anglicane, Mgr Njongonkulu Ndungane.

Dans un entretien, le successeur de Mgr Desmond Tutu avait critiqué le bilan du gouvernement et affirmé que la *« magie Mandela ne résoudra pas tous les problèmes du pays »*. Selon la presse sud-africaine, le chef de l'Etat aurait réagi en s'en prenant violemment à l'archevêque lors d'une réunion avec des responsables de son église. Même *The Sowetan*, le journal de la communauté noire proche du pouvoir, s'est indigné de cette attitude. *« Le droit de critiquer est un droit pour lequel nous nous sommes battus sous l'apartheid. Nous devons aujourd'hui le défendre sans équivoque »*, affirme *The Sowetan*.

Frédéric Chambon

DANS LA PRESSE

L'HUMANITÉ
Charles Silvestre

■ La lutte contre l'exclusion, dans la même journée, en deux temps, trois mouvements : le premier est celui du gouvernement qui présente un ensemble de mesures nouveau, appréciable ; le second est celui du pays profond qui, faisant écho à l'action des chômeurs, formule sur ce même sujet, selon un sondage, une demande qui va plus loin. *[...]* Le souffle de l'action qui a embrasé l'opinion a quelque peu gonflé les voiles des intentions initiales. La revalorisation des minima sociaux, toute relative qu'elle soit encore, le dispositif de l'emploi plus concrètement ouvert aux exclus, n'étaient pas jusqu'en décembre exactement prévus au programme... *[...]* Dans la lutte contre l'exclusion, parler de dépenses est d'une certaine façon un non-sens. Car tout ce qui s'investit là stimule la consommation, pousse à la création d'emplois, et donc réduit le coût astronomique du chômage. Une lutte qui appelle des actes significatifs. Le moratoire des licenciements proposé par Robert Hue en est un, et non des moindres. Le nouveau dans la politique française marche ainsi sur deux jambes : le gouvernement avance et le mouvement accélère. Intéressante dynamique. Et il serait non moins intéressant que cette dynamique du soutien à la gauche plurielle et de la mobilisation se manifeste le 15 mars. La lutte contre l'exclusion en a aussi besoin.

LE FIGARO
Georges Suffert

■ Peu de gens croient en l'efficacité des gesticulations gouvernementales. Les 35 heures verront peut-être le jour, mais ne créeront pas d'emplois ; la loi contre l'exclusion va servir d'oriflamme entre Mardi gras et Pâques. *[...]* Les Français se sont transformés en badauds. Ils n'ont pas envie de participer, comme on dit. Après tout, il y a des fleurs dans les jardins, et la reprise – pour le moment – pointe son nez *[...]* La France s'apprête à se rouler dans les prairies et à ramasser des jonquilles. Ce qui ne prédispose pas au débat politique. Or nos compatriotes s'apprêtent à commettre une petite sottise. Les élections régionales constituent une affaire sérieuse. Sinon le premier ministre n'aurait pas revalorisé quelques minima sociaux et entamé le débat contre l'exclusion. Il songe que la gauche pourrait rafler une quinzaine de régions. Il suffit que le vague à l'âme de la droite parlementaire submerge la France profonde et que les élus du Front national décident *[...]* de favoriser systématiquement la gauche. C'est ce qu'on appelle la politique du pire. Car cet accès de fatigue ou de veulerie collective, cette espèce de juin 40 spirituel et moral ressemblent un peu à une épidémie. Mais la plupart des maladies se soignent. Encore faut-il que le patient se réveille. Il lui reste une dizaine de jours pour tomber du lit.

EUROPE 1
Alain Dumahel

■ Il y a un reproche qu'il est difficile de faire au projet Aubry de lutte contre l'exclusion, c'est l'absence de moyens. Lorsque Jacques Barrot, qui était un excellent ministre des affaires sociales, et Xavier Emmanuelli, un homme chaleureux qui connaissait bien ses dossiers, avaient préparé un projet sous le précédent gouvernement, on avait reconnu qu'ils avaient des idées mais on avait déploré qu'ils n'aient pas de ressources. Cette fois-ci, l'argent est là. *[...]* Dans les nations anglo-saxonnes, les chômeurs sont moins nombreux qu'ici, les pauvres non indemnisés, beaucoup plus nombreux. En France, à partir de l'an prochain, tous auront accès aux soins.

www.geocities.com/~derksen

Un Néerlandais solitaire a créé une base de données électorale pour 250 pays et territoires

QUI a entendu parler de Kinza Clodumar, le président de la République de Nauru, élu en 1997 par les dix-huit membres de l'Assemblée nationale ? Qui connaît la composition du Parlement de Kiribati, de Mongolie ou, plus simplement, de Monaco ? Une poignée de spécialistes. Et quelques internautes, depuis que Wilfried Derksen, citoyen néerlandais, a placé sur le Web le fichier électoral planétaire qu'il a constitué seul et bénévolement. *« Je me suis toujours intéressé à la politique comparée, c'est pourquoi j'ai monté ma base de données. Quand j'ai eu accès à Internet, j'ai décidé de partager toutes ces informations. »* A ce jour, le site de Wilfried Derksen recense les résultats des élections présidentielle et législatives organisées depuis 1990 dans près de 250 pays et territoires et indique les dates des scrutins à venir.

La mise à jour constante de ce vaste répertoire représente un rude labeur, mais Wilfried Derksen est payé de ses efforts par les témoignages de gratitude inscrits sur son livre d'or : *« Cela facilite vraiment la préparation de mes cours de science politique »*, s'enthousiasme une universitaire ; *« c'est devenu un de nos outils de référence »*, confirme un documentaliste. En revanche, lorsque Wilfried Derksen s'essaie à classer les partis en tendances politiques, il rencontre quelques critiques : *« L'utilisation du terme "autoritaire", notamment, suscite de vives réactions. »* Il faut dire qu'il l'applique aux formations politiques qui, ayant soutenu une dictature, se sont maintenues au pouvoir après la démocratisation du régime. *« De même, lorsque je place le Sinn Fein irlandais à l'extrême gauche, cela semble inacceptable aux partis d'extrême gauche du Royaume-Uni. »* Résigné, il projette d'ailleurs d'abandonner ce pan de sa base de données.



Pour le reste, Wilfried ne se lasse pas. Scrutin après scrutin, il alimente son site, et l'enrichit de nouveaux liens vers les pages Web de formations politiques et d'organismes officiels du monde entier. En outre, il prévient les abonnés d'Infoelect, sa liste de diffusion gratuite, de chaque mise à jour importante.

Reste bien sûr le problème de l'exactitude de toutes ces données, collectées principalement dans des journaux et revues, et, de plus en plus, sur Internet : *« C'est désormais une source sûre, car de nombreux partis politiques possèdent leur propre site. On peut ainsi faire des recoupements. »* Wilfried cite leur origine aussi souvent que possible, ce qui laisse à chacun le loisir de décider dans quelle mesure on peut se fier à ses chiffres.

Vincent Truffy

SUR LA TOILE

WINDOWS MIS À MAL PAR DES PIRATES

■ *Une nouvelle attaque menée par* des pirates informatiques a frappé simultanément, mardi 3 mars, plusieurs dizaines de centres informatiques militaires et universitaires à travers les Etats-Unis. Tous les ordinateurs visés, qui ont été temporairement mis hors service, étaient équipés des systèmes d'exploitation Windows 95 et Windows NT, de Microsoft. Le même jour, Bill Gates, président de Microsoft, comparaissait devant une commission sénatoriale enquêtant sur de possibles violations par son entreprise de la législation fédérale antitrust. – *(AP.)*

CYBERCAFÉS SOUS SURVEILLANCE

■ Le gouvernement de Malaisie envisage de mettre tous les cybercafés du pays sous surveillance, afin d'empêcher les clients, en particulier les mineurs, de consulter sur Internet des sites pornographiques occidentaux. Le ministre malaisien du commerce intérieur a notamment déclaré qu'à cause d'Internet, les jeunes *« s'empoisonnaient l'esprit »*, ce qui risquait de les pousser à *« commettre des actes criminels »*. – *(AP.)*

Restez couvert ! *par Alain Rollat*

LE DÉBAT allait bon train. La question était des plus controversées. Normal, c'était une question existentielle : y a-t-il des têtes à chapeau ? Existe-t-il des têtes à bibi, des têtes à toque, des têtes à cloche, comme il existe des moules à gaufre, des fers à cheval, des pinces à linge ? Existe-t-il, a contrario, des têtes interdites de galure, allergiques à toute coiffe, incompatibles avec le moindre couvre-chef ?

Cela se passait évidemment sur LCI, la chaîne qui tire son chapeau devant n'importe quelle info et qui l'ôtait, en l'occurrence, mercredi après-midi, devant une modiste fort charmante et des plus enjouées dont la spécialité consistait, précisément, à fabriquer et à vendre des chapeaux pour dames. La réponse de cette créatrice était formelle : oui, il y a des têtes faites pour porter le chapeau et d'autres qui ne le sont pas. Elle portait le sien, une sorte de haut-de-forme en paille bleu orné de mauves, avec une telle élégance que nul ne se serait hasardé à contester cette affirmation péremptoire.

Elle avait aussi réponse à la question subséquente : comment distinguer la tête à chapeau de celle qui ne l'est pas ? Elle renvoyait chacune à son miroir : *« La tête à chapeau, disait-elle, ce n'est pas forcément celle dont le visage est parfait. »* Elle expliquait avec beaucoup de tact que les plus belles têtes à chapeau pour dames sont celles qui s'agrémentent de quelque signe distinctif, un nez un peu trop long, une bouche un peu trop généreuse, des pommettes un peu trop hautes, bref, par l'un de ces traits de caractère qui font la différence entre la beauté naturelle et la gravure de mode. Elle en tirait une conclusion psychothérapeutique autorisant toutes les espérances : *« La femme qui dit qu'elle n'a pas une tête à chapeau, c'est parfois une femme qui a mal choisi son chapeau mais souvent une femme mal dans sa peau. »*

Tout débat, sur LCI, en chapeautant un autre, il y eut ensuite, à l'écran, une autre dame de caractère, moins enjouée, d'un âge plus mûr, tirée à quatre épingles, un peu trop blonde, qui se distinguait, elle, par un trop-plein de certitudes. Elle n'avait qu'un mot à la bouche. Elle réclamait un *« véritable »* contrôle de l'immigration, une *« véritable »* politique de la ville, de *« véritables »* emplois pour les jeunes, une *« véritable »* police, une *« véritable »* réforme fiscale, etc. Elle voulait du *« véritable »* en tout et pour tout. Sa vie n'était sans doute que fausseté. Mais elle semblait, justement, très à l'aise dans sa peau de militante du Front national. Or elle ne portait aucun chapeau. Elle avait pourtant une tête à claque !

orte hausse
e popularité
our MM. Chirac
t Jospin

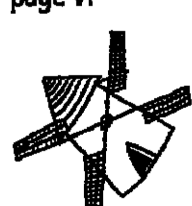
LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE
« Adieu vive clarté... »
de Jorge Semprun
page II

LORETTE NOBÉCOURT
page III

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 6 MARS 1998

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VI



MUSIQUE
Les essais et analyses de Carl Dahlhaus sur Schoenberg, et une série d'entretiens avec Henri Dutilleux
page VI

Lettres d'amour de Somalie

Rencontre avec le Somalien Nuruddin Farah, nourri de mille cultures – africaine, orientale, européenne – qui invente des personnages lumineux, toujours aux marges de la vie normale



DOD MILLER/NETWORK/RAPHO

Il voyage léger, transportant avec lui un livre et un cahier de notes à la couverture cartonnée pour écrire même sans table. Nuruddin Farah est né en Somalie, un pays de nomades et de poètes. Il en a hérité le goût de l'errance, l'amour des lettres. Enfant, il a vu sa mère composer ses poèmes à haute voix, faisant les cent pas dans la maison jusqu'à ce qu'elle juge ses vers prêts à être écoutés. La poésie somalie ne s'écrit pas, elle se récite, elle se chante. Dans la famille Farah, la génération de Nuruddin est la première à apprendre à lire et écrire. Le soir, le petit garçon s'endort à l'écoute de la berceuse que sa mère a composée pour lui seul, comme elle l'a fait pour chacun des dix enfants. Le jour, il découvre l'univers infini des histoires écrites, à commencer par *Les Mille et Une Nuits*. A vingt ans, en 1965, Nuruddin Farah signera l'une des premières fictions jamais publiées en Somalie (1). En anglais.

« Jusqu'en 1972, ma langue maternelle, le somali, ne s'écrivait pas. Il n'y avait pas de code de transcription », rappelle-t-il. De passage à Londres, il relit les épreuves de son nouveau roman, *Secrets*, dernier volet de la trilogie qui comprend *Territoires* et *Dons* et constitue l'œuvre maîtresse d'un écrivain en pleine maturité (2).

Plus encore que ses autres romans, elle témoigne de la profusion de langues, de cultures, d'expériences qui ont forgé sa sensibilité singulière. A l'école, Farah apprend l'arabe, langue du Coran, et l'amharique des Ethiopiens qui dominent sa région, l'Ogaden ; puis l'anglais et l'italien, langues des puissances coloniales. A vingt ans, il part faire une licence de philosophie indienne à l'université de Chandigarh, où il rencontre sa première femme, une Indienne. Il s'inscrit ensuite en troisième cycle d'études théâtrales à Londres.

Ses retours en Somalie deviennent de plus en plus difficiles. Le chef de l'Etat, Syaad Barré, adepte du *« socialisme scientifique »*, n'apprécie pas les esprits libres. A près de trente ans, Nuruddin Farah doit abandonner sa terre. Depuis, il a vécu dans une quinzaine de pays différents, surtout en Afrique. *« N'ayant pas le droit d'être en Somalie, j'ai vécu au pays de mon imaginaire »*, dit-il. Il habite la plupart du temps à Kaduna, une ville du nord du Nigeria, où se trouve la famille de son épouse actuelle, une chercheuse qui étudie la place des femmes dans la politique nigériane.

« Je suis somalien, c'est-à-dire que j'ai hérité de légendes, d'allégories, de poésies. Tout ce que j'écris se passe en Somalie. Cet enracinement donne du sens et, peut-être, une certaine universalité à mon écriture. Mais je ne suis pas seulement somalien. Je suis aussi un Africain, un musulman, un cosmopolite et un exilé. Avec un musulman du Moyen-Orient ou d'Inde, comme Salman Rushdie, je partage sans doute plus de choses qu'avec certains Africains. »

L'écrivain se promène entre gratte-ciel et huttes en terre, entre cassettes de poésie orale somalienne et romans du monde entier. *« Mon existence n'a jamais été très stable. C'est pourquoi, au fond, le fait de vivre en Afrique m'intéresse et m'inspire : j'y retrouve mes contradictions, car je voyage constamment entre des états d'esprit contradictoires, des états de culture contradictoires, entre homogénéité et hétérogénéité. »*

Ce chaos intime est sa matrice. Il joue avec les ténèbres, invente des personnages lumineux toujours aux marges de la vie normale et donc au cœur de l'essentiel. Dans *Territoires* et *Dons*, il écrit au féminin, il imagine des nouveau-nés merveilleux, il décrit un petit garçon qui croit saigner comme une jeune fille puis porter une vieille femme à l'intérieur de lui. Peu importe l'ordre dans lequel on lit les deux premiers volets de cette trilogie : des thématiques communes rôdent de l'un à l'autre, mais les personnages sont entièrement différents.

Le bébé de *Territoires* avait perdu son père, mort peu après la conception, puis sa mère pendant l'accouchement. Il était adopté par une femme simple qui déployait des trésors d'intelligence et de sensualité envers cet enfant-cadeau du sort. L'histoire se déroulait pendant la guerre entre la Somalie et l'Ethiopie.

L'enfant trouvé de *Dons* vient perturber les personnages du roman, les révélant à eux-mêmes et aux autres. *Dons* est d'abord une histoire d'amour qui se déroule à Mogadiscio, la capitale, après que la débâcle en Ogaden eut rendu la Somalie dépendante de l'« aide » internationale et de ses « dons ».

Duniya, infirmière-chef dans une maternité de Mogadiscio, est une femme de trente-cinq ans. Elle élève des jumeaux adolescents, nés d'un premier mariage forcé avec un vieillard aveugle, ami de son père, et une fillette qu'elle a eue avec son deuxième mari, un journaliste alcoolique. Elle rencontre Bosaaso qui, depuis son retour des Etats-Unis, travaille pour les Nations unies. Un amour lent et profond se tisse entre ces deux êtres à qui les blessures de la vie ont donné une maturité et une délicatesse exceptionnelles.

Héroïne typique des romans de Farah, Duniya est la femme intelligente et sensible, victime du patriarcat somalien. Face à Bosaaso, elle pose d'emblée son refus d'une générosité qui *« finit par créer des obligations »* et amène à se sentir *« piégé dans un labyrinthe de dépendance »*. Elle la distingue du véritable don qui permet d'accéder à l'autonomie – comme ce taxi que Bosaaso offre à son frère pour qu'il puisse gagner sa vie – ou de la bonté de sa fille Nasiiba, qui donne son sang à une amie anémiée et recueille un bébé abandonné dans la rue. Elle éduque ses enfants au refus des cadeaux qui se transforment en autant de dettes, préférant vivre sur un pied modeste. De son frère, Abshir, qui vit à l'étranger, elle accepte un don important en argent. Pour une fois, elle ne refuse pas, car Abshir lui explique qu'il s'agit d'une réparation : *« Si tu avais été un garçon, on n'aurait pas pour commencer disposé de toi en te donnant en mariage à un homme aussi vieux que ton grand-père, et, ensuite, tu aurais pu avoir une bourse pour l'université de ton choix, parce que tu étais brillante et ambitieuse. Il y a eu une injustice de faite. Cela a toujours été mon intention de redresser le mieux que je pouvais ce tort que l'on t'avait causé. »*

Avec Nasiiba, la jumelle adolescente, les rapports mère-fille s'inversent parfois. Nasiiba cherche tous les moyens pour favoriser la passion de Duniya et Bosaaso. En Somalie, explique Nuruddin Farah, les jeunes filles mûrissent plus vite que les garçons car elles doivent développer *« un sixième, voire un septième sens »* pour échapper aux dangers qui les guettent – *« viol, agression, dépossession »*.

Dès son premier roman, *Née de la côte d'Adam* (3), Nuruddin Farah s'est glissé dans la peau de personnages féminins, dont il fait les principaux protagonistes de ses ouvrages. *« J[e l']ai écrit à vingt-trois ans, et ce roman manque sans doute de sophistication, mais il traite de thèmes, comme l'excision, l'infibulation et le viol qui allaient être largement abordés par les féministes des années 70 »*, explique-t-il aujourd'hui.

(1) *Why dead so soon ?* a seulement paru en feuilleton dans un quotidien somalien.

(2) En français, *Territoires* (1994) a paru, comme *Dons*, aux éditions du Serpent à plumes. La première édition de *Secrets* (en anglais) sort au printemps chez l'éditeur américain Arcade.

(3) En poche chez Hatier, coll. « Monde noir », 1987.

Lire la suite page IV

DONS
de Nuruddin Farah.
Traduit de l'anglais (Somalie)
par Jacqueline Bardolph,
éd. Le Serpent à plumes,
coll. « Fiction
Domaine étranger »,
358 p., 149 F.

« Seulement des paradoxes à offrir »

Entre assimilation et différenciation, Joan Scott analyse le dilemme civique des « suffragistes »

LA CITOYENNE PARADOXALE
Les féministes françaises et les droits de l'homme
(*Only Paradoxes to Offer*)
de Joan Wallach Scott.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marie Bourdé
et Colette Pratt,
Albin Michel, « Bibliothèque
Histoire », 304 p., 140 F.

L'idée glorieuse de l'invention du suffrage universel à la fin du XVIIIe siècle est si communément répandue qu'il est toujours difficile de faire admettre qu'elle masque l'une des plus patentes inégalités qui soient : l'exclusion des femmes de l'expression politique. Le déni, corrigé seulement en 1944, méritait qu'on revînt sur ce long cheminement et les rendez-vous « constituants » propices à rouvrir le débat escamoté en 1789.

Exclure les femmes au moment même où le droit de vote est élargi à tous les adultes mâles contredit l'idée d'universalité et interroge sur la véritable représentativité du système démocratique tel qu'il se définit alors. Disposition paradoxale quand l'Etat fonde sa légitimité sur l'intégration du plus grand nombre. Exacte contemporaine de l'élaboration de ce modèle théorique, la protestation « suffragiste » dévoile les ambiguïtés d'une pensée qui inclut tout en excluant, prône l'égalité en stipulant d'irréductibles différences, imposant une citoyenneté contrastée – selon qu'elle est sociale ou politique. Car ce paradoxe fonde et détermine la marche émancipatrice des femmes, qui passe autant par la revendication égalitaire du droit au suffrage politique que par le souci de se reconnaître comme un groupe social distinct. Assimilation et différenciation tout à la fois. Opposant l'individualisme et l'universalisme, cette contestation est au cœur de la nouvelle étude de Joan Scott. Le lecteur français connaît déjà ce professeur de sciences sociales de Princeton qui nourrit son passionnant travail sur le *gender* et l'analyse du discours féministe de sa pratique de l'histoire sociale. Déjà en 1988 Joan W. Scott affirmait que *« la notion politique d'égalité inclut, en fait dépend, de la reconnaissance de la différence. Les revendications égalitaires sont légitimées par des arguments de la différence, implicites et souvent ignorés »*. Dix ans après *Genders and the Politics of History*, l'historienne américaine propose une extraordinaire synthèse qui ne se contente pas d'analyser un siècle et demi de débats autour du vote des femmes. Ici pas d'histoire linéaire, mais des moments brûlants quand les règles du jeu se réinventent et peuvent ouvrir la brèche où s'engouffrerait la dignité politique des femmes.

Quatre figures pour quatre temps forts. La « martyre » Olympe de Gouges. Femme de lettres, elle se veut auteur pour s'imposer comme individu et citoyenne. Convaincue que l'imagination active, mieux que la masculinité, fait le citoyen, elle compose la plus achevée des revendications féministes du temps (*Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, 1791), qui la fait prendre pour une déséquilibrée avant de la promettre à l'échafaud. La première dans l'arène électorale, Jeanne Deroin. Disciple fouriériste, elle prône le couple comme « individu social », candidate à l'Assemblée nationale en 1849, plus tard emprisonnée, elle défend avec succès la reconnaissance du droit de pétition, le seul laissé aux exclus. La suffragette Hubertine Auclert. Son exaltation – elle brûle le code civil, renverse l'urne un jour de scrutin – est raisonnée : réfutant les images opposées et complémentaires de l'inquiétante pétroleuse et de la servante du curé qui accréditent l'idée d'une femme ennemie de la République, elle œuvre en positiviste et, la première, lutte pour la féminisation du langage. Madeleine Pelletier, radicalement individualiste enfin, qui entend *« désexuer »* le sujet des droits. *« La femme est un individu avant d'être un sexe »* pour la première interne en psychiatrie que sa lutte pour le contrôle des naissances, la contraception et l'avortement, conduit à l'asile, où elle finit ses jours, bien que saine d'esprit.

Captivante, cette galerie n'invente cependant pas de généalogie imaginaire, mais permet non seulement de comprendre les fondements réels du républicanisme, mais de mesurer l'inextricable difficulté qu'il y a à penser l'universalité dans les schémas hérités d'un modèle révolutionnaire profondément marqué par la supériorité masculine. Avec l'adoption du suffrage féminin en 1944, on assiste à la dissolution symbolique des différences. Identité abstraite ou sexuée, le paradoxe reste insoluble ; et Joan Scott pose un regard sans œillères, mais dépris des dogmes, qui atteste l'historicité de chacune des expressions culturelles et politiques du long débat. Cette relativisation qui brouille les certitudes ne prétend livrer aucune clé ; l'historienne confesse même que sa propre lecture, tributaire des données contemporaines, méritera d'être analysée plus tard comme un « moment » de la réflexion. Une telle lucidité, au service d'une aussi belle exigence, justifierait à elle seule qu'on s'enthousiasme pour cette discrète leçon sur un temps où nos aïeules avaient, comme le dit joliment le titre original, *« seulement des paradoxes à offrir »*.

Philippe-Jean Catinchi

Le Monde
VENDREDI 6 MARS 1998

Encre salée

par Pierre Georges

MAIS QUI DONC osera encore, pour qualifier les vieilles choses, évoquer le temps des lampes à huile et de la marine à voile ? Comme l'écrit fermement, en page 14, le navigateur Christophe Auguin « *le passé est le passé* ». Et le présent est assez déterminé à rester le présent.

Ce qui est merveilleux dans ce long papier, ce n'est pas sa qualité, évidente, que sa provenance : le grand large. Voici un navigateur qui navigue en d'hostiles contrées, genre cap-hornesques. Qui est en pleine course. En pleine mer. En pleine lutte. Qui scrute les horizons et les scrute tellement bien qu'il aperçoit, dans l'extrême lointain, un phare, – osons le dire – la page Horizons-Débats du *Monde*.

Voici un découvreur qui, toutes affaires cessantes, confie à l'équipage le soin de mener au plus vite le bateau à San Francisco. Qui se retranche à fonds de cale – c'est une image – et donne les consignes les plus strictes : « *Ne pas déranger le capitaine, il pense* ». Qui prend sa plus belle plume ou son plus bel ordinateur et pond un texte de référence sur les courses océaniques, genre coup de gueule. Et qui, enfin, par quelque subterfuge satellitaire, balance cette bouteille à la terre par le travers du vaisseau *Le Monde* !

6604 signes sous les mers ! Et l'on voudrait ne pas être émerveillé par ces temps nouveaux et modernes de la marine à voile ! L'éloignement, l'espace, les éléments déchaînés, les vagues, rien n'y fait. On peut désormais faire savoir son opinion, ses idées, du cœur des océans, du fond de l'Amazonie, d'Arctique comme d'Antarctique, de toute terre à toute lune, de partout et de nulle part. On peut communiquer, en temps réel, débattre en tout endroit, écrire en tous lieux. De Paris-ville comme Edouard Balladur – en pleine traversée, lui aussi, dans la page du jour – à Pacifique-océan, comme Christophe Auguin.

Il ne manquera finalement à l'exploit d'Auguin, pour en dire la nature, qu'un peu d'encre salée. Avec un rien d'imagination cependant, en reniflant son journal, mais pas de trop près pour n'avoir point le nez définitivement boucané, tout lecteur, ce jour, pourra s'offrir un bol de Pacifique. A ce prix-là, c'est donné !

Autre chose, maintenant. Et d'aussi exotique. Qui donc, saisi d'une sainte fureur répressive, dénonça un jour « *les prisons quatre étoiles* » ? S'il avait su, pauvre. Car cela existe ! La preuve, l'agence Reuter en a dégotté une. A Mexico précisément, où il se passait de curieuses choses, dans un établissement pénitentiaire à classer d'urgence.

La prison du Nord ressemblait furieusement à un hôtel, ce qui autorise évidemment une facilité : il y régnait vraiment une drôle d'atmosphère. Le descriptif fourni par Reuter indique, en effet, que l'établissement valait le détour : « *Appartements avec jacuzzi, jardins anglais, salles de gymnastique, salles de jeu pour les enfants et même chambres de bonnes* ». Tout cela sous la haute direction d'un gérant, intransigeant sur la qualité du service, un baron de la drogue, Francisco Wesson Munoz. Il paraît même que le patron poussait l'obligeance jusqu'à percevoir des loyers sur les cellules « *équipées* ». Bref, devant le scandale, l'administration pénitentiaire a dû rappeler tout ce joli monde au sens des convenances et imposer des conditions de séjour un peu plus spartiates.

Le programme contre l'exclusion suscite des réactions contrastées

LA PRÉSENTATION du programme gouvernemental contre les exclusions, mercredi 4 mars en conseil des ministres, a suscité une relative satisfaction chez les associations de solidarité. Le Secours catholique se « *félicite des efforts engagés dans les domaines de la prévention, de l'action interministérielle et de la programmation annuelle* ». La Fnars (Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale) note que « *de nouveaux progrès vont être possibles dans l'accès à l'emploi et au logement, la prévention des expulsions ainsi que vers l'assurance-maladie pour tous* ». Interrogé par *Le Monde*, Didier Robert, responsable d'ATD Quart Monde, approuve cette « *nouvelle manière d'aborder les choses* », même si « *l'on ne sera totalement au clair que lorsque le gouvernement aura présenté la version définitive du projet de loi* ».

Les réactions des associations de chômeurs sont plus réservées. Pour AC ! (Agir ensemble contre le chômage), « *les premières propositions exprimées par la ministre ne correspondent pas à ce qu'il faut faire* ». L'Apeis (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité) « *déplore que Lionel Jospin soit passé à côté du rendez-vous provoqué par le mouvement des chômeurs* ». Le MNCP (Mouvement national des chômeurs et précaires) estime qu'« *un début de réponse globale est apporté aux problèmes de l'exclusion* », mais réclame toujours « *un véritable revenu pour les 18-25 ans privés d'emploi* ».

Les syndicats expriment leur satisfaction, à l'exception de la CGT, qui souligne « *l'écart considérable entre les ambitions affichées et les mesures prévues* ». La CFDT « *partage la priorité sans équivoque donnée à l'accès à l'emploi* » et se « *réjouit* » notamment « *de la décision de mise en œuvre de l'assurance-maladie universelle* ». FO se « *félicite* » que « *le problème de la couverture complémentaire aux plus démunis soit pris en compte* ». Pour la CFTC, les « *axes d'action* » fixés par Martine Aubry « *vont dans le bon sens* ». De même, la CFE-CGC salue une « *avancée* ».

Dans la majorité, les Verts « *appuient fermement les trois réformes structurelles importantes du programme de prévention et de lutte contre l'exclusion* ». Président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, Alain Bocquet juge « *tout à fait positif* » le programme de Mme Aubry. Dans l'opposition, les réactions sont très prudentes. « *Tant mieux si, malgré les changements politiques, un certain nombre de bonnes idées font leur chemin* », a notamment déclaré M. Barrot, ancien ministre (UDF-FD) du travail.

(Lire aussi notre éditorial page 15)

DÉPÊCHES

■ **CORSE : les six personnes de l'hebdomadaire corse** ***U Ribombu***, lié à l'organisation A Conculta naziunalista, vitrine légale du FLNC-canal historique, interpellées mercredi 4 mars à Bastia ont toutes été remises en liberté. Par ailleurs, *L'Express*, dans son édition du 5 au 11 mars, révèle l'existence d'une note confidentielle émanant du préfet de police de Corse en date du 15 octobre 1997. Le document préconise la mise en œuvre de sévères contrôles fiscaux. Il pourrait être, selon l'hebdomadaire, à l'origine de l'assassinat de Claude Erignac.

■ **BUDGET : le gouverneur de la Banque de France,** Jean-Claude Trichet, a estimé, mercredi 4 mars sur RTL, que la France doit continuer à baisser ses déficits en deçà des 3 % de la richesse nationale. L'objectif, a-t-il dit, est « *une situation proche de l'équilibre ou excédentaire* ».

■ **TÉLÉVISION : la grève observée à la station RFO de Nouvelle-Calédonie** a pris fin, jeudi 5 mars, avec la signature d'un protocole d'accord entre grévistes et direction.

La loi sur le harcèlement aux Etats-Unis s'applique entre personnes du même sexe

Les homosexuels expriment leur satisfaction après l'arrêt de la Cour suprême

LA COUR SUPRÊME des Etats-Unis a donné raison, mercredi 4 mars, à un employé d'une compagnie pétrolière victime du harcèlement sexuel de ses supérieurs masculins, en jugeant que les lois fédérales qui protègent de ce genre de pratiques s'appliquent aussi entre personnes de même sexe.

Dans un arrêt rendu à l'unanimité, les neuf juges ont estimé que « *la discrimination sexuelle qui prend la forme du harcèlement sexuel entre deux personnes du même sexe est sanctionnée par l'article 7* » de la loi fédérale de 1964. Le dossier dont la Cour suprême vient d'écrire l'épilogue juridique a été ouvert, en 1991, par la plainte pour harcèlement sexuel de Joseph Oncale, un salarié de la compagnie pétrolière Sundowner Offshore Services affecté sur une plate-forme du large des côtes de Louisiane.

Pendant son séjour, M. Oncale affirme y avoir subi les avances sexuelles, violentes et répétées, de trois de ses supérieurs hiérarchiques. Après plusieurs plaintes auprès de son employeur restées sans réponse, le plaignant a finalement décidé de démissionner. Portant l'affaire devant la justice, Joseph Oncale a estimé que l'attitude de ses supérieurs constituait une violation du titre VII de la loi de 1964, qui interdit aux employeurs toute forme de discrimination sur la base du sexe, de la couleur de la peau, de la race, de la religion ou de la nationalité.

« UN PROBLÈME DE POUVOIR »

Deux tribunaux ont successivement rejeté sa plainte en 1995 et 1996, jugeant que ce texte ne s'appliquait qu'aux cas de harcèlement entre personnes de sexe opposé. Mais la Cour suprême a finalement donné raison au plaignant, dont la cause a reçu l'appui des plus importants mouvements américains de défense des homosexuels.

« *Nous soutenons aujourd'hui que rien dans l'article 7 n'empêche de porter plainte pour discrimination sexuelle simplement parce que le plaignant et le défendeur ou la personne qui agit en son nom sont du même sexe* », écrivent les juges dans leur arrêt. La loi réprimant le harcèlement sexuel « *interdit simplement toutes les attitudes qui portent atteinte objectivement aux conditions de travail d'une personne* », a expliqué le juge Scalia, tout en prévenant qu'il faudra apprécier avec précaution le cadre de chaque procédure.

« *C'est une très bonne décision* », s'est réjoui Matt Coles, directeur du programme pour les gays et les lesbiennes au sein de l'Association américaine pour les droits civils (Aclu). « *Cela signifie clairement que les lesbiennes et homosexuels sont partie intégrante de la société américaine et sont sujets aux mêmes lois de protection sur le lieu de travail* », a-t-il déclaré. « *C'est une victoire pour tous les travailleurs américains* », s'est félicité pour sa part un porte-parole du mouvement Human Rights Campaign, Kim Mills. « *Nous sommes satisfaits*, a-t-il ajouté, *que la Cour ait compris que le harcèlement sexuel est un problème de pouvoir et que l'orientation sexuelle des personnes concernées n'a pas à entrer en compte.* ». – *(AFP, AP, Reuter.)*

Forte hausse de popularité pour MM. Chirac et Jospin

LE PRÉSIDENT de la République et le premier ministre enregistrent une forte hausse de leur cote de popularité, selon la dernière enquête d'Ipsos, réalisée les 27 et 28 février auprès d'un échantillon national de 961 personnes et publiée par *Le Point* (daté 7 mars).

Lionel Jospin recueille 60 % de bonnes opinions (soit une augmentation spectaculaire de 12 points), contre 34 % de mauvaises (en baisse de 9 points). Le chef de l'Etat gagne 7 points, avec 61 % de bonnes opinions, contre 31 % d'avis négatifs (en baisse de 5 points).

Bénéficiant de l'évolution favorable de l'économie française et de l'apaisement de la crise irakienne, les deux responsables de l'exécutif sont à leur plus haut niveau de popularité depuis leur prise de fonctions.

Le premier ministre retrouve le niveau de satisfaction qu'il avait enregistré en novembre 1997. Quant au chef de l'Etat, les bonnes opinions à son égard ont progressé de 14 points en deux mois, selon Ipsos.

Le corps du délit

Face à la douleur qui l'accable, à la culpabilité d'exister qui la taraude, Lorette Nobécourt se dresse, se défend, dans un monologue violent qui appelle au pardon

LA CONVERSATION
de Lorette Nobécourt.
Grasset, 210 p., 98 F.

Toujours debout. La profession de foi de Lorette Nobécourt est là : cette jeune femme née pour être couchée, ravalée, ravagée, et qui s'est vue niée, conduite à trois ans chez le psychiatre, tordue de l'intérieur par sa famille, objet de dégoût, cette ressuscitée avec son corps qui la travaille, corps insurgé, s'est dressée, guérie, en étreignant le verbe, violant la loi du silence, exhibant le non-dit, brandissant l'insolence vitale d'être *« abominablement moi-même, le plus possible »*. Les livres lorsqu'ils sont brûlants (lorsqu'ils sont livres) cachent l'intime, ce secret qui réclame son dû, et dans le même élan l'exhument, sous le mensonge de la fiction. Lorette Nobécourt romance, pour mieux évacuer son infinie douleur. Elle déchaîne sa revanche de surnaître depuis ce premier texte rageur, *La Démangeaison* (1) où elle crachait ces démons qui pendant des années gigotèrent dans sa chair, cet eczéma qui couvrit sa peau de *« hiéroglyphes haineux »*. Elle, qui fit jaillir du fiel pour empêcher ses proches de la *« supprimer »*, érigeait le *« je subjectif absolument »* pour se pencher sur elle-même, avec une attention clinique scandée d'imprécations. Assénant comme une malédiction le *« chagrin continuel »* qui lui paralyse le cœur, les trente pages fulgurantes de *L'Equarrissage* fustigeaient la vie comme un avortoir, un abattoir, une machine à broyer les viandes humaines, une perpétuelle menace de génocide (2).


DIDIER HUBERT POUR « LE MONDE »

Elle n'a rien abdiqué de son ton écorché, virulent, accusateur dans *La Conversation*. Mais ce long récit adressé à Anna, énigmatique confidente faisant cette fois écran entre la narratrice et son lecteur, ce blues de minuit attisé par le whisky, démontre que l'impudeur ne viole pas la décence. Outre l'urgence d'entretenir un *« appétit de résistance »* aux maux qui l'accablent, la révolte devient sociale, généreuse. Des images à la Francis Bacon surgissaient de ses précédents romans. Le film des aveux de Lorette Nobécourt reste hanté par quelques figures de corps en transes, la vision de sa propre dépouille pendue par un crochet de boucherie, et des mises en scène sexuelles plus avilissantes qu'érotiques, mais comme dans *Vivre sa vie* de Jean-Luc Godard, la proie du désir des hommes se révèle pleine de grâce, et en lisant sa confession-chemin de croix, c'est aussi aux visages des femmes scrutés par Bergman que l'on pense, aux anges du péché de Bresson et à la Falconetti de *La Passion de Jeanne d'Arc* de Dreyer, quand elle répond au prêtre que son martyre sera sa délivrance.

Le mal court, elle est *« toujours debout »*. Elle se défend, s'explique, se déshabille. Un crime rôde. Celle qui parle en fut-elle l'auteur ou la victime ? Dans un cas comme dans l'autre, quoi qu'elle ait fait, elle s'excuse. Vingt-huit ans qu'elle a quelque chose à se faire pardonner : d'exister. Qui la harcèle ? Le diable, probablement. Et cette fatalité à être interdite d'amour : nul baiser durant l'enfance, quinze ans chez les Ursulines, l'engrenage des impulsions brimées. Devenue *« rien d'autre qu'un torchon gorgé d'eau frappé sur une table de bois »*, l'héroïne-*« antilope »* raconte ses désirs, ses angoisses, ses expériences, ses hantises de mort (cascades d'accidents dont elle fut témoin), ses « forfaits » (éprouvant calvaire d'une interruption de grossesse). Tornade, ouragan, elle règle des comptes avec les mères qui font des ravages, les *« tortures catholiques »* et les bassesses des hommes (mais salue aussi leur peau douce), s'abreuve de douceurs liquides, en appelle (couplet situationniste sur le système de l'isolement) à la suppression des caméras de sécurité et de tout ce qui entrave la communication directe, le rapprochement des corps : les portillons du métro, les vitres aux guichets, l'insémination artificielle... Elle cite Onetti (*« Personne ne comprend personne »*), et au fil de ses supplices (subis ou imposés) dévide ses strophes de culpabilité. *La Conversation* ruisselle de violence, et de quête de pardon. Il faut savoir y lire aussi la solitude, le désir du meurtre de l'indifférence, l'appel au dialogue, à la responsabilité, le regard de pietà posé sur les femmes qui protègent des carabines les enfants de toujours, dans *« leurs bras de dindes écartelées »*. Y détecter la soif de *« l'enfantin désir d'aimer »*. Il faut la lire, tout simplement, parce que c'est un texte qui honore la littérature française.

Jean-Luc Douin

(1) *Sortilèges*, 1994.
(2) *Dix*, Grasset/Les Inrockuptibles, 1997.

L'honneur du citadin

Jacques Réda ne se lasse pas d'arpenter Paris. Nouvelle chronique

LE CITADIN
Chronique
de Jacques Réda.
Gallimard, 234 p., 115 F.

A la différence du guide professionnel qui se tient à la lisière du site à visiter et discourt loin de lui-même, Jacques Réda, à chaque instant, s'éloigne du groupe des touristes, flâne à son aise, ouvre quelques portes et pas mal de parenthèses, disserte longuement, accumule les digressions, informe sur ses pensées et humeurs... Et elles ne sont pas toujours bonnes, ces humeurs ! Epris de ce qui demeure et résiste aux manœuvres des promoteurs, ces « *rectifieurs* » de notre espace urbain, le Parisien qu'il est s'insurge contre *« la veulerie foncière de toute une époque enchantée de pouvoir substituer à sa débilité conceptuelle, artistique et morale, les règles positives du profit par le rendement »*.
Il s'emporte, impuissant – comme nous le sommes tous –, devant l'enlaidissement programmé et systématique ; il menace l'ennemi sans visage, promet que justice sera rendue : *« Il n'y aura de rectification un jour que pour leur mémoire, associée à la misérable entreprise de défigurement de Paris. »*
Jacques Réda n'est donc pas un guide. Il est trop taciturne pour cela, et guère enclin à séduire par des bons mots ou des anecdotes. Ecrire, d'ailleurs, n'est, en aucun cas, un substitut de la conversation... Les livres de Réda sur Paris sont d'abord des livres *dans* Paris, des immersions. Si l'écrivain invite à mieux regarder, il affirme en même temps, par sa manière de dire, par son style, que tout regard est singulier, personnel, inéchangeable. Et puis, connaître Paris, en faire continûment l'expérience ne sont pas des exercices d'appropriation. On n'apprivoise pas une ville comme un chien. On y vit. On la vit. Chroniqueur, Réda l'est ainsi tout autant de lui-même que de Paris. Ce n'est pas en s'oubliant, en s'absentant qu'il en parle le mieux. Bien au contraire.
On aurait bien tort de reprocher à Jacques Réda son goût pour le passé, ses colères contre les *« urbanistes »*, son recours constant à une *« mémoire en quelque sorte gigogne »* qui lui fait éprouver la nostalgie d'un Paris en voie de disparition. *« Le temps*, remarque-t-il en descendant de l'autobus 61, *se métamorphose en un présent qui se renouvelle toujours. »* Ce présent, qu'il conjugue donc à la première personne, Réda met un point d'honneur à le suivre du doigt sur le *« cadastre approximatif, mouvant »* de la ville. De Vincennes à Tolbiac, de Bagnolet à la rue de l'Ouest, d'une banlieue proche au cœur de la capitale, il avance selon des itinéraires soumis à la fantaisie du marcheur ou de l'usager des transports urbains. Le rythme qu'il a choisi ici est celui, classique et poétique, des quatre saisons.
Réda n'applique pas une méthode, ou celle de cette seule fantaisie, dont on peut penser qu'il a une haute idée. Cela exige, notamment, d'être au plus près des sensations, attentif aux sautes climatiques : *« C'était un de ces jours étincelants comme après une averse et, de fait, plutôt qu'un temps pluvieux entrecoupé d'embellies, un rayonnement continu dans une riche humidité de l'air... »*
« Le plaisir, c'était la ferveur, la connivence, la marche alerte, ployée, élastique, silencieuse : en pensant à tout au monde ou en ne pensant à rien qu'au bonheur d'être là et de n'être pas mouillé au milieu de tant de pluie. » Cette considération de Charles-Albert Cingria (1), figure tutélaire s'il en fut, s'applique admirablement à Jacques Réda, piéton fervent et placide, pensant à tout, à rien, ne se lassant pas de humer la fraîcheur de l'air parisien...

Patrick Kéchichian

(1) Justement cité par Jacques Réda dans le numéro de la NRF consacré à Cingria (décembre 1993).

Les yeux du souvenir

DAISY, PRINTEMPS 69
d'Arnaud Guillon.
Plon, 148 p., 89 F.

Arnaud Guillon, trente-quatre ans, ressuscite un passé qu'il n'a pas connu, inventé à partir de photos retrouvées. L'inscription-référence, au verso de l'une d'elles, devient le titre de son roman : *Daisy, printemps 69*. C'est un amour romantique deux fois mort. L'actrice débutante, Daisy Jefferson, qui avait si peur de l'eau, s'est noyée dans des circonstances douteuses, quelques années après avoir quitté abruptement Michel Saintalle, jeune écrivain, amoureux fou mais déjà perdant. Un amour et une mémoire comme on s'en régale chez Modiano, des images de Paris à peine mouvantes, écrasées de soleil figé comme dans les tableaux d'Edward Hopper, des dialogues de fins d'après-midi mélancoliques, des silences et des secrets ordinaires embaumés dans les souvenirs donc immédiatement graves, quelques bravoures adolescentes qui basculent dans le drame adulte (l'ami du couple, Andrew Beals part au Vietnam photographier la guerre et y laisse sa jeunesse).

Pour son premier roman, mis à part trois ou quatre paragraphes où il s'abandonne au commentaire oiseux, Arnaud Guillon joue parfaitement des sons et des lumières. Il raconte sobrement son *Grand Meaulnes* fin des années 60, une époque où la jeunesse se regardait voluptueusement éprouver la naissance d'une certaine liberté, encore saupoudrée des délicatesses et des clichés appris des parents. La tragédie est au bout du chemin mais le narrateur vit sa passion (Daisy est si belle et si secrète et si dansante aussi) avec l'enthousiasme de ceux qui peuvent percevoir le présent comme une étape obligatoire mais presque onirique. La souffrance, quand on s'en souvient, a le goût de l'espoir.

Hugo Marsan

Sortilèges de l'écriture

De la fiction à la réflexion, Régine Detambel s'aventure dans la magie des mots

ELLE FERAIT BATTRE DES MONTAGNES
de Régine Detambel.
Gallimard, 128 p., 75 F.

L'ÉCRIVAILLON OU L'ENFANCE DE L'ÉCRITURE
de Régine Detambel.
Gallimard, 168 p., 85 F.

Elle est nimbée de lumière, la *« fille enfant »* qui se meut dans un jardin enchanteur. Idolâtrée par son entourage : Tatie, sa marraine ; Martin, son grand-père ; David, le cousin adolescent qui s'associe à ses jeux : escapades dans les sous-bois, au bord de la rivière, aura d'une petite déité insouciante et inconsciente de son pouvoir, tandis que le plomb égaré de la mitraille d'un chasseur vire ici ou là, au gré des pas et des coups de balai, avant de s'enfouir dans les cheveux de l'enfant – grain de sable d'une fatalité enclenchée dès les premières pages du livre.

Un jour, une toile d'araignée s'accroche aux mèches de la petite fille, sacrilège que David, invoquant la propreté mais mû par des aspirations sensuelles inabouties, veut réparer. Il l'entraîne chez le coiffeur, les boucles tombent : sacrifice ou viol sublimé qui fait perdre à l'enfant son emprise sur ses proches : *« La petite, ils la regardèrent de très haut et de très loin. La coupe avait eu l'effet d'une terrible opération chirurgicale. L'enfant semblait morte à jamais. »* Le petit plomb d'un chasseur viendra accidentellement mettre un terme à cette frêle existence dénaturée par le regard des adultes.

Moins roman que fable, *Elle ferait battre des montagnes* s'applique à recréer ces instants magiques de l'enfance où la menace affleure l'innocence, où les heures et les jours semblent être la combinaison d'une secrète alchimie qui transfigure les banalités en rituels, les passe-temps en envoûtements, les contingences en épisodes sacramentels. D'une écriture minutieuse, poétique, de constats allusifs en résonances symboliques, Régine Detambel dessine, avec une préciosité savante, un jeu de piste dont l'enfant reste la figure emblématique, vouée à être répudiée.

Sans quitter l'enfance ou l'exigence des mots, l'auteur nous donne avec *L'Ecrivaillon ou l'enfance de l'écriture*, un précis de composition littéraire où l'aspirant écrivain inventorie, étape par étape, les ressources d'un monde incertain et déroutant. De la passion de la lecture à la fascination qu'exerce la matérialité même d'un ouvrage, le voici pris au piège, poussé à mettre au clair, noir sur blanc, ses plus obscures velléités. Journaux intimes et textes abandonnés rythment cette progression hasardeuse. Il se heurte au choix des mots – et aux raisons de ce choix –, fasciné par le corps du stylo, bercé du crépitement de la machine à écrire, ventousé sur *« la glace »* de l'ordinateur dont la mémoire la plus puissante n'égalera jamais celle de l'être humain. Vertige de la page blanche, collection de phrases apaisantes ou stimulantes, vertus anxiolytiques des recueils de citations, tempête des signes et volte des dictionnaires... Même en s'appliquant aux quatre règles qui président à l'écriture – substituer, ajouter, supprimer, déplacer –, en fuyant l'obsession de la page sans rature, l'écrivaillon – et l'auteur, à l'évidence, recycle ici le parcours de ses propres premiers tâtonnements – *ne sera jamais* qu'un perpétuel transitaire entre ressassement, égarement et dépassement. Seuls les mots départageront cette ambivalence. Mais comment les choisir, leur résister ou y succomber ? Et pourquoi ? Avec méthode et non sans humour, Régine Detambel explore cette ambiguë traversée des apparences que l'on appelle littérature, manière d'être à la vie aussi aléatoire que tentatrice.

Pierre Kyria

Vauvenargues, professeur de vertu et d'humanité

DES LOIS DE L'ESPRIT
de Vauvenargues.
Florilège philosophique
présenté par Jean Dagen,
éd. Desjonquères, 310 p., 130 F.

Dans la galerie prestigieuse des moralistes français, Vauvenargues fait figure de parent pauvre. Mort à trente-deux ans après une carrière militaire sans gloire, il a laissé dans les esprits l'image d'un écrivain un peu fade, *« une âme tendre et délicate »*, comme le qualifiait Baudelaire, qui brisa quelques lances contre les professionnels du pessimisme.
Vauvenargues n'a ni le goût du paradoxe ni la séduction des gouffres : il met un point d'honneur à refuser la pose, l'artifice, la frivolité ou le pathos. Ce n'est pas un maître de la ruse, mais un professeur de vertu. Son style s'en ressent : souvent raide, il est celui d'un vieux sage qui n'aurait pas eu le temps de vieillir.
A vrai dire, il nous touche d'abord par ce qu'on sait de son destin, et c'est le grand mérite de Jean Dagen de nous présenter dans un texte admirable les réflexions de Vauvenargues sur la gloire, la compassion, le jeu ou les femmes comme des fragments d'un journal intime. Alors, seulement, il devient émouvant. Alors seulement, on prend plaisir à le suivre dans ses promenades au jardin du Luxembourg, où il traque les misères cachées, en même temps qu'il se plaît dans la *« compagnie séditieuse »* des infortunés : vieillards honteux de leur pauvreté, femmes déchues, ambitieux ratés. Ce qui se dessine dans ces pages, un siècle avant Nietzsche, c'est une psychologie du ressentiment : *« L'être de ressentiment est un être de douleur »*, écrit Jean Dagen, qui souligne combien Vauvenargues fournit un modèle précieux de la *« vertu d'humanité »*, seul remède à nos déboires.

Roland Jaccard

le feuilleton

de Pierre Lepape

Rouge espagnol, à tout jamais

ADIEU VIVE CLARTÉ...
de Jorge Semprun.
Gallimard, 254 p., 120 F.

Dans un entrelacs de souvenirs, de rencontres, de lectures, le récit de Jorge Semprun s'enroule autour de la mort de sa mère et celle de l'Espagne républicaine. Et d'une naissance : celle du romancier à la langue française

On peut faire un bon livre avec une bonne thèse universitaire. C'est un exercice assez périlleux. La plupart des éditeurs pensent qu'il suffit pour y parvenir de nettoyer le texte savant de son maquillage d'apparat : de gommer l'épais brouillard des notes en bas de page, d'alléger la glose, d'éclaircir le semis des références, des citations et des hommages qui sont comme des parapluies sous lesquels le futur docteur abrite ses précieuses et fragiles découvertes. Or, très souvent, lorsqu'on retire cet échafaudage, les murs viennent avec. De l'édifice thésard il ne demeure guère que des pièces béantes et vides, des squelettes d'idées, des Meccano de concepts. Tout au plus la matière d'un article. Un langage sans langue, et donc sans lecteurs.

Françoise Nicoladzé a procédé tout autrement. En décembre 1996, elle a soutenu à l'université Paul-Valéry de Montpellier une thèse classiquement – et donc pompeusement – intitulée : « La réitération dans l'œuvre de Jorge Semprun, forme signifiante d'une quête identitaire tressée aux spirales de l'Histoire ». Mais ensuite, plutôt que de la traduire en livre pour le public profane, elle a choisi de la réécrire sous la forme d'un essai et d'un hommage. D'objet d'étude, Jorge Semprun est devenu sujet d'un compagnonnage intellectuel et affectif. Cela donne *La Deuxième Vie de Jorge Semprun* (1). Ou comment la littérature peut être réellement une seconde naissance. Lorsque Semprun reçoit en mai 1964, à Salzbourg, le prix Formentor pour son premier livre, *Le Grand Voyage*, il écrit : *« Je sais à cet instant que ma vie change : que je change de vie. »*

Mais les choses ne sont évidemment pas si simples. La seconde vie de Semprun, celle de l'écrivain, est inséparable de la première. On ne naît jamais tout à fait à quarante ans. Semprun n'est pas un Candide qui après avoir souffert toutes les horreurs de l'Histoire prend sa retraite et cultive son jardin littéraire. S'il y a une renaissance par l'écriture, une aurore, elle ne peut prendre sens que par la reconquête entêtée de la mort qui l'a précédée. Les romans, les récits et les essais de Semprun tournent et retournent autour de cette figure paradoxale : je suis déjà mort, donc j'écris encore. *L'Ecriture ou La Vie* est le titre d'un livre de Semprun paru il y a quatre ans. L'écriture n'est pas la vie, ni sa représentation, ni sa redite. Son deuil, peut-être.

Adieu vive clarté... ne fait pas exception. Le récit s'enroule et se déroule autour de deux morts et d'une naissance. La première mort est celle de la mère, si belle, si aimante, si aimée, Susana Maura, disparue quand Jorge avait huit ans. Jamais l'écrivain ne raconte l'agonie interminable et douloureuse de Susana, mais il tisse autour d'elle tout un réseau de souvenirs tendres, de journées heureuses, d'émois amoureux. Elle est la saveur lumineuse et désirée de son enfance, brusquement brisée. Absente et irremplaçable. L'écrivain n'a plus rien ou presque pour se souvenir d'elle. Les lieux où ils vécurent ont changé : les souvenirs de famille ont été pillés et détruits par la hargne franquiste. *« La seule photographie qui me reste d'elle est la reproduction d'une image de la revue illustrée* Blanco y Negro. *»* Il s'agit d'une réception de l'Académie espagnole. Le grand-père maternel de Semprun, Antonio Maura, directeur de cette institution compassée après avoir été le premier ministre d'Alphonse XIII, recevait quelques caciques de la vie littéraire en compagnie de sa femme et de ses deux filles. La photo de presse date de 1920. Jorge Semprun ne naîtra que trois ans plus tard. Ne demeure que l'écriture pour relier ce vide à l'existence du fils et faire tenir ensemble quelques images, deux ou trois souvenirs dont on ne sait plus très bien s'ils sont réels, s'ils appartiennent à d'autres, ou s'il s'agit d'images créées par la douleur et par l'absence. Qu'importe : l'amour de la mère et de sa beauté est désormais garant de l'amour des femmes.

La seconde mort est celle de la République espagnole. Après la matrie, la patrie. Lorsqu'il l'apprend, Jorge Semprun est à Paris. Il a seize ans. La tribu des Semprun – le père, bourgeois catholique et républicain ; les cinq frères ; les deux sœurs – a été dispersée par les violences de l'exil. En attendant le retour en Espagne, Jorge mène au Quartier latin une existence de lycéen et d'étudiant brillant et pauvre. La nouvelle de la chute de Madrid le foudroie. Ce qui vient de mourir, confie-t-il, c'est *« la ville de mon enfance et avec elle mon enfance, ma mémoire, ma vie »*. Aucune exagération littéraire dans ce sentiment d'un effondrement entier de soi qui ne doit rien à la passion politique. C'est, d'un coup, comme si la vie encore toute verte d'un adolescent se transformait en destin. Il vivait – dans l'angoisse et la souffrance, mais il vivait, il avait un avenir – et il n'est plus qu'une détermination : *« Rouge espagnol, à tout jamais. »* L'affirmation de l'identité ne fait plus qu'un avec la douleur de la défaite et avec celle de la patrie perdue. Significativement, lorsque qu'il évoque, soixante ans plus tard, le fameux poème de Victor Hugo *Après la bataille* (*« Mon père ce héros... »*), l'écrivain construit un lapsus : *« Un jour, Maribel et Susana eurent à commenter un poème de Victor Hugo. Dont le titre m'échappe – quelque chose comme "Après la défaite". »*

La mort de l'Espagne républicaine est pour Semprun le commencement du dédoublement. Elle l'inscrit à jamais, corporellement, dans le destin de sa patrie perdue, mais elle le fait aussi naître à une autre patrie, celle de la langue française. Les deux événements n'en font qu'un : *« Pour préserver mon identité d'étranger, pour faire de celle-ci une vertu intérieure, secrète, fondatrice et confondante, je vais me fondre dans l'anonymat d'une prononciation correcte. »* A l'origine, ce n'est qu'un leurre, qu'un effet de surface, qu'une manière de ruser avec sa propre histoire. Semprun apprend à parler parfaitement le français, comme il apprendra à parler parfaitement le communisme, comme il continuera à parler la langue de la guerre à Franco quand il saura déjà que la guerre est finie. Comme un acte pur de la volonté chargé de masquer les failles, les doutes. Une cuirasse pour abriter le désespoir secret.

Mais mieux encore que l'idéologie, mieux encore que la guerre, la langue ne se contente jamais d'être un masque. Elle impose sa propre identité à l'esprit lui-même. Les termes consacrés « écrivain espagnol de la langue française » ne peuvent être employés pour Semprun – mais pas davantage pour Michel del Castillo ou pour Augustin Gomez Arcos – que faute de mieux. Ils juxtaposent ce qui, dans la réalité, se fond. Ils supposent un double horizon, un trajet d'aller et de retour, d'étrangeté et d'adoption, alors qu'il s'agit d'inextricable, de contagion généralisée de l'un par l'autre et de l'autre par l'un. La langue va plus loin, plus profond que les idées et les sentiments qu'elle transporte et qu'elle exprime. *« Certes,* écrit Semprun, *il y a des livres français sans lesquels je n'aurais jamais été ce que je suis devenu :* Le Sang noir, *de Louis Guilloux ;* Le Mur *et* La Nausée, *de Jean-Paul Sartre ;* La Condition humaine *et* L'Espoir, *de Malraux. Mais j'aurais sans doute pu prendre connaissance dans une autre langue du message vital de ces romans sans que rien d'essentiel en soit altéré. »*

Gide et *Paludes*, c'est autre chose : le sentiment physique de naître à la langue française, de ne faire qu'un avec sa généalogie, de confondre ses exigences et ses contraintes avec la respiration même de la liberté. *Paludes*, écrit Semprun, *« à toutes ses qualités littéraires qui sont exceptionnelles – extraordinaire modernité formelle d'un récit écrit il y a plus d'un siècle, en 1895 ; délicieuse insolence narrative ; imagination débridée ; concision sévère du phrasé et richesse lexicale, etc. –, ajoute une vertu qui lui est singulière : on ne peut le concevoir écrit dans une autre langue que le français. »* *Paludes* possède une autre vertu, secrète celle-ci et pour l'exilé essentielle : l'amour passionné de ce livre circonscrit une petite communauté d'initiés, une famille, une fraternité qui n'est pas que littéraire. *« Toute ma vie, j'aurai eu la chance de nouer avec des inconnus, à cause de* Paludes, *des relations parfois brèves, souvent sans lendemain, mais d'une fulgurante impudeur. »* Un mot de passe, la certitude radieuse et discrète de ne pas parler dans le désert.

L'Espagne rouge, la langue de Gide, voilà les rares balises. Tout le reste flotte, et l'aventure du récit consiste à fondre ces épars, scènes, images, souvenirs, rencontres, lectures, fantasmes, dans la durée unique du récit. Non pas, à la manière de Proust, pour retrouver le temps perdu, mais pour en construire un autre. Une doublure à défaut de manteau. Une façon de coudre ensemble toutes les morts et toutes les renaissances. Ce qui exclut les continuités factices de la chronologie. Françoise Nicoladzé, dans son essai, parle des *« spirales de l'Histoire »*. C'est peut-être confondre, par sympathie, le mouvement propre de l'Histoire – si par aventure elle en a un – avec celui que lui donne l'écriture de Jorge Semprun : cette obstination à revenir sans cesse sur soi-même, sur ses failles, sur ses désastres et sur ses brisures pour témoigner, malgré la barbarie, d'un accomplissement.

(1) Ed. Climats, 286 p., 140 F.

★ Signalons également l'album récent sur *Le Madrid de Jorge Semprún*, texte de Gérard de Cortanze, photographies d'Antonin Borgeaud (éd. du Chêne, 168 p., 260 F.) ainsi que *Le Retour de Carola Neher*, pièce de théâtre (Gallimard, coll. « Le Manteau d'Arlequin », 60 p., 58 F).

version originale

Le roman indo-anglais depuis l'indépendance

Entre l'intimisme de Narayan et la flamboyance de Rushdie, les nouvelles voix anglaises de l'Inde

En cinquante ans, l'anglais est devenu une des voix de l'Inde, mais l'une des plus fortes. Vingt-cinq millions d'Indiens le parlent encore (alors qu'ils n'étaient que cinq millions en 1947) et 40 % des livres publiés l'utilisent, ce qui permet à Rushdie de déclarer calmement : *« Les enfants de l'indépendance ne semblent pas considérer l'anglais comme une langue irrémédiablement corrompue par son origine coloniale. Ils s'en servent comme d'un outil qu'ils doivent utiliser. »*

En ses débuts, c'est-à-dire dans les années 30, le roman indo-anglais entendait dénoncer les injustices sociales (Mulk Raj Anand), prôner un retour à une mystique gandhienne (Raja Rao) ou, tout simplement, sonder l'âme indienne (R. K. Narayan). Le sage souriant de Madras reste encore de nos jours le maître incontesté de cette veine intimiste. Les multiples romans, nouvelles et autobiographies qu'il publie depuis plus de cinquante ans ont le charme suranné des récits d'antan (*Le Conte de grand-mère*) mais proposent, en fait, des chroniques douces-amères où se reflète une Inde profonde, modeste et fière.

En 1981, un livre exceptionnel allait reprendre cette célébration du sous-continent mais en en offrant une vision toute nouvelle, à la fois grave et jubilatoire, personnelle et historique. Immédiatement couronné par le Booker Prize, *Les Enfants de minuit* de Salman Rushdie utilisait en effet un discours littéraire fantastique, baroque, magique, « chutneyfié » pour dérouler l'histoire chaotique de l'après-indépendance. Et ses autres romans (*La Honte*, *Les Versets sataniques* ou *Le Dernier Soupir du Maure*) allaient être autant de palimpsestes brillants où l'auteur part à la recherche de son peuple en sondant la réalité de lieux symboliques comme le Peccavistan, les banlieues d'immigrés en Angleterre ou Bombay, et en remontant les filiations des gens dispersés dans la diaspora. Revendiquant pleinement son « *hybridité culturelle* », Rushdie – dans ses romans mais aussi dans ses essais – a réussi, tout en restant fondamentalement indien, à faire de son expérience d'exile un creuset littéraire exemplaire où se regroupent les idées et se métissent les discours.

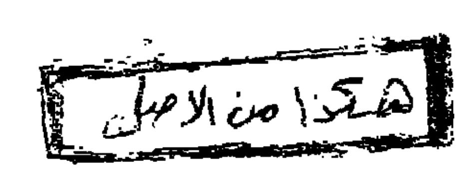
Si originale qu'elle soit, l'œuvre de Rushdie n'est pas isolée dans les lettres indo-anglaises. Des hommes et des femmes l'entourent en s'inspirant de lui tout en s'en démarquant. Depuis le milieu des années 80, on voit, par exemple, des romancières lutter contre l'image traditionnelle de la femme indienne, si longtemps condamnée à se taire et à se sacrifier. Des textes douloureux comme *Les Mille Visages de la nuit* de Githa Hariharan, ou volontaristes comme *Jasmine*, de Bharati Mukherjee, proposent des portraits de femmes à la recherche de leur identité bafouée. Critique et subversive chez Kamala Markandaya ou Nayantara Sahgal, névrotique et lyrique chez Anita Desai (*La Claire Lumière du jour*) ou Shashi Deshpande, cette écriture féminine s'inscrit parfaitement bien dans une production ouverte à toutes les libertés. La dernière voix à se faire entendre est celle de la très jeune romancière Arundhati Roy, qui vient d'obtenir le dernier Booker Prize pour *Le Dieu des petits riens*. Bâti sur un contre-chant d'épiphanies et d'angoisses, ce premier roman raconte la chute d'une maison et d'une famille, et l'ascension politique d'une province (le Kerala). La trame première de cette chronique a le charme simple et naïf des souvenirs d'enfance. Mais l'inclusion constante de fables et de mythes déstructure l'intrigue linéaire en l'enrichissant de l'intérieur et impose finalement le thème d'une Inde aux dérives nostalgiques mais au devenir fécond. Les plus talentueux des romanciers des années 80 et 90 sont, eux aussi, à la recherche d'une voix originale qui les démarquerait à la fois de la modestie réductrice d'un Narayan ou de l'imaginaire un peu étouffant d'un Rushdie. Ils puisent leurs sujets dans une indianité bien tempérée et célèbrent les enfances heureuses mais menacées (*Les Lignes d'ombre*, d'Amitav Ghosh, ou *Les Beaux Jours de Firozsha Baag*, de Rohinton Mistry) se moquent des mariages trop bien arrangés (*Un garçon convenable*, de Vikram Seth). Transcrivant dans un anglais mâtiné d'indianismes le monde bigarré de Delhi ou de Bombay, ils se complaisent aussi à décrire la turbulente Inde moderne. Shashi Tharoor, par exemple, propose des satires truculentes du monde politique (*Le Grand Roman indien*) ou du cinéma (*Show-Business*), tandis qu'Amitav Ghosh (*Le Chromosome de Calcutta*) s'aventure dans un futur scientifique américanisé où les ordinateurs sont cependant contraints de prendre en compte le savoir intuitif indien.

Beaucoup de ces écrivains vivent en dehors de l'Inde, qu'ils revisitent cependant très fréquemment. Qu'ils appartiennent à la première génération d'immigrants ou à la seconde, les Naipaul, les Michael Ondaatje, les Firdaus Kanga, les Hanif Kureishi sont tous hantés par la volonté de pénétrer les énigmes de l'arrivée et du départ. Dominés par le thème postcolonial du passage d'un monde replié sur soi à un univers sans frontières, ils proposent un univers mi-réel, mi-inventé de « patries imaginaires » (Rushdie) et font ainsi entrer l'Inde dans cette « fiction mondiale » aux décentrages fructueux.

Denise Coussy et Tirthankar Chanda

★ Bibliographie :
– Anita Desai : *La Claire Lumière du jour* (Denoël, 1993).
– Githa Hariharan : *Les Mille Visages de la nuit* (Zoé, 1997).
– Amitav Ghosh : *Les Lignes d'ombre* (Seuil, 1992), *Le Chromosome de Calcutta* (Seuil).
– Rohinton Mistry : *La Leçon de natation ou Les Beaux Jours de Firozsha Baag* (Hatier, 1991).
– R. K. Narayan : *Le Conte de grand-mère* (Belfond, 1995).
– Arundhati Roy : *Le Dieu des petits riens* (Gallimard, à paraître en avril).
– Salman Rushdie : *Les Enfants de minuit* (Stock, 1983), *La Honte* (Stock, 1984), *Les Versets sataniques* (Christian Bourgois, 1989), *Le Dernier Soupir du Maure* (Plon, 1997).
– Vikram Seth : *Un garçon convenable* (Grasset, 1995).
– Shashi Tharoor : *Le Grand Roman indien*, (Seuil, 1993), *Show-Business*, (Seuil, 1996).





La beauté du premier jet

Trente ans après la mort de Beppe Fenoglio, paraît la « version princeps » de toute son œuvre. Un écrit de jeunesse sur l'horreur de la guerre. Âpre et violent

LA LOUVE ET LE PARTISAN (Appunti Partigiani)
de Beppe Fenoglio.
Traduit de l'italien par Monique Baccelli,
Gallimard/L'Arpenteur,
132 p., 95 F.

Lorsque Beppe Fenoglio mourut, en 1963, il n'avait que quarante et un ans. Années 60, années charnières pour la littérature italienne. Allait-elle stagner dans l'après-guerre, prendrait-elle le tournant de l'avant-garde ? Elle choisit l'avant-garde, laissant sur le carreau quelques bons écrivains qui du jour au lendemain parurent démodés. Et pourtant le réalisme de l'après-guerre avait marqué non seulement les lettres, mais le cinéma. Fenoglio aurait pu être oublié. Il ne le fut pas, parce que, à la stupéfaction générale, il avait dans ses tiroirs son meilleur livre, inédit, *Il Partigiano Johnny* (1).

On croyait l'essentiel de son œuvre déjà publiée. On le pensait mineur. On voyait en lui un des protégés de Vittorini, dont la collection « I Gettoni » avait fait la pluie et le beau temps, décidant qui était et qui n'était pas écrivain. Qui deviendrait un grand et qui resterait mineur, précisément. Or, les publications de Beppe Fenoglio, qui tournaient toutes autour de faits de résistance, dans les années 1944-1945, n'avaient été qu'une première approche d'un grand livre destiné à être posthume. C'était le premier coup de théâtre. Dans la foulée, on publia des récits, eux aussi inédits.

Et voilà, que trente ans plus tard surgit un nouveau cahier de notes, qui est comme la version princeps de tout ce qui a suivi. L'émotion, alors, est d'une autre sorte et amène à se poser des questions. Qu'est-ce qu'une œuvre première ? Qu'est-ce que le premier jet, qui porte encore l'impulsion adolescente, incontrôlée, sans autre regard que celui qu'un jeune homme défiant et soupçonneux porte sur son propre écrit ? Qu'est-ce que le secret de l'atelier d'un écrivain qui se sait écrivain, mais ne l'est pas encore au jugement des autres ?


IN « BEPPE FENOGLIO », GRIBAUD EDITORE

Beppe Fenoglio à la fin des années 50

Fenoglio, jusque-là écrasé par l'ombre de Pavese (qui, rappelons-le, était né en 1908 et appartenait donc à la génération précédente, mais dont l'inspiration puisait aux mêmes sources), apparaît soudain, dans cette œuvre limpide, ardente, d'une violence inouïe, comme son égal. Il n'a pas encore la technique romanesque, il ignore les ressorts sournois du roman professionnel, il ne s'interroge même pas sur la mise en scène de l'action ni sur le message politique.

Il sort d'une période épouvantable. La guerre est terminée. On est en 1946, un an après les événements qu'il évoque. Il ne veut pas en imposer, il ne veut pas non plus s'en tenir à une ligne morale. Pas de manichéisme, pas de leçons à donner, ni aux chiens ni aux héros qu'on commence à célébrer. Il raconte seulement l'horreur de la guerre. Les résistants sont comme les autres, une fois lancés dans la logique du crime généralisé qu'est une guerre. Il y a des lâches, des veules, des imbéciles parmi eux aussi. Il y a aussi, parmi eux, des opportunistes, des salauds, des assassins gratuits.

Seul un écrivain qui n'est pas encore lu peut avoir cette hardiesse. Bien entendu, en gros, les compagnons de lutte sont des « types bien », se battant plutôt pour la bonne cause. Mais, comme le signale dans son excellente postface la traductrice Monique Baccelli (qui rend remarquablement le ton parlé du livre, ce *« style déjà inimitable, parfait en ce qu'il nie le style »*) : *« Entre 1944 et 1945, l'action partisane dans les Langhe était moins une lutte nationale contre l'Allemagne qu'une simple et impitoyable guerre civile. »*

Beppe est, lui-même, un soldat hésitant et un homme hésitant. Son père a une excellente et redoutable réputation, dont il bénéficie. Mais la fidélité amoureuse du fils est aussi fragile que ses certitudes politiques. Il cède aux avances d'une fille facile qu'il méprise aussitôt. Il courtise avec complaisance une partisane ravissante, sans trop d'états d'âme. Et, face aux exécutions sommaires, il reste pétrifié, sans être capable de faire entendre, sinon par le livre froid et désolé qu'il écrit, un cri de révolte. Il contemple la pusillanimité grégaire de certains résistants. Il décrit les sursauts désespérés des « collabos » (les républicains) face à la mort sauvage.

Compagne de cette guerre sans loi, que de jeunes adultes à peine sortis de l'enfance mènent contre un ennemi le plus souvent absent, une mystérieuse louve. Elle les suit, de ferme en bosquet, jusqu'au moment où probablement elle les regardera mourir.

René de Ceccatty

(1) *La Guerre sur les collines*, Gallimard, 1973.

SCIENCE-FICTION

● *par Jacques Baudou*

Vertiges d'« Excession »

EXCESSION
de Iain M. Banks.
Traduit de l'anglais par Guy Abadia et Gérard Klein,
Robert Laffont, coll. « Ailleurs et demain »,
490 p., 149 F.

Les trois premiers volumes (1) du cycle de « La Culture » n'ont en commun que le décor d'une lointaine civilisation humaine, tolérante et hédoniste, et le caractère épique et flamboyant de leurs intrigues : ils sont très différents les uns des autres. Le quatrième volume, *Excession*, est lui carrément excentrique. On y retrouve bien sûr la Culture, les Circonstances spéciales et quelques autres éléments du futur inventé par l'auteur, mais dans un roman qui tranche très nettement sur les précédents, aussi bien thématiquement que formellement. Voilà un ouvrage qu'il convient de déconseiller à tous ceux qui aiment les histoires bien construites, les fins bien bouclées. Tout fonctionne ici sur le fragment, le non-dit, le puzzle, le vaguement suggéré, l'inachevé. La mystérieuse Excession – un artefact apparu soudainement dans un recoin de notre galaxie – le demeure tout autant à la fin du roman, qui ne livre rien de sa véritable nature alors qu'elle est le pivot autour duquel s'organise toute l'intrigue. Elle reste une énigme... De même, il est question d'une conspiration qui amène l'Affront, une civilisation galactique un peu cruelle, à entrer en conflit contre la Culture, mais la nature et les objectifs de cette conspiration nous demeurent très flous (d'autant qu'il s'agit peut-être d'une manipulation visant à mettre l'Affront définitivement au pas) et les noms et les mobiles des conjurés restent fort obscurs. Tout juste savons-nous qu'il s'agit de Mentaux, ces intelligents qui gouvernent les vaisseaux géants de la Culture, mais c'est au lecteur de décrypter les conversations sibyllines qu'ils échangent tout au long du roman. A l'autre bout du spectre – car *Excession* entrelace deux récits de natures très différentes : celui d'un conflit à l'échelle galactique et une histoire d'amour aux conséquences tragiques, impliquant un nombre très restreint d'individus –, la réunion du couple profondément déchiré et meurtri que l'avatar du Vaisseau Système général *Service-Couchettes* s'est imposé comme mission, à titre personnel, ne débouche sur rien ou presque : chacun des protagonistes repart de son côté après un échange anodin. D'où vient alors la fascination qui assaille le lecteur et l'entraîne dans le labyrinthe de ce texte déroutant, qui prend par moments des allures expérimentales, et pousse la fragmentation du récit jusqu'au vertige ? Est-ce parce qu'il nous mène avec le phénomène de la Sublimation à l'orée de la Transcendance ? Ou, avec l'Excession, nous laisse entrevoir les portes d'un nouvel univers ? Ou tout simplement de ce que Iain Banks est un grand écrivain ?

(1) *L'Usage des armes*, *L'Homme des jeux*, *Une forme de guerre*, dans la même collection.

● **LES JOYAUX DE LA COURONNE**, de Walter Jon Williams

Le titre peut le laisser subodorer : ce roman narre une aventure (fertile en rebondissements) d'un Arsène Lupin du futur du nom de Drake Maijstral, dans une société où le cambriolage est toléré s'il est exercé en artiste et en gentleman. Le titre révèle également, dans son sens argotique, la nature de l'objet qui est au centre exact de l'intrigue et que se disputent deux factions politiques rivales d'un avenir où, après avoir été sous la coupe d'un empire extraterrestre, les humains s'en sont libérés. La possession de cet objet va placer Maijstral devant un impérieux dilemme dont il se sortira avec une élégance toute lupinienne. *Les Joyaux de la couronne* possèdent la grâce, l'humour et le sens des péripéties du modèle auquel le lecteur français ne peut manquer de les comparer : c'est dire si leur lecture est roborative ! Ajoutons que le roman s'ouvre et se clôt sur une jolie trouvaille formelle (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Paul-Pierre Durastanti, coll. « Rivages Fantasy », 230 p., 85 F, en librairie le 19 mars).

● ***LE LIVRE DES MERVEILLES***, de Lord Dunsany

Xavier Legrand-Ferronière a eu la main particulièrement heureuse en inaugurant cette nouvelle collection par la réédition du recueil de Lord Dunsany, publié chez Figuière en 1924 et inaccessible depuis longtemps. Les quatorze récits qui le composent, et que l'auteur surnomme dans son épilogue les *« chroniques des aventures du bord du monde »*, possèdent un charme entêtant. Ils ressemblent à des contes de fées (*La Queste des larmes de la reine*) ou plus souvent à des contes des *Mille et Une Nuits*, mais dont l'auteur aurait perversement détourné les codes et tronqué abruptement les fins. L'univers décrit par Lord Dunsany est certes peuplé de créatures mythiques, de cités fabuleuses, de trésors cachés, mais il est aussi pétri de maléfices et de cruauté. Sa féerie se teinte quelque peu d'épouvante : le destin des personnages est rarement heureux : il oscille le plus souvent entre la mort ou la folie ! A lire *Le Livre des merveilles*, on peut mesurer combien Lord Dunsany préfigure Lovecraft... (Traduit de l'anglais par Marie Amouroux, éd. Terre de brume, 102 p., 88 F.

● **LA GRANDE ŒUVRE DU TEMPS**, de John Crowley

Ouvrir ce livre, qui rassemble – affirme l'éditeur – la totalité des nouvelles de l'auteur, c'est s'engager dans une singulière aventure tant les textes qui le composent sont différents. Certains relèvent du *mainstream*, à l'instar de celui où John Crowley campe un écrivain réfléchissant à son prochain roman dans un café quasi désert. D'autres appartiennent au domaine fantastique, comme *L'Enfant vert*, qui emprunte la forme d'une chronique médiévale, ou *Missolonghi 1824*, qui voit Byron croiser la course d'êtres mythologiques. D'autres encore procèdent d'une veine science-fiction baroque, comme *Exogamie* ou le curieux *Partis*, impressionnante et subtile variation sur le motif rebattu de l'invasion extraterrestre. Deux nouvelles se distinguent par leur longueur et par l'ambition de leur sujet : « En Bleu » et surtout « La Grande Œuvre du temps » où John Crowley utilise deux des grands thèmes de la S-F, le voyage dans le temps et les univers parallèles, pour tisser une curieuse uchronie, hantée par la figure de Cecil Rhodes, dans laquelle l'empire britannique ne connaît par le déclin. Tous ces textes ont une caractéristique commune : le style. Un style brillant, élégant, hypnotique, qui fait de John Crowley – romancier ou nouvelliste – un écrivain rare et précieux. (Traduit de l'anglais –Etats-Unis – par Monique Lebailly, « Rivages Fantasy », 328 p., 135 F.)

Livraisons

● MUSIQUE DE LAIT, de Thomas Strittmatter
Un homme dans la ville observe : loin des empressements, des obligations. Absence d'inquiétudes, absence de désirs, absence d'impatiences ; juste quelques habitudes dans un monde en proie à une destruction insidieuse. Ce livre empreint d'une étrange mélancolie est inachevé ; Thomas Strittmatter est mort en 1995 ; il avait trente-trois ans. C'était l'un des écrivains les plus prometteurs de sa génération. La traduction du *Corbeau du lac Baïkal* (Albin Michel, 1993) l'avait fait connaître au public français. Tournant le dos à la truculence des premiers récits, l'écriture renonce ici à malaxer le monde. Sur les sept monologues qui devaient composer l'ensemble du livre, seuls deux ont pu être presque entièrement achevés, mais il est troublant de voir le travail de dépouillement opéré par une écriture qui finit par imposer la forme du fragment comme l'état idéalement abouti de cette prose poétique. (Traduit de l'allemand par Martin Ziegler, éd. L. Mauguin, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005, 77 p., 85 F.) P. Des.

● LE BAL DES MASQUES, de Sergio Ramirez
Il a connu l'exil, les mandats d'arrêt, l'asile dans une ambassade ; et puis les manifestations, les chargeurs qu'on glisse dans la poche, l'assaut au palais présidentiel, bref, la révolution. Membre de la junte sandiniste, Sergio Ramirez espérait comme les autres arracher son pays à la pauvreté, mais il bâtissait en même temps une œuvre considérable d'essais et de romans. Le dernier d'entre eux présente une chronique sereine et drôle de son village natal en 1942. On se chamaille beaucoup, mais on est d'accord sur l'essentiel. Pas de critique sociale chez ce dirigeant romancier, plutôt un récit conciliateur, mais la réconciliation n'est-elle pas la seule ambition pour l'homme d'Etat sincère ? (Traduit de l'espagnol – *Nicaragua* – par Claude Fell, Rivages, 228 p., 119 F). J. Sn

● LE BARAQUEMENT AMÉRICAIN, d'Alain Genestar
En 1960, Frank Merced, le narrateur autobiographe du roman, voit ses parents et sa sœur volatilisés par une vieille bombe, oubliée sur une plage normande. Il a douze ans. *Le Baraquement américain* est le récit d'une éducation sociale, politique, sentimentale et philosophique. Mai 68, la guerre d'Algérie, le nazisme – dont le père du narrateur, journaliste intègre, eut à combattre les horreurs – accompagnent le jeune homme, qui finit par s'exiler en Amérique. Frank aimera Elsa, écrira un best-seller, mais il cherchera la sérénité et la sagesse dans une réserve d'Indiens hopis de l'Arizona. Réflexion sur la gloire, le pouvoir, l'argent, la morale, le premier roman d'Alain Genestar décrit méticuleusement la vie d'un homme de notre époque qui a eu vingt ans en 68 et cherche encore ses repères (Grasset, 320 p., 125 F). H. Ma.

● LA PREMIÈRE LOUCHE DE CAVIAR, d'Emmanuel Tronquart et Guy Zilberstein
Tous ceux – ils existent, Dieu soit loué ! – qui n'auraient pas encore succombé aux tièdes apologies des bonheurs ordinaires liront avec grande délectation ce court pastiche iconoclaste du définitivement célèbre *Première Gorgée de bière*. On l'a compris : nos compères opèrent un sain rétablissement des valeurs littéraires et humaines – et en premier lieu la réhabilitation du bon rire décapant – en publiant leur réjouissante *Première Louche de caviar*. Salutaire donc cette apologie de la caricature tous azimuts et de la parodie subversive, mais, hélas, trois fois hélas, pour savourer pleinement le caviar de messieurs Tronquart et Zilber-stein, il faut avoir avalé la bière de monsieur Delerm. Nous craignons fort que le goût et le succès des nostalgiques et frileuses banalités du candide auteur à succès n'en soient accentués (Ramsay, 94 p., 79 F). H. Ma

● L'ENVERS VAUT L'ENDROIT, de Raymond Cousse
Avec sa pièce *Stratégie pour deux jambons*, il a connu bien des scènes en France et à l'étranger. Or, la stratégie, il l'ignorait. Pas moins diplomate que cet éructeur, ce contempteur d'une humanité qui *« ne s'accomplira que dans sa propre destruction »*, lui-même menant son désespoir jusqu'au suicide. Dans ces textes qui nous font le suivre au Québec – quelle volée de bois vert pour nos cousins ! –, en Australie, l'*« envers »* de la planète, en Afrique, avec sa *« charogne néocolonialiste »*, on retrouve toute la violence de Cousse, sa haine des gens en place et de leur suffisance, mais aussi ses tendresses pour les pauvres et les animaux, dont il pense qu'ils ont une âme. Et puis, de ce passionné du langage qui disait : *« Je me calfeutre dans l'écriture »*, il y a le style, en phrases tranchantes, sans fioritures, belles toujours. Suivi d'un entretien qu'il eut, pour *L'Avant-Scène Théâtre*, avec Anca Visdéi (Le Dillettante, 132 p., 89 F). P. R. L.

● LE GITAN, de Jean-Pierre Cannet
Il sera *« exilé, déclassé, proscrit, pas un jour de repos et pour lui toutes les chtouilles de la terre ! »* Gina la prostituée met au monde son petit Gitan bientôt orphelin. La prédiction n'était pas fausse. A ceci près qu'il ne l'assumera pas avec passivité, car les Gitans sont capables de tout, du pire et du meilleur. Et voilà Valentin, dans un monde d'errance et de persécution, qui devient le sauveur des siens, un *« ange sulfureux »*, un étonnant cicérone des apatrides, voyageurs maudits sans terminus. Ce qu'il y a de remarquable dans ce premier roman, tout en bref chapitres-images, c'est le style, une façon de camper silhouettes et caractères, de faire se heurter les dialogues (Julliard, 176 p., 119 F). P. R. L.

Ballester ou le roman d'une vie

De l'enfance à l'âge adulte, du fantastique au réalisme, l'écrivain remonte le cours de sa mémoire dans un style singulier où l'espagnol se pare des couleurs du galicien

DAFNÉ ET LES RÊVES
(Dafne y ensueños)
de Gonzalo Torrente Ballester.
Traduit de l'espagnol (Galice)
par Claude Bleton,
Actes Sud, 427 p., 158 F.

Dans un patelin perdu de Galice on connaît un tailleur qui mesure à l'estime, avec une imprécision millimétrique, le métrage du tissu nécessaire à la doublure d'une veste : *« Un peu plus d'un demi-mètre à peine... »*, dit-il, d'un air euclidien. Torrente Ballester s'inspire de cet artisan infaillible : *« En réalité, tout ce qui concerne les Torres Mochas est plutôt douteux, pour ne pas dire franchement incertain, et en dehors de la certitude, il n'y a qu'indétermination, domaine vers lequel se dirigent plus ou moins nos pas. »* Avec cette phrase ondulante de *Dafné et les rêves*, l'auteur nous introduit dans la maison de son enfance, à Ferrol, où il vécut avec sa grand-mère, ses parents et une horde de tantes et de cousines. Ces personnages – rationnels, sceptiques pour les uns, lunaires, maîtres d'un monde où ils s'enfermaient à la recherche des grands secrets, pour les autres – s'occupaient, chacun à sa manière, de leurs affaires, de leurs rêves et de leurs soucis. Au milieu d'eux s'ouvre à la vie Gonzalito, le petit Gonzalo.

La soixantaine passée, lorsqu'il écrit ce livre, Torrente Ballester revit son enfance. Il nous installe dans une sphère où la réalité est insaisissable, tant elle est changeante, selon que la parole provient de sa cousine Obdulia ou de sa tante Dafné. Obdulia avait une présence réelle, sa voix était la vivacité même. En contrepoint, la voix de Dafné s'écoulait avec la lenteur d'un fleuve, comme si Dafné elle-même n'était qu'un souvenir ; ou, moins encore, le prénom d'une aïeule que l'on oublie peu à peu. En fait, les deux femmes n'avaient qu'un souci : étoffer l'imagination vide de l'enfant, lui donner quelques racines auxquelles se raccrocher afin qu'il ne débarque pas dans ce monde, comme on dit, à l'improviste. Tout se passe comme si Dafné n'avait pas de corps et n'était finalement qu'une forme faite d'ombres et de rien d'autre. Le soir, pourtant, l'enfant perçoit les légers frôlements d'une tunique sur la pierre d'une rambarde ou à l'angle d'un meuble. C'est Dafné qui s'approche ? Sort-elle sa flûte en argent ? La porte-t-elle à ses lèvres ? *La mélodie*, digne des hiérarchies des anges, le cloue au sol jusqu'au crépuscule...

Gonzalito aurait pu rester pour toujours dans cette sorte de nuage, d'incertitude ou de songe. Mais voilà qu'il surprend des *conversations dont le sens lui* échappe. Et tout bascule lorsque Obdulia annonce aux quatre vents que la tante Dafné avait, dans son lit, promit à Gonzalito l'éternité. Dafné doit s'en aller le lendemain de bonne heure par le premier train, vers le côté de la vie qui n'est pas éclairé pour nous. Dès lors, l'existence de Torrente Ballester n'est qu'une recherche sans fin de son Eurydice.

Dans le deuxième chapitre, nous voici dans la facette pure et dure, cristalline, de la réalité. Dès sa quatrième année, l'enfant réussit à lire les titres des journaux. Il apprend ainsi la mort de Jaurès ; découvre le personnage effrayant qu'était pour lui Guillaume II, autrement dit le kaiser, nanti de moustaches gominées et d'un bras mort ; s'inquiète, avec son père, *du destin de la France*, quand la Grosse Bertha bombarde Paris...

Adolescent, il se rase pour la première fois. Dans la glace apparaissent alors les visages de sa mère et de son père. D'eux, il reçut ce qu'il devient, le bon comme le pire. Sa mère aurait voulu faire de lui un grand artiste *lyrique*. Peine perdue... Son père préférait le voir amiral. Mais Gonzalito clignait des yeux : de futures lunettes l'excluaient d'un avenir *maritime ou guerrier*. Adeptes de l'astrologie, nous serions tentés d'attribuer à l'influence des astres la destinée de Torrente Ballester. Il était en effet dans le ventre de sa mère – raconte-t-il –, l'année où passa la comète de Halley et mourut *Léon Tolstoï : voilà la place qui* l'attendait dans la constellation littéraire ! C'est le narrateur qui le pense lorsqu'il découvre qu'un jour de la Saint-Antoine, un 13 juillet, comme le jour de sa propre venue au monde, dans une *maison des hauts de Lisbonne* naissait Fernando Pessoa. Doit-il à cette ascendance le fait qu'il se raconte de mille façons différentes dans chaque roman, en particulier dans *Filomeno malgré moi* ou *Je ne suis pas moi, évidemment* (non encore traduit en français) ? Quoi qu'il en soit, qui veut connaître la vie de Torrente Ballester et la genèse de son œuvre, doit lire *Dafné et les rêves*. Reste la traduction. Torrente Ballester n'écrit pas en galicien. Néanmoins, le galicien est la langue que parlaient ses parents avec le curé du village, avec les domestiques, les paysans, les vagabonds... et, sans doute, avec Obdulia et Dafné ! Bien souvent, d'ailleurs, Torrente Ballester introduit dans le texte des mots galiciens, comme pour dire aux Castillans : « Je m'autorise des mots en galicien et je me permets de penser que vous les comprendrez. » Précisons ici que parler les langues vernaculaires *en Espagne a été fort mal* vu, pendant des siècles. Torrente prend peut-être là une petite revanche.

L'ironie, l'humour, le sarcasme, toujours exempts d'un militantisme nationaliste, sont des caractéristiques de son style. Et c'est bien cela que Claude Bleton, son traducteur, cherche à restituer en priorité. D'autre part, bien qu'il n'écrive pas en galicien, Torrente se plaît à expliquer qu'il transpose en castillan les phrases qu'il conçoit à l'origine en galicien, avec le vocabulaire et la syntaxe de cette dernière langue. Cela donne une écriture inimitable, faite de structures castillanes insolites, un peu comme Juan Marsé, qui écrira, lui, le castillan avec un pochoir catalan.

Claude Bleton a donc dû inscrire en italiques les mots galiciens éparpillés tout au long du récit. Quelquefois, il utilise des vocables insolites, dénichés dans le lexique provençal ou une autre langue régionale ; des mots qui brillent et désarçonnent le lecteur français à coups de boutoirs discrets, comme les « galicianismes » surprennent les lecteurs du texte original espagnol. Enfin, et ce n'est pas son moindre mérite, Claude Bleton a soigné la belle musique du texte, ce que Torrente Ballester appelle « les harmoniques ».

Ramon Chao

PAOLA AGOST

Gonzalo Torrente Ballester
Gonzalo Torrente Ballester est né le 13 juin 1910 en Galice. Son premier roman, *Javier Marino*, paraît en 1943 et est aussitôt interdit par la censure franquiste. De 1952 à 1962, paraît sa trilogie, *Les Délices et les Ombres*. A la fin des années 60, il écrit son œuvre maîtresse *La Saga/Fuga de J. B.* Installé à Salamanque depuis 1975, il a été élu à l'Académie royale d'Espagne en 1977. Ses livres sont traduits en France chez Actes Sud.

Lettres d'amour de Somalie

Suite de la page I

Il observe que les lecteurs somaliens prennent ses héroïnes pour des allégories, les femmes représentant la patrie agressée et les hommes le pouvoir colonial. Mais *« ce n'est pas mon intention »*, précise-t-il.

« Je me suis toujours intéressé à la dictature, non seulement politique mais aussi sociale, comme celle des hommes sur les femmes. J'ai donné au sujet femme, celle qui dit "je", la capacité de défier l'ordre masculin. Un tel courage étant peu courant, elle se trouve isolée et dialogue avec elle-même. » Sur le plan littéraire, ce dialogue intime est une richesse : dans *Dons*, Duniya confie au lecteur ses rêves et rêveries, qui sont autant de sas oniriques entre son microcosme individuel et le macrocosme de la Somalie en crise. Si le rêve de Duniya est souvent raconté en début de chapitre, celui-ci est clos par une (fausse) dépêche d'agence qui annonce, par exemple, l'envoi gracieux en Somalie de produits contaminés par les radiations de Tchernobyl.

« J'écris sur les femmes parce qu'elles deviennent des métaphores de la subjectivité et qu'elles m'apparaissent comme un symbole d'énergie. Elles sont les seules à combattre. En Somalie comme dans d'autres sociétés islamiques, les hommes sont nourris, cajolés, gâtés, sans devoir jamais travailler. Ils naissent avec une cuillère d'argent dans la bouche. L'énergie des femmes est une inépuisable source d'inspiration. Dès la naissance, elles sont désavantagées. Elles ne vont pas à l'école. Elles sont données en mariage comme une monnaie d'échange entre deux chefs de famille. Elles doivent survivre à toutes ces discriminations. Comme par miracle, elles parviennent à retourner ce handicap en avantage. Pour un écrivain, elles forment un matériau mille fois plus intéressant qu'un personnage masculin : il se décrit en une phrase, et ensuite il n'y a rien d'autre à en dire. »

A l'issue de la guerre civile qui a notamment ravagé la capitale en 1991, Nuruddin Farah affirme sévèrement que seules les femmes, particulièrement violées et humiliées, ont eu la force de s'en sortir. *« Presque toutes mes sœurs – et les sœurs de mes amis – ont réussi à trouver la capacité de se rassembler pour recoller ensemble les morceaux de leurs vies brisées. Presque tous les hommes nés avant la guerre, ceux qui avaient été nourris et choyés, sont réduits au désespoir. Ils ne savent que rester assis, la tête dans les mains, car leurs habitudes ont été balayées par la crise. »*

Grand lecteur, Farah reconnaît sa dette envers le célèbre *Essai sur le don* de l'anthropologue Marcel Mauss (4). En fait, dit-il, tous ses livres sont en référence, même lointaine, à ses lectures. Il ne comprend pas les écrivains qui affirment ne pas lire d'autres auteurs pour ne pas se laisser influencer : *« Quel appauvrissement de l'imagination ! »* Sa *« faim de lecture »*, selon ses mots, semble presque physique : *« J'ai besoin d'avoir un livre avec moi, même si je ne le lis pas, pour me sentir réconforté, détendu. »* Parmi ses auteurs préférés, il cite volontiers Assia Djebar, Tahar Ben Jelloun et Salman Rushdie. Ce dernier le lui rend bien, puisqu'il considère Nuruddin Farah comme *« l'un des meilleurs romanciers contemporains en Afrique »*.

L'écrivain errant sourit quand on lui demande pourquoi il a choisi le roman, et même les trilogies (5), quand de nombreux auteurs africains préfèrent la nouvelle. *« J'ai longtemps bégayé ! Il me fallait répéter plusieurs fois les mêmes syllabes. A présent, quand j'écris, j'ai l'impression que dire les choses une seule fois ne suffit pas, qu'il faut les répéter de diverses manières, pour être sûr d'être compris. »*

(4) Dans *Sociologie et anthropologie* (PUF).

(5) Nuruddin Farah a aussi écrit une trilogie, sous-titrée « Variations sur le thème d'une dictature africaine », qui comprend *Du lait aigre-doux*, *Sardines* et *Sésame ferme-toi*, parus aux éditions Zoé.

Catherine Bédarida

Ultime aveu

La dernière pierre de l'immense édifice autobiographique d'Henry Roth

LA FIN DE L'EXIL
(Mercy of a Rude Stream, volume III : From Bondage)
de Henry Roth.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Michel Lederer,
éd. de L'Olivier, 516 p., 149 F.

C'est la dernière fois qu'on entend la voix de Henry Roth. On s'en saisit comme d'un disque oublié, jamais écouté, et il y a, collé aux phrases, ce fond sonore qui lui appartient définitivement : le vrombissement particulier de son ordinateur, baptisé Ecclesias, à qui Roth s'adressait comme pour lui déléguer la responsabilité de tout mettre en ordre. Cette fois, c'est donc la dernière pierre posée à ce gigantesque exercice de mémoire en trois volumes (sur six prévus) ; c'est la dernière partie de l'immense et étrange roman autobiographique de Henry Roth, mort le 13 octobre 1995, tout juste après avoir eu le temps d'en mettre au point l'ultime version.

Né en 1906 en Galicie, il était arrivé à New York à l'âge de deux ans par le chemin d'Ellis Island, avait grandi parmi les juifs misérables du *Lower East Side* puis dans le Harlem des Irlandais de la 119e Rue avant de prendre racine au bout du monde, à Albuquerque, dans un mobile home auquel il donna, malgré tout, le nom de « New York ». Lorsque, face à Ecclesias, il entreprend de recomposer son existence, sa langue est un véritable vacarme, bruyant brassage de yiddish et d'anglais populaire qui remonte le courant de sa vie en se libérant, selon le mot qu'il cite de William Blake, *« des menottes forgées par l'esprit »*.

Par le fait même de son avancée, le récit change de nature, creuse toujours autrement le passé, s'en délivrant. Quand commence *La Fin de l'exil*, Ira Stigman, le héros construit à l'image de son auteur, a déjà traversé la vie des ghettos, les brimades et les humiliations dues à sa judéité, l'enchaînement des boulots de survie, l'amour, la révolte, l'annonce de la première guerre mondiale. A la moindre esquive, Ecclesias est là pour affronter les retranchements de la conscience. Ainsi surgit l'aveu d'une faute inexpiable, obsessionnelle, celle des relations incestueuses d'Ira avec sa jeune sœur. Dès lors, l'écriture prend une autre forme. Comme la conséquence d'un règlement. La fin d'un exil.

Et de nouveau un roman est propulsé, enivré par la volonté rageuse de dire le vrai, au point de se dédoubler en deux récits parallèles qui s'entremêlent : l'un, retrouvant sur le vif le jeune Ira Stigman dans le Manhattan des années 20 ; l'autre, commentaire décalé passé par le crible d'Ecclesias, recomposé à l'autre bout de la vie par un vieil homme *« installé devant l'écran couleur d'ambre »*. Dans cet intervalle à la fois subtil et cacophonique, plein d'ironie, de désespoir et de drôlerie, se glisse l'éducation sentimentalo-sexuelle d'Ira Stigman. Avec, pour initiatrices, sa sœur Minnie, sa cousine Stella et Edith, le professeur de lettres de son meilleur ami qui lui rapporte de France un livre interdit, *Ulysse*. Cela donne le roman d'amour de Henry Roth, mais aussi l'histoire de sa guerre avec Joyce, à qui il doit tout et qu'il rejette jusqu'au dégoût, par excès de proximité.

L'histoire aussi des contradictions de sa culture et de son conflit avec sa judéité. Entre le Dublin de Joyce et le Harlem des Irlandais à New York, entre la vision, qu'il condamne chez Joyce, d'une Irlande fossilisée et sa propre découverte tardive de la terre d'Israël, dont il croyait qu'elle ne lui était rien, le plus déchirant chez Henry Roth est encore ce travail de Sisyphe, cette obsession vertigineuse à ajuster sa voix, sa vision du monde, sa vérité.

Marion Van Renterghem

★ A signaler, la parution en poche d'*Un rocher sur l'Hudson* (Seuil, « Points », P 465).

Révolution d'un guérillero multimédia

Bertrand de la Grange et Maite Rico dénoncent le « mythe génial » du sous-commandant Marcos, chef du mouvement zapatiste

SOUS-COMMANDANT MARCOS, LA GÉNIALE IMPOSTURE
par Bertrand de la Grange et Maite Rico.
Plon/Ifrane, 300 p., 149 F.

Démocrate en révolte contre un régime autoritaire et corrompu ; paladin de l'indianité bafouée depuis cinq cents ans au Mexique comme dans le reste de l'Amérique latine ; prophète de la première révolution postcommuniste du XXI[e] siècle : que n'a-t-on pas dit du « sous-commandant Marcos » ?

Non sans humour, le dirigeant encagoulé de cette Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) qui s'empara par surprise de la petite ville coloniale de San Cristobal, dans le Chiapas mexicain, le 1[er] janvier 1994, s'est lui-même qualifié de *« mythe génial »*. Du génie, il en faut sans doute un peu pour transformer un échec militaire cinglant en succès politico-médiatique international. Quelques jours seulement après le début de l'insurrection, les zapatistes se trouvaient rejetés dans les profondeurs de la forêt Lacandone, d'où ils étaient sortis pour conquérir le pouvoir. Leur chef avait donné la mesure de son incompétence sur le champ de bataille, mais dans la région inhospitalière où le confinaient désormais les forces de l'ordre il allait se révéler à la face du monde comme un communicateur hors pair.

Rédigés avec un incontestable talent littéraire, les messages qu'il diffuse à profusion depuis quatre ans au moyen des technologies de l'information *les plus sophistiquées* semblent avoir inhibé tout sens critique et découragé toute tentative d'analyse, afin d'imposer du guérillero multimédia l'image d'un redresseur de torts réclamant justice pour les populations indigènes.

Marcos a ses fans et ses groupies sur les campus d'Europe et d'Amérique du Nord. Des artistes, des écrivains et des savants du monde entier font le voyage en Lacandonie pour s'entretenir gravement avec lui du destin de l'humanité. La complaisance de la presse et la naïveté d'une intelligentsia en deuil du socialisme ont fini par ériger le rédempteur d'Indiens en oracle des temps futurs.

Non sans quelques raisons, Bertrand de la Grange et Maite Rico crient à l'imposture. Revenant sur les événements qu'ils ont couverts, l'un pour *Le Monde*, l'autre pour le quotidien espagnol *El Pais*, les deux journalistes mènent l'enquête auprès d'une foule de témoins et d'acteurs. De leur curiosité politiquement incorrecte résulte un ouvrage roboratif.

Henri Favre

Marcos ? Fils d'un entrepreneur de Tampico, élève appliqué des bons Pères de sa ville natale, militant discipliné d'un de ces inombrables groupuscules marxistes-léninistes qui pullulent alors dans les universités, il suit une trajectoire classique dans le nord moderne du Mexique, où les rejetons de la bourgeoisie rêvent de révolution en célébrant le culte du Che tout au long des années 70. Puis il est envoyé au Chiapas en 1984 pour y rejoindre quelques camarades des Forces de libération nationale, avec pour mission de promouvoir la lutte armée qui instaurera la dictature du prolétariat. Le mur de Berlin tombera, l'Union soviétique s'effondrera, les sandinistes perdront le pouvoir à Managua, les dirigeants du FMLN feront la paix avec le gouvernement au Salvador, mais Marcos poursuivra imperturbablement sa mission.

A la suite de Carlos Tello Diaz, qui a publié en 1995, à Mexico, un des rares travaux sur le conflit chiapanèque à ne pas relever du domaine de la fiction (1), les auteurs évoquent l'alliance que les Forces de libération nationale (FLN) ont nouée avec le secteur progressiste du clergé local, dominé par la personnalité ambiguë de l'évêque de San Cristobal, Mgr Samuel Ruiz. On leur saura gré de rappeler qu'en dépit des bénéfices substantiels que cette alliance leur a valus, les FLN ne sont pas parvenues à embraser tout le Chiapas. Leur mouvement n'a touché qu'une zone marginale, située dans l'est de l'Etat, et pour *« libérer »* cette zone, Marcos et ses camarades ont dû expulser près de la moitié de sa population, soit entre 25 000 et 30 000 personnes, selon la Croix-Rouge internationale.

Ramenée à ses justes proportions, l'insurrection est présentée un peu vite comme le résultat d'une manipulation d'innocents Indiens *par de vilains Blancs. Voir en* elle le produit de l'exploitation de l'autisme de Blancs ringards *par des Indiens cyniques serait tout* aussi fondé mais également sommaire. Pour la plupart issus des hautes terres indigènes, ceux qui forment les rangs de l'Armée zapatiste ont rompu avec la coutume pour aller se perdre dans la forêt lacandone à la recherche d'un moyen de subsistance qui leur est partout dénié. Comme les sentiéristes du Pérou, ils sont représentatifs de cette population surnuméraire dont la décomposition des sociétés traditionnelles accroît sans cesse les effectifs déjà pléthoriques dans toute l'Amérique latine, et que l'économie moderne est incapable d'associer au processus de production.

Le conflit chiapanèque n'est pas une « guerre des castes » du siècle dernier. C'est une guerre d'*outcasts* née de l'exclusion massive. N'est-ce pas être encore victime de l'imposture de Marcos que de l'ignorer ?

(1) Carlos Tello Diaz, *La Rebelión de las Canadas*, Cal y Arena, Mexico, 1995.

★ **Henri Favre, directeur de recherche au CNRS, vient de publier, avec Marie Lapointe, *Le Mexique, de la réforme néolibérale à la contre-révolution* (L'Harmattan).**

Bertrand de la Grange est correspondant du *Monde* au Mexique.

Fascinante Cléopâtre

Alliant l'érudition à ses talents de conteuse, Irène Frain redonne vie à la dernière des Lagides. Inimitable

L'INIMITABLE
d'Irène Frain.
Fayard, 580 p., 145 F.

Insaisissable, Cléopâtre l'est incontestablement. Non que les sources anciennes fassent défaut. Mais la légende s'est tôt emparée de la dernière des Lagides, la littérature, la peinture avant le cinéma en ont surchargé les traits, accumulant les clichés. Après que Clandette Colbert et Elisabeth Taylor eurent prêté à la reine sans image leur plastique de *rêve, que restait-il à dire*, ou à imaginer ? Tout ou presque, en réalité ! Certes, il ne manque pas de biographies *sérieuses (aucune en français* cependant), d'essais et d'articles érudits. Mais la complexité du personnage et les obscurités du règne découragent l'historien qui redoute de peser sur la même balance les intérêts du royaume et les embrasements de la reine. A s'abriter trop frileusement derrière le politique, ne réduira-t-on pas l'héroïne à une gestionnaire ? Mais, en accordant sa place à la passion amoureuse de la reine, ne rejoindra-t-on pas le roman dont l'historien craint tant le douteux voisinage ?

En se lançant dans cette aventure, nul doute qu'Irène Frain n'en mesurait les périls. Il lui fallait tout à la fois dépasser les clichés, dominer l'érudition et donner vie à son héroïne. *Le risque était grand que* l'imagination de la romancière ne vienne combler les vides de la documentation et que n'émerge une Cléopâtre qui charmerait les amateurs de belles histoires et désolerait les historiens.

Dussent quelques grincheux y trouver à redire, autant rendre les armes sans attendre : le récit d'Irène Frain ravit. Sa maîtrise des sources ne souffre presque aucun reproche, et le spécialiste mesure l'étendue de ses lectures, bien au-delà de la bibliographie indiquée. Non que l'érudition encombre mais, une allusion, ici un simple mot, là une courte description, ailleurs la mention d'une inscription, montrent que rien ne lui a échappé. Certes, elle fait des choix, dont certains peuvent être discutés, mais, avec une habileté consommée, elle sait mettre dans une bouche ennemie la thèse adverse (ainsi sur la paternité de Césarion). Rien de gratuit dans ce qu'elle avance, et, avec honnêteté, elle souligne volontiers les silences des auteurs anciens : comment Cléopâtre *réagit-elle* à l'assassinat de César, elle qui vit à Rome à ce moment précis ? Pourquoi, au lieu de *s'enfuir, resta-t-elle de longues* semaines à attendre ?

LIMPIDITÉ

Irène Frain réfléchit, suggère, comme le fait l'historien scrupuleux. Jamais l'hypothèse ne prend le pas sur la réalité assurée, et elle démêle avec un rare talent les situations les plus embrouillées, les incroyables querelles familiales des Lagides comme les intrigues des *imperatores*. Lectrice attentive des textes anciens, elle sait ce que l'image d'une Egyptienne dépravée et ensorceleuse doit à la propagande d'Octave. Et, au moment d'Actium, elle montre avec précision que tout était joué déjà et qu'il ne s'agissait plus que de fuir le piège tendu si habilement par Agrippa. Bref, rien ne lui échappe et son information se révèle d'une *sûreté presque sans faille. Un seul* choix regrettable : on ne croit plus à l'incendie de la Bibliothèque durant la guerre d'Alexandrie depuis la belle démonstration de Luciano Canfora (1).

Mais pour emporter l'adhésion de qui est insensible à la justesse des détails, il faut le souffle du conteur, le talent de l'écrivain. Les portraits d'Irène Frain gagnent une vigueur nouvelle au parti pris de traduire sans édulcorer les surnoms familiers dont les Alexandrins avaient affublé leurs rois. Les aventures et mésaventures de l'Enflure (Ptolémée VIII Physcon), de Pois-Chiche (Ptolémée IX Lathyros) ou du Pipeau (Ptolémée XII Aulète), les manigances de Fils-de-pute et de leurs *« portées d'aspics »*, paraîtraient relever du roman burlesque si tous les détails n'en étaient rigoureusement exacts.

Plantant le décor où se déroule l'enfance de Cléopâtre, Irène Frain le fait avec une maîtrise que les spécialistes d'histoire politique et diplomatique lui envieront, et elle donne à voir avec une rare justesse le paysage où se forge le caractère *d'une princesse intelligente*, consciente de la gloire de sa lignée, fière de sa culture grecque et rem*plie d'affection pour un père* qu'elle ne souffre plus de voir humilié par les barbares d'Occident. Ce n'était certes pas le morceau le plus facile, et les lecteurs seront déroutés par la complexité des événements.

Mais, avec l'arrivée de Cléopâtre au pouvoir, le récit s'éclaircit, le souffle devient plus ample, la tension dramatique remplace la bouffonnerie. Et la conteuse donne alors sa pleine mesure. On vit, en spectateur inquiet, l'assassinat de César, on assiste, en invité discret, à la rencontre de Tarse avec Antoine, on accompagne les bordées des amants dans les rues d'Alexandrie, on s'inquiète de l'arrivée d'Octave, on retient son souffle devant la *mort saccagée d'Antoine, on sou*pire enfin à l'annonce de son propre suicide. Sur le squelette de l'histoire, Irène Frain sait mettre la chair qui la rend vivante, sans céder ni à la facilité, ni à la frivolité. Inimitable, Cléopâtre l'a sûrement été ! Et sa talentueuse biographe ne l'est pas moins.

Maurice Sartre

(1) *La Véritable Histoire de la Bibliothèque d'Alexandrie*, éd. Desjonquères, 1988.

Les intermittences du regard

Deux essais de Georges Didi-Huberman, entre art ancien et art contemporain, entre apparition et disparition

PHASMES
de Georges Didi-Huberman.
Ed. de Minuit, 256 p., 33 ill., 145 F.

L'ÉTOILEMENT
Conversations avec Hantaï
de Georges Didi-Huberman.
Ed. de Minuit, 96 p., 70 F.

Les phasmes sont des insectes au corps allongé et frêle imitant la forme des tiges sur lesquelles ils séjournent. Ils ne sont familiers qu'aux entomologistes et aux visiteurs du vivarium du Jardin des plantes, qui cherchent à les voir, sur leurs plantes, à déjouer leur mimétisme, à leur découvrir une tête, une queue, une forme. Les *phasmes feraient* de détestables sujets pour un peintre, fort embarrassé d'avoir à les représenter autres que les *végétaux dont* ils empruntent l'apparence. Dans l'image trop fidèle, ils ne distingueraient plus. Pour qu'ils demeurent distincts, il faudrait que le peintre figure ce qu'il n'a pas pu voir.

Pour un historien de l'art, à l'inverse, ce sont des sujets de méditation délicieux. Apparitions, disparitions, fantômes, limbes, cristallisations : quelles œuvres visuelles ne sont pas prises dans l'alternance de ces états, de ces moments ? Le motif s'affiche, mais pour se dérober. S'effaçant, il n'est que plus que présent, d'une présence qui ne tient plus à l'imitation. *Phasmes, recueil de vingt* études et notes de Georges Didi-Huberman, a un sous-titre, *Essais sur l'apparition* et l'auteur est connu pour ses livres consacrés à Fra Angelico et à l'art contemporain – donc tout semble parfaitement clair.

Tout le serait si le livre ne réunissait que des études historiques et analytiques sur les dernières peintures de Fra Angelico – la porte d'une armoire à reliques –, le *Cube* de Giacometti, les dessins – ratures, pâtés, taches – de Victor Hugo et sur la théologie du visible et du néant selon saint Augustin. Or celle-ci suscite cette proposition : *« Ce que le corps incorpore le dévore de l'intérieur. »* Didi-Huberman poursuit : *« Sache donc que, ce que tu vois, tu le manges, et qu'en mangeant tu le deviens, parce que cela t'engloutit de l'intérieur et te digère de l'intérieur. »* La phrase retiendrait moins si la table des matières n'annonçait un peu plus loin des *Disparates sur la voracité* et si ce motif n'apparaissait, de manière oblique ou avouée, à plusieurs reprises.

Que sont ces *Disparates* ? Une réflexion où se croisent anthropologie, théologie, littérature chinoise, ethnologie. Les références sont tissées serrées, l'apparence est celle d'une communication savante. Apparence, parce qu'il y a « autre *chose* » par en dessous, une autre chose qui pourrait passer pour une obsession à en juger d'après la fréquence *de ses manifestations*, de ces aveux, l'obsession des métamorphoses et des changements d'état. *« Anadyomène » est un* mot qui séduit l'auteur, mot qui *« signifie à la fois ce qui émerge, ce qui naît, et puis ce qui replonge, ce qui sans cesse redisparaît. Mot du flux, mot du reflux »*. De ces sens, de leur instabilité, de leurs glissements, il tire la matière d'une fable philosophique, *« parabole des trois regards »*. Le héros-symbole, le *« veilleur »* y fait l'épreuve de la prolifération affolante des détails, puis celle de l'effacement des limites et des contours – celle du songe *enfin, de l'effusion* qui précède de peu l'anéantissement.

Une parabole ? Parmi des textes savants ? Elle n'est pas seule dans le livre, qui contient aussi, nouée à une méditation sur la persistance d'une forme d'origine étrusque dans l'Italie contemporaine un tableau de la place Navone lors de la foire qui y établit ses baraques pour les fêtes de l'Epiphanie. Dans ce court texte, l'un des plus réussis, il est question des ex-voto archaïques, de Baudelaire, du chaos des jouets en vente, de Frazer, de ce qu'il faudrait faire pour se conduire en historien de l'art « sérieux », d'une promenade sans but entre les stands, de la fontaine des Quatre-Saisons et des santons. Le texte donne le sentiment, qui n'est peut-être qu'une illusion très adroitement machinée, d'avoir été écrit dans le mouvement de la pensée, à mesure qu'elle se déroulait, à mesure que des éléments extérieurs la dérangeaient, par rapprochements, par souvenirs. Il se révèle que ces ex-voto étrusques figuraient des amas de viscères – où se retrouve l'obsession de l'absorption et de la transformation, sous une forme particulièrement désagréable.

FICTIONS ET RÉFLEXIONS

Deux remarques à ce propos. D'abord qu'il serait léger de reprocher à l'auteur de découvrir dans les textes et les œuvres dont il se nourrit les signes, les symptômes, les *symboles* ou seulement d'infimes traces de ce qui l'inquiète et le fascine. Il faudrait croire à l'idéal *naïf* d'une histoire objective (positive dit-on aujourd'hui) pour ne pas soupçonner qu'un livre qui *traite de littérature, de peinture ou* de photographie – liste non exhaustive mais conformes aux curiosités essentielles de *Didi-Huberman* – ne peut en traiter qu'en fonction de celui qui l'écrit, de ces peurs, de ces désirs, de toutes sortes de considérations privées qui, plus ou moins à son insu, affectent sa réflexion. Il est des traités d'esthétique qui peuvent se lire aussi comme des autobiographies cryptées. Dans *Phasmes*, cette singularité ne se dissimule pas. Elle justifie que se côtoient fictions et réflexions savantes.

Deuxièmement, un nom revient, au moins dans les notes. (Il y aurait du reste un opuscule à consacrer à l'emploi des notes par nos contemporains, qui y jettent leurs confessions en style télégraphique.) Ce nom est celui de Georges Bataille, auquel Didi-Huberman a consacré son essai *La Ressemblance informe*. Que fait Bataille, dès *Documents*, puis dans *Critique* ? Dans un recueil de médailles, le livre médiocre d'un ethnologue et les peintures de Lascaux et de Joan Miro, il découvre les preuves de ce qu'il pressent partout, la menace de l'abjection, le travail du mal, l'altération des formes qui précède la corruption et l'apparition de l'innommable – soit ce que Didi-Huberman redoute de reconnaître dans ce qu'il scrute. La communauté de méthode et de pensée n'est pas douteuse.

L'étoilement leur doit sa structure et sa conclusion. La peinture de Simon Hantaï y est livrée aux regards de son auteur et de Didi-Huberman. Depuis près de vingt ans, il semblait entendu qu'Hantaï, après avoir été un artiste essentiel, avait cessé de travailler et s'était retiré du monde. Apparence évidemment fausse : ses œuvres récentes seront exposées bientôt. Admis dans l'atelier, conversant avec l'artiste, Didi-Huberman entreprend l'analyse des travaux anciens et nouveaux, en décrit avec une attention minutieuse la fabrication, les pliages, les imprégnations. Il cite Hantaï, écrivant en 1958 que *« le problème crucial de la peinture est celui de l'incarnation »*, pour l'interpréter *« à la manière de Bataille »*. Le pliage *« ne purifie rien »* – exit la vision facile d'un Hantaï minimaliste. *« Il montre plutôt l'affinité matérielle de l'organique et de l'inorganique »*, *« la peau repliée sur elle-même, le caput-mortuum d'un pauvre corps sacrifié : notre propre semblable réduit en charpie par un de ses semblables »*. Autrement dit : le corps lui-même, tissus, organes, viscères. Un insecte écrasé. N'importe qui.

Philippe Dagen

la chronique

de Roger-Pol Droit

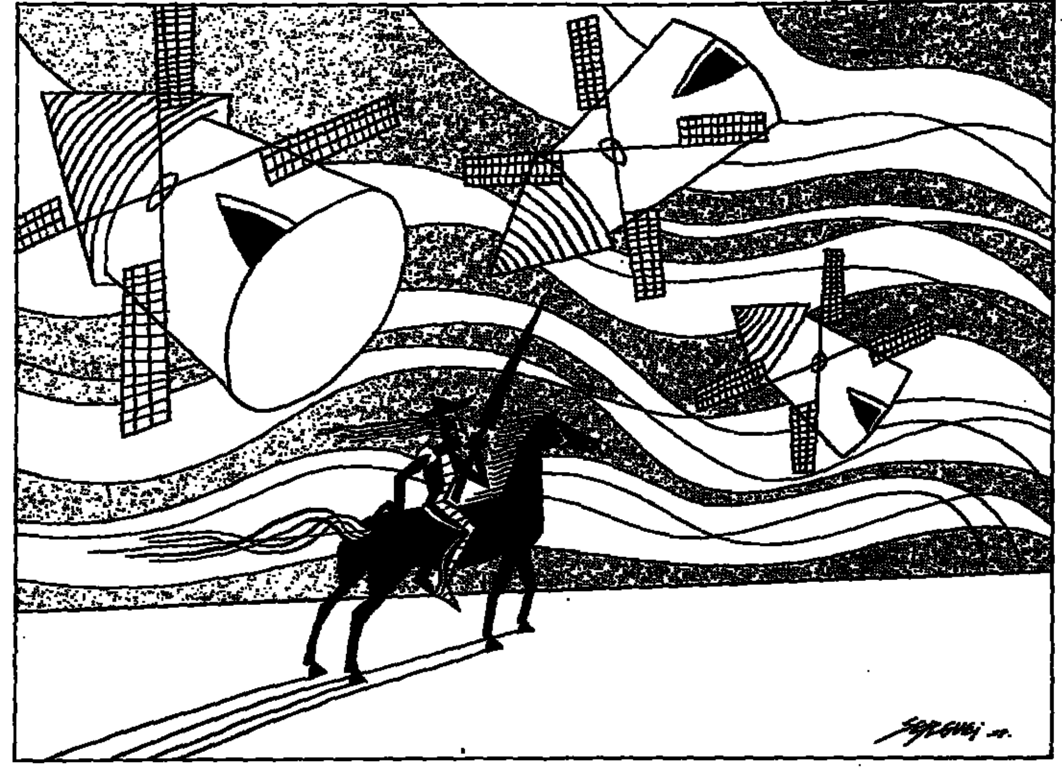
Du vent dans l'Asie déserte

Entre Chine et Russie, les hauts plateaux interminables et pierreux sont parcourus de bourrasques. Depuis le temps de Saint Louis, il n'y passe guère de Français, ni d'ailleurs beaucoup de monde. La Mongolie bouge pourtant. Elle passe sans bruit de Lénine à Gengis Khan

LE RÉVEIL DES TARTARES
En Mongolie sur les traces de Guillaume de Rubrouck
de Michel Jan.
Payot, coll. « Voyageurs », 228 p., 119 F.

Le 5 avril 1254, que s'est-il passé de vraiment particulier à Karakoroum ? Un événement infime, un de ceux qui méritent pourtant de demeurer dans l'histoire des rencontres entre les cultures. Ce jour-là, dans la capitale des khans mongols, arriva un homme venant réellement de loin. La ville était alors de création récente. La décision de l'entourer d'une enceinte avait été prise peu d'années auparavant. Gengis Khan était mort depuis plus d'un quart de siècle. Après Ogodeï, Mangou régnait. En quelques générations, les cavaliers avaient conquis une très vaste partie du monde. Leur empire s'étendait de l'Ukraine aux rives du Pacifique, englobant désormais la Chine aussi bien que la Perse. Les Tartares franchissaient l'Oder et le Danube. Une période stable s'ouvrait, une *pax mongolica*, un temps de puissance souveraine comme en connaissent les grands empires à leur apogée. Le voyageur venait du royaume de France. Sur ordre de Saint Louis, le Franciscain Guillaume de Rubrouck avait cheminé vers l'est, des années, jusqu'à la capitale de ce peuple qui faisait trembler. Le courageux moine a laissé de son périple une chronique importante, émouvante et belle, rééditée en 1985 (1). Il y écrit notamment qu'en pénétrant en Mongolie, « *terre des peuples étranges* », il eut le sentiment d'entrer « *dans un autre monde* ».

Les voyageurs contemporains, en mettant leurs pas dans les siens, peuvent encore éprouver une sensation semblable. Michel Jan, qui passa l'été de 1990 à cheval en suivant l'itinéraire du Franciscain à travers l'Altaï, sur des centaines de kilomètres, dans les contrées presque désertes qui s'étendent entre Boulgan et Karakoroum, souligne combien, au fils des siècles, peu de choses ont changé. De loin en loin, séparées par des journées entières de cheval, quelques yourtes blanches, tentes de feutre circulaires peintes à la chaux, tachent toujours les longs déserts haut perchés battus des vents, à peine séparés par des gorges encaissées. Trente degrés le jour, zéro la nuit, en août. Des rafales soudaines d'une neige coupante, qui disparait aussitôt sous le soleil. La présence écrasante du ciel, les étendues minérales et plates à perte de vue, l'herbe rare et rêche. Altitude moyenne : 2 000 à 3 000 mètres. Terre natale du vent. Les pèlerins bouddhistes allant de Chine en Inde au VIIe siècle signalaient ces « *vents terribles qui soulevaient le sable* ». Guillaume de Rubrouck, au XIIIe siècle, affirmait qu'il y avait « *un tel vent à travers la contrée qu'on pouvait croire que les démons la parcouraient* ». Le vrai charme du récit de Michel Jan est d'avoir été composé par un voyageur à la fois sensible et savant. Les faits simples sont finement cernés par le cavalier moderne, cheminant à l'ancienne avec quelques compagnons français et mongols. Ses notes mettent en relation ses observations actuelles et celles des récits d'autrefois (2). Les lignes directrices demeurent : le désert, le vent,



et cette cruauté extrême attribuée aux Tartares.

Le vent rendrait-il méchant ? Le poète bouriate Pioti Nikiforovith Danbinov ne le croit pas. Au contraire : « *Donnez-moi la steppe, sans limite, balayée par le vent / Sur une immensité qui s'étend de tous côtés, Où libre de toute consigne, de toute surveillance, / L'homme n'a plus que la bonté pour guide.* » L'Europe a pensé tout différemment. Elle n'a cessé de relier les terres arides de la Mongolie à des silhouettes tyranniques et terribles. Parmi les figures imaginaires de l'Orient (originaire, sage, sensuel, mystérieux, menaçant...), les Tartares mongols ont incarné, dans l'esprit de l'Occident, cruauté sanglante et massacres sans nom. Ces guerriers, il est vrai, ne furent pas des boy-scouts. Mais il reste difficile de démêler la part de noire légende et celle des rudesses vraies.

Et pas seulement pour les siècles lointains ! Dans l'histoire contemporaine, le personnage de Dambitdjatsan, le « Dja-Lama », suscite une réelle perplexité. On ne sait jamais clairement ce qui relève de son existence réelle et ce qui appartient aux fictions – nationales aussi bien qu'occidentales – qu'alimente son parcours. Né entre 1860 et 1870 dans le sud-ouest de la Mongolie, Dambitdjatsan voulait chasser les Chinois et unifier le pays. Déporté en Sibérie, il aurait ensuite séjourné au Tibet, notamment à Lhassa. Là, il aurait étudié longuement le bouddhisme et les pratiques magiques du tantrisme. On lui prête en outre d'extraordinaires connaissances linguistiques, quelques pouvoirs surnaturels et de véritables orgies de massacres. En 1912, après l'effondrement de la domination chinoise, il aurait extrait de sa propre main, gauche évidemment, le cœur de très nombreuses victimes. En 1924, le pouvoir communiste décida de le faire tuer par ruse dans sa citadelle imprenable. Sa tête aurait été portée au bout d'une lance à travers tout le pays. Certains, paraît-il, ont persisté à ne pas croire à sa mort.

Ce que représentait Dja-Lama, c'était aussi le rêve de réunion et d'autonomie des Mongols occidentaux. Ces peuples dispersés entre des nations multiples, dominés par des pouvoirs divers, soumis à des régimes durs, tendent aujourd'hui à reconstruire leur identité. Depuis 1990, des vents neufs se lèvent. Ils cherchent où souffler, entre l'Asie des techniques de pointe et les grandes pesanteurs continentales. Les étendues désertes recommencent à s'animer. A Oulan-Bator, la rue d'Octobre a été rebaptisée. Elle est devenue... rue du Commerce. Dans toute la région s'affirme d'autre part un renouveau du bouddhisme, en particulier chez les Kalmouks et les Bouriates. On cherche des héros, des modèles à aimer. Sur les boîtes d'allumettes, les étiquettes de bière, les papiers d'emballage, la silhouette de Gengis Khan, autrefois interdite, se retrouve aujourd'hui fréquemment – signe d'une fierté jamais perdue plutôt que nostalgie d'une suprématie militaire.

Sans doute les steppes mongoles sont-elles encore éloignées du tourbillon planétaire. Les premières liaisons par courrier électronique commencent *seulement* à fonctionner. Le pays demeure bien peu peuplé (environ 2,5 millions d'habitants pour 1,5 million de kilomètres carrés !). L'informatisation est handicapée par le nombre d'écritures : pas moins de cinq graphies très différentes sont en usage pour une même langue ! Cette multiplicité pèse sur plusieurs aspects du développement culturel. Le retour officiel, depuis 1990, à l'écriture traditionnelle, ignorée de la plupart des adultes éduqués après 1940, ne simplifie pas les choses... Ce ne sont pourtant que des obstacles éphémères au passage du vent des steppes. Engendré par les différences de pression, il a toutes chances de souffler bientôt. Et peut-être plus loin qu'on ne pense.

(1) Voir Guillaume de Rubrouck, *Voyage dans l'empire mongol (1253-1255)*, traduction et commentaires de Claude et René Kappler, Payot, 1985.

(2) Michel Jan a consacré plusieurs ouvrages à l'Asie centrale et publié *Le Voyage en Asie centrale et au Tibet*, anthologie des récits de voyage, Robert Laffont, « Bouquins », 1992.

★ **A signaler également une belle anthologie de textes littéraires, *Histoire de déserts*, réunis par Alain Laurent (Ed. Sortilèges, 368 p., 135 F).**

Mystère de soi et mémoire des autres

Discret sur lui-même, le compositeur Henri Dutilleux offre un intéressant témoignage sur la vie musicale

MYSTÈRE ET MÉMOIRE DES SONS
Entretiens d'Henri Dutilleux avec Claude Glayman.
Actes Sud, 275 p., 148 F.

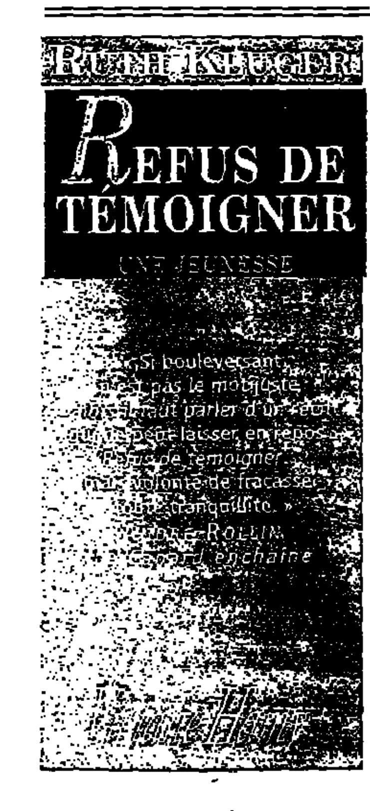
Né à Angers en 1916 mais élevé dès l'âge de trois ans à Douai, Henri Dutilleux a renoué sur le tard avec sa terre natale par l'acquisition d'une maison en Touraine qui lui offre le spectacle de la jonction de la Loire et de la Vienne. L'évocation de ce refuge fait passer dans les propos du compositeur – notamment lors du rappel d'un souvenir lié à des oiseaux de nuit – un souffle irrationnel trop rare dans ce livre riche en témoignages sur la vie musicale, mais avare de confidences intimes. Reflets de la notoire humilité de Dutilleux, ces entretiens renseignent avant tout sur... les autres. Des figures quelque peu oubliées telles que Henri Busser (qui prit le relais d'André Messager dans la fosse de l'Opéra-Comique dès la cinquième représentation de *Pelléas et Mélisande* de Debussy) ou Marcel Mihalovici (compositeur d'origine roumaine), et d'autres qui ont marqué l'Histoire (les chefs Roger Desormière, Manuel Rosenthal ou Charles Munch) bénéficient d'un regard rétrospectif empreint d'une touchante humanité. Insaisissable Dutilleux : on lui pose une question sur la présence de sa *Première Symphonie* dans le film de Pialat *Sous le soleil de Satan*, et il en vient à vanter le travail de Michel Fano pour Robbe-Grillet et les mérites de Maurice Le Roux, qui le lui a fait découvrir !

L'évocation de son enfance (dans une famille aussi sensible à *la musique qu'à la peinture*), puis de sa jeunesse (à une époque où l'« *on jouait la musique plutôt qu'on ne l'écoutait* ») suscite également une minutieuse description de personnages divers. Dutilleux craint toujours de commettre des oublis ; il a ainsi la marotte des listes. Celle des chefs qui ont dirigé sa musique en France produit trente-trois noms d'affilée, celle de ceux qui l'ont diffusée à l'étranger, trente-sept... Le narrateur disert ne révèle le compositeur qu'en filigrane de récits agencés comme les maillons d'une chaine vitale. A l'image de la rencontre effectuée par le jeune chef Felix Weingartner avec une choriste ayant participé en 1824 à la création de la *IXe Symphonie* de Beethoven ; anecdote rapportée par Henri Dutilleux, qui la tenait de Paul Sacher, lui-même informé par Weingartner.

Interrogé parfois avec des visées polémiques par Claude Glayman, Dutilleux répond avec modération ; sur les ravages supposés du « terrorisme » sériel, sur sa propre indépendance esthétique ou bien sur l'éventuelle dimension française de sa musique. Tout juste ose-t-il parler de « *réactions simiesques* » à propos des descendants de Steve Reich. Une terminologie souriante dont il a peut-être eu l'idée après qu'une coquille eut transformé dans un journal anglais son *Arbre des songes* (concerto pour violon) en *Arbre des singes !*

Ce que l'on apprend ici de Dutilleux (il aime les *Pièces* op.16 de Schoenberg mais aussi Charles Trénet, Nino Rota et Sarah Vaughan) ou de ses œuvres (attachées aux notions de forme et de timbre) n'atteint presque jamais à l'essence de l'homme. La quarantaine de pages ajoutées en 1996 (aux entretiens publiés sous le même titre par Belfond en 1993) valent principalement pour la résidence à Tanglewood (Etats-Unis), qui permit à Dutilleux durant l'été 1995 de côtoyer de jeunes compositeurs avec « *la curieuse impression de franchir le miroir, de découvrir l'individu* ». Bien qu'attachant, ce livre ne favorise pas une semblable découverte d'Henri Dutilleux. Sans doute par excès de pudeur.

P. Gi



Un musicologue de pointe

Essais ou analyses, l'intégralité des textes de Carl Dahlhaus consacrés à Schoenberg illustre les qualités d'un grand musicologue

SCHOENBERG
de Carl Dahlhaus.
Traduit de l'allemand par Vincent Barras, Eeva et Tiina Hyvärinen, Dominique Leveillé et Peter Szendy,
éd. Contrechamps, 328 p., 150 F.

L'IDÉE DE LA MUSIQUE ABSOLUE
(Die Idee der absoluten Musik)
de Carl Dahlhaus,
Traduit de l'allemand par Martin Kaltenecker,
éd. Contrechamps, 160 p., 100 F.

Les amateurs de musique du XXe siècle connaissent bien la revue *Contrechamps*, qui, sous la direction de Philippe Albéra, a au cours des années 80 diffusé en français des textes de référence concernant des compositeurs (Berio, Ives, Ferneyhough) ou des thèmes (avant-garde et tradition, opéra) de premier intérêt. Après la parution de dix-sept numéros, *Contrechamps* a abandonné en 1991 le statut de revue pour celui de maison d'édition (plus en rapport avec les dimensions et le caractère de ses publications). Une douzaine de titres (dont un excellent *Heinz Holliger*) ont, depuis, rendu indispensable l'activité de l'équipe genevoise. A preuve, deux volumes exceptionnels signés Carl Dahlhaus.

Le *Schoenberg* publié par Contrechamps est inédit à bien des égards. Il rassemble pour la première fois l'intégralité des textes (dont un, « La Construction du disharmonique », jamais paru en allemand, sa langue originale) consacrés par Dahlhaus (1926-1986) à la figure de proue de la seconde école de Vienne et s'enorgueillit d'un important travail de traduction qui débouche sur une nouvelle formulation de concepts fondamentaux (le terme de « *variation développante* » est préféré à celui de « *développement par variation* » pour désigner le processus d'*entwickelnde Variation*) ou une nouvelle désignation des œuvres (*Du jour au lendemain* et non plus *D'aujourd'hui à demain* pour *Von Heute auf Morgen*). Ce travail scrupuleux sur la langue semblait en effet incontournable dans l'abord de la très exigeante démarche dahlhausienne.

Beaucoup de commentateurs du phénomène musical se prétendent aujourd'hui musicologues. Qu'ils comparent la nature de leur contribution à celle de Dahlhaus, et ils saisiront à quel point ils commettent, dans la plupart des cas, un cruel abus de langage ! Pour appréhender la méthode de l'éminent professeur allemand, on ne trouvera guère mieux que la lecture de « La Prose musicale », premier texte du présent *Schoenberg*. Evoluant d'abord sur le terrain lexicologique, Dahlhaus cerne les différentes définitions en usage puis esquisse une histoire du terme employé par le compositeur. Il envisage la question sous chaque angle possible et discute méthodiquement la validité de l'orientation choisie en procédant parfois à des extensions inattendues mais pertinentes, comme lorsqu'il situe Schoenberg plus près de Lully que de Mozart. Dahlhaus s'impose toujours en véritable guide de la pensée, équilibré et plein de ressources.

Essais ou analyses, synthétiques ou détaillés (moins de trois pages pour la *Pièce pour orchestre* op. 16 n° 3, plus de trente pour les *Variations pour orchestre* op.31), les vingt-huit textes relèvent tous d'une suprême qualité de raisonnement. L'esprit de Dahlhaus, maître de la dispute au sens médiéval, rayonne particulièrement dans l'exercice de la polémique. Celle engagée avec Ernest Ansermet, qui pour avoir créé quantité d'oeuvres de Stravinsky s'est cru autorisé à dénoncer le schisme impardonnable provoqué par la nouvelle musique avec la loi tonale, ne manque pas de sel et devrait clouer le bec aux nostalgiques qui reprennent aujourd'hui les thèses défendues jadis par le chef suisse. Car, comme le souligne Dahlhaus après une brillante démonstration, « *on ne peut guère répliquer qu'à des arguments, et non à des assertions infondées* ». Ce *Schoenberg* est un livre fictif résultant du rapprochement de textes nullement destinés à figurer ensemble. Il n'évite donc pas les redites (la notion de *combinatoriality* attachée au compositeur américain Milton Babbitt est servie trois fois dans les mêmes termes, pp. 42, 78 et 114) ou les redondances (la remarque de Webern à propos de la combinaison des dimensions horizontale et verticale de la musique) ; la récurrence concerne même une faute de français (« *Il avait également faite sienne...* », p. 150, puis p. 185, et même dans l'autre volume, p. 29) assez regrettable dans le cadre d'une aussi ambitieuse entreprise de traduction.

Publié en 1978 par Barenreiter, *L'Idée de la musique absolue* paraîtra d'un accès plus ardu au grand public par son cheminement sur des voies très techniques où se rencontrent des témoignages fort variés de compositeurs, d'écrivains, de philosophes, de théoriciens et d'amateurs. Revalorisant « *une esthétique musicale qui ne se perd pas dans la spéculation* », Dahlhaus maîtrise encore la réflexion multipolaire d'un grand historien. Après avoir montré que de l'Antiquité au XVIIe siècle toute musique non assujettie à un texte semble imparfaite, il investit la métaphysique romantique de l'art pour notamment en dégager un édifiant « *modèle herméneutique* » (pris chez Hoffmann) et aboutir, après de nombreux méandres érudits, à une conclusion associant les absolus de la musique et de la poésie. Mais chez Dahlhaus comme chez Hanslick ciblé par le musicologue, « *ce qui peut paraître comme un détour va souvent droit au but* ».

Pierre Gervasoni

